

**DISCOURS A LIRE
AU CONSEIL, EN
PRÉSENCE DU
ROI, PAR UN
MINISTRE...**





14. 32. d. 3.

X 111 B 58

DISCOURS
A LIRE AU CONSEIL,
EN PRÉSENCE DU ROI,
PAR UN MINISTRE PATRIOTE,
*SUR le projet d'accorder l'Etat Civil
aux Protestans.*



D. PROB. ROM. S. J.

1787.

DISCOURS
A LIRE AU CONSEIL,
EN PRÉSENCE DU ROI,
PAR UN MINISTRE PATRIOTE,
*Sur le projet d'accorder l'Etat Civil
aux Protestans.*

SIRE,

Une grande Question est agitée dans le Conseil de Votre Majesté: *Peut-elle accorder, sans danger pour la tranquillité publique, l'Etat Civil aux Protestans?* Matière importante & délicate ! Elle exige tout le sang-froid de la plus mûre délibération. J'ose le dire, le salut de votre Royaume tient à celle que nous allons fixer sous vos yeux, & d'après laquelle votre Majesté va prononcer. Une erreur, une méprise en ce genre, occasionnée par les vues d'une fausse politique, entraîneroit les suites les plus déplorables, la subversion totale de la constitution civile & religieuse de cette Monarchie. Loin donc, en ce moment, des Membres de votre Conseil, tout esprit de système & de parti. SIRE, les Empires doivent se gouverner, non par des opinions, mais par la droite raison. Dans les grandes discussions politiques, les faits

Coligny, ardent protecteur de cette secte rebelle, parut à l'Assemblée des Notables (1). Au nom de tous les Calvinistes du Royaume, il osa présenter une requête, par laquelle ils demandoient au Roi l'exercice du culte public. Pour intimider son Maître, Coligny menaça de la faire signer par cinquante mille Gentilshommes. Le séditieux Amiral poussa l'audace jusqu'à se plaindre qu'on eût renforcé la garde du Monarque. Cette démarche apprit au Gouvernement ce qu'il avoit désormais à attendre d'une classe de sujets qui disputoit au Souverain sa garde, & qui lui présentoit des suppliques appuyées de cinquante mille hommes. Mais la mort inopinée de François II changea la face des affaires (2).

Les minorités, SIRE, sur-tout en France, sont des époques climatériques. Charles IX monta sur le Trône sous la tutelle de sa Mere. Un Roi mineur, une Régente sans vues fixes & sans principes, ou plutôt qui n'en avoit qu'un, celui de tout brouiller, pour tout gouverner; les Grands divisés; deux Maisons puissantes & rivales (3) qui partageoient l'autorité; la Nation enthousiaste de nouveautés en matière de Religion, non pas, comme aujourd'hui, pour n'en avoir aucune, mais pour embrasser celle qui pour lors avoit la vogue; une fermentation générale dans les esprits; tout annonçoit une crise effrayante; & ce fut le Calvinisme qui l'opéra.

Les Etats d'Orléans le dénoncerent comme la cause des troubles publics qu'excitoient des Ministres émissaires de Geneve, & que fomentoient des libelles diffamatoires (4).

(1) En 1560.

(2) François II mourut d'un abcès qu'il avoit à la tête, & dont l'humeur ne put entièrement couler par son oreille. Quelques Auteurs ont rapporté que cet accident devint mortel par le poison que le Chirurgien, qui étoit *Huguenot*, mêla parmi les remèdes, pour délivrer son parti de la crainte que lui inspiroit la sévérité des Lois de François II. (Voyez le *Laboureur*, cité par le Président *Hénault*.)

(3) Les Princes de la Maison de Bourbon & de Lorraine.

(4) Un Historien recommandable assure avoir vu un gros recueil en dix volumes in-folio, contenant les libelles composés par les Huguenots contre les personnages les plus augustes de ces temps.

Un Edit de 1561 proscrivit le culte & les assemblées illégales des Calvinistes. Ils étoient trop nombreux pour ne pas mépriser le Législateur & la Loi. Loin d'avoir à redouter la vindicte des Tribunaux, ils affrontèrent l'autorité du Trône. En vain Catherine voulut leur donner le change, en convertissant une vraie rébellion contre l'Etat en une guerre Théologique. Le Colloque de Poissy (1) ne fut qu'un expédient mal-adroit, imaginé par une politique timide, ou par un zèle peu éclairé : il étoit indécent & inconséquent de disputer sur des matières religieuses en présence d'un jeune Roi & d'une Cour frivole & voluptueuse ; c'étoit mettre en problème les motifs de l'insurrection des Sectaires, & en compromettre la vérité de la Foi Catholique.

Enhardis par les ménagemens d'une indulgence indiscrète, les Calvinistes ne gardèrent plus de mesures ; ils se livrèrent aux derniers excès.

Ils s'assemblent à Sainte Foi : ils y déclarent que la *Religion Catholique doit être anéantie dans le Royaume*. Ce fougueux arrêté étoit une déclaration de guerre contre la Religion dominante de l'Etat, & par conséquent un délit punissable par les Loix.

A cette époque la France n'offre plus qu'un tableau

Cette énorme Collection renferme tout ce que la méchanceté la plus noire a jamais inventé de calomnies atroces.

(1) C'est une chose très-remarquable, que les Ministres députés par le parti pour défendre sa cause dans cette célèbre Conférence, étoient, entr'autres, *Augustin Marlorat*, Moine Apostat de l'Ordre de St. Augustin, le même qui, peu de temps après, fut pendu à Rouen ; *Jean Malo*, qui, de Prêtre habitué de la Paroisse de St. André-des-Arcs à Paris, étoit devenu Ministre Protestant ; *Jean de l'Eptne*, Jacobin, qui apostasia après avoir sauté les murailles de son Couvent ; *Pierre Martyr*, autre Moine Apostat de l'Ordre des Chanoines Réguliers de St. Augustin, qui épousa une Religieuse après l'avoir débauchée ; enfin le fameux *Theodore de Beze*, homme d'esprit & de Lettres, mais impie & athée ; au sentiment même de plusieurs de sa Secte, libertin impudent, & plongé dans les plus honteuses débauches. Il eut un Procès Criminel au Parlement pour avoir composé une infâme Piece de Vers. Tels furent les singuliers Apôtres qui eurent l'effronterie de soutenir à Poissy, en face de la Nation, la nécessité de la nouvelle réforme dans la doctrine & dans les mœurs.

de calamités & d'horreurs. Vous allez, SIRE, contempler un spectacle affreux de meurtres & d'incendies, de sang & de carnage.

Ivres de fanatisme (1), les Calvinistes déchargèrent leur fureur sur le Dauphiné. Ils ravagèrent les campagnes ; ils brûlerent & démolirent les Eglises ; ils pillèrent les vases sacrés ; ils abolirent le sacrifice de nos Autels ; ils y substituerent le prêche ; ils forcèrent les Catholiques à y assister ; ils y traînerent un Parlement tout entier (2). Ils massacrèrent ou enterrentent tout vivans les Religieux & les Prêtres. Le Lyonnais, le Forêt, l'Auvergne & le Vivarais éprouverent également la rage de ces forcenés.

Ils se jettent dans Orléans, ils enlèvent le trésor des Eglises ; ils portent leurs mains sacrilèges sur nos Saints Mystères, & les fouillent par des impiétés que ma langue se refuse de nommer. A Valence, ils soulèvent le peuple, & poignent le Gouverneur. Ils s'emparent de Lyon & de ses Eglises, ils profanent les Reliques des Martyrs dont le sang fut le germe de la Foi dans les Gaules.

A Nîmes, ils chassent l'Evêque de son Siege, les Chanoines de leur Eglise, les Religieuses de leurs Couvens. Ils brûlent les Images, ils renversent les Autels. La Capitale du Royaume ne fut pas à couvert de leur fureur sanguinaire & incendiaire.

Acharnés contre les vivans, ils n'épargnent pas même les morts. Ils troublèrent les cendres & profanèrent les sépulcres de nos Rois (3). Ennemis jurés de l'autorité

(1) Leur Chef en Dauphiné étoit le fameux Baron des Adrêts. On dit qu'il faisoit prendre à ses Enfans des bains de sang, pour les familiariser avec l'horreur de le répandre. L'Amiral de Coligny, au lieu de témoigner les sentimens d'horreur que faisoient naître les barbaries de ce Néron moderne, écrivit qu'il falloit se servir de lui comme d'un Lion furieux, & que ses services devoient faire passer ses insolences. Calvin écrivit simplement à ce terrible Baron d'être UN PEU PLUS MODÉRÉ. (Voy. la Vie du Baron des Adrêts, par Gui Allard, à Grenoble, 1675, in-12.)

(2) Le Parlement de Grenoble.

(3) Louis XI enterré à Cléry, & François II, dont le cœur étoit déposé dans l'Eglise de Ste. Croix d'Orléans.

Monarchique, les Calvinistes poursuivoient donc jusqu'à l'ombre des Rois dans le silence de leurs tombeaux.

Le Calvinisme signala pareillement dans le Béarn son caractère atroce, sous les auspices de Jeanne d'Albret, entichée des opinions nouvelles (1). Cette Princesse étoit gouvernée par des Moines apostats, dont sa Cour étoit inondée. Par Lettres Patentes, Jeanne bannit entièrement de ses Etats l'exercice de la Religion Catholique, & ordonna l'établissement exclusif de la nouvelle réforme. Tandis que les Calvinistes ne prétendoient en France qu'à la tolérance, ils affichèrent en Béarn l'intolérance la plus outrée. Tel fut toujours leur procédé partout où ils furent les plus forts.

Le despotisme fanatique de la Reine de Navarre indigna les Etats. Leurs remontrances & leurs clameurs furent inutiles. Le désespoir arma les Béarnois ; leur patrie désolée devint le théâtre de la discorde. Sous les murs de Navarreins on combattit avec fureur. A Orthès se fit un carnage horrible, sur-tout des Religieux & des Prêtres. On voyoit des ruisseaux de sang couler dans les maisons, les places & les rues. Le Fleuve du Gar parut tout ensanglanté, & ses ondes empourprées portèrent jusqu'aux Mers voisines les nouvelles de cet affreux désastre.

Le massacre d'Orthès fut suivi de celui de la fleur de la Noblesse. Comme si le 24 d'Août eût été dans ce siècle une époque sinistre consacrée à des exécutions barbares, ce jour-là même un grand nombre de Gentilshommes fut poignardé à Pau contre la foi des traités, & par la noire perfidie des Calvinistes. L'Histoire dépose que Charles IX jura de s'en venger, & que dès cet instant il médita d'user de représailles (2). Atrocés

(1) Il auroit été à désirer que l'Histoire n'eût à consacrer dans ses fastes le nom de Jeanne d'Albret que pour avoir donné le jour à notre immortel Henri IV, & non pour son attachement opiniâtre à l'erreur, & pour sa dévotion aux Pseaumes burlesques de Marot.

(2) Il paroît que le massacre du Béarn inspira à Charles IX la première idée de celui de la St. Barthelemi, exécuté à pareil jour,

représailles, qui bientôt vont nous offrir une scène exécrationnable ! Ne nous hâtons pas d'en souiller nos regards.

Le Calvinisme savoit qu'il n'avoit affaire qu'à une Régente, & qu'il n'étoit pas difficile d'effrayer une femme. Par sa contenance audacieuse & fière, il arracha de Médicis un acte de foiblesse, que la Cour ne manqua pas de donner comme un monument de modération. L'Edit de 1561 fut révoqué par celui de 1562, qui accorda aux Calvinistes la libre profession de leur culte, mais réduite à certains lieux ; démarche impolitique ; l'expérience le démontra. Le Royaume de nouveau fut en feu. Les privilèges dont on gratifie des Sectaires, ne servent jamais qu'à renforcer l'esprit d'audace & de rébellion.

Cette vérité fut sentie par le Parlement de Paris. Il se roidit contre l'enregistrement de l'Edit de Tolérance. Dans ses remontrances du 12 Février, il disoit que le seul remède propre à guérir la maladie dont l'Etat étoit attaqué, remède dont l'expérience du passé assuroit la vertu, étoit de réprimer des sujets non-seulement obstinés dans leurs erreurs, mais encore coupables d'une désobéissance publique & directe. La Majesté du Seigneur Roi, ajoutoit-il, comme ses Prédécesseurs, en son sacre, a, n'aguères (1), fait serment solennel & ex-

trois ans après. On lit à ce sujet dans l'Histoire de Navarre ces paroles remarquables : Ces nouvelles (dit l'Auteur, en rapportant le massacre de Pau) sâchèrent extrêmement le Roi Charles, qui dès-lors résolut en son esprit de faire une seconde St. Barthelemi en expiation de la première. Le même Auteur rapporte l'accomplissement de cette affreuse résolution, en disant que Charles IX fut excité à l'exécution de ce cruel dessein, sur-tout par le souvenir des Barons du Béarn cruellement assassinés, & par les jactances de Montgomery, qui se glorifioit de ce barbare exploit. *Mémoratif encore*, dit l'Ecrivain, des Seigneurs daigués de sang-froid en Béarn par Montgomery, lequel pompeusement se pennadoit à Paris. Toutes ces choses firent résoudre le Roi à faire une saignée, & d'ôter par icelle toutes les humeurs corrompues de partie du corps de la France. (Histoire de Navarre, Liv. 14.) Je ne cite ce trait que pour montrer le caractère de Charles IX, & quelle fut la vraie cause d'un événement qu'on a attribué à tant d'autres.

(1) Charles IX fut sacré à dix ans, dix-huit mois avant l'Edit de 1562, qui donna lieu à ces remontrances.

près de chasser les hérésies de son Royaume. Y est obligé envers Dieu.

Tandis que s'égaroient les Conseils de Charles & de Catherine, le Parlement frappoit droit au but. Sa politique étoit celle du bon sens. Il pensoit que mollir devant des rebelles, c'étoit les avertir de leurs forces : que le Souverain compromettoit son honneur, en autorisant une Secte dont à la face des Autels il venoit de jurer la proscription. Ainsi, pour dernière ressource, le Parlement en appeloit à la conscience du Prince, & faisoit retentir à ses oreilles le nom redoutable de parjure.

Cependant, d'après des ordres réitérés, le Parlement obéit ; mais en enregistrant il gémit sur les maux qu'il entrevoyoit devoir fondre bientôt sur la France. Ses pressentimens ne tarderent pas à se vérifier.

Que demandoient, SIRE, les Calvinistes ? *La liberté de conscience, la tolérance.* On venoit de la leur accorder. S'ils n'avoient été que des dissidens de bonne foi, entêtés de quelques erreurs Théologiques, la grace qu'ils avoient obtenue auroit dû calmer leur effervescence religieuse, & les attacher, sinon par sentiment, dumoins par intérêt, à un Roi de France, qui, contre la religion d'un serment solennel, contre le pacte national de son inauguration, contre les réclamations du Parlement, autorisoit le premier dans son Royaume le monstrueux alliage de deux Religions légalement approuvées.

Que penser donc de ces impudens Sectaires, qui, dans ce même Edit de tolérance, trouvèrent un nouveau grief ? Cette loi reléguoit leur culte hors des murs de nos cités. Mécontents de cette restriction, qui traçoit entr'eux & les Catholiques une ligne de démarcation, ils exigèrent alors des Temples dans les Villes. Telle fut en tous les temps la marche du Calvinisme. Toujours, dans le diplôme d'un privilège, il affecta de lire le droit d'en demander un autre. Pour extorquer celui d'élever autel contre autel dans l'enceinte de nos Villes, ils vont accumuler attentats sur attentats.

Déjà coupables d'une *Conspiration* contre l'Etat, ils

en forment une nouvelle. Ils tentent d'enlever Charles IX à Meaux. Le dépit du mauvais succès de cette entreprise criminelle leur fit épier l'occasion de donner les Catholiques pour agresseurs. L'affaire de Vassy (1) fournit un prétexte aux Calvinistes. Cet événement raconté par eux avec des circonstances exagérées, devint un signal de guerre.

Abjurant la fidélité qu'ils devoient à leur Souverain légitime, ils font serment d'obéir au *Prince de Condé*. Ils lui défèrent le titre de *Lieutenant - Général du Royaume*. Ils déclarent que *la minorité de Charles IX ne finira qu'à sa vingt-deuxième année*. C'étoit une infraction du droit public de la Monarchie, adopté depuis Charles V. Quel droit avoit cette tourbe séditieuse de statuer en législateur sur la majorité de nos Rois ? Mais il étoit de l'intérêt du parti de différer la majorité de Charles IX, pour prolonger la Dictature, ou plutôt la *Vice-Royauté* du Chef qu'ils se donnoient, en attendant qu'ils pussent l'inviter à s'asseoir sur un Trône (2) que bientôt ils comptoient déclarer vacant.

En vain les Parlemens de Paris & de Rouen, effrayés de l'état déplorable où le Calvinisme plongeait la France, le foudroyoient à coups d'arrêts. La vigueur de ces deux compagnies ne put en inspirer au Gouvernement. La pusillanimité énermoit l'action de la puissance publique. L'anarchie qui régnoit étoit le fruit d'un système combiné des vues de *L'Hôpital* & de *Médicis*.

L'Hôpital, qui, sous la Simarre d'un Chancelier (3)

(1) Ce fut une rixe occasionnée par une rencontre fortuite entre des Valets & des Payfans. La scène fut ensanglantée plutôt par une vengeance brutale, que par une animosité de religion.

(2) Le Connétable de Montmorenci montra à Charles IX, dans une Assemblée au Louvre, une Médaille d'argent frappée par les Calvinistes, & où l'on voyoit d'un côté l'effigie de *Louis, Prince de Condé*, & de l'autre l'écusson de France avec ces mots : *Eudovicus decimus-tertius, Dei gratia, Francorum Rex primus Christianus*. (Voy. Brantôme, tom. 3, & le Blanc, *Traité Historique des Monnoies de France*, p. 335.)

(3) L'Hôpital, Juif d'origine, Huguenot d'affection, Catholique de profession, fut l'objet de cette plaisanterie qui couroit de son temps : *Dieu nous garde de la Messe du Chancelier*. Cette gaieté

cachoit une indifférence (1) raisonnée pour la Religion Catholique, ou plutôt pour toutes les Religions (2), donnoit les couleurs de la prudence & de la *tolérance* à sa malveillance, ou à sa perfidie secrète (3). Ce rôle apathique flattoit d'ailleurs sa pédanterie (4). Il cadroit en apparence avec la gravité glaciale de sa figure (5), & avec les infules de chef suprême de la Magistrature dont il étoit revêtu.

Catherine, versée dans la science des intrigues de Cour, avoit pour objet capital de maintenir l'équilibre entre le parti Catholique & la faction Calviniste, en contre-balançant le crédit des *Guises* par celui des *Colignys*. Elle s'applaudissoit de ce raffinement de petites idées, analogue à l'art des ruses Italiennes. La Ré-

qui étoit dans le caractère du Français, & qui indiquoit le vœu public de la Nation pour la Religion Catholique, dut convaincre L'Hôpital qu'il étoit percé à jours, malgré tout son art à cacher ses vrais sentimens.

(1) Cette froide indifférence s'appelle aujourd'hui *Philosophie*, & c'est pour cela que les Philosophes, électrisés par d'Alembert, ont revendiqué depuis peu l'Hôpital pour un des leurs.

(2) Un Auteur contemporain de l'Hôpital fait son portrait en ces termes : *Homo quidem doctus, sed NULLIUS RELIGIONIS, aut, ut verè dicam, atheos : savant homme qui n'AVOIT AUCUNE RELIGION, ou, pour mieux dire, qui étoit Athée.* (Beaucaire, Liv. 28, 55, 57.

(3) D'Aubigné dit en parlant de l'Hôpital, au sujet de la conjuration d'Amboise : *l'original de l'entreprise fut consigné entre les mains de mon Pere, où étoit son Seing* (celui du Chancelier) *tout du long, entre celui de d'Andelot & d'un Spifame.* Voilà un fait bien constaté par un témoin oculaire. C'est cependant ce l'Hôpital, complice d'une conspiration contre le Roi, dont on a osé faire récemment l'*Eloge Historique* en pleine Académie, & à qui on a érigé une Statue, qu'on a placée à côté de celles des *Turenne* ; des *Bossuet* & des *Fénélon*. Cette Anecdote doit engager l'Administration à se précautionner contre les insinuations de la Philosophie moderne, qui, en abusant des distractions du Gouvernement sur les objets de détail, viendrait à bout tôt ou tard de donner insensiblement une direction nouvelle à toutes les idées morales, religieuses & nationales.

(4) L'Hôpital, fils d'un Médecin, ne s'exprimoit en public que par des apophthegmes & des aphorismes de Médecine. C'étoit une maladie de famille.

(5) On disoit à la Cour, en parlant de la mine blême & austère de l'Hôpital, *sa figure de St. Jérôme.*

gente & le Chancelier croyoient tous deux avoir imaginé un chef-d'œuvre de politique, & tous deux n'avoient enfanté qu'un chef-d'œuvre de mal-adresse dans l'art de gouverner. Tout fut perdu, précisément par les moyens qu'ils employèrent pour tout sauver.

Je l'ai dit, SIRE, la seule politique sage & bonne alors, étoit celle du Parlement. Il ne systématifioit pas sur les notions les plus simples; il raisonna d'après l'expérience, & les conceptions communes du bon sens. Il croyoit que *la liberté de penser* prétendue par les Calvinistes, ne pouvoit pas être la liberté de faccager, de brûler & de massacrer; que ménager une Secte aussi redoutable, en ne l'empêchant pas de se répandre, c'étoit la favoriser, & que par là c'étoit préparer soi-même le germe d'une guerre civile interminable.

Elle éclata en effet par une nouvelle insulte faite à la Majesté du Roi. La levée des deniers royaux, sous le nom du Prince de Condé, fut ordonnée par les Secétaires pour soudoyer leurs troupes. Soixante & douze Ministres assemblés à Orléans exhorterent les rebelles à fournir chacun leur contingent. La Noblesse du parti jura de sacrifier ses biens & sa vie pour forcer Charles IX & la Reine à sortir de la Capitale. Le Calvinisme avoit donc un autre but que d'anéantir *la domination des Guises*. Orléans, Blois, Tours; Bourges, Poitiers, Toulouse, furent le théâtre des scènes les plus horribles. C'étoit en assiégeant ou en incendiant nos Villes les plus importantes, que les Calvinistes usoient de *la tolérance*. Car veuillez, SIRE, ne pas oublier qu'à cette époque ils jouissoient légalement de la liberté de leur culte.

La convulsion qu'éprouvoit le Royaume, alarmoit le Monarque & la Régente. Dans la politique, comme dans la physique, il existe une force de réaction, quand deux corps se choquent & se heurtent de front. Dès le principe, le Gouvernement avoit molli; il devoit sans cesse perdre du terrain. Les rebelles en gagnoient à proportion. Ne pouvant plus parler en Maître, vilipendé par les propos insolens (1) de la plus licencieuse de tou-

(1) Les Calvinistes disoient en parlant de Charles IX, qu'ils

tes les Sectes, Charles IX fut réduit à négocier avec ses Sujets. Honteuse dégradation de la Majesté Royale ! Le foible Monarque alloit consommer son déshonneur par le sacrifice de deux (1) de ses Ministres, d'autant plus fidelles à leur Roi, qu'ils l'étoient à leur Dieu. Mais un Sectaire enthousiaste (2) menaça le Prince de Condé *du courroux du Ciel, s'il remettoit l'épée dans le fourreau*. Ce cri du fanatisme rompit les Conférences entamées pour la paix. Le feu de la guerre devint plus ardent que jamais.

Il ne manquoit plus aux Calvinistes que d'appeler les Anglais dans le Royaume. Ce trait d'une infigne perfidie étoit digne de figurer dans leur Histoire. Il étoit de l'essence de cette Secte de ne pas former des rebelles à demi. Ils livrent le *Havre-de Grace* aux ennemis de la France. Ils promettent de vendre *Calais*, si l'Angleterre veut y mettre le prix en leur envoyant des secours.

Dans cette affreuse extrémité, Charles IX trahi par ses propres Sujets, a recours aux Puissances voisines & alliées ; pour sauver son Royaume, il prend les Lanquenets à sa solde. De leur côté, les rebelles, pour combattre leur Souverain, font entrer dans le Royaume sept mille Reîtres.

Voilà donc le Calvinisme enfin parvenu à son but. Le glaive est tiré. La France est déchirée par une Guerre civile & en proie aux dévastations de deux armées. La Capitale est assiégée. Après vingt combats particuliers, se donne la bataille de *Dreux*, où Condé fut vaincu & fait prisonnier ; mais bientôt après vengé de sa défaite

donneroient des verges à cet enfant, qui osoit se dire leur Roi, & qu'ils lui feroient apprendre un métier pour gagner sa vie. (Voy. Comment. de Montluc.)

(1) François Duc de Guise & le Connétable de Montmorenci, deux hommes d'un mérite éminent, & qui dans le Conseil du Roi appuyoient fortement sur l'absolue nécessité de maintenir la Religion Catholique en France, si l'on vouloit y conserver la constitution Monarchique.

(2) Théodore de Beza.

par la mort du Duc de Guise lâchement assassiné par Poltrot (1).

C'est dans ces sanglantes circonstances qu'il faut se replacer, pour juger des principes qui dominoient alors le Gouvernement. Non, SIRE, non; ce n'est pas par les déclamations philosophiques de notre siècle, mais par les sept mille Reîtres que les Calvinistes armerent, par le sang répandu dans les plaines de Dreux, par celui du Duc de Guise égorgé par Poltrot, qu'il faut apprécier le système du *tolérant l'Hôpital*, & de tous ceux qui, après lui, ont été ou seront les échos de cette fatale tolérance.

Toujours fasciné par cette funeste chimère, Charles IX publie un nouvel Édit de *pacification*. Par celui d'Amboise du mois de Mars 1563, les Calvinistes obtinrent *le libre & plein exercice de leur Religion dans toutes les Villes dont ils étoient alors en possession*. Etoit-ce pour les récompenser de la baraille qu'ils venoient de livrer contre leur Roi?

Nouvelle opposition de la part des Parlemens qui s'indignoient de canoniser sans cesse par le sceau de leur enregistrement la pusillanimité scandaleuse du Gouvernement, & l'audace sacrilège des Calvinistes. Le Parlement de Dijon réclama de la manière la plus énergique contre le nouvel Edit. Dans des remontrances pleines d'idées pittoresques, il rappeloit au Roi l'exemple d'un ancien Empereur de Constantinople qui occasionna des *séditions par un sien édit* (2), ou, *mal af-*

(1) Jean Poltrot de Meré étoit un Gentilhomme d'Angoumois, qui s'étoit fait Calviniste à Geneve. Ce scélérat fut conduit devant le Duc de Guise blessé à mort, auquel il avoua qu'il n'avoit pas agi par le ressentiment d'aucune injure personnelle, mais par le zèle de sa Religion. *Eh bien ! repartit le Prince, votre Religion vous apprend à assassiner celui qui ne vous a jamais offensé ; & la mienne, conformément à l'Evangile, m'ordonne de vous pardonner comme à mon Ennemi. Allez donc, & jugez par là laquelle des deux est la meilleure.* Poltrot, par Arrêt du Parlement, fut condamné à être renoué, & tiré à quatre chevaux.

(2) *Hénétique* de l'Empereur Zenon, publié pour appaiser les troubles élevés au sujet du Concile Œcuménique de Calcédoine. Dans son *Hénétique*, le Prince, Théologien complaisant, biaisait sur le dogme Catholique de l'Incarnation.

suré de sa foi , il voulut salver (sauver) la chevre & le chou , ainsi que son Successeur (1) qui , par un édit d'amnistie , voulut donner lieu aux chiens muets , qui n'étoient ni froids ni chauds.

Sans doute , SIRE , le style de cette piece n'est pas dans nos mœurs : dénuée du clinquant du bel esprit de nos jours , elle sera répudiée par la délicatesse de l'urbanité moderne ; mais le langage naïf de ces braves Magistrats du vieux temps , respiroit la candeur de la vérité. Ainsi que les apologues , les expressions proverbiales cachent les leçons de la vraie sagesse. Les proverbes , qui sont des résultats exacts de l'expérience , & qui servent de morale à la multitude , sont des oracles de la raison du peuple , toujours la plus saine , parce qu'elle n'est point altérée par des opinions de vogue. Le Parlement , en possession de porter aux pieds du Trône les vœux de la classe la plus nombreuse de la Nation , croyoit devoir employer les expressions naïves de ce bon peuple , pour donner à Charles IX deux leçons utiles , en l'avertissant de se prémunir dans son Conseil *contre les chiens muets qui ne sont ni froids ni chauds* , & que des lois qui , en matiere de Religion , *sauvent la chevre & le chou* , sont des sources de *séditions*.

L'événement justifia les réflexions du Parlement. Le dernier Edit de pacification , loin de calmer les troubles , les augmenta. Les Calvinistes demanderent à grands cris la liberté du culte , *sans aucune restriction*. Sur ce prétexte , derechef ils volent aux armes. Ils forment une seconde fois le projet d'enlever Charles IX à Meaux. Dans cette crise , le Monarque invoque la fidélité des Suisses , à la garde desquels sa personne étoit confiée : Ces généreux satellites , conduits par le Connétable , forment un gros bataillon carré (2) , placent au milieu le Roi , la Régente & le Duc d'An-

• (1) L'Empereur Anastase , qui se déclara contre les Catholiques. On ne savoit de quelle Religion il étoit.

• (2) Composé de six mille Suisses.

jou (1), leur font un rempart hérissé de piques, présentent le front de tous côtés aux Calvinistes, qui harceloient la troupe chargée de l'auguste dépôt, & qui la menaçoient du geste & de la voix. Dans cet ordre, toujours guidés par le brave Connétable (2), ils ra-

(1) Qui fut depuis Henri III.

(2) Le célèbre Anne de Montmorency, Connétable de France, aussi consommé dans l'Art de la Guerre, que dans les affaires du Cabinet, toujours honoré de la faveur des Rois ses Maîtres, vénére de la Nation, considéré de toute la Cour. Son zèle ardent & inaltérable pour la Religion Catholique, lui fit sacrifier généreusement les ressentimens de sa Maison contre celle de Guise, & le détermina à se réconcilier loyalement avec lui, pour venir au secours de la Religion, que le Calvinisme alloit anéantir en France. Digne par conséquent, ainsi que ses ancêtres, du titre de *premier Chrétien & premier Baron de France*. Il fut fait Prisonnier à la bataille de Dreux, où il combattit armé de toutes pieces, à l'âge de soixante & quatorze ans, & souffrant les douleurs cruelles d'une colique néphrétique & de la gravelle. A la nouvelle de la Bataille qui alloit se donner, il dit au Duc de Guise : *L'excellente médecine qui m'a guéri, est que nous allons combattre pour le service de Dieu & du Roi, & pour sauver la Religion & l'Etat*. Il fut blessé à mort à la bataille de St. Denys, après avoir fait des prodiges de valeur au-dessus de l'humanité à l'âge de quatre-vingts ans; tout couvert du sang de six blessures considérables qu'il avoit reçues, & peu d'heures avant d'expirer, il tint ce discours à un de ses Gentilshommes : *Je vous prie de dire au Roi que je me tiens le plus heureux homme du monde de mourir pour le service de Dieu & de mon Roi, ne pouvant donner de plus glorieuses marques du zèle que j'ai toujours eu pour la Religion & pour l'Etat, qu'en mourant après avoir combattu pour l'un & pour l'autre*. Ensuite il se mit à dire les *Prieres* qu'il avoit accoutumé de réciter. A la vue du vaillant Connétable expirant, qui fut transporté à Paris, le Roi & la Reine fondirent en larmes. On lui rendit après sa mort les mêmes honneurs funebres qu'on rend à nos Rois. Toute la France pleura sa mort, excepté les Calvinistes, comme de raison. Ils accablèrent sa mémoire de Satyres & de Libelles.

Ce brave Connétable avoit servi successivement sous quatre Rois avec une fidélité qui jamais ne se démentit. Il s'étoit trouvé à huit Batailles, où il combattit toujours en vaillant Soldat ou en habile Capitaine, sans avoir jamais reculé d'un pas. Voilà ce qui s'appelle un grand homme dans toute l'étendue du terme; grand par ses qualités guerrières, grand par ses talens politiques, grand par ses vertus civiles & morales, & plus grand encore par son attachement à la Religion Catholique; en un mot, voilà un véritable héros Chrétien ! Que le cri de bataille & la devise de son écu :

B

menent en triomphe la Famille Royale dans la Capitale ; & , par cette manœuvre fière & courageuse , ils sauvent tout-à-la-fois le Monarque , l'Etat & la Religion. O *tolérance* de l'Hôpital , c'est vous qui réduisîtes la Majesté d'un Roi de France à se dérober , sous le nuage imposant de six mille piques , à la poursuite de ses Sujets.

Paris est assiégé de nouveau. Les rebelles osent exiger que le Roi congédie *les Suisses*. Souscrire à cette demande audacieuse , c'eût été payer de la plus monstrueuse ingratitude les sauveurs de la patrie. Le refus de Charles IX lui coûta une seconde bataille , & ce fut celle de *St. Denis*. Les Calvinistes furent encore vaincus. Mais ils n'étoient pas domptés.

Ils publioient par-tout qu'ils ne prenoient les armes que pour le soulagement des peuples ; & ils les écrasèrent d'impôts pour lever une nouvelle armée. Elle servit à combattre , pour la troisième & quatrième fois , Charles IX à *Jarnac* & à *Moncontour*.

Voilà , SIRE , quatre batailles rangées , livrées par les Calvinistes contre leur Souverain légitime. Le Ciel , propice à cet empire , se déclara pour la cause de la justice , en couronnant les armes du Roi des palmes de la victoire. Un instant néanmoins auroit pu décider autrement du sort de la Monarchie. Cet événement , dont la seule incertitude dut glacer d'effroi les contemporains , qui peut même y penser aujourd'hui sans fris-

son , Dieu aide au premier Chrétien , cadrent bien avec les sentimens de son ame magnanime ! Montmorency , vénérable par ses cheveux blancs , & octogénaire , respectant , chérissant la Religion , mourant pour cette même Religion , couvert de six blessures , récitant *ses Prières* sur le Champ de Bataille où il étoit étendu , quel spectacle ! On peut donc être un héros , & avoir de la Religion.

La Nation ne doit jamais oublier que c'est ce grand homme qui fut l'Ange tutélaire de la France , en arrachant Charles IX des mains des Calvinistes. Ce trait seul mériterait une Statue. Il est étonnant que le Gouvernement n'ait pas encore pensé à l'ordonner , pour être au nombre de celles qui sont exposées tous les deux ans au Louvre. Aux yeux de la postérité , la Statue de *Montmorency* honorera plus la France que celle de *Voltaire*.

fonner ? Et ce font, SIRE, les auteurs de toutes ces calamités, ce font les descendans de ces mêmes Calvinistes, ou leurs ayant-causes, qui osent reparoître sur la scène, & mettre votre Conseil dans le cas de délibérer si la France doit les rappeler dans son sein ! Ah ! SIRE, dans ce moment, V. M. sailli d'indignation, pourroit me fermer la bouche, en interrompant subitement la lecture de ce Discours, & , sans autre discussion, & pour toute réponse, tracer de sa propre main au pied de la Requête des Calvinistes ces quatre mots foudroyans : *Dreux , St. Denys , Jarnac & Montcontour.*

Ils formoient un parti si redoutable, que Charles, quatre fois vainqueur, fut obligé de signer une paix humiliante. Une des conditions fut qu'il payeroit aux troupes étrangères qu'il avoit vaincues, toutes les sommes que les rebelles avoient promises. La clause du traité qui stipuloit quatre Villes de sûreté, qui leur seroient accordées pendant l'espace de deux ans, aggrava encore l'opprobre du Monarque, réduit à capituler avec ses Sujets.

Charles IX, heureux dans les combats, étoit dans ses Conseils le plus foible des Souverains. La perfidie est l'apanage de la foiblesse. J'ai déjà, SIRE, fait entrevoir la noirceur de l'ame de ce Prince, modifiée par la ténébreuse politique de Catherine sa Mere. L'atrocité du caractère de Charles se déploya toute entière dans cette affreuse journée où il exécuta le projet de l'horrible boucherie méditée depuis l'affaire du Béarn.

Au seul nom du massacre de la St. Barthelemi, l'humanité frémit ; & pour l'expier, tout bon Français désireroit verser des larmes de sang. A Dieu ne plaise que je veuille retracer ici sous les yeux de V. M. la phrénésie d'un Roi se baignant dans le sang de ses Sujets, & renouveler les grandes douleurs de la Nation, *infandum renovare dolorem.* Non, SIRE, non : dévouons à l'exécration de la génération présente & des âges à venir, les horreurs de cette journée trop mémorable ; ou plutôt ensevelissons son souvenir dans un profond &

éternel oubli, en nous écriant avec un de nos sages Magistrats (1) :

Excitat illa dies ævo, nec postera credant sæcula (2) !

Mais, SIRE, nous le disons hardiment, les Calvinistes sont aussi intéressés que les Catholiques à effacer de nos annales la mémoire de cette sanglante catastrophe. Par les conspirations d'Amboise & de Meaux, & par un tissu d'attentats sans exemple, ils avoient poussé le Gouvernement à bout. Ils avoient réduit Charles IX au dernier degré du désespoir. Ils furent les agresseurs. Le Calvinisme est donc comptable à la France de toutes les atrocités dont il fut lui-même la triste victime. Jamais la Nation n'eût eu ce forfait à pleurer & à détester, si une hérésie, également acharnée contre le Trône & contre l'Autel, n'eût pas tenté de s'établir sur les ruines de la Monarchie. L'expédient mis en usage par Charles IX, étoit digne sans doute de la barbarie d'un *Caligula* ; mais, SIRE, par la violence du remède, jugez de la profondeur & de la malignité de la plaie.

Elle fut plus envenimée que jamais par cette abominable exécution. Les Sectaires s'en vengerent par une quatrième conspiration. Les Rochellois prennent les armes, & convoquent la Noblesse Calviniste du Poitou, de la Saintonge & de l'Angoumois. Dans ce conciliabule ils font lecture du plan de l'*établissement d'une République en France* (3). Les rebelles essaient de s'emparer de la personne du Duc d'Alençon, pour l'opposer au Roi son frère. Ils alloient détrôner Charles IX, si la mort n'étoit pas venue mettre un terme à ce regne désastreux.

(1) Christophe de Thou, premier Président au Parlement de Paris, père de l'Historien. L'application de ce vers de *Stace*, appartient à Christophe de Thou, & non au Chancelier de l'Hôpital, comme on l'a prétendu.

(2) *Que ce jour soit à jamais effacé de nos fastes ! & que la postérité refuse de croire à son existence !*

(3) Ce projet reçut son développement & son exécution sous un des regnes suivans.

Ah ! SIRE, quel coup d'œil lamentable présentoit alors l'état de la France ! La Monarchie & la Religion étoient à deux doigts de leur perte.

Le nouveau Monarque étoit absent. Le premier acte de *foi & hommage* que lui rendirent les Calvinistes, fut de *piller ses équipages* qui repassoient en France. Le projet d'un régicide contre sa personne, combla la mesure de leurs attentats.

Henri III ne prit donc la couronne de Charles que pour régner sur des Sujets factieux & parricides. Ce parti étoit une hydre sans cesse renaissante contre les coups qu'on lui portoit.

Fatigué de tous ces troubles, Henri se détermine à offrir la paix. On lui présente quatre-vingt-onze articles qui étoient quatre-vingt-onze monumens d'audace. La dureté des conditions outra d'indignation le Monarque. On rompit les négociations. Le Prince de Condé, chef des Calvinistes, entre en France à la tête de onze mille Allemands. Le danger étoit imminent. Pour conjurer l'orage, Henri propose de nouveau la paix. Mais comme si la Royauté n'eût alors consisté qu'à recevoir la loi, les Calvinistes la firent encore dans ce traité (1). Henri fut condamné, ainsi que l'avoit été son prédécesseur, à payer tous les frais de cet inconcevable & sanglant procès. Pour avaler le calice de l'humiliation jusqu'à la lie, le Roi, sans argent, fut réduit à engager les joyaux de la Couronne.

La Noblesse Française prononça qu'il falloit plutôt les vendre, pour sauver l'honneur de son Roi, en lui achetant une armée. Les Etats-Généraux assemblés à Blois (2) annulerent les conditions de ce traité flétrissant. Une victoire remportée sur les rebelles, les rendit plus traitables. L'Edit de Poitiers amortit l'incendie.

Bientôt il se ralluma dans la Guienne, le Languedoc

(1) Il portoit qu'on accorderoit aux Calvinistes des *Temples publics*, dans toute l'étendue du Royaume, excepté la Capitale; l'exemption de toute espèce de *Tailles* pendant six ans; & enfin, que le Roi payeroit la solde de toutes les Troupes étrangères au service des Calvinistes, à quelque somme que pût monter la solde promise.

(2) En 1576.

& le Dauphiné. Toujours mêmes forfaits, mêmes horreurs, mêmes rébellions; les caisses publiques où étoient déposés les deniers royaux, pillées & enlevées; les Catholiques contrains, le glaive sous la gorge, à fournir des contributions exorbitantes; les Prêtres massacrés; les Eglises renversées ou brûlées. En Languedoc, nouvelle confédération, où les Sectaires proclament *Henri, Roi de Navarre, & le Prince de Condé, protecteurs nés du Royaume, sous l'autorité de Sa Majesté*. C'étoit se servir du nom du Roi pour lui faire la guerre. Cette formule dérisoire fut toujours celle de la rébellion.

Au milieu de cette subversion générale, l'insouciant & voluptueux Henri couloit tranquillement ses jours dans la mollesse & la plus honteuse débauche. Il ne pensoit pas à l'épouvantable explosion que préparoit le bouleversement du Royaume, & qui couvoit dans le silence d'une paix trompeuse.

La Ligue fut le coup de foudre qui vint réveiller Henri de sa profonde léthargie.

Le Calvinisme, SIRE, avoit opéré un changement total dans les mœurs nationales. Par sa doctrine, qui fomentoit la licence des passions, il avoit séduit la moitié des Français, & par ses fureurs il avoit aigri le caractère de l'autre. Il avoit soufflé l'esprit de vertige sur tous à la fois. Respirant cette vapeur pestilentielle, tous les ordres de l'Etat furent saisis d'une fièvre politique.

Jusqu'ici vous n'avez vu, SIRE, qu'une guerre civile entre deux partis. Vous allez considérer maintenant le Royaume en proie à la déviation de trois factions combinées en sens contraire.

Le dernier Edit de pacification, en augmentant l'audace des Calvinistes, avoit mécontenté les Catholiques; parmi eux l'alarme étoit générale. Toutes les apparences annonçoient que le Calvinisme alloit devenir la Religion dominante en France. La mort du Duc d'Alençon rapprochoit du Trône Henri Roi de Navarre, qui par-là devenoit l'héritier présomptif de la Couronne. Cette circonstance aliénoit le cœur de la partie Catholique de la Nation contre un Prince destiné par la Providence à être

un jour l'idole de cette même Nation. Hélas ! sans le savoir, elle formoit des vœux contre l'intérêt de son propre bonheur ! Un zèle plus éclairé pour la Religion, lui eût appris que si celle-ci défavoit le culte illégitime de Henri, elle ne pouvoit contrarier les lois fondamentales du Royaume qui l'appeloient au Trône. Mais, nous l'avons observé, l'esprit de vertige avoit altéré les vrais principes dans l'ame même des Français qui combattoient contre l'hérésie. C'étoit une erreur. Ils l'expierent dans la suite, en vouant à ce même Henri un amour poussé jusqu'à l'adoration. Il n'appartient qu'à cette Nation de réparer d'une manière aussi aimable les égaremens passagers de son esprit.

Mais elle a droit de reprocher au Calvinisme d'en avoir été la cause. Par ses fréquentes confédérations il avoit donné aux Catholiques l'exemple contagieux des associations criminelles.

Entraînée par la fatalité des circonstances, une grande partie de la Noblesse forme une insurrection formidable sous les auspices du Duc de Guise (1), dont le cœur étoit Catholique par principes, & dont la tête devint ambitieuse par l'événement. *La Ligue entreprise pour la sûreté de l'Etat & de la Couronne, & pour l'extirpation des Hérésies*, étoit un attentat contre l'autorité royale. Cependant le foible Henri, alarmé du crédit & des succès rapides du Duc de Guise, publia une apologie, monument honteux de terreur & de découragement, où il s'avoit coupable, & conjuroit les Ligueurs de mettre bas les armes.

Tout sembloit donc avoir conjuré la perte d'un Royaume dont le Monarque, d'un ton suppliant, demandoit grâce à ses Sujets révoltés. Exemple mémorable, SIRE, pour les Souverains, qui, comme Henri, d'un caractère pusillanime & irrésolu, finissent toujours par se livrer à des extrêmes qui compromettent leur autorité ou qui la déshonorent.

(1) Henri Duc de Guise, surnommé le *Balafré*, fils du Duc François, assassiné par Poltrot.

Dans cette crise , le Monarque inconsideré jugea qu'un Roi *Très-Christien* , un *Fils aîné de l'Eglise* , devoit , au moins par politique , paroître autoriser la Ligue , qui , quoiqu'armée sans l'aveu du Roi , combattoit pour la royauté. Ainsi , de maître unique qu'il devoit être , Henri devint chef de parti. Insigne indiscretion , dont bientôt il alloit se repentir !

Son union avec le Duc de Guise produisit l'Edit de 1585 , qui révoquoit d'un trait de plume tous les privileges accordés aux Sectaires. Remarquez , SIRE , l'incohérence de ce gouvernement absurde , passant brusquement du système de la tolérance à celui de la rigueur. L'inconséquence dans les Conseils des Souverains , est une preuve certaine que le gouvernail de l'administration est en des mains mal assurées. La vacillation des Pilotes de l'Etat est toujours le triste avant-coureur du naufrage prochain du vaisseau.

Guise en gagnant des Batailles & en conquérant des Villes pour Henri , dont il n'étoit plus le sujet , rendoit la Ligue plus puissante & plus redoutable. A la tête de ses soldats victorieux il entre d'un air triomphant dans Paris. Il y fut reçu avec les applaudissemens qu'on croyoit devoir au sauveur du Royaume.

Cette démarche hardie , faite pour donner de l'ombrage au Monarque , lui ouvre enfin les yeux. Il se déclare contre la Ligue. Il n'étoit plus temps. Il ordonne à Guise d'évacuer la Capitale. L'ordre fut méprisé , parce que celui qui le donnoit , n'avoit plus que le vain titre de Roi. Henri , pour s'assurer de Paris , y fait entrer des Troupes. Les Parisiens dévoués à Guise , leur idole , prennent l'épouvante , se barricadent & chassent les Troupes de leur Souverain. *La journée des barricades* met la Capitale entre les mains du Duc de Guise. Il étoit sur les degrés du Trône ; encore un pas , il étoit Roi : mais il recula , saisi d'horreur à la vue du dernier des attentats.

Le Monarque s'évade & se retire à Blois. Il y assemble les Etats-Généraux. Cette diète auguste , la dernière ressource de la Monarchie sous ce regne foible & calamiteux , ne pouvoit que gémir sur la plaie de l'Etat. Elle

étoit sans remède. L'Assemblée de Blois ne servit qu'à donner de l'éclat à une scène horrible. Henri appelle dans son Palais le Duc de Guise , & le Cardinal son frère , & les fait poignarder. Charles IX avoit fait égorger les Calvinistes ; Henri fait assassiner les Catholiques.

A la vue du sang des Guises , le vertige de la Ligue redoubla. Le Duc de Mayenne est déclaré *Lieutenant-Général de l'Etat Royal & Couronne de France*. Les principales Villes du Royaume se soulèvent contre le Roi , & l'accablent des épithètes d'*apostat* , de *parjure* & d'*assassin*. Les corps les plus respectables du Royaume ne peuvent échapper aux accès de la phrénésie du temps. Ils rendent des décrets & des arrêts , que le retour de la raison leur a fait arracher de leurs Registres.

Odieux aux Catholiques , suspect aux Calvinistes , méprisé de tous ses Sujets , Henri se jette entre les bras de son Successeur. L'Europe vit avec étonnement un Roi de France , pour la première fois , à la tête du parti de l'Hérésie. Aussi humain que bon politique , le Roi de Navarre tendit la main à son malheureux beau-frère. Resté chef unique de la Secte par la mort du Prince de Condé , & connoissant les principes des Calvinistes ; déterminés à changer en une République une Monarchie qui pourroit un jour lui appartenir , le Roi de Navarre saisit avec dextérité l'occasion de fortifier son parti du nom du Souverain légitime , en soutenant tout-à-la-fois la Monarchie suspendue sur le bord de l'abîme.

Les deux Henris assiegent la Capitale , livrée aux horreurs de la famine. Cette épouvantable contestation ne pouvoit plus se décider à coups d'épée ; elle fut terminée à coups de poignard : un Moine fanatique & ligueur plonge un fer parricide dans le sein de Henri III.

Ah ! SIRE , à la vue de toutes ces horreurs qui soulèvent vos entrailles , gardons-nous de calomnier la vraie Religion : cette longue liste de forfaits ne doit pas lui être imputée ; il ne faut les attribuer qu'à la Religion malade & en délire , enivrée d'une liqueur étrangère , & ayant un bandeau sur les yeux. Mais ,

SIRE, avouons-le sans préjugés & sans passions : quelle fut la source de toutes ces associations, de tous ces décrets, de tous ces Arrêts exécrables ? A qui redemander compte d'un de nos Rois expirant sous le coliteau du Fanatisme ? Au Calvinisme. SIRE, j'ose le dire, sans lui, jamais la Ligue n'eût existé, & sans la Ligue nous ne serions pas réduits à abhorrer cette affreuse partie de notre histoire. Sans Calvin, non, jamais l'enfer n'eût produit un *Jacques Clément*.

Après ce tableau de sang & de carnage, qui a dû déchirer le cœur de V. M., vos yeux, SIRE, vont se reposer en contemplant le Chef de votre auguste branche succédant au dernier des Valois. SIRE, l'agitation de vos ancêtres autour du Trône, n'étoit que la conscience de leur grandeur, & le pressentiment de leurs hautes destinées. Dans l'ordre des décrets éternels, l'avènement de votre illustre Maison à la plus belle des Couronnes, étoit pour la France un bienfait signalé du Ciel, qu'elle sembloit devoir acheter au prix de ses larmes & de son sang : tant étoit laborieuse & importante la révolution qui sous les Bourbons alloit régénérer la Nation Française ! *Tantæ molis erat (Francorum) condere gentem !*

Henri IV, le vainqueur & le pere de ses Sujets, méditoit de fermer les plaies faites au Royaume par le Calvinisme. Ce Prince n'eut que le temps de les panser ; les Sectaires s'aigrirent même contre la main douce & caressante qui entreprit de les guérir. Elevé dans la profession de leur culte, ils ne pouvoient que lui supposer des préventions favorables à leur Secte. Cependant *Duplessis Mornai*, une des colonnes du parti, commença par provoquer Henri IV, en lui écrivant *que les esprits étoient las & agités, & passaient du désespoir à la recherche du remede*. C'étoit une menace : elle alloit être effectuée, sans l'Edit qui renouvela celui de Poitiers, que quatorze ans auparavant ils avoient adopté avec des transports de joie.

Henri renonçant à une erreur, qui chez lui étoit plutôt le fruit de l'éducation que de la conviction, revint à la foi de ses peres. Cette démarche lui attira une

nouvelle agression de la part des Calvinistes. *Ne doutez pas*, lui dirent-ils, *qu'en vous faisant Catholique, vous ne couriez à votre ruine, & qu'en abandonnant le parti des Réformés, ils ne vous abandonnent aussi. Vous connoissez leur promptitude & leur résolution, (c'est-à-dire, leur penchant à la rébellion.)* Ils terminent cette missive insolente par lui rappeler que *les armes Protestantes ont mis le pied sur la gorge à toutes les principales Villes de France* (1).

Ils présentent une requête, par laquelle ils demandent *l'exercice de leur Religion dans toute l'étendue du Royaume, & que leurs Ministres soient entretenus sur les revenus des biens Ecclésiastiques. A Sainte-Foi, ils tiennent une assemblée, où ils font cet arrêté républicain : Qu'il sera établi un Conseil politique dans chaque Province : que ces Conseils pourroient faire saisir les DENIERS ROYAUX entre les mains des Receveurs pour le paiement des Garnisons & qu'ils établissent des SUBSIDES & des PÉAGES dans les lieux où il n'y avoit point d'Élection.*

Autre Assemblée à Saumur, pour demander *des Chambres mi-parties, & la liberté du culte public dans tout le Royaume sans distinction*, avec menace que si on rejetoit leurs demandes, *il en arriveroit de funestes accidens.* Pour légitimer en apparence cette assemblée séditieuse, le Roi leur envoie des Lettres de convocation. Ils les rejettent, en prétendant qu'elles ne peuvent *les lier, & qu'ils ne veulent s'y astreindre, ayant le pouvoir de s'assembler sans telles & semblables lettres* (2). Pour mettre le comble à leur audace, ils firent, sous les yeux mêmes des Commissaires du Roi, expédier des ordres pour saisir les Deniers Royaux dans le Poitou & dans trois autres Provinces.

Observez, SIRE, la circonstance que choisirent ces factieux pour s'emparer des revenus du Roi : c'étoit le moment où, la France en guerre avec l'Espagne, l'en-

(1) Mémoires de la Ligue, tom. 5.

(1) Procès verbal de l'Assemblée de Saumur, 1595.

nemi venoit d'entrer dans le Royaume par la prise d'Amiens. C'étoit plonger le Roi dans le plus cruel embarras. Pour supporter avec patience un pareil outrage, il falloit la bonté d'un Henri IV.

Il tenta de vaincre leur opiniâtreté à force de bienfaits : il étendit les privileges de l'Edit de Poitiers. Les Calvinistes ne témoignèrent leur reconnoissance qu'en répondant *qu'ils ne pouvoient se contenter de cette grace* (1).

Ils apprennent que la paix se négocioit entre la France & l'Espagne. Les Calvinistes sentirent que les armes du Roi n'étoient plus occupées à repousser l'ennemi du dehors, elles n'en feroient que plus imposantes contre les factieux qui déchiroient le sein de l'Etat. Ils osèrent écrire à Henri que *s'il pouvoit être induit & conduit à des résolutions contraires à leurs prétentions, ils seroient obligés d'avoir recours à une nécessaire défense ; étant assez connu d'un chacun qu'étant unis comme ils sont, ils peuvent désormais soutenir & repousser facilement les COUPS FOIBLES DE CET ETAT* (2). C'étoit insulter aux calamités de la France, dont ils étoient les premiers auteurs. Indigné de voir son maître & son ami outragé par des réponses qui respiroient l'audace & l'esprit républicain, Sully, dans ses *Mémoires*, reproche à ceux de sa Secte d'avoir été tentés de prendre les armes, & d'avoir voulu forcer le Roi à recevoir les conditions qu'on prétendoit lui prescrire. d'avoir voulu profiter de l'embarras pendant un siege pénible, de la disette d'argent où il étoit, du besoin qu'il avoit d'eux, pour obtenir par la force ce que Henri IV refuseroit ensuite de leur accorder (3).

Nouveau trait de leur ingratitude contre Henri, leur bienfaiteur. Ils pressèrent l'Angleterre & la Hollande de traverser les négociations de la paix de Vervins. Ils sollicitèrent le Duc de Lefdiguières de joindre ses troupes aux leurs, & de livrer le Dauphiné au Duc de Savoie.

(1) Procès verbal de l'Assemblée de Vendôme, 1597.

(2) Procès verbal de l'Assemblée de Châtelleraut, tome 2.

(3) Mémoires de Sully, tome 1, p. 505, édit. de Londres.

Henri devenu Roi de Navarre par la mort de sa mere, y voulut rétablir la Religion Catholique. Il adressa des Lettres Patentes en Béarn. L'Edit du Fils de Jeanne d'Albret fut foulé aux pieds. Le Comte de Gramont, porteur des ordres du Roi, risqua de devenir la victime de la fureur des Sectaires. Quels hommes étoient-ce donc que ces Calvinistes, qui ne pouvant ignorer qu'on ne provoquoit pas impunément la bravoure d'un Henri IV, osèrent lui résister, & luttèrent même contre les excès de sa bonté ! Quelle idée par conséquent se faire de leur imposture, quand on lit dans leurs écrits faits sous le dernier regne, & renouvelés dans ce moment, qu'ils ont toujours été *sujets fidèles de la Maison de Bourbon*, & que *c'est à eux que nous avons l'obligation de voir aujourd'hui les dignes descendans de St. Louis sur le Trône de France !*

Est-ce donc aux Calvinistes que la France a l'obligation de la *Loi Salique* ? Henri ne dut sa Couronne, qu'au droit de sa naissance, & à l'amour des vrais Français pour le sang de leurs Maîtres. La sensibilité de ce Prince aux cris de ses sujets Catholiques, qui le conjuroient de retourner au culte du Dieu de ses peres, ne fit que lui applanir les voies d'un Trône que la justice ne pouvoit lui disputer, mais que la Religion trembloit de voir occupé par l'hérésie. Quoi ! les Calvinistes se donneroient pour des Sujets *toujours fidèles à la Maison de Bourbon*, tandis qu'ils ont provoqué par leurs menaces le premier des Bourbons ! Vous l'avez vu, SIRE, ils firent les Caisles publiques de Henri IV, à l'instant où il sacrifioit son repos & sa vie pour la défense & la gloire de la Patrie : ils affrontèrent son autorité : ils se jouèrent de sa bonté : ils affligèrent son cœur, le cœur de Henri, le meilleur des hommes ; ils indignèrent Sully, oui, Sully lui-même, partisan sincere, mais honnête, des Dogmes de leur Secte. Accusés par Henri IV & par Sully, les Calvinistes sont à jamais jugés. De quel front osent-ils donc venir demander aujourd'hui à V. M., à vous, SIRE, dans les veines duquel coule le sang du brave & du généreux Henri, la permission de faire à son petit-fils les mêmes outrages qu'ils firent à

son aïeul, quand ils pourront en saisir l'occasion ?

Excédé par leurs prétentions, obsédé par les instances des femmes (1) subornées par leurs promesses ; déterminé par le malheur des temps, & par la nécessité de laisser respirer la France, Henri IV donna (2) le fameux Edit de Nantes, qui accordoit aux Calvinistes tout ce qu'ils désiroient & pouvoient désirer. En cédant à la force impérieuse ou à la séduction de toutes ces considérations, il sembla ne se livrer qu'à un sentiment honnête, celui de la reconnoissance qu'il devoit à un parti dont il avoit été le chef, & dont alors il étoit le Roi. Cet Edit, dicté par les Calvinistes, étoit visiblement arraché (3) aux circonstances. Le Chancelier de Chiverny, qui ne le rédigea qu'à regret, déclare qu'il fut publié à *la honte & confusion de cet Etat* (4).

(1) La Duchesse de Beaufort, la Belle Gabrielle. Maîtresse de Henri IV, & tout ce qui l'environnoit.

(2) En 1598.

(3) La preuve la plus convaincante que les Calvinistes forcèrent Henri IV à donner l'Edit de Nantes, est la correspondance de ce Prince & celle de M. de Thou sur cette matière.

(4) « L'Edit fut accordé, dit M. de Chiverny, & tous les » vrais Catholiques plus prudens serviteurs de l'Etat jugeant bien » le mal qu'il porteroit tôt ou tard au Roi ou à ses Successeurs, » par la connoissance & expérience que chacun avoit des desseins, » cabales & conduite, toutes contraires à la Monarchie, qu'ont » par-tout ceux de cette Religion. Cela fut cause que force » personnes de grande qualité & condition en donnerent de très- » bons & salutaires avis au Roi. Et puis dire avec vérité que j'y » apportai tout ce qui étoit de mon devoir. Mais tout cela fut » en vain ; car Sa Majesté étoit obligée de trop longue main, » & avoit toujours trop près de lui des personnes de cette Reli- » gion, qui par leurs artifices, empêcherent qu'il n'écoutât ses » fidèles serviteurs, & avoient même gagné pour cela Madame » la Duchesse de Beaufort sa maîtresse, qu'ils avoient prévenue » d'espérance de grands services, quand elle ou les siens en au- » roient besoin : tellement que ledit Edit, avec force articles » sur ce très-importans leur étoient accordés. Messieurs du Clergé de » France furent contraints de s'en plaindre & remuer ; & n'étant » pour lors assemblés leurs Agens Généraux, desquels étoit le » sieur B, homme courageux & ferme, il y eut au nom de tout » le Clergé de très-grandes clameurs & plaintes tant au Conseil » qu'au Roi même, & s'y opposa avec de remontrances si raison-

L'Edit de Nantes souleva le Conseil, les Parlemens, la Capitale & le Royaume entier. La Nation jeta un grand cri, & ce cri étoit celui de la Foi Catholique, gravée depuis Clovis dans le cœur des Français.

Cependant cet Edit, qui surpassoit les espérances des Calvinistes, fut un germe de nouveaux attentats de leur part. A Châtelleraut ils font *serment* de garder un *secret* inviolable sur leurs *délibérations*, & de sacrifier leurs biens & leur vie pour sauver quiconque seroit entrepris pour avoir obéi à leurs séditieux arrêtés. Ce *serment* & ce *secret* étoient seuls un crime d'Etat.

A Montauban, ils refusent de rendre aux Catholiques leurs Eglises. C'étoit une infraction de l'Edit de Nantes, qui enjoignoit cette restitution. Ce refus dura pendant huit ans.

A Saumur, ils tiennent, contre la même Loi, une Assemblée sans Commissaires de la Cour. Ils refusent de la rompre, & déclarent *qu'ils ont droit de s'assembler quand ils le jugeront à propos*.

L'Edit leur avoit accordé quelques Villes de sûreté : ils eurent l'audace de prétendre qu'ils avoient le droit d'y établir, sans l'autorité du Roi, des *Universités* & des *Colleges*.

On leur avoit permis d'*occuper les Charges & Offices publics* : ils eurent la hardiesse de s'opposer à ce qu'elles fussent remplies par les Catholiques du Languedoc. Ce trait irrita Henri IV ; il donna des ordres formels ; ils furent méprisés, & les Calvinistes des autres parties du Royaume se joignant à ceux du Languedoc, statuerent dans un Synode que, *sans avoir égard à l'Or-*

» nables, que les plus opiniâtres poursuivant cet Edit, furent con-
 » traints, de peur de pis, de se retrancher de quelque chose, &
 » de consentir, qu'il fût aucunement raccommodé, & non jusqu'au
 » point qu'il eût été nécessaire pour le bien, repos & conserva-
 » tion de ce Royaume.... Le Parlement de Paris passa à la vé-
 » rification de cet Edit le 25 Février 1599 ; ensuite de quoi on
 » commença l'exécution par-tout, bien qu'avec grande peine &
 » péril pour les Commissaires, & peu à peu l'autorité du Roi l'a
 » fait recevoir par-tout, à la honte & confusion de cet Etat ».
 (V. Mém. d'Etat de Chiverny, édit. de 1636, p. 316.)

donnance du Roi, ils se maintiendroient dans l'état où ils avoient été *avant l'Edit de Nantes*, & qu'ils solliciteroient la *révocation de ce même Edit*. C'étoit pousser l'indocilité jusqu'à la démençe.

Il avoit pros crit toute correspondance entre les Calvinistes & les Etrangers. *Les Ministres des Cantons Suisses* furent nonobstant invités par le *SYNODE PROVINCIAL D'ABLON*, d'envoyer leurs Députés à l'*Assemblée générale*.

Ainsi l'Edit de Nantes fomenta l'esprit intraitable du Calvinisme, loin de l'adoucir. Le Roi & son Ministre ne tardèrent pas à se repentir de leur fatale indulgence pour une Secte dont le caractère factieux avoit trompé la droiture de Sully, & lassé la patience de Henri. Il alloit être forcé de les mettre à la raison, en parlant & en agissant en maître; mais un monstre exécrable vint trancher le fil des jours de ce bon Roi. Ce que Henri IV n'auroit pu se dispenser de faire, Louis XIII l'exécuta.

Dès qu'il fut monté sur le Trône, les Calvinistes annoncèrent leur système d'indépendance. Toujours s'enveloppant du voile mystérieux du *secret*, ils renouvellent leur *acte d'union*. Ils parlent d'une *légitime défense*, & de prendre *leurs sûretés*. Ils refusent les Commissaires du Roi, dont la présence pouvoit seule autoriser leurs Assemblées. Dans l'Edit de Nantes, autrefois l'objet de leur alégresse, ils ne virent plus qu'un sujet de murmures & de plaintes. Ils demandent qu'on en *retranche* toutes les clauses que la sagesse du Parlement, sous le bon plaisir du Souverain, avoit apposées à l'enregistrement, pour ne pas immoler la Religion & la liberté des Catholiques à l'audace d'une troupe de factieux & de fanatiques.

Ils demandent qu'il leur soit permis de *fortifier toutes leurs places de sûreté*. Ils demandent des *Assemblées Générales plus fréquentes*. Ils demandent que la somme de quarante-cinq mille écus, stipulée pour l'entretien de leurs Ministres, soit augmentée. Ils demandent que leurs Députés Généraux à la Cour soient payés & défrayés par le Roi. L'Edit de Nantes leur avoit livré *cent trois Places* :

es : ils demandent qu'on leur en accorde dans douze autres Provinces du Royaume. Que ne demandoient-ils qu'on leur cédât le Royaume tout entier !

Ils ordonnent de travailler aux réparations des Places dont ils jouissoient. Ils ont l'insolence de notifier au Roi qu'il eût à *faire démolir les fortifications qu'il avoit entreprises.*

Il est sans doute étonnant que dans une Monarchie ; des Sujets aient pu former des prétentions aussi ridiculement seditieuses ; mais il est encore plus étonnant qu'il ait existé un Gouvernement qui ait autorisé cette licence , en agréant une partie de ces demandes inconcevables. Ce Gouvernement annonçoit la foiblesse d'une Régente ; & ce fut celui de *Marie de Médicis.*

Enhardis par cette Administration pusillanime , les Sectaires pensèrent qu'ils pouvoient impunément insulter à la jeunesse de Louis XIII. Apprenant le projet de son mariage avec Anne d'Autriche , ils travaillèrent à en traverser les négociations. Instruits que le Roi étoit en route avec la Reine sa mere pour aller en Guienne , ils lui fermerent le passage , & le sommerent de *discontinuer son voyage.* Ils sollicitent le Roi d'Angleterre de venir à leur secours. Ils traitent avec le Prince de Condé ; ils font brûler à la Rochelle un arrêt du Parlement de Toulouse.

Dans les grandes maladies politiques , comme dans les physiques , les crises violentes amènent la mort ou la guérison. Pour mettre un terme à ces maux affreux , enfin *Richelieu* vint. D'une main hardie il saisit les rênes du Gouvernement , qui flottoient entre les mains de la foiblesse ou de l'incapacité.

Au nombre des vastes projets conçus par cette tête vigoureusement organisée , étoit celui d'effacer la honte de cinq Rois de France qui avoient reçu la loi de leurs Sujets.

Sur le refus obstiné que firent les Calvinistes du Béarn d'obéir à l'Edit de Nantes , qui ordonnoit le rétablissement de la Religion Catholique dans cette Province , Louis XIII & Richelieu marchent subitement en Béarn. Accablés par les armes du Monarque , les Béar-

nois furent contraints d'obéir. La Guienne, le Languedoc, la Rochelle, forment aussi-tôt une confédération générale pour appuyer les Béarnois. Les scènes horribles qui avoient précédé l'Edit de Nantes, se renouvellent dans ces malheureuses Provinces ; elles n'offroient par-tout qu'un vaste champ d'atrocités & de carnage.

A Nîmes les factieux avoient pour cri de sédition ces mots arrogans : *Le Roi est à Paris, & nous à Nîmes.* A main armée ils s'emparèrent des prisons, & forcèrent les Officiers de la Justice d'en remettre les clefs au Consul.

La Rochelle étoit le boulevard de la révolte soufflée par l'hérésie. C'est là que le plan, projeté long-temps auparavant, de changer la Monarchie Française en une République, qui seroit administrée par les Calvinistes, eut enfin son exécution. Tout le Royaume devoit être partagé en huit *Cercles* : c'étoit une analogie avec les *Cercles* d'Allemagne. On avoit dressé un grand règlement en quarante-sept articles, que devoient observer les Commandans, sous l'autorité souveraine de l'Assemblée *SÉANTE A LA ROCHELLE*. Ils devoient, sous les ordres d'un *Prince étranger*, avoir une *puissance égale*, sans s'arrêter aux *Princes du Sang*. Cette piece, que nous ont conservé les Journaux du temps (1), est si curieuse & si importante, qu'il est nécessaire de la mettre sous les yeux de V. M. Ce monument doit vous convaincre, SIRE, que l'esprit du Calvinisme est essentiellement républicain, & dès-lors inconciliable avec la Monarchie Française.

Ces factieux tenoient leurs assemblées séditieuses malgré les défenses du Monarque, manifestées dans trois déclarations. Ils sollicitent vivement Jacques I, Roi d'Angleterre, de s'allier avec eux. Ils députent des négociateurs en Hollande & en Suisse, pour obtenir des secours. Ils traitent avec les Espagnols. Charles I se ligue avec eux. Le traité portoit entr'autres que *les Calvinistes favoriseroient les Armes des Anglais contre la France*

(1) Voyez à la fin de ce Discours.

par tous les secours possibles ; qu'ils se déclareroient en faveur de ceux-ci pour faire diversion, si le Roi de France formoit quelque entreprise sur l'Angleterre. L'imprudent Charles ne prévoyoit pas alors que ces mêmes Calvinistes qu'il protégeoit contre leur Souverain légitime, finiroient par lui faire trancher la tête à lui-même.

Richelieu n'étoit pas homme à supporter tant d'attentats. Le Roi, secondé de son Ministre, se détermine à châtier enfin les indomptables Rochellois, & à les exterminer dans ce repaire où, sous prétexte de *liberté de conscience*, ils avoient l'audace de lui disputer sa Couronne.

A la tête d'une armée formidable il assiege la Rochelle. En vain deux fois la Flotte Anglaise, commandée par *Buckingham*, voulut secourir les Rochellois ; la digue fameuse, fruit du génie de Richelieu, arrêta les cent voiles de l'Amiral Anglais. Les rebelles, dénués de toutes ressources, livrés aux horreurs de la famine la plus affreuse, invoquerent A GENOUX la clémence du Roi. C'étoit la première fois que, depuis cent ans, ils reconnoissoient qu'ils avoient un maître ; & pour leur arracher cet aveu, il fallut un *Richelieu*. Sans sa vigueur, c'en étoit fait de la France comme Monarchie. De là la haine qu'ont vouée à cet immortel Cardinal les *Philosophes* modernes, secrètement ulcérés contre tous les vengeurs de l'Autorité Royale. Ils déclament contre l'intolérance de *Richelieu* : mais, SIRE, les Bourbons la lui pardonnent.

En faisant intituler *Edit de grace*, & non plus *Edit de pacification*, celui qui annonçoit aux Rochellois la clémence du Monarque, satisfait de raser leurs fortifications, Richelieu apprenoit aux Successeurs de Louis XIII le style même qu'il faut employer en traitant avec l'hérésie. Ce grand Ministre avoit ébranlé & sapé ce colosse menaçant ; il étoit réservé à Louis XIV de l'abattre.

« L'*Edit de Nantes* étoit, dit un Auteur célèbre, l'ouvrage de la nécessité, du besoin qu'avoit Henri IV de s'affermir, du reste de son penchant pour d'an-

» ciens alliés , dont il avoit si long-temps reçu les ser-
 » vices & partagé les erreurs , avant de devenir leur
 » maître. C'étoit la suite de l'influence qu'avoit dans
 » ses Conseils (1) & dans ses armées la multitude de
 » Protestans , qu'il crut injuste & même dangereux d'en
 » exclure : mais ce n'en étoit pas moins un accord
 » monstrueux , avilissant pour la Couronne , préjudi-
 » ciable au Royaume ; un foyer , toujours prêt à s'en-
 » flammer , de séditions , de défiance & de scandales ;
 » c'étoit une République conservée dans le sein d'une
 » Monarchie ; c'étoient des Sujets reconnus indépendans ,
 » & exposés à la tentation de se faire justice eux-
 » mêmes , chaque fois qu'ils se croiroient lésés. »

Ainsi la saine politique , & une raison éclairée des lumieres les plus communes dans le Monarque le moins puissant , réclamoient contre un pareil Edit. Quelle idée donc dut en concevoir un Roi , qui par la splendeur , les victoires & la vigueur de son regne , avoit excité l'étonnement & l'admiration de l'Europe , un Roi qui avoit si bien justifié la prédiction d'un grand Ministre , bon connoisseur en hommes , que dans ce Prince il y avoit de l'étoffe pour faire quatre Rois (1). Il n'en falloit qu'un qui fût raisonner & gouverner , pour sentir l'indispensable nécessité de l'abrogation de l'Edit de Nantes ; & ce fut Louis XIV.

A ce nom, SIRE, V. M. a peut-être déjà entendu retentir à ses oreilles ces mots : *despotisme* , *fanatisme* & *superstition*. Cette voix est celle de la Philosophie moderne , qui ayant juré d'opérer une subversion générale dans toutes les idées , altere & anéantit les annales de l'histoire , verse le fiel sur la réputation des héros religieux , & voue à l'anathème la grandeur de Louis XIV , parce qu'elle avoit pour base le respect & l'amour

(1) Varillas dit que ce fut Daniel Chamier , le plus habile Ministre du parti Protestant , qui dressa l'Edit de Nantes. Le Président Jacques-Auguste de Thou , dont on connoît l'affection secrète pour le Calvinisme , rédigea les Mémoires sur lesquels l'Edit fut fait.

(2) Mot de Mazarin au Maréchal de Gramont , sur Louis XIV encore jeune.

de la Religion. A la mémoire de ce Monarque , attaquée par des clameurs dont la fureur aveugle annonce l'injustice , je vais présenter un défenseur bien digne par sa haute naissance de paroître en présence de V. M. , un défenseur respectable par ses lumieres & par ses vertus, un défenseur imposant par tous les titres illustres dont il étoit décoré , *le Duc de Bourgogne* , petit-fils de Louis XIV , pere de Louis XV votre auguste aïeul , enfin l'élève de *Fénelon*. Ce n'est plus moi qui vais avoir l'honneur d'adresser la parole à V. M. ; c'est le Duc de Bourgogne lui-même qui va parler (1). Il est sensible que le disciple ne s'exprimoit que d'après les lumieres & les pensées de son immortel Instituteur. SIRE , le vertueux , l'aimable , le pieux Orateur de l'humanité & de la vraie tolérance , *Fénelon* justifiant au Conseil de Louis XIV , par l'organe du Duc de Bourgogne , l'abrogation de *l'Édit de Nantes* , quelle autorité accablante contre cet Edit !

Écoutons donc l'auguste interprete des sentimens de *Fénelon* , raisonnant en politique judicieux sur le Calvinisme , considéré relativement à la France.

« Je ne rappellerai pas en détail , dit-il , cette chaîne
 » de désordres consignés dans tant de monumens au-
 » thentiques : ces assemblées secretes , ces sermens
 » d'associations , ces ligues avec l'étranger , ces refus
 » de payer les tailles , ces pillages des deniers pu-
 » blics , ces menaces séditieuses , ces conjurations ou-
 » vertes , ces guerres opiniâtres , ces sacs de Villes , ces
 » incendies , ces massacres réfléchis , ces attentats contre
 » les Rois , ces sacrileges multipliés , & jusqu'alors
 » inouis. Il me suffit de dire que depuis François Ier.
 » jusqu'à nos jours , c'est-à-dire , sous sept regnes diffé-
 » rens , tous ces maux & d'autres encore ont désolé le
 » Royaume avec plus ou moins de fureur. Voilà le fait
 » historique , que l'on peut charger de divers incidens ,
 » mais que l'on ne peut contester substantiellement , &
 » révoquer en doute : & c'est ce point capital qu'il faut
 » toujours envisager , dans l'examen politique de cette

(1) Le Roi possède entre ses mains cette piece intéressante & authentique , trouvée dans les papiers de feu Mgr. le Dauphin son auguste pere.

» affaire..... Il est vrai que (les Huguenots) ont causé
 » moins de désordres éclatans sous le regne actuel que
 » sous les précédens ; mais c'étoit moins la volonté de
 » renuer qui leur manquoit , que la puissance ; encore se
 » font ils rendus coupables de quelques violences , &
 » d'une infinité de contraventions aux Ordonnances ,
 » dont quelques-unes ont été dissimulées , & les autres
 » punies par la suppression de quelques privilèges. Mal-
 » gré leurs protestations magnifiques de fidélité , &
 » leur soumission en apparence la plus parfaite à l'au-
 » torité , le même esprit inquiet & factieux subsistoit
 » toujours , & se trahissoit quelquefois. Dans le temps
 » que le parti faisoit au Roi des offres de services , &
 » qu'il les réalisoit même , on apprenoit par des avis
 » certains qu'il renuait sourdement dans les Provinces
 » éloignées , & qu'il entretenoit des intelligences avec
 » l'ennemi du dehors. *Nous avons en main* les actes
 » authentiques des Synodes clandestins dans lesquels ils
 » arrêtoient de se mettre sous la protection de *Crom-*
 » *wel* , dans le temps où l'on pensoit le moins à les
 » inquiéter ; & les preuves de leurs liaisons criminelles
 » avec le Prince d'Orange , subsistent également. L'ani-
 » mosité entre les Catholiques & les Huguenots étoit
 » aussi toujours la même.

» Les plus sages reglemens ne pouvoient pacifier &
 » rapprocher deux partis , dont l'un avoit tant de rai-
 » sons de suspecter la droiture & les bonnes intentions
 » de l'autre. On n'entendoit parler dans le Conseil que
 » de leurs démêlés particuliers. Les Catholiques ne
 » vouloient pas admettre les Huguenots aux assemblées
 » de Paroisses. Ceux-ci ne vouloient point contribuer
 » aux charges des Fabriques & de Communauté : on
 » se disputoit les cimetières & les fondations de cha-
 » rité : on s'aigrissoit , on s'insultoit réciproquement.
 » Les Huguenots , dans les campagnes où ils n'avoient
 » pas de Temples , affectoient , dans le désœuvrement
 » des jours de Fêtes , de troubler l'Office Divin par
 » des attroupemens autour des Eglises & par des chants
 » profanes. Les Catholiques indignés sortoient quel-
 » quefois du lieu saint pour donner la chasse à ces per-

» turbateurs ; & quand les Huguenots faisoient leurs
 » prêches, ils manquoient rarement d'user de repré-
 » failles.....

» Quoique le Roi sût assez que les Huguenots n'a-
 » voient pour titres primordiaux de leurs privilèges, que
 » l'injustice & la violence ; quoique les nouvelles con-
 » traventions aux Ordonnances lui parussent une rai-
 » son suffisante pour les priver de l'existence légale
 » qu'ils avoient envahie en France, les armes à la
 » main ; Sa Majesté néanmoins voulut encore con-
 » sulter, avant de prendre un dernier parti : elle eut
 » des conférences sur cette affaire avec les personnes
 » les plus instruites & les mieux intentionnées du Royau-
 » me ; &, dans un Conseil de conscience particulier,
 » dans lequel furent admis deux Théologiens & deux
 » Jurisconsultes, il fut décidé deux choses ; la premie-
 » re, que le Roi, pour toutes sortes de raisons, pou-
 » voit révoquer l'Edit de Henri IV, dont les Huguenots
 » prétendoient se couvrir comme d'un bouclier sacré.
 » La seconde, que si Sa Majesté le pouvoit licitement,
 » elle le devoit, & à la Religion, & au bien de ses peu-
 » ples. Le Roi de plus en plus confirmé par cette ré-
 » ponse, laissa mûrir encore son projet pendant près
 » d'un an, employant ce temps à concerter l'exécution
 » par les moyens les plus doux. Lorsque Sa Majesté
 » proposa dans le Conseil de prendre une dernière ré-
 » solution sur cette affaire, *Monseigneur* (1), d'après un
 » Mémoire anonyme qui lui avoit été adressé la veil-
 » le, représenta qu'il y avoit apparence que les Hu-
 » guenots s'attendoient à ce qu'on leur préparoit ; qu'il
 » y avoit peut-être à craindre qu'ils prissent les armes,
 » comptant sur la protection des Princes de leur Re-
 » ligion ; & que, supposé qu'ils n'osassent le faire, un
 » grand nombre sortiroit du Royaume : ce qui nuirait
 » au Commerce & à l'Agriculture, & par là même
 » affoiblirait l'Etat.

« Le Roi répondit qu'il avoit tout prévu depuis long-
 » temps, & pourvu à tout : que rien au monde ne lui

(1) Le grand Dauphin, pere du Duc de Bourgogne.

» feroit plus douloureux , que de répandre une seule
 » goutte du sang de ses Sujets ; mais qu'il avoit des
 » armées & de bons Généraux , qu'il emploieroit , dans
 » la nécessité , contre les rebelles qui voudroient eux-
 » mêmes leur perte. Quant à la raison d'intérêt , il la
 » jugea peu digne de considération , comparée aux
 » avantages d'une opération qui rendroit à la Religion
 » *sa splendeur* , à l'Etat *sa tranquillité* , & à l'autorité
 » *tous ses droits*. Il fut conclu , *d'un sentiment unanime* ,
 » pour la suppression de l'Edit de Nantes. »

Et en effet , près d'un siècle (1) d'entreprises de la part des Sectaires , de patience de la part du Monarque , d'expérience de la part de son Conseil , avoit appris à bien connoître & à mieux apprécier l'esprit du Calvinisme , l'excellence des avis du Chancelier de *Chiverny* , la sagesse des desseins du Cardinal de *Richelieu* , la prudence des ménagemens du Cardinal *Mazarin* , la légitimité des alarmes des bons Citoyens , les véritables intérêts de la Monarchie. On voyoit alors sans nuage ce qu'une fausse prévention avoit obscurci ; & la nécessité conseilla de détruire ce qu'elle avoit forcé d'établir. Louis XIV , fatigué de l'attention pénible de contenir ou de châtier sans cesse des Sujets , prit enfin la résolution de bannir de son Royaume une Secte toujours prête à sortir des bornes qui lui étoient prescrites. Mais ce Prince employa *vingt ans* à mûrir ce projet. Avant de procéder à son exécution , il donna plusieurs Déclarations ou Arrêts (2) , qui presque tous enlevoient aux Calvinistes , tantôt un privilège & tantôt un autre. La prudence traçoit la marche de cette destruction graduelle de leurs privilèges , afin que l'hydre endormie ne fût pas réveillée par un bruit éclatant & subit.

Daignez , SIRE , observer que plusieurs des coups portés au Calvinisme ne furent point dirigés par une

(1) A compter depuis 1598, date de l'Edit de Nantes jusqu'à 1685, époque de la révocation.

(2) Il y eut un édit, 22 déclarations, 28 arrêts du Conseil, donnés successivement, pour miner lentement le Calvinisme, depuis 1665 jusqu'au 25 Juillet 1685.

main Ecclésiastique , mais par celle de *Colbert* lui-même , créateur de notre Commerce & de nos Manufactures (1). A la vue d'un plan si longuement médité , si lentement exécuté , appuyé du suffrage d'un *Colbert* qui secondoit les projets de son Maître , qui oseroit encore avancer que Louis XIV. , *abusé par des Prêtres* , se livra aux mouvemens d'un zèle inconsidéré & d'une dévotion cruelle & superstitieuse (2) ? Sans doute la Religion fut toujours la base de son Gouvernement ; mais une politique sage & profonde influa autant sur l'abrogation de l'Edit de Nantes , que le zèle pour la Religion. Le Conseil de Louis XIV. , composé de Ministres que la gloire de leur Souverain & la prospérité de son Royaume animoient continuellement , n'étoit pas dominé par les petites vues d'une *dévotion* mal-entendue : leurs idées étoient grandes & majestueuses comme Louis XIV lui-même : leur génie perçant , qui faisoit

(1) V. entr'autres le *Reglement des Fermes* du 11 Juin 1680 , qui excluait les Protestans des emplois de *Fermiers* , *sous-Fermiers* & *Commis des Fermes*. Ce Reglement fut l'ouvrage de *Colbert* , ainsi que l'Arrêt du Conseil du 17 Août 1680 , qui priva les Religionnaires du recouvrement des Tailles. Les Philosophes ne peuvent donc revendiquer *Colbert* : on voit qu'il n'étoit pas *tolérant*. Le plus grand Ministre des Finances que la France ait jamais eu , étoit en même-temps l'homme le plus croyant & le plus religieux. Il est inconcevable qu'au milieu des occupations que lui donnoit l'administration immense des Finances , il ait trouvé le temps de lire chaque jour quelques Chapitres de l'Ecriture Sainte , & de réciter le *Bréviaire*. Il en fit imprimer un pour son usage & celui de sa Maison (Paris , 1679 , in-8°.) qui est peu commun. Il paroît que la famille de *Colbert* avoit les mêmes sentimens que lui sur la nécessité de proscrire le protestantisme en France. L'Abbé *Colbert* , Coadjuteur de Rouen , & fils de ce grand Ministre , prononça à la tête du Clergé un Discours adressé à Louis XIV. , où il félicita ce Monarque d'avoir anéanti l'hérésie dans ce Royaume : on croit que ce Discours fut composé par *Racine*. Il se trouve inséré dans les *Mémoires* sur sa vie , pag. 82.

(2) Louis XIV. , à un âge où l'amour de la gloire & des plaisirs l'occupoit plus que les exercices de la dévotion , avoit déjà résolu d'attaquer le Calvinisme , comme on le voit par toutes les Loix portées contre les Calvinistes depuis 1665 jusqu'en 1680. Dans le préambule de la révocation de l'Edit de Nantes , il annonce que dès son avènement au Trône il avoit conçu ce dessein.

tous les rapports & toute l'étendue des objets dans l'art de gouverner , avoit apperçu que , si deux Religions irréconciliables continuoient à diviser la France , sa perte étoit infaillible ; que le germe caché de cette aigreur religieuse qui fermentoit au fond des cœurs , se développeroit tôt ou tard , & produiroit les effets les plus sinistres. L'agitation des esprits (1) qui signale la fin du siècle actuel , démontre que Louis XIV & son Conseil lisoient dans l'avenir. Ainsi la stabilité du Trône , la paix du Royaume , le vrai bonheur de ses Sujets , tels furent les motifs qui déterminèrent ce grand Monarque à abroger l'Edit de Nantes. Après avoir miné & sapé , tantôt sourdement , & tantôt à découvert le fondement de l'édifice du Calvinisme , le temps fixé par la profondeur des Conseils de Louis XIV étant arrivé , il frappa le dernier coup à ce colosse redoutable , qui s'écroula de toutes parts. L'*Edit. de Nantes* fut solennellement révoqué par un autre , non moins mémorable , publié en 1685.

« Quoi qu'il semble , dit le Duc de Bourgogne , d'après les déclamations emportées de quelques Ministres Huguenots , que le Roi eût armé la moitié de ses Sujets pour égorger l'autre , la vérité est que tout se passa au grand contentement de Sa Majesté , sans effusion de sang & sans désordres. . . . L'Europe entière fut dans l'étonnement de la promptitude & de la facilité avec laquelle le Roi avoit anéanti par un seul Edit une hérésie qui avoit provoqué les armes de six Rois , ses prédécesseurs , & les avoit forcés de composer avec Elle ».

V. M. SIRE , & son Conseil , en croiront au moins au Duc de Bourgogne sur les motifs de la haute politique qui provoquoient l'abrogation de l'Edit de Nantes. Héritier présomptif de la Couronne à cette époque ,

(1) Qu'on se rappelle l'aigreur des disputes religieuses qui ont troublé le regne de Louis XV ; qu'on observe les alarmes que donne aujourd'hui la Philosophie , & l'on jugera de la sagacité du Conseil de Louis XIV. Si le Calvinisme , le Jansénisme & le Philosophisme eussent ravagé la France tous les trois ensemble , où en seroit maintenant le Royaume ?

trop éclairé, trop présent à tout pour avoir ignoré la vérité, ce Prince n'avoit aucun intérêt à se faire illusion sur cette matiere importante. Au jugement d'un personnage aussi auguste, inspiré par *Fénelon*, & qui pensoit comme *Colbert*, vous ne préférerez pas sans doute, SIRE, des déclamations insensées, soufflées par le vertige d'une Philosophie qui plaide sa cause, en plaidant celle d'une Secte ennemie implacable des Rois & des Pontifes.

Imaginez, SIRE, que dans cet instant, de toutes les parties de ce vaste Empire, V. M. reçoive des avis certains envoyés par les préposés de l'Administration; que dans le sein de votre Royaume il existât une Secte redoutable qui mît l'Etat dans une crise si effrayante; que, pour sauver votre Couronne, il ne vous restât d'autre parti à prendre que d'anéantir sur le champ, ou cette faction, ou la Religion dominante en France: placé entre les deux extrémités effrayantes d'une pareille option, quel seroit l'avis de votre Conseil? Mettroit-il une minute en délibération s'il faudroit ou non détruire la Religion Catholique, la premiere des Loix fondamentales de cette Monarchie? Non, SIRE, non; l'alternative du sacrifice ne seroit pas un problème; & pour n'être pas ensevelie sous les ruines de son Trône, V. M. s'armant de son tonnerre, écraseroit la Secte ennemie implacable de sa Couronne & de sa Religion.

Eh bien, SIRE, telle fut précisément la situation où se trouva Louis XIV. Vous l'avez entendu; malgré l'Edit de Nantes, il étoit physiquement impossible que les deux Religions pussent s'amalgamer ensemble; il falloit absolument que l'une ou l'autre fût exterminée: les Sectaires ne cessôient d'ailleurs, par des infractions multipliées, de contrevenir à cet Edit, qui leur avoit accordé la plus entiere liberté, excepté celle d'insulter le Monarque, & d'égorger ses Sujets. En vain *trois* Déclarations du Roi, *cent soixante & seize* Arrêts du Conseil & des Parlemens, *quatre* Ordonnances, *dix* Jugemens avoient tenté de réprimer ces infractions; les Calvinistes étoient toujours *inquiets & factieux*, ils *remuoient sourdement*, ils entretenoient des intelligen-

ees, ils formoient des *liaisons* criminelles avec les Puissances étrangères ennemies de la France. La raison, la politique, l'intérêt de l'Etat, la Religion, tout réclamoit donc contre l'existence d'une Secte qui défobéïssoit en jurant l'obéissance, & qui trahissoit ses maîtres en invoquant la fidélité.

Ainsi fut anéanti dans ce Royaume le plus furieux, le plus terrible de tous les ennemis que la France ait jamais eus ; celui qui l'a désolée par le fer & par le feu, qui l'a livrée à l'avarice & à l'ambition des étrangers, qui l'a réduite aux dernières extrémités par la fureur des guerres civiles, par des révoltes tant de fois répétées, par tous les horribles excès de la rage & de l'impiété ; qui a fait la guerre à six Rois de France (1), & leur a livré quatre batailles rangées ; une Secte *audacieuse dans sa naissance, séditieuse dans son accroissement, républicaine dans sa prospérité ; menaçante dans ses derniers soupirs ;* enfin le Calvinisme, qui, sans Louis XIV, auroit fini peut-être par renouveler en France, contre la personne sacrée de nos Rois, l'attentat national, qui pour jamais a flétri l'Angleterre.

Par le coup de vigueur dont ce Monarque accabla cette monstrueuse hérésie, Louis XIV, en vengeance la Majesté des Rois, sauva la Religion Catholique. A ce titre, son siècle, vraiment le plus glorieux de la Monarchie, décoré du plus beau de tous les noms, appelé le *Siecle de Louis XIV*, a déclaré ce Souverain *trois fois grand* (2). Quel est donc le délire de notre *siècle philosophique*, qui vomit des imprécations contre la mémoire de ce Monarque (3) !

(1) François II, Charles IX, Henri III, Henri IV, Louis XIII, Louis XIV.

(2) *Bello magnus, pace major, Religione maximus ; grand par la guerre, plus grand par la paix, très-grand par la Religion : ce sont les trois divisions de son oraison funebre par un de nos célèbres Orateurs.*

(3) Les Beaux Arts s'empresèrent de célébrer Louis XIV vainqueur de l'hérésie. Ils lui devoient, à plus d'un titre, leurs hommages dans une circonstance qui leur annonçoit une liberté & une abondance sans lesquelles ils languissent & leur génie s'éteint.

Je viens de montrer ce que les Calvinistes *ont fait avant la révocation de l'Edit de Nantes*. Occupons-nous, SIRE, maintenant, à examiner ce qu'ils *font* depuis cette époque.

§. I I.

Que font les Calvinistes depuis la révocation de l'Edit de Nantes ?

Cet Edit, qui fit tomber les Temples érigés par le Cal-

On voit au fond de la Cour de l'Hôtel de Ville de Paris sous une arcade magnifiquement décorée de Marbres & de Bronze, la Statue pédestre de même métal de Louis le Grand, triomphauteur de l'hérésie. Vêtu à la Romaine, il est appuyé d'une main sur un faisceau d'armes, de l'autre il semble donner des ordres.

Le piédestal qui le porte est orné, sur la face de devant, d'un bas-relief de Bronze qui a deux pieds en quarré. La Religion, caractérisée par une figure de femme, tenant d'une main la Croix, & de l'autre un Calice surmonté de l'Hostie Sainte, est assise sur un nuage vers la droite; à côté d'elle, sur le milieu, l'Ange Tutélaire de la France, habillé en Guerrier, paroît appuyé sur un écu oval, dont les 3 Fleurs-de-Lis sont surmontées d'un soleil rayonnant; la foudre, figurée par un faisceau enflammé qu'il empoigne de la main droite, lance de tous les côtés ses dards & ses traits; des Fleurs-de-Lis placées à leur pointe semblent en diriger les coups, & signifier que l'hérésie n'est pas moins l'ennemie de l'Empire Français que de l'Autel.

L'hérésie, représentée par des figures humaines, tombe renversée sur le bas du Tableau. Une de ces figures, aux ailes de Chauve-Sourris, exprime ses ténèbres; l'autre, un masque à la main, son hypocrisie. Six volumes sortent à demi-ouverts de la confusion des Draperies, & annoncent chacun, par les noms de six principaux Chefs, leurs erreurs particulières qui sont foudroyées. On y lit : *Jean Calvin, Théodore de Bèze, Jean Hus, Bernardin Ochin, Jean Wiclef, Martin Luther*. Un Dragon à plusieurs têtes de Serpent, paroît au fond du bas-relief, vouloir braver la foudre en élevant orgueilleusement ses têtes contre elle.

Ce bas-relief, digne des Phidias & des plus beaux temps de la Grece, est un chef-d'œuvre d'Antoine Coyzevox; il fut exécuté en 1689. On y lit sur la face droite du piédestal : *Ludovico magno, victori perpetuo, semper pacifico, Ecclesiae ac Regum dignitatis assertori, Praefectus & Aediles.... p. p. an. Rep. salut. hum. 1689.*

A la gloire de Louis le grand, toujours vainqueur, toujours pacifique, défenseur de l'Eglise & de la Majesté des Rois. Le Prévôt des Marchands & les Echevins.... ont érigé ce monument l'an 1689.

vinisme, n'occasionna aucun des mouvemens extraordinaires qu'auroit redouté la politique timide de tout autre Monarque. Mais, soit que la puissance de Louis XIV en imposât à l'indocilité des Prétendus Réformés, soit, comme le dit un Auteur moderne, qu'ils fussent *raffasiés de Cènes, de Prêches & de Pseaumes Gaulois, il n'y eut que de légères fermentations, des soupirs étouffés, des murmures pardonnables*. Quelques années s'écoulerent sans rébellion de leur part. Il étoit dans leur système d'attendre l'occasion de la première guerre, qui distrairoit l'attention du Gouvernement sur leurs manœuvres secrètes. La *Ligue d'Ausbourg* qui fit porter à Louis XIV ses troupes & ses forces au-delà des Frontières, ménagea une nouvelle insurrection de la part des Prétendus Réformés, en leur faisant concevoir l'espérance de l'impunité dont les flattoit l'impuissance apparente du Gouvernement. Les scènes que jouèrent dans le Dauphiné, le Vivarais & les Cevenes les *Prophètes* & les *Prophétesses* suscités par le parti, & qui indiquoient leur mission par des *sauts périlleux, des gonflemens de poitrine, des convulsions*, n'étoient que des farces d'Energumenes, qui ne méritoient que le mépris ou la pitié. Ce fanatisme, qui préludoit à celui dont le Successeur de Louis XIV devoit être témoin, n'annonçoit que des têtes malades, mais non encore des Sujets révoltés.

Mais comme il faut que les Sectes, ainsi que les individus, reviennent tôt ou tard à leur caractère moral; à l'enthousiasme religieux des Calvinistes du Dauphiné & du Vivarais, se joignit bientôt la rébellion manifeste. Elle se déclara dans les *Cevenes*. Une lettre interceptée découvrit le complot formé de faire entrer dans le Royaume les troupes du Duc de Savoie (1). Cet événement, SIRE, nous rappelle la guerre des *Camisards*. Je m'abstiendrai d'effrayer l'imagination de V. M. par le détail des cruautés inouïes & des horreurs abominables dont ces forcénés se souillèrent: la France entière n'oubliera jamais cette guerre monstrueuse, où la nature

(1) Lettre écrite le 8 Mars 1691, par le Ministre Brousson.

& l'humanité furent outragées par le spectacle des femmes enceintes éventrées, & d'un enfant étronçonné tout vivant, que la rage infernale du Fanatisme portoit au bout d'une pique.

Le vertige de l'enthousiasme des Sectaires des *Cevenes* vouloit en vain donner le change sur leurs projets perfides. On découvrit de nouveau les intelligences secrètes qu'ils avoient avec les ennemis de l'Etat. On faisit sur les Côtes de Gênes les armes & l'argent que la Hollande & l'Angleterre leur envoyoit (1). Ce fait est consigné dans les Greffes des Tribunaux du Languedoc. Mais le témoignage seul du Duc de Bourgogne suffiroit pour nous les attester. « Ce qui vient de se passer dans les *Cevenes*, dit ce Prince, dans son Mémoire déjà cité, ne suffit-il pas pour nous faire toucher au doigt la sagesse de l'opération du Roi & la nécessité de la maintenir ? C'est par les excès inouis & les horribles brigandages que les Huguenots viennent d'exercer dans le Languedoc, qu'il faut juger des autres maux qu'ils eussent pu nous faire pendant la guerre actuelle, s'ils se fussent trouvés au point de puissance où ils étoient encore il y a vingt-cinq ans ; & au moment où j'écris ceci, & où le parti semble, par une modération feinte, désavouer les horreurs auxquelles se sont portés les *Camisards*, des papiers interceptés nous découvrent que ses *liaisons avec l'Anglais subsistent toujours* (2). »

Si le parti Calviniste lui-même a désavoué les horreurs & les brigandages des *Camisards*, n'est-il pas singulièrement étonnant que la Philosophie moderne veuille atténuer leurs forfaits, en reprochant à Louis XIV & à

(1) Outre les deux Tartanes saisies, sur lesquelles étoient embarqués 12 Officiers & 300 soldats, il y avoit encore quatre Frégates & deux petits Bâtimens de transport chargés de 40 Officiers & de 450 Soldats envoyés de Hollande & d'Angleterre, avec beaucoup de munitions de guerre, des habillemens, & une Caisse Militaire. Les Soldats & Officiers étoient presque tous Français. Le Général avoit 200 Commissions d'Angleterre à distribuer.

(2) V. Mém. du Duc de Bourgogne sur les Protestans, dans sa Vie par l'Abbé Provart, tom. 2, p. 98 & suiv.

son Conseil les *Dragons* qu'on fit marcher contre les rebelles des *Cevenes* ? Mais quoi ! falloit-il donc qu'un Roi , protecteur né de ses Sujets , souffrit tranquillement qu'ils fussent égorgés & éventrés ? Falloit-il qu'on laissât impunis les outrages faits à la nature & à l'humanité ? Les Camisards n'étoient pas seulement des fanatiques ; c'étoient des factieux qui entretenoient des *liaisons* secrètes avec les ennemis de l'Etat. Pourquoi Louis XIV , à l'exemple de tous les autres Souverains , n'auroit-il pu , sans être un tyran , envoyer des troupes contre des Sujets qui trahissoient le serment qu'ils avoient fait à la Patrie ?

Non , jamais les *Dragons* commandés contre les habitans furieux des *Cevenes* , ne se souillèrent (1) des crimes dont ceux-ci se rendirent coupables. Qu'on lise les Lettres de l'illustre *Fléchier* , Evêque de Nîmes , sur les atrocités des Camisards , & l'on jugera si l'on devoit , pour ne pas gêner leur conscience , les laisser faccager le Languedoc , & bloquer *Fléchier* lui-même dans son Palais Episcopal. Qui oseroit accuser de fanatisme & de superstition ce Prélat , aussi célèbre par ses lumieres & par ses vertus , que par son éloquence ? Cependant il témoigne le sentiment d'indignation dont le pénétroient les attentats dont il étoit le témoin oculaire (2). Il employoit les Missionnaires pour convertir les Camisards , tandis que *Berwick* & *Lamoignon* (3) les réprimoient par les *Dragons* & recouroient aux Juges criminels pour les punir. Mais ce zele de *Fléchier* , qui secondoit Louis XIV pour balancer les rigueurs de sa justice , par la douce persuasion de la Religion , auroit-

(1) Un Historien , en parlant des excès commis par cette Soldatesque , qui , à l'exemple de toutes les troupes , ne connoissoit plus que les seuls droits de la guerre , nous apprend qu'ils ne se rendirent cependant coupables , ni de meurtres ni de viols. (Voy. Lamartinière , Hist. de Louis XIV , Liv. XLIII , p. 327 , édit. de la Haye , année 1742.)

(2) V. Les Lettres de *Fléchier* sur les cruautés des Fanatiques , & tirées du dixieme tome de ses Œuvres 1782. Ce petit extrait a été imprimé récemment.

(3) M. de Lamoignon de Bâville , Intendant de Languedoc.

on aujourd'hui , en pareille circonstance , l'idée même de l'exciter ? Notre siècle éclairé ne manqueroit pas de dénoncer ce zèle *convertisseur* comme une *tyrannie* contre *la liberté de penser*.

En vain l'on imputera tous ces maux à la révocation même de l'Edit de Nantes. Le Duc de Bourgogne atteste qu'elle fut exécutée *sans désordre & sans effusion de sang*. La suppression de l'Edit de Nantes est de 1685 ; les troubles des Cévennes n'agitèrent le Royaume que quinze ans après ; il n'y a donc que la prévention aveuglée par l'ignorance des faits connus de notre Histoire , qui puisse intenter une pareille accusation.

Louis XIV mourut , & dans sa tombe furent ensevelis avec lui , ses grands projets & ses principes d'administration. La Régence , qui eut l'art d'enivrer la France de plaisirs & de l'occuper des *agiotages de la banque* , opéra une révolution dans les mœurs & dans les idées. Le Gouvernement n'attacha plus aux objets religieux l'importance que Louis XIV avoit cru devoir y mettre. Au zèle du regne précédent pour la Religion , succéda la plus froide indifférence , qui dans la suite devoit prendre le nom de *tolérance*. La Régence étoit l'aurore de la Philosophie moderne.

L'on devine que le Calvinisme , toujours aux aguêts pour profiter des plus légères distractions , ou de la moindre indulgence du Gouvernement , fut tirer parti de la trêve que lui donnoit la longue minorité de Louis XV. Pendant cet intervalle , ils entretenirent des rapports criminels avec les Puissances étrangères ; ils tinrent des *assemblées illicites* , ils accueillirent des *Prédicans qui ne furent occupés qu'à exciter les peuples à la révolte*. En un mot , la conduite des Calvinistes pendant tout le répit que leur donna l'enfance de Louis XV , ne fut qu'une infraction continuelle des dispositions de l'Edit de 1685 , & des déclarations subséquentes de 1686 & de 1698.

Mais en prenant , à la majorité , les rênes de son Royaume , Louis XV , héritier des sentimens de Louis XIV , comme de son Trône , régénéra les principes du Gouvernement précédent , concernant une Secte qu'il falloit toujours surveiller de près. La déclaration du 14 Mai

1724 (1), rappela les Calvinistes à l'exécution rigoureuse des dispositions de l'Edit de 1685. Il nous paroît important, SIRE, de remettre sous les yeux de V. M. cette déclaration ; cette législation, qui dans les intentions personnelles de votre aïeul, devoit être la règle immuable de son administration pendant tout le cours de son règne.

D'abord dans le préambule, le feu Roi donne des éloges à Louis XIV d'avoir conçu *le dessein d'éteindre entièrement l'hérésie dans son Royaume*. Il annonce que de tous les projets de ce grand Monarque, c'est celui qu'il a *le plus à cœur de suivre & d'exécuter ; & qu'il veut soutenir cet ouvrage, si digne du zèle & de la piété de son Prédecesseur, en renouvelant ses dispositions, & en enjoignant à tous ses Officiers de les faire observer AVEC LA DERNIERE EXACTITUDE.*

Voilà donc Louis XV & son Conseil qui admettent dans toute son intégrité & toute sa rigueur, la révocation de l'Edit de Nantes. Ainsi, à cette époque, le Gouvernement ne voyoit dans l'Edit de 1685, qu'un monument de la sagesse politique de Louis XIV. A cette époque les Prétendus-Réformés étoient encore des Sujets désoberéissans, inquiets, factieux & rebelles. Louis XV

(1) Quoiqu'à l'époque de 1724, le célèbre Chancelier d'Aguesseau, exilé pour la seconde fois par le Régent, fût absent de la Cour, on lui attribue cependant la Déclaration de 1724. Voici ce qu'a transmis à ce sujet une tradition conservée par des gens bien instruits. Quand il fut question de travailler à la Déclaration de 1724, on fut très-embarrassé dans le Conseil, M. d'Armenonville étoit alors Garde des Sceaux. On consulta nombre de personnes de tous les ordres ; on ne put trouver un homme capable de remplir les vues du Gouvernement à ce sujet. L'on imagina de recourir à un ami de M. d'Aguesseau. Il alla à Fresnes, où le Chancelier étoit exilé, & lui proposa la matière. M. d'Aguesseau, Magistrat respectable & vertueux, qui aimoit l'Etat, fit la rédaction, & son ami la porta à M. le Garde des Sceaux. On ne trouve rien dans les procès verbaux de l'Assemblée du Clergé de 1723 qui ait pu provoquer la Déclaration de 1724 : on n'y trouve pas même cette Déclaration, parmi les pièces justificatives jointes aux procès verbaux des Assemblées de 1725 & suivantes. Cette Loi n'a donc été sollicitée ni par l'Assemblée du Clergé, ni par ses Agens Généraux.

lui-même dans sa déclaration de 1724, les dénonce comme tels. Nous avons, dit-il, *été informés que l'exécution des Loix portées par Louis XIV a été ralentie par les fausses & dangereuses impressions que quelques-uns (de la Religion prétendue réformée) excités par des MOUVEMENS ÉTRANGERS, ont voulu insinuer secrètement pendant notre minorité. Ce Prince les accuse ensuite de tenir des assemblées illicites. Il nous apprend qu'il a été informé qu'il s'est élevé & s'élève journellement dans le Royaume plusieurs Prédicans qui ne sont occupés qu'à EXCITER LES PEUPLES A LA RÉVOLTE & les détourner des exercices de la Religion Catholique. (V. art. II. de la Déclarat.)*

Les dispositions de cette loi sont également remarquables. Le Monarque ordonne que la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, soit SEULE exercée dans le Royaume : défense à tous Sujets, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient, de faire aucun exercice de la Religion, autre que de ladite Religion Catholique, & de s'assembler pour cet effet en aucun lieu, & sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine contre les hommes, des Galeres perpétuelles, & contre les femmes, d'être rasées & enfermées ; même à peine de mort contre ceux qui se seront assemblés en armes. (Art. I.)

« L'art. II décerne la peine de mort contre tous les » Prédicans qui auront convoqué des Assemblées, qui y » auront prêché ou fait aucunes fonctions, sans que » ladite peine de mort puisse à l'avenir être réputée » comminatoire. Défenses à tous Sujets de recevoir » lesdits Ministres ou Prédicans, de leur donner re- » traite, secours ou assistance, d'avoir directement ou » indirectement aucun commerce avec eux.... Injonc- » tion à ceux qui en auront connoissance de dénoncer » lesdits Prédicans, le tout à peine, en cas de contra- » vention, contre les hommes, des galeres à perpé- » tuité, &c.

» Par l'art. III, ceux de la Religion prétendue réfor- » mée sont tenus de faire baptiser les enfans dans les » Eglises des Paroisses où ils demeurent.

» L'art. XII veut que, suivant les anciennes Ordon-

» *nances & l'usage observé dans le Royaume*, nul des
 » Sujets du Roi ne puisse être reçu *en aucune charge de*
 » *Judicature* dans aucun Tribunal, ni dans les Justices
 » des Seigneurs Hauts-Justiciers, même dans les places
 » de Maires & Echevins, & autres Officiers des Hôtels
 » de Villes, & généralement dans aucuns Offices ou
 » fonctions publiques, soit en titres ou par commissions,
 » même dans les Offices de la Maison du Roi ou des
 » Maisons Royales, à moins qu'ils n'aient un certificat
 » de l'exercice actuel qu'ils font de *la Religion Catho-*
 » *lique, Apostolique & Romaine.*

» L'art. XV porte que les Ordonnances, Edits &
 » Déclarations sur le fait des mariages, & nommément
 » l'Edit de 1697, & la Déclaration du 15 Juin de la
 » même année, seront exécutés par tous les Sujets du
 » Roi, tant ceux nouvellement réunis à la foi Catholi-
 » que, que *par tous les autres.* Le Législateur leur
 » enjoint d'observer, dans les mariages qu'ils voudront
 » contracter, les solemnités prescrites tant par les
 » Sts. Canons, reçus & observés dans ce Royaume,
 » que par lesdites Ordonnances, Edits & Déclarations,
 » le tout sous les peines qui y sont portées, & même de
 » punition exemplaire. »

Vous le voyez, SIRE ; ainsi que Louis XIV, Louis XV, votre auguste prédécesseur, avoit rigoureusement pros crit le *Culte*, les *Temples*, les *Ministres* & les *Mariages* des Calvinistes. Examinons s'ils ont observé ces lois en Sujets fidelles & soumis.

La politique se tourmentera toujours en vain, pour faire régner en France la tranquillité des esprits par une autre voie que par l'unité des sentimens religieux. La déclaration de 1724, qui comprimoit l'inquiétude des Sectaires, maintint ce repos fortuné tant que la fermeté du Gouvernement, & la paix dont jouissoit l'Europe, les convainquirent de l'inutilité de leurs mouvemens.

Mais les Anglais ayant contraint le feu Roi de prendre les armes en 1742, les Calvinistes, suivant leurs anciens erre mens, recommencerent à se produire, & à donner de l'embarras au Ministère. Louis XV n'ignoroit pas les liaisons secrètes qu'ils avoient avec l'Angleterre.

La Secte sentit que les circonstances exigeoient qu'on eût pour elle des ménagemens : elle n'en devint que plus hardie.

Vous allez, SIRE, en juger par la chaîne de ses entreprises criminelles depuis la guerre de 1742 jusqu'à ce moment.

Le premier de ses attentats fut de s'opposer, les armes à la main, à la prise de possession du Curé de *Montbéliard*. Il fallut des Soldats, qui, la bayonnette au bout du fusil, installèrent dans son Eglise ce Ministre de la Religion Catholique.

En 1743, deux Prédicans (1) s'étant glissés dans le Poitou, y tinrent leurs Prêches, d'abord, dans des lieux écartés, ensuite au grand jour, dans le voisinage des Villes. Ils y firent des Baptêmes & des Mariages clandestins. Pour appuyer leur Mission, ils eurent recours à une imposture : ils publièrent que le Roi *les autorisoit, & permettoit la liberté de la Religion*. Dès-lors les Sectaires de ces contrées, qui jusques-là s'étoient cachés dans des retraites profondes, marcherent tête levée & affronterent les Lois du Royaume. Ils n'employèrent plus que le ministère de leurs Prédicans pour leurs Mariages, le Baptême de leurs enfans & pour la Sépulture Ecclésiastique.

A St. Maixant, ils osèrent bâtir un Temple dans le centre de la Ville. Ils en firent construire un autre dans la même Province. Il fallut deux Compagnies de Cavalerie pour en imposer aux Calvinistes de ces cantons.

En 1744, ils prirent les armes en Languedoc. Il fallut faire marcher à Montauban un Régiment de Dragons. Cette expédition ne se fit pas sans effusion de sang. Le Commissaire départi dans cette Province, procéda contre les Calvinistes, & prononça contre eux des peines afflictives.

En 1758, les Calvinistes entreprirent d'édifier trois Temples au Pont de Monvert en Gevaudan. Cette démarche, qui étoit une désobéissance formelle aux dispositions précises de la Déclaration de 1724, déter-

(1) Pradon & Bessé.

mina le Maréchal de Thomond, Commandant pour V. M. dans la Province de Languedoc, à détacher cinq Compagnies du Régiment de Bourgogne, pour faire démolir ces Temples.

L'Eglise Catholique reconnoit la validité du Baptême conféré par les Hérétiques, pourvu qu'il soit administré dans la forme prescrite (1) par le Divin Instituteur du Christianisme. En 1752 les Evêques réclamèrent auprès du Gouvernement contre la sacrilège audace des Ministres Calvinistes qui conféroient le Baptême dans une forme illicite (2) : le Roi après avoir pris l'avis des Evêques ordonna que les enfans baptisés de cette manière, feroient portés aux Eglises, pour être rebaptisés. Les Ministres du Parti, furieux contre les ordres du Gouvernement, que la prudence avoit dictés, s'assemblerent (3), & arrêterent d'assassiner *quarante Prêtres à titre de vengeance de ce qu'on obligeoit les Protestans à faire rebaptiser leurs enfans.* Un Curé (4) dont le nom étoit sur la liste des pros crits, fut la première victime qu'immolèrent ces forcénés.

Au mois d'Août de la même année, un autre Curé de la même Province fut appelé pendant la nuit sous le prétexte de visiter un malade. On attenta à sa vie ; il fut blessé à mort (5), & cette blessure l'a conduit au tombeau. Tous les Curés de cette contrée, alarmés du danger imminent auquel les exposoit leur ministère de la part des Calvinistes, n'osèrent plus visiter leur troupeau, sans prendre les sûretés auxquelles on n'a recours que dans un pays ennemi.

(1) C'est-à-dire, *Au nom du Pere, & du Fils, & du St. Esprit.*

(2) Plusieurs Ministres Calvinistes donnoient le Baptême en se servant du nom collectif de la *Ste. Trinité.*

(3) Le 10 Août, à la Foire de Lévis.

(4) Antoine Roussel, Curé de Ners, assassiné le 20 Août 1752, par Coste, Ministre Protestant. M. Boyer, Médecin du Roi, a attesté le fait par un certificat qui fut remis dans les Bureaux de M. le Comte St. Florentin. Par Sentence de la Sénéchaussée de Nîmes, Coste fut condamné par contumace à être rompu vif, son corps brûlé, & ses cendres jetées au vent.

(5) On lui tira deux coups de fusil.

La même atrocité s'est renouvelée dans le Diocèse d'Agen. Les Protestans de Ste. Foi, irrités de ce qu'un Curé vouloit les obliger de porter leurs enfans à la Paroisse pour y recevoir le Baptême, résolurent de l'assassiner avec deux autres de ses collègues. Les scélérats s'assemblerent un soir au nombre de deux ou trois cents dans une grange, & de là ils firent appeler, sous le prétexte de la nécessité de les fonctions, le Pasteur dans le sang duquel ils vouloient tremper leurs mains. A la vue de la troupe nocturne, & qui étoit en armes, le Curé saisi d'épouvante prit heureusement la fuite. Sur la plainte de M. le Procureur Général du Parlement de Bordeaux, intervint arrêt qui condamna à mort trois Prédicans auteurs de cet attentat.

En 1761, les Calvinistes accoururent en armes de divers endroits, pour délivrer un de leurs Ministres arrêté comme vagabond près de Montauban par la Milice qui veille à la sûreté des chemins publics. A cette occasion il se livra un petit combat, & la scène fut ensanglantée. Le fait est prouvé par l'arrêt du Parlement de Toulouse, qui condamna au gibet le Ministre séditieux; trois jeunes Gentilshommes accourus avec une troupe armée, à perdre la tête, & plusieurs autres coupables à diverses peines.

A-peu-près à cette époque (1), arriva dans le Diocèse d'Alais une autre scène bien propre à dévoiler l'aigreur secrète qui anime encore les Calvinistes contre vos Sujets Catholiques.

Un Protestant vint communiquer à un Curé de ce Diocèse son projet de mariage avec une veuve Catholique. Après de longues réflexions, il se détermina à abjurer les erreurs de Calvin, & à rentrer dans le sein de l'Eglise. Cette conversion, à laquelle applaudirent les Catholiques; outra d'indignation les Protestans. Cet homme étoit dans ce district la colonne principale du parti, où il jouissoit de la plus grande influence. Il avoit assisté à des Synodes. Il avoit été Trésorier ou Administrateur des aumônes de la Secte, & par surcroît,

(1) Il y a environ vingt ans.

c'étoit le détracteur le plus audacieux de la Religion Catholique. Sa conversion pouvoit en occasionner d'autres ; son caractère ardent le rendoit capable de faire des profélytes. Pour le punir d'une défection qui déshonoroit son ancien parti , & pour ôter à tout Protestant l'envie de l'imiter , il fut résolu de le persécuter à outrance. Le nouveau Catholique ne pouvoit plus sortir de sa maison , sans être suivi d'une troupe de femmes & d'enfans qui l'accabloient d'injures atroces , & qui l'accompagnoient avec des huées ou plutôt avec des hurlemens affreux : ce tumulte ressembloit à celui qu'occasionne l'exécution d'un criminel qu'on conduit au supplice.

Le citoyen insulté , baffoué de toutes parts , forma une plainte juridique , qu'il se contenta de diriger contre quelques particuliers. Quatre ou cinq Calvinistes furent condamnés aux frais de la procédure & à quelques dommages , dont le plaignant eut la générosité de faire la remise.

Cet acte de bonté , loin de calmer ses persécuteurs , les irrita. La condamnation de quelques individus fut regardée comme une injure commune faite au Protestantisme. Pour se venger , ils arrêterent qu'ils *cesseroient de faire travailler les artisans Catholiques*. Cet acte de rigueur que nos Loix n'ont pas droit de punir , mit beaucoup de Catholiques dans la détresse , & souffla le feu de la discorde dans les deux partis , qui se vouèrent dès-lors une haine réciproque. Les Catholiques se réunirent pour faire cause commune. Toute liaison fut rompue entr'eux & les Protestans. Les premiers furent chassés , insultés & menacés. Un Ecclésiastique trouva sous la porte de sa maison un billet sanguinaire , portant que *s'il ne faisoit cesser les troubles , on devoit s'attendre à un carnage*.

On donna avis de la fermentation à un des Chefs de la Province : on lui demanda des troupes. Cette démarche qui n'avoit pour but que de contenir la populace , & de prévenir une émeute , fut prise , par les Protestans , pour un projet de faire loger les Soldats à discrétion dans leurs maisons. Ils s'adresserent en conséquence aux Cal-

vinistes des lieux circonvoisins. Ils promirent de secourir leurs freres au besoin. Dans la crise où les choses étoient, il ne falloit qu'une étincelle pour allumer l'incendie.

Le Dimanche qui suivit la bénédiction nuptiale du nouveau Catholique, devoit décider si sa résipiscence étoit feinte ou sincere. En assistant à l'Office Divin, il prouva que son retour étoit l'effet de la conviction. Les Protestans murmurèrent plus que jamais de sa constance. Quelques-uns d'entr'eux résolurent de l'empêcher d'assister une seconde fois à nos saintes Cérémonies. Sa maison fut investie : des Catholiques allerent le dégager. La cohue l'accompagna jusques sur le seuil de l'Eglise. A cette vexation on joignoit une farce abominable, où les Sacremens de l'Eglise étoient indignement joués par des allusions impies. La Justice se mit en devoir de punir les auteurs de ces troubles scandaleux : mais le crédit assoupit cette affaire, & peu de temps après, la prudence désarma entierement ce fanatisme, en lui donnant le change.

Voilà, SIRE, ce qu'il en coûte, même de nos jours, à vos Sujets qui veulent embrasser la Religion Catholique, celle que vous professez vous-même, & que vous protégez.

Mais ce n'est pas le premier trait en ce genre. Nous sommes instruits qu'un enfant de famille du Diocèse de Lodeve, a été accablé de coups & d'injures, pour avoir voulu désertter les drapeaux de l'erreur. Abandonné de ses parens insensibles aux cris de la nature, il eût été livré aux horreurs de l'indigence, sans le zele & la charité d'un Prélat (1) vrai Pasteur de son peuple. La même main, secondée de l'autorité du Gouvernement, a arraché aux traitemens les plus indignes deux autres habitans du même Diocèse, dont tout le crime, aux yeux des Protestans, étoit de ne plus croire à leurs dogmes.

Une Protestante du Diocèse de Nîmes (2) ayant ab-

(1) M. l'Evêque de Lodeve a obtenu pour ce jeune homme une pension sur les Economats.

(2) La Dlle. Chalier, qui dans la Secte faisoit fonction de Diaconesse.

juré le Calvinisme , se retira dans un de ces asiles que la piété ouvre aux personnes de son sexe. Sans fortune , elle fut obligée de vivre du travail de ses mains. Elle en fut privée , parce que le parti , furieux de sa désertion , poussa l'excès de la barbarie jusqu'à comploter de faire périr de misère & de faim la nouvelle convertie.

On se rappelle encore à Nîmes l'émeute excitée par les Protestans à l'occasion d'un procès intenté par une Catholique (1) contre son mari Calviniste. Appuyée sur les Lois précises du Royaume & sur les premiers principes de la justice , garante des conventions réciproques contractées librement , elle actionna son mari pour le contraindre à exécuter la clause du contrat où il étoit stipulé que le mariage seroit ratifié en face de l'Eglise Catholique.

Animé par les Protestans , dont le but étoit de convertir ce procès en une affaire de parti , le mari osa soutenir la contestation. Les Protestans affectèrent de remplir l'Audience ; ils encouragerent l'Avocat par les applaudissemens les plus bruyans. Leurs cris tumultueux étouffèrent la voix du Défenseur de la partie Catholique. Le plaidoyer ne fut qu'un tissu de calomnies atroces contr'elle. La terreur réduisit au silence les Catholiques présens à l'Audience. Les Magistrats eux-mêmes , frappés de l'ivresse qu'occasionnoit le fanatisme des Protestans , pâlissoient quoiqu'assis sur les Fleurs-de-Lys , & quoiqu'armés du glaive de la Justice. Chaque fois que l'épouse du Calviniste sortoit pour aller visiter son défenseur ou pour instruire ses Juges , les Protestans l'assailloient à coups de pierres , & vomissoient contr'elle mille imprécations. Ils poussèrent l'insolence jusqu'à vouloir forcer la maison du premier Magistrat , en demandant à grands cris qu'on leur livrât la victime qu'ils vouloient immoler à leur rage. Leur fureur étoit à son comble. On avoit à craindre un soulèvement général. On le prévint,

(1) La Demoiselle Roubel , mariée avec le sieur Roux , Calviniste.

en faisant évader la malheureuse Catholique , travestie sous un habit étranger.

Cette affaire , qui , dans l'origine , & par sa nature , n'étoit qu'une contestation particulière , soumise à la décision des Tribunaux , donna lieu à une anecdote d'où l'on peut inférer la profondeur des noirs desseins cachés dans l'ame des Protestans , & qui pour leur explosion n'attendent que l'instant favorable. Le Supérieur d'un Ordre Religieux , dans la crainte d'un soulèvement des Protestans à la suite de l'affaire de Nîmes , disoit à un des Chefs de la Secte qui lui avoit témoigné de la bienveillance & de l'honnêteté en plusieurs occasions : *s'il arrivoit une révolte , nous craindriens d'être égorgés ; mais je me flatte qu'en votre considération , mes Religieux & moi , nous serions épargnés. Moi ! point du tout , répondit le Protestant ; en matière de Religion , je ne connois plus d'amis ; & si les Protestans se révoltoient , vous seriez les premiers que j'égorgerois.*

Le fanatisme d'un individu ne prouveroit rien contre l'esprit général du Calvinisme , si plusieurs autres faits de cette espèce ne nous attestoient que les Protestans modernes , semblables à ceux du seizième siècle , sont encore altérés du sang des Catholiques , sur-tout des Prêtres.

En 1743 , on eut lieu de craindre à Bordeaux une descente de l'ennemi sur nos côtes , d'après le bruit d'une apparition des Anglais. L'alarme se répandit. Un Curé témoigna à un Gentilhomme Protestant de l'Agénois sa sécurité sur le sort qu'il éprouveroit , persuadé que , vu les sentimens d'estime du Calviniste pour lui , il seroit son Ange tutélaire dans le péril imminent de sa vie. *Ne vous y trompez pas ,* répliqua le Gentilhomme fanatique , *je serois le premier à vous tuer ; & ce seroit le plus grand service que je pusse vous rendre , pour vous garantir d'un genre de mort trop cruel auquel vous seriez exposé par votre qualité de PRÊTRE (1).* La vérité de ce

(1) V. l'Ouvrage intitulé la *Tolérance Chrétienne*, opposée au Tolérantisme Philosophique , p. 168.

fait est constatée par sa publicité dans toute la Province, qui dans le temps en eut connoissance.

On a appris d'un Evêque (1) qu'une Calviniste de son Diocèse, laquelle vouloit embrasser le culte Catholique, fut placée par lui dans une Maison Religieuse pour la mettre à couvert de la persécution de sa famille. Le pere instruit de son abjuration, se livra aux derniers excès de l'emportement. Cependant le temps ayant calmé sa fureur, il vint conjurer le Prélat de lui accorder la consolation d'avoir sa fille auprès de lui, avec promesse de ne pas violenter sa conscience sur la Religion qu'elle avoit embrassée. L'Evêque joignit ses sollicitations à celles du pere pour engager la nouvelle convertie à rentrer dans la maison paternelle. Elle s'y rendit, & trois jours après on la trouva noyée dans un puits de la maison. (V. la Tolér. Chrét. p. 269.)

On tient d'un autre Prélat qu'un jeune Calviniste de son Diocèse ayant abjuré ses erreurs, les Protestans en furent si irrités, qu'une femme de la Secte déclara *qu'elle ne mourroit pas contente qu'elle n'eût trempé ses mains dans le sang de cet apostat.* (ibid.)

Il y a quelques années que dans une société un Négociant Protestant qui venoit d'épouser une Catholique, après bien des discours sur des matieres de Religion, laissa échapper ce propos atroce : *Vous nous avez donné une St. Barthelemi, nous vous la rendrons* (2).

Si l'on avoit, SIRE, recueilli exactement tous les autres faits & discours des Protestans répandus dans tout votre Royaume, quelle masse énorme d'accusations en ce genre l'on pourroit intenter contre eux ! Ces faits, dénués même de la notoriété judiciaire, ne perdroient rien de leur vérité. Au moins des attentats, signalés par des troubles publics, ne peuvent être révoqués en doute.

Mais, SIRE, quel témoignage plus authentique de

(1) Feu M. de Fontanges, mort Evêque de Lavaur.

(2) Un personnage très-digne de foi, a assuré avoir entendu ce propos, & a confirmé depuis son témoignage en présence de plusieurs personnes.

*ce que font les Protestans depuis la révocation de l'Edit de Nantes, & même depuis la Déclaration de 1724, que les représentations portées en 1780, au pied de votre Trône par le Corps Episcopal ! « L'hérésie deve-
 » nue chaque jour plus fiere & plus entreprenante à
 » l'ombre d'une longue impunité, disoit cette auguste
 » Assemblée (1), ne se lasse point de déchirer le sein
 » de cette Mere tendre & affligée. Pendant les beaux
 » jours du regne de votre auguste aïeul, une adminis-
 » tration prévoyante & ferme avoit, par des voies pu-
 » rement réprimantes, contenu, & même éclairé nos
 » freres errans : mais, hélas ! les ressorts salutaires d'une
 » police combinée avec tant de sagesse, se relâcherent
 » insensiblement.*

*» Pour peu qu'on rapproche les plaintes successive-
 » ment portées au pied du Trône depuis l'année 1745,
 » par les Assemblées du Clergé, la marche hardie des
 » Religionnaires présente des accroissemens sensibles,
 » & la plus effrayante progression. Enfin les nouveaux
 » excès, recueillis dans les procès verbaux des dernie-
 » res Assemblées provinciales, semblent présager une
 » tempête violente.*

*» Autrefois, SIRE, les Religionnaires étoient rigou-
 » reusement exclus, suivant les Ordonnances, des
 » Charges, Emplois publics, Places Municipales, &
 » autres administrations propres à donner de l'influence
 » & du crédit parmi ses concitoyens.*

*» Aujourd'hui les infractions se multiplient. Admis
 » assez souvent aux fonctions de Procureur, de Greffier,
 » de Notaire & d'Avocat, les Religionnaires siegent
 » quelquefois dans les Corps de Ville & dans les Bu-
 » reaux en qualité d'Administrateurs : chargés même en
 » plusieurs lieux du gouvernement des Ecoles publiques,*

(1) Les Députés du premier ordre étoient M. le Cardinal de la Rochefoucault, Archevêque de Rouen, Président ; MM. les Archevêques de Toulouse, Reims, Aix, Arles & Auch ; & MM. les Evêques de Nevers, Mâcon, Agde, Castres, Dol, Agén, Vence, Valence, Clermont & Blois.

» rien ne les empêche de faire germer leurs préven-
 » tions dans l'ame d'une jeunesse tendre & flexible.

» Autrefois les Religionnaires ne tenoient point d'As-
 » semblées pour cause de Religion , ou les convoquoient
 » secrettement , dans des lieux écartés & solitaires ; les
 » fonctions exercées par les Ministres & Prédicans
 » étoient rares & clandestines ; ils s'interdisoient soi-
 » gneusement toutes publications d'actes qui auroient pu
 » trahir ou décéler leur état.

» Aujourd'hui la tenue des Assemblées est notoire &
 » régulière. Des Prêches établis aux portes des plus
 » grandes Villes , & même dans les voisinages de nos
 » Eglises , insultent aux ordonnances par des chants ru-
 » multueux & de bruyantes cérémonies. Le Royaume
 » est inondé d'une multitude de faux Pasteurs , qui
 » ne craignent pas de porter aux malades la Cène sans
 » mystère , de répandre des imprimés en forme d'In-
 » structions & Mandemens sur les grands événemens
 » de la Nation , & de tenir entr'eux des conventicules
 » nombreux & fréquens , à des époques fixes & dans
 » des lieux déterminés. Des oppositions juridiques ont
 » été signifiées à ces prétendus Pasteurs. Ils osent dé-
 » livrer des actes de Baptême & de Mariage , dressés
 » avec une espèce d'authenticité dans quelques Pro-
 » vinces , en vertu d'ordres supérieurs donnés au com-
 » mencement de l'année 1774. Ces ordres ne sont pas
 » encore révoqués , malgré l'indignation que le feu Roi
 » fit éclater à ce sujet. Enfin , on tolere presque univer-
 » sellement les levées annuelles des sommes réparties
 » sur les Sujets de V. M. pour satisfaire aux fortes con-
 » tributions qu'exigent les Ministres & Prédicans , ainsi
 » récompensés , en quelque sorte , de la violation des
 » Lois , & des atteintes portées à la tranquillité de
 » l'Etat.

» Autrefois les Religionnaires ne se permettoient
 » pas de dogmatiser en public : ils respectoient exté-
 » rieurement les Processions , & autres pratiques solem-
 » nelles de l'Eglise Catholique.

» Aujourd'hui chaque jour est , pour ainsi dire , mar-
 » qué par de nouvelles irrévérences contre nos Céré-

» monies & nos Myfteres. Ici, le figne vénérable de
 » notre rédemption a été brifé par une populace effré-
 » née. Là, d'horribles blafphêmes ont été proférés con-
 » tre la perfonne adorable de Jefus-Chrift, préfent dans
 » la fainte Euchariftie. Plus loin, d'anciens Catholiques
 » s'arrachent au joug pénible de notre morale, pour
 » fe jeter avec fcandale entre les bras d'une Seûte
 » libre & indépendante.

» Qu'on pefe, en un mot, fur ces entreprifes des
 » Proteftans, faites avec une audace nouvelle, & de-
 » puis long-temps fans exemple; qu'on interroge cette
 » foule d'écrits compofés en leur faveur, & distribués
 » avec une finguliere profufion; qu'on prête l'oreille au
 » cri général qui retentit d'un bout de la France à l'au-
 » tre; il femble que l'Eglife eft menacée de partager
 » l'Empire avec une orgueilleufe rivale, & que la Pa-
 » trie aura encore la douleur de voir s'élever dans fon
 » fein autel contre autel (1). »

Veuillez bien observer, SIRE, que parmi ces Pon-
 tifes refpectables qui eurent l'honneur de vous présen-
 ter les fentimens du premier ordre de l'Etat fur la con-
 duite aétuelle des Proteftans, on lit le nom d'un Prélat
 dont les lumieres & les talens éminens ont déterminé
 V. M. à l'honorer d'une confiance éclatante en
 l'appellant à la tête de fes Confeils. Placé aujourd'hui
 plus près de votre augufte perfonne, il n'eft pas douteux
 qu'il n'atteste immédiatement à V. M. les vérités que,
 réuni au Corps Epifcopal en 1780, il appuya de fon
 fuffrage, & de fa préfence aux pieds du Trône.

Ces vérités, SIRE, que le Clergé de votre Royaume
 crut devoir mettre fous vos yeux à cette époque, font
 de la plus haute importance : elles méritent que nous
 nous y appesantiffions, en leur donnant le développe-
 ment qu'elles exigent.

Vous venez de l'entendre, SIRE, *l'hérèfe*, difoit le
 Clergé, *eft devenue chaque jour plus fiere & plus en-
 treprenante à l'ombre d'une longue impunité.* Pendant

(1) V. Mém. préfenté au Roi par l'Affemblée du Clergé de France
 en 1780.

le regne de Louis XV, une *Administration prévoyante & ferme avoit, par des voies purement réprimantes, contenu & même éclairé* les Protestans.

Qui peut se faire illusion sur la source de cette impunité ? Cette manie du jour pour le tolérantisme, enfantée, non pas par une *raison plus éclairée*, mais par l'irréligion moderne, dont le venin à gangrené toutes les classes des citoyens sans exception, & dont le souffle pestilentiel a infecté, le dirai-je, SIRE, jusques au Sanctuaire même (1) : Les agens secrets (2) que les Protestans ont à la Cour pour veiller à leurs intérêts, pour les avertir des démarches qu'on méditeroit

(1) Il y a à Paris des Abbés *Philosophes*, des Prédicateurs même *Philosophes*, à ce que nous apprend M. Rigoley de Javigny dans son excellent ouvrage sur la *Décadence des Mœurs & de la Littérature*. Ces Abbés *Philosophes*, pour être conséquens, ont pris le parti d'être *Tolérans*. Il est probable qu'au premier jour quelqu'un d'eux risquera en Chaire un Discours sur la Tolérance; ce qui cadrera très-bien avec la *bienfaisance inspirée par l'humanité*.

(2) Si on sollicite des ordres du Roi contre les Protestans ou contre quelque particulier de leur Secte, ils sont instruits du succès des demandes plutôt que ceux qui les ont faites. Ils ont donc des Agens secrets qui épiënt ce qui se passe à leur égard auprès des Ministres.

On prétend qu'un des ressorts qui donne à ces Agens l'impulsion, est le sieur P..... à qui son Commerce fournit les correspondances les plus étendues, & les ressources les plus efficaces. Cet ardent partisan du Calvinisme a une incroyable activité, qui multiplie sa présence : il est tout-à-la-fois à Hambourg, à Amsterdam, à Londres, à Paris. Son domicile principal est à Lausanne. Son prédécesseur, dans la sollicitude générale des Eglises Protestantes de France, étoit un Gentilhomme du Diocèse de Montauban, nommé la M..... Sa mission à la Cour, sous le regne de Louis XV, étoit aussi connue que celle des autres Ministres des Puissances étrangères. On a vu dans le temps, par les indiscrétions qui lui sont échappées, les sommes énormes que lui ont coûté ses négociations auprès des alentours du feu Duc de la Vrillière, à une époque où les Protestans comptoient sur un succès certain. Une Lettre d'un Prélat respectable, qui, par zèle pour la Religion, crut devoir instruire le Duc de la Vrillière de tout ce qui se passoit, fit échouer l'intrigue. Nous citons ce trait, pour avertir le Gouvernement de veiller sur tout ce qui l'environne, principalement dans les circonstances actuelles.

contre eux,

contr'eux , pour détourner ou adoucir les ordres sévères , que le zele des Ministres du Roi pour le bien public , & leur respect pour les Loix , les engageroit à faire expédier contr'eux : telles sont , SIRE , les deux causes véritables de l'impunité dont les suites lamentables alarment le zele du Clergé.

Le Gouvernement, SIRE, a fait une grande faute, en abandonnant, nous ne dirons pas, la sublime politique de Louis XIV, (la hauteur de ses vues n'est plus au niveau des idées d'une nation rapetissée par le Philosophisme,) mais le système de Louis XV, qui, par des voies *purement réprimantes*, & plus analogues à la modération de son caractère, avoit *contenu* pendant quelque temps les Religionnaires. Il n'existeroit peut-être plus de Calvinistes en France, il ne nous resteroit de cette prétendue Religion que le souvenir affligeant des ravages qu'elle a faits dans le Royaume, si les Ordonnances de Louis XV avoient été exécutées. L'ambition auroit ramené dans le sein de l'Eglise Romaine la Noblesse dissidente, & les chefs de famille riches qui auroient voulu avoir un état, & donner à leurs enfans un existence civile. Des Villes considérables qui n'étoient habitées il y a 80 ans que par des Protestans, en renferment à peine quelques familles de la dernière classe des Citoyens.

En 1750, il n'y avoit pas cent Protestans dans tout le Béarn, Province autrefois un des foyers les plus ardens de la Secte. La Catholicité, depuis le commencement du siècle, y faisoit des progrès sensibles ; mais un Prédicant fougueux & fanatique (1), secondé de plusieurs autres qui l'ont suivi, & qu'on a cru devoir *tolérer*, a renouvelé & propagé la contagion. A la Rochelle, l'antique boulevard du Calvinisme, l'on ne comptoit pas douze cents Protestans sur la fin du dernier regne : mais tolérés, & presque autorisés (2), leur nombre s'est accru. A Castres, avant l'année 1755, il y avoit dans la Ville deux mille sept cents Calvinistes. Depuis cette époque,

(1) Nommé Montigny.

(2) On en verra une preuve plus bas.

leur nombre alloit en décroissant , & se réduisoit à environ six cents dans cette même Ville. Dans plusieurs Paroisses , qui autrefois en étoient remplies , il n'y en avoit plus un seul. Si le Gouvernement eût donc voulu seconder le zèle des premiers Pasteurs , dans peu d'années le Protestantisme eût entièrement disparu de ces cantons. C'est ce qu'ont avoué à M. l'Evêque de Castres lui-même , les Protestans qui connoissent bien leur parti.

Ainsi la marche des Religionnaires présente des accroissemens sensibles , & la plus effrayante progression. Les nouveaux excès semblent présager une tempête violente.

Ah ! SIRE , l'on ne peut se le dissimuler , cet orage dont la France est menacée , ne tardera pas à éclater. Dans peu je me flatte de convaincre V. M. que nous sommes à la veille d'en être assaillis.

Autrefois les Religionnaires étoient rigoureusement exclus , suivant les Ordonnances , des Charges , Emplois Publics & Places Municipales , & autres Administrations propres à donner de l'influence & du crédit parmi les concitoyens. A Nîmes , le plus grand nombre des Avocats , Procureurs , Notaires , & autres Officiers de la Justice , professe le Calvinisme. Il y a même dans la Sénéchaussée de cette Ville , des Officiers légitimement suspects de Protestantisme. Cet appui que les Religionnaires tirent des gens de loi de leur Secte , est peut-être une des causes qui contribue à leur donner , avec les richesses de cette Ville commerçante , une force & une consistance redoutables. A Marseille , ils se sont glissés dans la Chambre du Commerce. Ils ont même prétendu qu'on devoit leur adresser les billets d'invitation , pour participer à une cérémonie exclusivement Catholique (1) , quoiqu'ils avouassent que leur culte en bannissoit leur présence.

Le Député du Commerce de la Rochelle à Paris , est Protestant. Il y a plusieurs Calvinistes Membres de l'Académie de la Rochelle. Dans les Paroisses du Diocèse de Nîmes , où le nombre des Religionnaires est

(1) Le privilège de porter le Dais à la Procession de la Fête-Dieu.

prépondérant , ils éloignent & privent quelquefois les Catholiques des Places de Consuls & de Conseillers de l'Hôtel de Ville. M. l'Evêque de Nîmes , quand il en a été informé , a réclamé contre cette vexation ; ses plaintes ont été inutiles ; preuve certaine qu'ils ont des protections puissantes auprès des Chefs de l'administration. En supposant , SIRE , que V. M. eût donné une approbation tacite à l'introduction de vos Sujets Protestans dans les Offices Municipaux , certainement son intention n'a jamais été que cette tolérance tournât en oppression contre vos Sujets Catholiques. Nous croyons important d'annoncer encore à V. M. qu'à Castres il y a nombre de Protestans décorés de la Croix de St. Louis. J'ometts par prudence les réflexions que fait naître une pareille infraction aux statuts d'un Ordre dont le premier est un serment formel de Catholicité. V. M. Chef & Grand-Maître de cette brave Chevalerie , créée sous les auspices du plus saint & du plus Catholique des Monarques Français , sera singulièrement étonnée de se trouver en confraternité avec des Sectaires.

Chargés même en plusieurs lieux du gouvernement des Ecoles publiques , rien ne les empêche de faire germer leurs préventions dans l'ame d'une jeunesse tendre & flexible. Les Curés de Mende portèrent leurs plaintes à l'Assemblée du Clergé de 1775 , sur les Maîtres d'Ecoles & les Séminaires que les Protestans ont établis dans ce Diocèse. Un Prélat respectable du Languedoc , faisant sa Visite Pastorale , voulut congédier un Protestant qui s'étoit impatronisé en qualité de Maître d'Ecole dans une Paroisse de son Diocèse. En vain le Prélat lui opposa les Lois du Souverain ; le pédagogue Calviniste répondit qu'il ne pouvoit se dispenser d'obéir à celles de sa conscience. C'étoit précisément , SIRE , la réponse que faisoient les Calvinistes quand ils prenoient les armes pour livrer bataille à Charles IX.

Dans le Diocèse de Die , après avoir tenté plusieurs fois d'introduire de Maîtres d'Ecole dans les lieux où ils sont les plus nombreux , ils réussirent à en établir trois en l'absence de l'Evêque. Il fallut des ordres du Parlement du Dauphiné , consignés dans une Lettre de M. le

premier Président, pour faire déguerpir ces dangereux Professeurs de l'erreur. M. le Procureur-Général a quelquefois été obligé d'envoyer main forte pour se saisir de ces empoisonneurs de la jeunesse.

Vous n'ignorez pas, SIRE, l'état lamentable de l'éducation publique dans votre Royaume. Il ne manqueroit plus que des Instituteurs Protestans & des *Séminaires* formés dans les principes de Calvin, pour aggraver un désordre qui, déjà parvenu à son comble, donne les plus vives alarmes aux peres de famille, sur le sort de la génération qui va remplacer la nôtre.

Autrefois les Religionnaires ne tenoient point d'Assemblées pour cause de Religion, ou les convoquoient secrettement dans des lieux écartés & solitaires... Aujourd'hui la tenue des Assemblées est notoire & régulière. Des Prêches établis aux portes des plus grandes Villes, & même dans le voisinage de nos Eglises, insultent aux Ordonnances par des chants tumultueux & de bruyantes cérémonies.

A la Rochelle, les Protestans ont toujours fait des tentatives plus ou moins heureuses, pour s'assurer de l'exercice de leur culte & de leur Religion. Depuis quelques années ils ont fait choix, pour tenir leurs Assemblées, d'un lieu qui ser voit à un jeu public (1). Pour surmonter l'obstacle que fit naître l'opposition qu'ils éprouverent de la part de M. l'Evêque de la Rochelle (2), ils ne craignirent pas de présenter au Commandant de la Province un Mémoire, qui seul suppose qu'ils forment un corps, une société dans l'Etat, & qu'ils ont des droits & des usages reconnus. La faveur qu'ils obtinrent, dans cette occasion, du Commandant & de l'Intendant de la Province, les confirma dans l'idée dont ils se flattent toujours, de l'appui tacite du Gouvernement. Une lettre ministérielle (lettre sans doute surprise, SIRE, à la religion de votre Ministre) fut adressée au Commandant de la Province, qui autorise

(1) Un ancien Jeu de Paume.

(2) M. de Crussol-d'Uzès, Prélat recommandable par sa piété & par ses autres vertus épiscopales.

les Protestans à tenir leurs Assemblées dans le lieu qu'ils avoient fait préparer, à condition qu'il ne passeroit que pour un magasin, & qu'il y auroit toujours quelques ballots & vieilles barriques. Ce sont les termes de la lettre.

SIRE, j'ose vous assurer que le petit expédient imaginé par le rédacteur de cette lettre, n'a pas fait fortune, & que les Catholiques n'ont pas pris le change sur le magasin, les ballots & les vieilles barriques. Observons seulement ici, que le Mémoire présenté par les Sectaires Rochellois débute en ces termes : *TOUJOURS prudents & modestes en matiere de Religion, les Protestans de la Rochelle, &c. &c.* La digue, dont les vestiges subsistent encore sur les rivages de cette Ville, & que Richelieu opposa à la Flotte Anglaise qui venoit appuyer la révolte des Rochellois assiégés par Louis XIII en personne, est-elle un monument qui atteste que les Protestans de la Rochelle ont été *TOUJOURS prudents & modestes en matiere de Religion* ? Tel est l'esprit du Protestantisme : il profite de tous les momens qui lui sont favorables, pour parvenir à son but par deux voies qui semblent se croiser. Quand il peut parler en maître, il prend un air menaçant & dangereux. Quand il est dans les entraves, & que l'autorité a recouvré son énergie, il se couvre du masque de la douceur & de la *modération*. Mais dans tous les cas il ne fait ni ne veut rétrograder d'une ligne.

Dans le Diocèse de Saintes, les Protestans ont quarante ou cinquante Temples, ou autres édifices qui en tiennent lieu. La même cloche qui avertit les Fidèles de se rendre à l'Eglise, sert de signal aux prétendus Réformés pour se rendre à leurs Assemblées religieuses.

Dans le Diocèse de Nîmes, ils se rendent ordinairement dans un lieu peu éloigné des Villes, & connu de tout le monde.

A Marseille, séjour opulent du Commerce, ils ont aux portes de la Ville (1) un prêche public, où souvent la jeunesse Catholique va, sous le spécieux prétexte

(1) Sur le chemin de Marseille à Aix.

de satisfaire une simple curiosité, faire l'apprentissage de l'apostasie d'une Religion, à laquelle leur cœur énérvé par l'amour des plaisirs qu'inspire la beauté du climat, préfère secrètement la licence & l'indépendance du Calvinisme.

A Orange, depuis 1785, la maison d'un Protestant, voisine de la Ville, est devenue le Temple de la Secte.

A Lyon, seconde Ville de votre Royaume, SIRE, il existe un prêche au-delà du Rhône (1), les Protestans s'y rassemblent plus fréquemment & en plus grand nombre, depuis la construction du nouveau Pont qui communique avec leur quartier, & qui semble n'avoir été fait que pour faciliter l'accès de cet édifice. On fait qu'ils y entraînent beaucoup de jeunes élèves du Commerce, qui y sucent habituellement le lait de l'erreur. Avant l'établissement de ce prêche, les Protestans se rendoient chaque année à Geneve, pour y célébrer la Cène; mais la commodité de la faire à la porte de Lyon, les dispense actuellement de ce pèlerinage annuel.

Un Catholique de cette Ville ayant apperçu, il y a quelques années, dans l'atelier d'un Artisan, une chaire travaillée avec art, fut fort afluigé d'apprendre par cet Ouvrier, qu'elle étoit destinée pour le Prêche de *Charpennes*. Il crut devoir en faire informer le Supérieur Ecclésiastique. Mais sa démarche ne produisit aucun effet; & on lui répondit que M. le Commandant & M. l'Archevêque *fermoient les yeux* sur cette infraction des Lois.

Autrefois les fonctions exercées par les Ministres & Prédicans, étoient rares & clandestines..... Aujourd'hui le Royaume est inondé d'une multitude de faux Pasteurs.

Il y a six Ministres, SIRE, dans le Diocèse de Castres; on en compte deux dans la Ville.

Le Diocèse de Valence en a plusieurs, qui, au son des cloches de Paroisses où ils sont établis, appellent leurs ouailles à leurs prêches. En vain M. l'Evêque de

(1) Aux Brettaux, dans un lieu appelé *les Charpennes*.

Valence a sollicité l'autorité de donner des ordres pour délivrer la Paroisse de *Livron* d'un nouveau Ministre qui venoit de s'y établir.

Un Prédicant s'étant introduit , il y a quelque temps , dans un Bourg considérable du Diocèse de Die , le Curé porta des plaintes. L'Evêque les transmit à l'administration. Toute la grace que le Curé & le Prélat purent obtenir , fut que le Ministre se retireroit dans une Paroisse voisine , distante d'une lieue , presque toute remplie de Calvinistes , & d'où le Prédicant faisoit continuellement des incursions dans la Paroisse , dont l'entrée lui avoit été interdite par le Gouvernement.

Dans la Ville de Nîmes , qui est à peu-près le centre & le foyer de l'erreur dans la Province de Languedoc , il y a trois Ministres. Le sieur *Paul Rabaud* en est le chef. Sa maison y est aussi accréditée que celle de M. l'Evêque de Nîmes. Chaque Ville ou Bourg considérable a son Ministre Protestant. Le nombre total de ces Prédicans s'élève , dans ce seul Diocèse , à une douzaine.

A Marseille , il y en a un qui habite dans la Ville & qui y jouit d'une grande considération.

A Lyon , il y en a plusieurs , qui y sont domiciliés.

A Orange , il y a un Ministre qui est en même-temps chargé de l'administration d'autres Paroisses étrangères.

Dans le Diocèse de Saintes , les Religionnaires ont *douze* ou *quinze* Ministres , qui se servent du même signal qui avertit les Fidèles de se rendre à l'Eglise pour convoquer les Prétendus Réformés à leurs conventicules. Chacun de ces Prédicans a dans son district plusieurs Paroisses. Ces Ministres s'assembloient autrefois au désert ; maintenant ils tiennent leurs assemblées dans des Temples ou autres lieux destinés à cet usage. On détruisit , il y a quelques années , dans la Saintonge , huit ou neuf de leurs Temples. Pour affronter l'autorité qui avoit fait abattre ces asiles de l'erreur , ils en ont fait construire un plus grand nombre , & qui sont plus spacieux que les premiers.

Autrefois les enterremens des Protestans étoient faits la nuit. Aujourd'hui on les fait en plein jour , aussi pu-

bliquement que ceux des Catholiques. Spécialement à Marseille, les Religionnaires formant un cortège nombreux, affectent, dans leurs convois funebres, faits long-temps avant les ténèbres de la nuit, de traverser pompeusement le *Cours*, lieu le plus fréquenté de la Ville. Les citoyens Catholiques témoignent par leurs murmures combien ce procédé les irrite.

Les Ministres *ne craignent pas de répandre des imprimés en forme d'Instructions & Mandemens sur les grands événemens de la Nation*. Entr'autres faits de cette espece, SIRE, nous pouvons citer le Mandement publié en 1765, par le Ministre Protestant d'une Ville commerçante, en même-temps que celui de l'Evêque, pour indiquer des prières au sujet de la maladie d'un Prince auguste dont je n'ose proférer le nom en votre présence, de peur de réveiller votre douleur, & de renouveler vos larmes.

Par deux traits d'audace de ces Ministres, vous allez, SIRE, juger de leur affectation à braver la Religion dominante de votre Royaume. M. l'Evêque de Lodeve (1) donnant une Mission en personne dans une des Paroisses de son Diocèse, le Ministre Protestant choisit cette circonstance pour commencer à apostoliser de son côté dans un lieu très-voisin de l'Eglise (2) où le Prélat annonçoit la parole de Dieu.

Quand en Saintonge il se donne des Missions dans les Paroisses où il y a des Calvinistes, leurs Ministres défendent, *sous peine d'excommunication*, d'y assister. Dans une de ces Missions, ils subornerent, à prix d'argent, une femme Catholique de la lie du peuple. Le jour le plus solennel de la Mission, ils lui firent faire, dans leurs assemblées, une abjuration publique, se fervant de son ignorance & de sa grossiereté, pour tour-

(1) M. de Fumel, Prélat vénérable par son âge, & par son zèle pour la Religion.

(2) Le lieu de la scène du Ministre, étoit une espece de grange à demi-ruinée. M. l'Evêque de Lodeve, pour couper cours au scandale, prit le parti d'acheter la grange, & de la faire démolir aussi-tôt.

ner en dérision , avec plus d'éclat , le zele des vrais Prédicateurs de la Religion.

Des oppositions juridiques ont été signifiées à ces prétendus Pasteurs. Ils osent délivrer des Actes de Baptême & de Mariage , dressés avec une espece d'authenticité dans quelques Provinces , en vertu d'ordres supérieurs donnés au commencement de l'année 1774. Ces ordres ne sont pas encore révoqués , malgré l'indignation que le feu Roi fit éclater à ce sujet. Que penser , SIRE , du Gouvernement de la Monarchie Française , s'il étoit vrai que des ordres appelés supérieurs qui exciterent l'indignation du Monarque , ne furent pas révoqués alors , & si même ils ne l'étoient pas encore aujourd'hui ?

Vingt ans avant , SIRE , l'assemblée du Clergé de 1760 , faisoit sur tous ces abus criants , les mêmes plaintes que le Corps Episcopal renouvela en 1780. « Presque toutes les barrières opposées au Calvinisme , » disoit le Clergé dans ses représentations au feu Roi » en 1760 , ont été successivement rompues. Des Ministres , des Prédicans élevés dans les Ecoles hérétiques & chez les Nations étrangères , ont inondé quelques-unes de vos Provinces. Ils ont tenu des Consistoires , des Synodes , & n'ont cessé de présider à des assemblées , tantôt plus secrètes , tantôt plus solennelles..... Toute la Lithurgie Calvinienne se pratique dans ces assemblées : on y baptise , on y distribue la Cène , on prêche l'erreur , on y marie ; & les Ministres & les Prédicans ne craignent pas de délivrer des certificats de ces baptêmes & de ces mariages..... On ne demandoit d'abord (pour les Calvinistes) que de pouvoir célébrer dans une forme purement civile & profane ; leurs mariages , & quoi qu'on feignît de se borner à cette permission , il étoit évident qu'elle conduisoit par elle-même..... à la tolérance entière du Calvinisme. Aujourd'hui on prêche plus haut cette tolérance. » (Procès verbal de l'assemblée du Clergé en 1760 , pp. 217 , 218.)

En 1765 & 1766 , le zele du Clergé se plaignoit également que dans les Diocèses de *Valence* , de *Die* ,

de Grenoble, de Castres, de Cahors, de Nîmes, de Rodez, de Montauban, de Montpellier, de Luçon, d'Agen, de Beziers, &c. Les Calvinistes tenoient des assemblées; que les Ministres y présidoient, prêchoient l'hérésie, faisoient la Cène, & laissoient très-souvent les Enfants mourir sans Baptême. (V. le procès verbal de l'assemblée de 1765 & 1766, p. 482.)

M. l'Evêque de Meaux (1), dans son rapport à l'assemblée de 1770, s'exprimoit en ces termes.... « Les » Protestans ont poussé les choses, dans certains Dio- » ceses, jusqu'à élever des Temples, & s'y assembler » au même signal qui appelle les Catholiques aux Offices.

» Dans d'autres, comme dans le Diocèse de Die, ils » ont plusieurs fois interrompu le Service Divin par des » cris tumultueux & par des clameurs indécentes : & » journellement leurs Ministres, après avoir administré » le Sacrement de Baptême, & fait des Mariages, ont » délivré des certificats, comme s'ils étoient en droit de » tenir des Registres publics, & de décider de l'état des » citoyens ». (V. le procès verbal de l'assemblée de 1770, p. 637).

Il est donc vrai, SIRE, que depuis 1742, où la déclaration de 1724 étoit encore dans toute sa vigueur, les Ministres tiennent des Consistoires, des Synodes, président à des Assemblées, convoquent les Protestans dans les Temples ou des Prêches, pratiquent toute la Lithurgie Calvinienne, baptisent, distribuent la Cène, prêchent, marient, & ne craignent pas d'expédier & de délivrer des certificats de ces baptêmes & de ces mariages. Tel est, SIRE, l'état actuel des Religionnaires de votre Royaume. Ainsi ont-ils eu l'adresse de se replacer peu-à-peu sous le régime de l'Edit de Nantes, malgré son abrogation prononcée solennellement par l'Edit de 1685, malgré la déclaration de 1724; c'est-à-dire, en dépit de Louis XIV, en dépit de Louis XV; & profitant de votre silence & de l'ignorance où l'on vous laisse sur toutes ces scandaleuses infractions, ils disent tout bas dans leur cœur, en dépit de Louis XVI.

(1) Feu M. l'Evêque de Meaux.

Il est donc, SIRE, dans vos Etats, une espece de Sujets vraiment singuliere, unique dans toute l'Europe; une classe de Sujets qui se maintiennent du plus grand sang froid dans l'indépendance des lois portées formellement contre eux, & qui, à force d'audace, contraignent le Gouvernement, non-seulement à supporter le mépris de sa loi, mais même à redouter qu'ils ne veuillent la lui donner.

Nous ne saurions trop le répéter, SIRE, les Protestans, timides pendant la paix, sont entreprenans pendant la guerre. C'est sur-tout pendant l'avant-derniere qu'ils ont manifesté ce caractère hardi, inquiet & audacieux. Tandis que les ennemis du dehors fixoient & absorboient l'attention de votre Auguste Prédécesseur, ils ont multiplié les Temples, donné plus de solennité à leur culte, refusé de porter leurs enfans à l'Eglise pour y être baptisés, établi des maîtres & maîtresses d'Ecole de leur secte, se sont fait marier par leurs Ministres, en se dispensant de la présence du Curé, & tenu des Registres d'où ils tirent chaque jour des extraits certifiés & signés par les Prédicans.

De là, SIRE, des abus révoltans, sur lesquels le Gouvernement même le plus enclin à la tolérance, & le plus indifférent à tout ce qui concerne les matieres religieuses, ne pourroit fermer les yeux sans compromettre sa sagesse & la décence publique.

Et d'abord, comment n'être pas frappé du danger de ces baptêmes qui ne sont plus administrés par les Pasteurs de nos Paroisses, mais par les Ministres du Protestantisme? Vous l'avez entendu, SIRE, ces Prédicans, qui souvent ne sont que des personnages errans, vagabonds, & qui n'ont aucune consistance, laissent mourir sans Baptême les enfans de leur Secte. Le Clergé vous a encore dénoncé des Baptêmes administrés (1) contre la forme divine, admise même par toutes les Sociétés Chrétiennes séparées de l'Eglise Romaine. Nous avons de plus à dénoncer à V. M. une profanation du premier

(1) Les Baptêmes administrés au nom de la Sainte Trinité, prononcé collectivement,

& du plus essentiel des Sacremens. On vient récemment de découvrir , dans le Diocèse de Saintes , qu'un Ministre Protestant baptise par *aspersion* , & qu'il baptise plusieurs enfans à la fois ; d'où il résulte qu'il peut arriver que quelqu'un d'eux ne reçoive pas une lotion suffisante pour la validité du Sacrement.

Tels sont les inconvéniens terribles qui naissent du système adopté par le Gouvernement , de ne pas prêter l'oreille aux plaintes des Curés sur le refus obstiné des Calvinistes , de porter leurs enfans à l'Eglise pour y recevoir le Baptême.

Si nous examinons les mariages contractés en présence de ces Ministres Protestans , ils nous présenteront d'autres abus qui sont d'une nature à être réprimés , même par la politique la plus timide & la plus circonspecte.

Je ne vous dirai pas , SIRE , que les Ministres Protestans poussent l'effronterie jusqu'à se rendre en habit de cérémonie , & en plein midi , dans des hospices publics (1), destinés à recevoir les voyageurs , pour y marier des Sectaires en présence même des Catholiques , attirés à cette cérémonie par l'appas de la nouveauté. Mais je ferai remarquer à V. M. que les Prédicans marient les Protestans , quoique parens dans tous les degrés prohi-

(1) Séjournant comme voyageur dans un Hôtel garni d'une grande Ville commerçante du Royaume , je vis arriver un personnage en Robe de Palais , un Livre à la main , & accompagné d'un nombre d'hommes & de femmes parés comme pour une cérémonie. Sans cet air de festivité , j'aurois pris cette figure , à son costume & à son air de gravité , pour un Officier de Justice qui alloit exploiter. On me dit que c'étoit le Ministre Protestant qui venoit faire un Mariage. Il remplit effectivement ses fonctions vers le midi , dans l'appartement au-dessous de celui que j'occupois. Les maîtres de la maison , tous deux Catholiques , y assistèrent sans scrupule. Je témoignai mon étonnement de la publicité de cette cérémonie , & de la connivence des Hôtes. Ils me répondirent : *Il est vrai , Monsieur , que selon les Ordonnances de Police , nous serions soumis à l'amende ; mais nos Magistrats s'entendent avec les Huguenots : & d'ailleurs , le Ministre a récité , en mariant , des prières comme chez nous. Cela n'est-il pas également bon ?* Qu'on apprécie , d'après cet exemple , les effets rapides de la séduction qu'opère la tolérance du Calvinisme en France.

bés, même au second, sans nulle difficulté. Les Catholiques qui ont la lâcheté de déserter les étendards de la foi, pour faire des alliances avec les Prétendus-Réformés, sont traités avec la même indulgence. Une nouvelle Catholique rentra dans la Secte, il y a quelques années : bientôt après elle épousa son cousin germain, qui professoit le Calvinisme.

A n'envifager, SIRE, le mariage des Protestans que sous le rapport d'un contrat civil, comment concilier l'audace des Ministres qui s'immiscent à donner des dispenses, même *au second degré*, avec ce respect qu'ils disent avoir pour les Lois du Prince, quand elles n'affectent pas leur culte ? Peuvent-ils ignorer que les empêchemens dirimans ayant été mis par le concours des deux Puissances, la défection des Calvinistes, en rompant avec l'Eglise Romaine, n'a pu rien ôter à la Puissance séculière, du droit qu'elle a à l'apposition des empêchemens qui diriment le contrat civil de leurs mariages, avec la même autorité que V. M. annulle tout autre contrat formé contre la disposition des Lois de son Royaume ?

Ainsi les Ministres, en levant sans embarras & sans formalité les obstacles de parenté qui s'opposent aux mariages des Sectaires, s'arrogent un pouvoir plus absolu que celui des Evêques.

Rien n'égale le despotisme de ces Prédicans dans leur ministère. Ils menacent leurs Sujets d'excommunication, ils les excommunient même dans certains cas. Ils leur refusent la Cène, sans avoir à redouter le frein de nos appels comme d'abus, qui répriment les actes des Supérieurs Ecclésiastiques, quand ils excèdent leurs pouvoirs. Il suit de là que le Pape, les Evêques & leurs coopérateurs, ne jouissent pas en France du même privilège que le Ministre du dernier village de votre Royaume.

Mais l'abus énorme des mariages Protestans contractés avec des empêchemens dirimans, au moins comme effet de la Loi civile, dont la Puissance séculière n'a pas prétendu rompre les entraves, n'est pas le seul vice politique des unions Calvinistes. Outre ces prétendus

mariages, on en pratique encore, par exemple, dans la Saintonge, d'une autre espèce bien plus odieuse & bien plus criminelle. Un Catholique & une Protestante, ou un Protestant & une Catholique, parens ou non parens, sans avoir comparu, ni à l'Eglise en présence du Curé, ni au Prêche en présence du Ministre, forment une association, & vivent ensemble comme mari & femme, sans qu'aucune autorité vienne troubler de pareilles unions, que le Paganisme lui-même auroit réprouvées : car tous les peuples policés de l'Univers ont toujours regardé l'union conjugale, la première & la plus respectable de toutes les unions, comme une société qui ne pouvoit être contractée sans quelque acte Religieux. De là chez les Grecs & chez les Romains l'intervention de leurs Divinités invoquées, par des sacrifices ou des libations, dans leurs banquets nuptiaux : vestiges précieux de l'idée altérée & travestie de l'antique institution du Mariage par le Créateur.

Ces unions monstrueuses établies, SIRE, par les Protestans de votre Royaume, dans le Diocèse de Saintes, s'appellent en langage du pays, *adouages*. On compte *douze* ou *treize* de ces *adouages* dans un seul Bourg (1) du Diocèse de Saintes.

Ainsi, despecteurs indifféremment & du culte Catholique & du leur, les Religionnaires répudient également pour leurs mariages le ministère de nos Curés & celui de leurs Prédicans. Cependant, par la plus étrange des inconséquences, l'on a vu des Protestans se présenter devant les Pasteurs de nos Eglises, non pour en extorquer la bénédiction nuptiale, mais pour leur notifier que les parties présentes se prenoient mutuellement pour époux. Les Curés d'Orléans, de Blois & de Chartres se sont plaints à l'Assemblée du Clergé de 1775, de la témérité de ces procédés de la part des Religionnaires : démarche sans doute qui porte avec elle l'aveu secret & indirect du besoin qu'ils ont du concours du ministère de la vraie Religion, pour calmer leurs conf-

(1) A Mornac, qui est un très-petit lieu.

ciences sur la nature de leurs unions , & qui dès-lors est un hommage , quoique forcé , qu'ils rendent à l'Eglise , dont ils se rapprochent , même en ne lui témoignant qu'une demi-soumission. Mais l'incohérence de cette conduite de la part des Protestans , est une preuve évidente que quand une fois l'esprit humain a secoué le joug de l'autorité légitime , toutes ses combinaisons ne sont plus que des inconféquences ; & le vertige qui offusque sa vue ne produit que des écarts.

Enhardis par la liberté qu'ils ont usurpée , de faire tranquillement leurs fonctions , les Ministres en ont conclu qu'il leur étoit également permis de *délivrer des certificats de Baptêmes & Mariages* , puisqu'on souffroit qu'ils fissent ces Baptêmes & ces Mariages. Le Clergé ne cesse de s'élever avec force contre cette entreprise de Prédicans , qui se sont emparés du droit de *tenir des Registres publics , & de décider de l'état des Citoyens*. Allant de conséquence en conséquence , ils ont même , SIRE , prétendu faire autoriser par les Tribunaux les actes de leurs mariages. Un arrêt rendu depuis peu d'années par un de vos Parlemens , est un monument qui nous atteste cette nouvelle prétention des Religioneux. Un Ministre Protestant (1) fut institué légataire universel par son épouse décédée sans enfans. Le frere de la testatrice attaqua le legs universel , sur le motif que le mariage de sa sœur n'avoit point été célébré avec les formalités de l'Eglise , rigoureusement prescrites par les Ordonnances de nos Rois ; & que dès-lors cette union ne pouvant être regardée que comme un concubinage , le legs prohibé par la loi devoit être déclaré nul , & la succession adjugée au parent collatéral. Si le Ministre Protestant , pour moyen de défense , se fût contenté d'exciper de la possession d'état où il avoit vécu comme marié avec la testatrice , & qui le dispensoit de produire la preuve légale de son mariage , ce

(1) Alexandre Ponce , Ministre Protestant en Languedoc , avoit épousé dans un âge assez avancé Marie Ponce , quoiqu'élèves dans la Religion Catholique.

système n'eût rien présenté qui pût choquer & blesser les Lois nationales ; dans l'art même avec lequel le Sectaire eût décliné l'obligation d'exhiber en présence de Magistrats l'acte authentique de son mariage , on eût entrevu une déférence tacite à la Loi solennelle du Royaume , qui ne reconnoît point d'état légal aux Protestans. Mais non ; le légataire Calviniste osa faire valoir son certificat de mariage revêtu du sceau d'un Prédicant : il se persuada que ce seroit un coup de parti décisif pour la Secte , s'il parvenoit à faire adopter ce titre , malgré le caractère de proscription qui l'infectoit. Les vives sollicitations des Protestans , leurs menées actives , l'esprit général d'une fausse tolérance , tout contribua à faire illusion au Parlement de Toulouse , qui par un arrêt rendu le 2 Avril 1776 , rejeta l'opposition du Catholique , & accueillit la demande du Protestant. Ce triomphe du Calvinisme ne fut pas de longue durée : V. M. , indignée de l'attentat du Ministre Protestant , a anéanti par un arrêt de son Conseil du 25 Octobre de la même année , celui de son Parlement de Languedoc.

Quelques années avant , sous le dernier regne , la Demoiselle Camp Calviniste , avoit osé produire au Parlement de Paris , son acte de mariage (1) contracté en présence d'un Ministre. Les Protestans , qui , par leur affluence à l'audience , cabaloient sourdement pour faire authentifier , par un arrêt , la légalité de leur état , furent déçus de leur espoir , & l'acte de mariage de la Demoiselle Camp fut réprouvé.

Ce sont , SIRE , ces Ministres qui entretiennent dans l'erreur les gens du peuple , & les pauvres habitans des campagnes , par le culte extérieur qu'ils leur procurent. Si l'on avoit éloigné de nos contrées ces funestes Prédicans , le Protestantisme se fût insensiblement évanoui dans votre Royaume. Le préjugé de la première éducation , cette obstination aveugle qu'enfante l'ignorance , retiennent machinalement les Calvinistes de la classe

(1) Il étoit signé du Ministre *Soletios*.

des Plébéïens dans la Religion de leurs peres ; mais le besoin d'un culte extérieur , l'empire de l'exemple , l'influence de ces consolations que des Pasteurs zélés & éclairés de la véritable Eglise se font un devoir de verser dans le sein des malheureux , qui ne cessent pas de les intéresser , quoiqu'ils soient dans l'erreur , tous ces moyens réunis auroient eu les succès les plus étendus.

Depuis que les Ministres Protestans baptisent les enfans , cette jeunesse n'est plus instruite dans l'Eglise Romaine. Depuis que les mariages se font par les Ministres aux Prêches ou au désert , les désordres les plus affreux naissent de l'incertitude du sort des enfans , & de l'irrégularité des mariages des auteurs de leurs jours.

Mais ces Prédicans ne sont pas seulement les corrupteurs de vos Sujets , ils en sont encore les oppresseurs. *On tolere , SIRE , presque universellement , ainsi que le Clergé vous l'a dit , les levées annuelles des sommes réparties sur les Sujets de V. M. , pour satisfaire aux fortes contributions qu'exigent les Ministres & Prédicans , ainsi récompensés , en quelque sorte , de la violation des Loix , & des atteintes portées à la tranquillité de l'Etat.* Vous le savez , SIRE , & votre cœur paternel en gémit ; l'excès des charges publiques accable la partie la plus nombreuse de vos Sujets , réduite à livrer , aux Officiers du fisc , le fruit le plus précieux de leurs travaux & de leurs sueurs , pour subvenir aux besoins de l'Etat , sans cesse renaissans. Soumis à la loi qui les oblige de fournir à la nourriture & à l'entretien des Pasteurs de l'Eglise , ils payent en outre la dîme des productions de leurs champs. Quelle surcharge donc vient aggraver la misère des uns & le mal-être des autres , que ces contributions pécuniaires que levont sur les Sectaires de cette partie de la Nation , des Ministres , qui déjà sans aveu pour leurs fonctions , le sont encore plus , pour imposer des taxes sur vos Sujets ! Votre amour naturel pour la justice , SIRE , votre sensibilité sur tout ce qui touche au bonheur de votre peuple , nous assurent que vous ne laisserez pas subsister long-temps une vexation de cette espece.

Et pourquoi , SIRE , V. M. & votre Conseil croi-

F

roient-ils devoir user de tant de ménagemens envers ces Ministres ? Ce sont de mauvais citoyens , ce sont des factieux , qui , quand ils ne sont pas contenus par la crainte , développent leur caractère dangereux , répandent le feu , & donnent le signal de la révolte. Oui , SIRE , l'esprit de révolte & d'insubordination qui ont alarmé certaines Provinces , les différens mouvemens qui les ont agitées pendant la guerre de 1755 , sont l'ouvrage des Ministres qui se répandirent dans l'Alsace , le Dauphiné , les Cevenes , le Languedoc & le Béarn. Le Ministre *Ferret* fut puni de mort à Strasbourg pour avoir tenté d'exciter à la révolte les Protestans d'Alsace , qui oferent faire des prieres publiques pour le succès des ennemis de l'Etat.

Autrefois les Religionnaires ne se permettoient pas de dogmatiser en public : ils respectoient extérieurement les Processions , & autres pratiques solennelles de l'Eglise Catholique. Aujourd'hui , chaque jour est , pour ainsi dire , marqué par de nouvelles irrévérences contre nos Cérémonies & nos Mysteres. Ici , le signe vénérable de notre rédemption a été brisé par une populace effrénée. Là , d'horribles blasphèmes ont été proférés contre la personne adorable de Jesus-Christ , présent dans la Ste. Eucharistie.

La liste, SIRE , de ces profanations abominables , commises de nos jours par les Religionnaires , seroit trop longue. Contentons-nous d'en rapporter quelques-unes , & d'une date récente. L'année dernière , pendant la solennité nocturne de l'Office de Noël , quelques Protestans entrèrent dans l'Eglise de St. Pierre à Orthez en Béarn ; ils interrompirent le service lithurgique ; à l'instant le plus vénérable de nos Mysteres sacrés , ils se répandirent en blasphèmes & en propos horribles. L'indignation s'empara de tous les assistans. On entendit s'élever un tumulte affreux. Il ne fallut rien moins que la prudence & la fermeté éclairée des Officiers Municipaux pour arrêter les effets de cette première effervescence , toujours dangereuse lorsqu'elle s'allume chez le peuple. Ces faits sont constatés par

des procédures & des informations faites avec l'appareil d'une affaire très grave (1).

La même année un Calviniste, dans le Diocèse de Valence, mit à coups de hâche une Croix en morceaux. Le 2 du mois de Février dernier, un Protestant en Saintonge (2), entrant dans une Eglise, poussa le délire du fanatisme de sa Secte jusqu'à couvrir de crachats impurs les livres religieux & saints qui servent à diriger nos prières publiques. Il monta ensuite à l'Autel. Quel étoit son dessein ? On peut l'interpréter. Le Curé, qui voulut s'opposer au délire de ce Sectaire impie, fut accablé d'invectives. Le soir, se plaçant à l'entrée de la même Eglise, ce profanateur menaça d'une verge, qu'il tenoit à la main, les femmes qui s'avançoient pour assister à l'Office Divin. Il vomit mille injures contre les Catholiques & leur Religion.

Il est indispensable, SIRE, que V. M. soit informée quelle est la pépinière qui produit cette foule de Ministres Calvinistes, qui propagent dans votre Royaume une Secte dont les principes sont faits pour donner des ombrages au Gouvernement. Nous nous hâtons, SIRE, d'annoncer à V. M. que ces faux Pasteurs sont envoyés de Lausanne, l'un des foyers du Calvinisme, & sont soudoyés par deux Puissances étrangères, dont l'une est la rivale éternelle de la France. Nous venons d'acquiescer, sur cet objet, des renseignements (3) certains,

(1) M. le premier Président & M. le Procureur Général du Parlement de Pau garantiront la vérité de cet exposé.

(2) Ce fait s'est passé dans l'Eglise de Chaillezette, Diocèse de Saintes. Le Protestant fanatique étoit de la Paroisse d'Arrest.

(3) Nous croyons devoir donner ici l'extrait des pièces originales que l'on nous a fait passer à ce sujet.

*Lettre de M. l'Evêque de Lausanne à ***.*

« Ayant reçu, M... la Lettre dont vous m'avez honoré, & dans
 » l'empressement de pouvoir vous donner une réponse satisfaisante,
 » j'écrivis à un ami qui est en place à Lausanne, qui me mit dans sa
 » réponse le billet écrit d'une autre main que de la sienne, que je
 » joins ici, & dont je garde une copie en cas qu'il vienne à se per-
 » dre. On ignore à Lausanne qui me l'a demandé, & à qui je l'en-

qui étonneront V. M. & son Conseil , & que , pour le bien de l'Etat , nous croyons ne devoir pas vous laisser

» voie : mais vous pouvez hardiment dire , M... que vous le te-
 » nez de moi , qui l'ai reçu aujourd'hui. Il vous fera aisé de re-
 » marquer ; par les précautions que l'on prend , & la crainte que l'on
 » a d'être compromis , le mystère que l'on fait à Lausanne de ce Sémi-
 » naire de Ministres soudoyés par le Roi d'Angleterre & par les Hol-
 » landais. C'est un secret dont je n'avois jamais ouï parler , & que
 » je ne puis comprendre comment il est venu à votre connoissance.
 » Ce n'est apparemment que le bon Dieu , M... qui l'a fait par-
 » venir jusqu'à vous pour le bien de la Religion. J'ai l'honneur
 » d'être , &c.... Signé, DE LENZBOURG , Evêque de Lau-
 » sanne.....

Fribourg , ce 14 Avril 1787.

Billet envoyé à M. l'Evêque de Lausanne.

» On a eu raison de vous assurer que la Couronne d'Angleterre ,
 » par une fondation ancienne , & les Etats-Généraux de Hollande ,
 » par une contribution annuelle , entretiennent à Lausanne de
 » jeunes étrangers , tant Français , que des vallées de Piémont ,
 » qui se vouent à l'étude de la Théologie , & sont destinés à
 » être Pasteurs dans l'étranger. Mais c'est un secret presque impéné-
 » trable ; à peine connoît-on les personnes qui composent le co-
 » mité ; & ni le Magistrat ni le Souverain même , n'ont aucune
 » inspection sur lui , & ils ignorent ou sont censés ignorer l'exis-
 » tence de cet établissement.

*Autre Lettre de M. l'Evêque de Lausanne à ***.*

» J'ai l'honneur de vous envoyer de nouveaux renseignemens
 » touchant le Séminaire des Ministres pour les pays étrangers , de
 » Lausanne , plus clairs & détaillés que les premiers que vous avez
 » reçus ; je les ai depuis ce matin , & d'un.... qui me prie de
 » garder le secret aussi sur son nom. Par conséquent vous voyez , M...
 » de plus en plus que ce que l'on vous a dit sur cet objet n'est
 » que trop vrai. J'ai l'honneur d'être , &c... Signé, DE LENZBOURG ,
 » Evêque de Lausanne....

Fribourg , ce 18 Avril 1787.

*Extrait d'une Lettre adressée à M. l'Evêque de Lausanne par
 M****. datée du 16 Avril 1787.*

» Voici quelques éclaircissémens sur ce que vous me demandez
 » touchant Lausanne. Il existe un Séminaire distinct en tout point
 » de l'Académie , qui est pour les Suisses. Là se trouvent 20 ou 24
 » Français protestans , qui doivent avoir des Eglises dans leur

ignorer : persuadés que la haute sagesse de V. M. approfondira les suites de relations aussi suspectes , qui subsistent entre vos Sujets & des Cours étrangères , & qui , dans quelque nouvel ordre qui seroit amené par la scène si souvent changeante de la politique de l'Europe , pourroient se convertir tout-à-coup en des intelligences criminelles. Le voile du mystère qui couvre ces rapports entre les Ministres d'une Secte essentiellement anti-Monarchique , & des Gouvernemens républicains , suppose un projet ténébreux : ce secret seul suffit pour donner des inquiétudes au Gouvernement.

C'étoit donc, SIRE , avec raison que le Clergé avoit l'honneur de vous dire : *Qu'on pese sur ces entreprises des Protestans , faites avec une audace nouvelle , & depuis long-temps sans exemple ; qu'on interroge cette foule d'écrits composés en leur faveur , & distribués avec une singulière profusion ; qu'on prête l'oreille au cri général qui retentit d'un bout de la France à l'autre : il semble que l'Eglise est menacée de partager l'empire avec une orgueilleuse rivale , & que la Patrie aura*

» pays. Ils y restent trois ans , font des Cours de Morale , Philosophie , Théologie , Ecriture Ste. , sous des Professeurs distincts
 » de ceux de l'Académie , sans en porter le titre. Les uns sont
 » consacrés par ces Maîtres en chaire privée ; les autres , après
 » avoir été examinés , & avoir obtenu un acte de capacité ,
 » sur-tout les Languedociens , retournent chez eux , & sont con-
 » sacrés , & prennent les Ordres des mains mêmes du Synode de
 » la Province.

» Un comité de 7 à 8 personnes Laïques & Ecclésiastiques ,
 » souvent les plus comme il faut de la Ville de Lausanne ,
 » soignent les personnes , études , mœurs , intérêts de ces jeunes
 » gens , les placent eux-mêmes en diverses Pensions , & leur
 » donnent environ 40 ou 36 livres de France par mois. Ils ne
 » disent point d'où ils tirent tous ces fonds , & gardent un profond
 » secret. M. de B.... qui en étoit jadis chef , dit un jour à un
 » de ces jeunes Français qui lui demandoit d'où provenoit cet
 » argent : *Que vous importe , pourvu que vous l'ayez régulièrement ?*

» Voilà, Monseigneur , quelques renseignemens sur cet établis-
 » sement , auquel la France réformée doit peut-être plus de 200
 » Pasteurs , & qui est à Lausanne sans nulle approbation ni pro-
 » tection du Canton , qui ne s'en mêle point , n'en demande au-
 » cun compte , & est censé en ignorer l'existence. »

la douleur de voir encore s'élever , dans son sein , Autel contre Autel.

Que faut-il de plus , SIRE , que le tableau que je viens de tracer de la conduite des Protestans modernes , pour vous convaincre de ce *qu'ils font* depuis la révocation de l'Edit de Nantes ? *Que ne feroient-ils pas* , si V. M. dérogeoit par une Loi positive à l'illégitimité de leur existence ? C'est ce qui me reste à exposer à V. M. & à son Conseil.

§. I I I.

Que feroient les Protestans , dans les circonstances actuelles , si le Gouvernement sanctionnoit leur état ?

SIRE , ce n'est plus un mystère que la politique puisse dérober à la connoissance de la Nation : elle fait que les auteurs du Protestantisme assiegent en ce moment les avenues du Trône : elle fait que des Mémoires (1) composés pour appuyer leur cause , fixent l'attention & excitent l'intérêt de quelques-uns de vos Ministres : elle fait que des personnages délégués du parti (2) , & décorés du titre de *Députés des Eglises Réformées* , qui se donnent les droits d'une Société autorisée dans l'Etat , séjournent dans la Capitale pour échauffer par des écrits le zèle des partisans de leur Secte : elle fait que les Protestans , abusant des embarras du fisc public , n'ont pas rougi de tenter la délicatesse du Gouvernement , en lui insinuant des offres pécuniaires , pour acheter la grace qu'ils poursuivent à un prix dont ils se flatteroient de faire payer bientôt à la France les intérêts avec usure : elle fait qu'ils sont parvenus , à force de maneges , à faire illusion à plusieurs membres de la dernière assemblée nationa-

(1) On cite entr'autres celui qui a été composé sur la *Tolérance* par feu M. Turgot , & dont l'Auteur de sa vie fait mention p. 118 , édit. de Londres 1786.

(2) Deux Ministres Protestans de Metz , envoyés à Paris par le Parti , & qui ont fait travailler à la rédaction d'un Mémoire.

le , qui ont élevé leurs voix en faveur des Religionnaires , voix étouffées sur le champ par la prudence du Prince auguste qui présidoit cette diète vénérable : elle fait que le Parlement de Paris lui-même , dans un moment de surprise , oubliant son zèle antique , contre une Secte réfractaire aux Edits de *sept Rois* , a formé pour sa régénération des vœux qu'il a cru devoir porter aux pieds du Souverain : enfin , SIRE , la Nation vient d'apprendre que dans un volumineux Mémoire (1) sorti des ateliers de la Philosophie , la plume d'un de ces hommes que leur profession dévoue à la défense des citoyens , entreprend de justifier le mariage d'un Protestant , quoique dénué même des formalités civiles , & de faire réformer l'Arrêt du Parlement de Bordeaux , qui a jugé qu'une pareille union n'étoit qu'un vrai concubinage. L'évocation de ce procès du Conseil des Parties à celui des Dépêches , annonce le projet formé de convertir cette cause en une affaire d'Etat , & par cet expédient , d'amener adroitement l'événement tant redouté de la Nation , la résurrection du Protestantisme en France.

C'est donc un fait notoire , que les Protestans renouvelant aujourd'hui une partie de leurs prétentions anciennes , négocient auprès du Gouvernement le succès d'une requête importante. J'ose présager , SIRE , à V. M. qu'après avoir obtenu ce qu'ils sollicitent , ils exigent progressivement d'autres avantages , qu'ils arracheront à l'autorité par des moyens , dont tant de fois ils ont éprouvé l'efficacité. Je l'ai dit , SIRE , dans le préambule de ce Discours , cette indulgence de V. M. déterminée par les vues d'une fausse politique , entraîneroit les suites les plus déplorables , la subversion totale de la constitution religieuse & politique de cet Empire.

Mais avant de tracer à V. M. la peinture de ces maux dont nous menace un avenir effrayant , discutons quel-

(1) M. Target , Avocat , & de l'Académie Française , est l'auteur de ce Mémoire , où tous les anciens principes sur le mariage sont attaqués & remplacés par la Logique & la Jurisprudence de la nouvelle Philosophie , qui s'étudie depuis trente ans à brouiller toutes les idées.

ques questions essentielles. Les résultats nous conduiront à l'importante vérité dont j'entreprends de pénétrer intimement V. M. & son Conseil.

Que demandent les Protestans ? Sont-ils fondés à le demander ? Quel temps choisissent-ils pour le demander ? V. M. peut-elle accorder sans inconvénient ce qu'ils demandent ?

1^o. Que demandent en ce moment les Protestans ? Une forme légale pour leurs mariages , afin d'assurer le sort de leurs enfans , c'est à-dire , l'état de citoyen pour eux , & pour leur postérité , en un mot , ce qu'on appelle *la tolérance civile*. Telles sont les bornes dans lesquelles ils circonscrivent leurs prétentions actuelles , en attendant des circonstances plus heureuses.

Mais, SIRE, observez que cette demande , malgré les apparences de modestie dont elle est revêtue , couvre la plus audacieuse de toutes les dérisions. Je l'ai démontré ; les Religionnaires se sont mis déjà , par le fait , en possession de l'état civil ; leurs Ministres non-seulement expédient des certificats de baptêmes & de mariages , mais même ils osent les produire devant les Tribunaux : démarche qu'ils appuient d'un ton si imposant , qu'il faut qu'ils aient effrayé vos Parlemens , puisque la prudence de ces Compagnies respectables les a forcés de recourir à un expédient (1) , qui , sans canoniser directement les prétentions des Protestans sur la validité de leurs mariages , repousse adroitement ceux qui entreprennent de les attaquer. Ainsi les Protestans viennent solliciter , humblement aux pieds du Trône , une grace dont ils ont débuté par s'arroger la jouissance.

Ils ont pareillement envahi par le fait le libre exercice du culte public : j'en ai fourni des preuves incontestables : & ils se disposent également à demander un jour à V. M. la liberté de ce même culte public , qu'ils ont commencé par s'accorder à eux-mêmes.

(1) En maintenant les Protestans dans la possession de leur état , sans examiner leurs actes de mariages , & par *fin de non-recevoir* contre les collatéraux qui réclament les successions.

Est-il, je le demande, un procédé plus inconsequent & plus impudent ? Quelle opinion, SIRE, concevriez-vous de la démarche de toute autre classe de vos Sujets, qui, ayant à solliciter une grace de V. M., seroit assez effrontée pour en user avant de l'obtenir, avant même de la demander ?

Ils viennent supplier V. M. d'obtenir une forme civile qui authentique leurs mariages : ainsi reconnoissent-ils que V. M. a le droit de valider leurs mariages. Cet aveu entraîne celui du droit qu'elle a réciproquement de les invalider. Ils se soumettent donc à V. M. dans l'hypothèse où elle les ratifiera ; & ils ont désobéi à tous vos prédécesseurs, quand ils ont prononcé la proscription de ces mêmes mariages. Voilà, SIRE, des Sujets qui affichent une obéissance & une soumission bien précaires.

Ils sollicitent V. M. d'assurer l'état de leurs enfans. Sans doute le sort de ces créatures innocentes dévouées à l'infamie en recevant le bienfait de la vie, a de quoi intéresser la sensibilité du cœur d'un grand Roi : mais le malheur attaché à l'illégitimité de la postérité des Protestans, n'est pas une peine infligée à la naissance de leurs seuls enfans ; en vertu des Edits & des Déclarations de nos Rois, les mariages *clandestins*, c'est-à-dire, faits hors de la présence des Curés, sont à jamais pros crits, & les fruits de ces unions sont déclarés illégitimes, & dé chus de tous les droits des citoyens. Tout Catholique qui contracte ces sortes de mariages, est assujetti à ces Lois. A quel titre les Protestans viennent-ils donc demander, pour leurs enfans, ce que la Loi refuse à ceux qui sont nés de pères Catholiques ?

Si elle étoit susceptible d'épique, & qu'on dût admettre une distinction, elle seroit bien plus faite pour les enfans naturels des Catholiques, Sujets fidèles & obéissans, qui sans se proposer d'enfreindre les Ordonnances du Prince sur cette matière, ne sont coupables que pour avoir été les esclaves de la plus aveugle & de la plus impétueuse de toutes les passions ? Que penseroit V. M., que diroit-elle, si l'on présentoit à son Conseil une requête, qui eût pour objet de faire légitimer cette immense quantité

d'être infortunés, qui peuplent tous les ans ces asiles fondés par la céleste humanité de la Religion, pour recueillir entre ses bras ces tristes victimes de l'incontinence ? Quoi, SIRE, un enfant issu d'une union clandestine, quoique contractée en présence d'un Pasteur de la Religion Catholique, mais sans la présence de deux témoins, est déclaré illégitime, sans que la Nation se plaigne de la rigueur de cette loi ; & les Protestans éclateront en termes amers sur la sévérité de cette même loi, qui repousse du sein de la société leurs enfans nés d'un mariage contracté *au désert* ou devant un *Prédicant* !

Long-temps avant qu'il y eût des Protestans dans le monde, les enfans qui ne devoient leur naissance qu'à des unions désavouées par la loi & par la décence publique, étoient méconnus par l'Etat. La Loi Salique couvrait d'infamie, & privait du droit de succéder au pere, le fruit d'un mariage incestueux. (Capitulaire 14. Baluf.) Dès la premiere race de nos Rois, il y avoit des mariages dont les fruits étoient regardés comme illégitimes. L'Histoire nous dit-elle qu'on ait osé demander à nos Rois d'abroger, en ce point, la Loi Salique & nos Capitulaires ?

En France, en vertu de l'Ordonnance de Blois, & de la Déclaration de 1629, le mariage d'un enfant de famille Catholique, mineur de 25 ans, contracté contre l'agrément de ses pere, mere, tuteur ou curateur, est privé des effets civils ; un mineur de 30 ans est tenu de faire des soumissions respectueuses à ses pere & mere sur le refus de consentir à son mariage : s'il omet cette formalité, il est sujet à la peine de l'exhérédation.

L'enfant né pendant la contumace du pere, ou après, si elle n'a pas été purgée, est déchu de toute succession directe & collatérale. Selon les Loix du Royaume, la dérogance du pere dépouille ses enfans des avantages de la Noblesse. Non moins fondés que les Protestans, les Catholiques mariés contre la volonté de leurs parens, ou contre celle de leur tuteur ; les peres entachés d'une contumace, ou qui, par une profession vile ou roturiere, ont dérogé à la noblesse de leur extraction, n'auront-ils pas tous également le droit

de se jeter aux pieds de V. M. , pour la conjurer de leur rendre les effets civils , leurs biens & l'état qu'ils ont perdu ? Qu'on apprécie maintenant l'objet de la demande des Protestans.

2°. Ils ne sont pas plus fondés dans les motifs sur lesquels ils appuient leurs réclamations. Le premier, & le plus spécieux , est celui de la Religion dans laquelle ils sont nés , & qui les enchaînant par les entraves d'un préjugé invincible , ne leur permet pas , contre le cri de la conscience , d'aller contracter leurs unions en présence des Pasteurs & à la face des Autels Catholiques : d'où ils concluent qu'il existe une différence essentielle entr'eux réfractaires par Religion , & les Catholiques infraçteurs par passion , des lois matrimoniales du Royaume.

Que deviendrait l'Etat , si chacun ennoblissant ses infractions du nom respectable de la conscience , pouvoit impunément se soustraire à la Police & à l'ordre public ? Toutes les Sectes qui s'introduiroient en corps dans votre Royaume , viendroient aussi l'une après l'autre provoquer une nouvelle discipline pour la forme de leurs mariages.

Admettons , SIRE , une hypothèse possible , & qui n'est pas invraisemblable. Supposons que tous les Esclaves qui peuplent vos Colonies de l'Amérique , & dont le grand nombre n'est pas même initié aux Mysteres du Christianisme , venant à rompre tout-à-coup les fers de la servitude , tinssent ce langage au Gouvernement : « En » qualité d'êtres libres , de citoyens nés ou fixés dans » vos Etats , nous devons être comptés maintenant au » nombre de vos Sujets. Nous ne professons pas , il » est vrai , le Christianisme , Religion de l'Etat & du » Souverain , & nous ne voulons pas l'embrasser par » respect pour les préjugés du pays qui nous vit naître (1) : mais , comme hommes , il nous est impossible de lutter contre le vœu de la nature pour la propagation de notre espece. En conséquence , nous vous

(1) Les côtes d'Afrique , d'où les Negres sont transplantés.

» demandons une forme spéciale pour contracter nos
 » mariages (1). » Que répondroit le Gouvernement à
 » cette supplique ? La réponse, SIRE, que vous y feriez,
 est celle que vous avez à faire aux Protestans.

C'est un axiome universellement admis, que ; dans tout contrat, celui qui a les avantages, doit aussi participer aux désavantages. Les Protestans veulent être citoyens en France, & ils refusent de se marier en se conformant au rit des autres citoyens Français. Pour être citoyen, suffit-il donc d'être né sur un sol & sous un ciel déterminé ? Le vœu de la société a été ; lorsque l'espece humaine se réunit pour son intérêt commun, que chaque membre de la grande confédération sociale supportât les charges publiques, & se soumit aux conventions qu'elle arrêteroit, & aux institutions qu'elle adopteroit. Parmi elles, la Religion & les Lois tiennent sans contredit le premier rang. Perturbateurs de cet ordre dicté par la raison & par la justice, les Protestans ont la prétention de jouir de tous les avantages du Gouvernement Français, & de se débarrasser en même-temps du poids des charges qu'il impose, c'est-à-dire, du joug des Lois & de la Religion. « Vous n'avez pas le droit, s'écrient-ils, de faire violence à notre conscience, pour nous faire embrasser la Religion de votre Royaume. » A la bonne heure ; mais ici les conditions doivent être réciproques. « Et vous, peut leur répliquer V. M., avez-vous le droit de me forcer à changer les Lois & la Religion de mon Royaume ;

(1) Plusieurs des Esclaves noirs des Colonies Françaises, après avoir obtenu leur liberté, sont baptisés ou ne le sont pas. S'ils sont baptisés, on les marie sans difficulté en face de l'Eglise. S'ils ne sont pas Chrétiens, ils se font instruire ; on les baptise & puis on les marie. Le nombre de ces Noirs libres est grand dans les Colonies. Jamais on n'a entendu dire que, devenus libres, possédant même des propriétés, & par conséquent devenus citoyens, ils aient exigé une forme particulière pour leur mariage. Pourquoi n'ont-ils pas les mêmes prétentions que les Protestans ? C'est que l'infidélité négative de ces hommes non-baptisés n'est qu'un aveuglement, au lieu que l'hérésie est un entêtement opiniâtre, qui n'est jamais sans audace.

» pour me plier à vos opinions religieuses ? Sans doute ;
 » votre conscience est un sanctuaire impénétrable à ma
 » puissance : jamais ma bouche ne profèrera ce dilemme
 » dicté par le despotisme : *Vous abjurerez, ou vous ne*
 » *vous marierez pas.* Entre ces deux extrêmes il existe
 » un milieu : *Soyez Protestans, puisque vous vous ob-*
 » *tenez à l'être, & allez vous marier ailleurs.* La na-
 » ture, sans doute, réclame en faveur de la liberté du
 » mariage ; mais l'organisation de la Société, qui sou-
 » vent même, pour l'intérêt public, est obligée de
 » brider les affections de la nature, n'exige pas que
 » tous ses membres soient de citoyens mariés (1). Je
 » ne suis pas le Roi de la nature, mais celui d'une So-
 » ciété politique. Garant de l'exécution des Lois sur
 » lesquelles reposent son bonheur & sa tranquillité,
 » protecteur de la Religion qu'elle adopta dès l'origine
 » de la Monarchie, je suis dans *l'heureuse impuissance*
 » de porter atteinte à cette antique & vénérable in-
 » stitution. »

Aux motifs de la conscience, des Protestans ajoutent
 l'intérêt politique, qu'ils prétendent lésé par la rigueur
 des Lois qui prohibent leurs mariages. Ils affectent de
 faire valoir le nombre des citoyens professant leur Secte,
 qui peuplent nos Villes & nos Campagnes ; nombre
 immense & prodigieux, disent-ils, qui, par son impor-
 tance, mérite les égards & les attentions du Gouverne-
 ment. Ils lui font entrevoir encore les avantages les
 plus brillans dans le retour des Religionnaires, qu'une
 loi favorable à leurs mariages rappelleroit dans le sein
 de la France, & qui, y reportant les arts & le com-
 merce, multiplieroient la masse des richesses natio-
 nales.

Toutes ces allégations, SIRE, & ces promesses
 magnifiques, ne sont qu'un artifice employé par les
 Protestans, pour suppléer à l'impuissance où ils sont au-

(1) Les Soldats sont assurément une partie essentielle de la So-
 ciété, puisqu'ils en font la force. Néanmoins, en France, les Sol-
 dats ne peuvent se marier.

jourd'hui de dicter des conditions impérieuses au Gouvernement. Dans les temps où les grands mots de *population*, d'*art* & de *commerce* n'avoient point encore la vogue, & n'avoient pas été présentés par la Philosophie de nos jours comme les idées matrices de toute la politique, les Protestans dans leurs suppliques ne parloient pas de *population*, d'*arts* & de *commerce*, mais de *places de sûreté à leur donner*, & de *sommes d'argent à leur compter*.

Les Religionnaires affectent, SIRE, de citer ces dénombremens fastueux, afin d'alarmer le Conseil de V. M., ou d'exciter en leur faveur un intérêt général. Ils portent leur nombre à *trois millions*. Ce calcul est d'une évidente fausseté. Pour le démontrer, prenons les Provinces & les Villes les plus peuplées de Protestans, & voyons combien elles en contiennent.

On compte en Saintonge *trente mille* Protestans; *douze mille* dans le Diocèse de Valence; *vingt-cinq mille* dans celui de Die: *quarante quatre mille* dans celui de Nîmes; *quarante-deux mille* dans celui d'Alais; *trente mille* à Marseille. Dans la Ville de la Rochelle, autrefois la *Geneve* de la France, le nombre des Protestans ne se monte pas à *quinze cents*. Les Religionnaires, dans leur calcul, portoient leur nombre dans le Diocèse de Castres à *quarante mille*. M. l'Evêque de Castres en a fait faire deux fois le dénombrement dans chaque Paroisse; il ne s'est monté qu'à *huit mille cent cinquante-un*. Il est donc constant que le nombre des Protestans aura été exagéré dans la même proportion pour toutes les autres parties du Royaume. D'après l'énumération que je viens de présenter, & qui est le résultat des recherches les plus exactes, il faut retrancher les quatre cinquièmes des *trois millions* imaginés par les Protestans. Dès-lors, leur nombre, dans tout le Royaume, se trouvera réduit à *un million* au plus, c'est-à-dire, au vingt-cinquième à-peu-près des habitans. Faut-il donc, SIRE, pour un aussi petit nombre, en comparaison d'une population de vingt-quatre millions de Sujets que renferme votre Royaume, renverser toute la législation de la France sur les mariages, abandonner

des Loix qui font le fruit de la sagesse & de la raison ; des Loix que le temps a cimentées , & que l'expérience a consacrées ?

Les Protestans en imposent également sur les avantages qu'ils procureroient à l'Etat, par l'accroissement d'industrie & de richesses qu'ils apporteroient aux Arts & au Commerce.

Sans doute, SIRE, les arts sont utiles dans un Etat ; les arts même du luxe font partie de la splendeur d'une vaste Monarchie : mais qu'avons-nous à regretter, qu'avons-nous à envier à nos voisins, sur cet article, surtout en fait d'arts de luxe ? Ah ! SIRE, notre abondance en ce genre fait notre malheur. La dépravation des mœurs parvenue à son dernier période, est le triste produit de ces arts tant prônés. L'Empire Romain, ce grand corps, qui par sa constitution robuste sembloit devoir affronter les siècles, & se promettre une éternelle durée, s'écroula sous ses ruines à l'époque où les arts avoient amolli ces fiers Conquêteurs de l'univers. Terrible leçon pour la France, dont les arts ont sans doute embelli la surface, mais dont ils ont usé les ressorts secrets. Qu'avons-nous donc besoin des Protestans en ce moment ? Ils augmenteroient inutilement le nombre des témoins & des victimes de nos arts corrompueurs.

Sans les Protestans également notre Commerce est animé ; & ses ramifications, qui s'étendent dans toutes les contrées des deux mondes, nous rapportent des richesses immenses, qui vivifient nos Villes maritimes, & qui de là resluent dans la Capitale & dans les Provinces.

Un célèbre Administrateur des Finances (1), dans un ouvrage immortel, a démontré par le calcul du numéraire, qui chaque année circule dans le Royaume, que *la balance du Commerce est en faveur de la France*. La prospérité du Commerce de votre Empire est donc indépendante de la destinée qu'y éprouvent les Protestans. L'autorité de l'ombre moderne de Sully, qui ne peut

(1) M. Neckér.

leur être suspecte , est un argument sans réplique , qui doit à jamais leur fermer la bouche.

3°. Quel temps prennent-ils pour présenter leurs demandes ? Daignez, SIRE, vous rappeler que la grande maxime des Religionnaires est d'épier toujours les occasions où la France se trouve dans une situation critique ou désastreuse. Sous le dernier regne , des guerres malheureuses , qui épuisoient le Trésor Royal, leur inspirèrent l'idée de proposer à Louis XV de leur vendre (1) quelque adoucissement à la rigueur des Lois portées contr'eux. Leur parcimonie , & bien plus encore les craintes du feu Roi en matière d'innovations religieuses, firent fermer l'oreille à leurs propositions.

Votre avènement à la Couronne, SIRE, leur offrit encore une autre occasion. Un nouveau regne opere ordinairement, sinon un changement de principes d'administration , dumoins un changement d'Administrateurs. C'est dans cet instant , où se renouvellent les décorations de la scène politique d'un Etat, que l'adresse ou l'ambition se signalent par leurs prouesses. D'ailleurs un jeune Roi qui montoit sur le Trône ; un vieillard d'un caractère facile, appelé pour l'assister de ses conseils ; toutes ces circonstances flattoient l'espoir des Protestans, qui, dans l'inexpérience du jeune Monarque, ou dans l'insouciance du vieux Ministre, entrevoyent le succès de leurs démarches.

Un bruit sourd , écho de l'alarme publique, avertit V. M. de la trame qu'on ourdissoit à son insu, & les Protestans eurent ordre de cesser leurs poursuites.

Ils revinrent bientôt à la charge. Le désordre des Finances ayant provoqué la convocation des Notables du Royaume, rassemblés autour du Trône, pour éclairer V. M. du concours de leurs lumières, les Protestans

(1) Ce fut M. Bertin, alors Contrôleur-Général des Finances, à qui ils portèrent leurs propositions. Etonné de leur peu de générosité, ce Ministre en demanda la cause aux Députés Protestans. Pourquoi, répondirent-ils, acheterions-nous chèrement les avantages de l'Etat Civil, dont par le fait nous jouissons gratuitement ?

étoient

étoient trop avifés pour s'endormir fur leurs intérêts à la vue de cette augufte affemblée. D'une extrémité de la France à l'autre, ils répandirent la nouvelle que le Gouvernement alloit enfin s'occuper à fixer leur fort : ils firent configner dans les Gazettes étrangères, en termes emphatiques, les témoignages de leur alégreffe. Ces papiers publics, ouvrages de la plume vénale de quelques Calviniftes réfugiés, affectant de confondre les Proteftans François avec toute la France, fuppoferent des vœux formés en leur faveur par la nation entiere. Par des intrigues ils parvinrent en effet à faire diverfion aux délibérations de l'affemblée des Notables. En un mot, SIRE, plus les affaires publiques, par leur complication, préfentent des difficultés qui absorbent l'attention du Gouvernement, & plus les Proteftans redoublent d'activité. En ce moment, plus que jamais, ils remuent, ils s'agitent, ils cabalent. Ils triomphent d'avance. Quelle opinion, SIRE, vous former de ces hommes, qui, pour s'impatronifer dans votre Royaume, choififfent toujours précifément les momens de gêne & d'embarras !

4°. V. M. peut-elle accorder aux Proteftans, fans inconvéniens, l'Etat Civil qu'ils réclament ? Le plus ardent de leurs vœux, dans les circonftances actuelles, eft que leurs mariages foient autorifés par une forme légale.

Avant de prononcer fi V. M. doit fe prêter à cette demande, il faut examiner s'il eft bien décidé que vous puiffiez l'accorder fans bleffer les regles de la confcience. Je rends hommage, SIRE, à la puiffance abfolue dont le Ciel vous a revêtu. Je fais que l'on ne peut imposer des bornes à l'autorité d'un Roi de France. Je fais profeflion de croire, avec tous les vrais François, qu'elle eft abfolument indépendante de toute autre Puiffance qui existe fur la terre. L'on ne peut mettre en problème ces axiomes facrés de notre droit public.

Mais, SIRE, c'eft un principe non moins incontestable, que le Divin Inftituteur du Chriftianifme a élevé le Mariage à la dignité de Sacrement. Un Monarque Catholique ne peut refufer de fouscrire à ce dogme.

Les Loix qui dirigent les mariages dans les Etats

Catholiques, sont émanées du concours des deux Puissances, qui unissent leur autorité pour sanctionner un établissement duquel dépendent la prospérité, le bon ordre des Etats, la conservation des mœurs & des principes religieux. Chacune, dans son ressort, déployant son activité, & se prêtant mutuellement des forces, imprime à ces mariages le caractère qui leur convient : l'une, dans l'ordre temporel, autorise ou infirme les effets civils : l'autre, dans l'ordre spirituel, valide ou réprouve ces unions sous leur rapport avec le salut éternel. Ce concert d'autorités se manifeste également dans les Lois Ecclésiastiques, & dans les Ordonnances de nos Rois, sur-tout depuis le Concile de Trente. L'Edit de 1579 de Henri III (1), celui de 1606 de Henri IV, l'Ordonnance de 1629 de Louis XIII, la Déclaration de 1639, le fameux Edit de 1697 de Louis XIV, enfin la Déclaration de 1724 de Louis XV, toutes ces Lois déclarent leurs dispositions relatives au mariage, fondées sur *les décrets & les canons des Saints Conciles*. Les Peres du premier Concile de Latran, tenu l'an 1123, appuyent de l'autorité civile leur décret contre les mariages entre parens. *Nous prohibons*, disent-ils, *toutes les unions entre parens, parce que les Lois divines & séculières les défendent*. (Canon. 5.) Quel témoignage plus évident, que l'Etat se concertant avec l'Eglise, ne veut plus envisager le mariage que sous un rapport commun ?

Ce rapport intime entre le contrat & le Sacrement du Mariage, si solidement établi, j'ose le demander, SIRE, est-il permis, est-il possible dans une Monarchie Catholique, d'entreprendre de diviser le contrat du Rit Religieux que l'Eglise compte au nombre des Institutions Divines ? Je le demande encore, les deux Puissances ayant concouru par leurs Lois à cimenter cette connexité du pacte matrimonial avec le Sacrement, la désunion de ces deux parties peut-elle s'opérer sans l'intervention de ces deux Puissances ? Voilà, SIRE, deux

(1) Appelé l'Edit de Blois.

grandes questions que V. M. aura à faire discuter mûrement dans son Conseil, avant de prononcer définitivement sur les demandes des Protestans : & je ne puis douter que la haute sagesse de V. M. ne sente l'indispensable nécessité de prendre, sur un objet de cette importance, l'avis des Prélats de son Royaume. Le Clergé de France, ce Corps auguste, célèbre par ses lumières, par son zèle pour la Religion, autant que par son attachement à l'autorité Royale, est digne de la confiance de V. M. & d'être appelé à une délibération aussi grave que celle qui a pour objet de dénaturer, ou du moins de modifier un Sacrement de l'Eglise. J'emploierois, SIRE, un autre langage, si je parlois à un Prince dont le mépris ou l'indifférence pour la Religion lui eût fait donner la dénomination peu flatteuse de *Roi Philosophe* ; mais devant un Monarque qui se glorifie encore, au milieu du délire d'un siècle irréligieux, du titre de *Roi Très-Chrétien*, de *Fils aîné de l'Eglise* ; devant un Monarque qui respecte les principes, j'ose hardiment lui faire entendre la voix de la conscience & de la Religion.

Quoi qu'il en soit, V. M. pût-elle, par un coup d'autorité, isoler, en faveur des Protestans, le contrat civil du Sacrement de Mariage, quels inconvéniens ne résulteroient pas de cette opération délicate ! Elle ne pourroit s'exécuter que par une nouvelle législation sur le mariage, laquelle dérogeroit en termes exprès à l'ancienne, qui jusqu'ici a dirigé tous les Tribunaux du Royaume. Cette dérogation ébranleroit, par un contre-coup terrible, toutes les Lois publiées sur cette matière, depuis Henri III jusqu'à Louis XV, c'est-à-dire, depuis près de deux siècles. De là, SIRE, naîtroit inmanquablement une commotion violente dans l'opinion publique, jusqu'ici dominante en France, sur l'article du mariage. L'histoire & l'expérience ont appris aux Administrateurs des Empires combien il est dangereux d'entreprendre de donner brusquement aux idées anciennes une direction nouvelle. Un fait arrivé au commencement de votre regne va nous fournir sur cette matière un exemple sensible.

Un Ministre (1), qui recevoit l'impulsion des systèmes combinés des *Philosophes* & des *Economistes*, & lui-même *Philosophe*, fit signer à V. M. une loi, qui autorisoit l'exposition & l'usage de la viande, pendant le temps que l'Eglise consacre à l'abstinence. Cette indulgence avoit sans doute pour motif unique l'humanité d'une administration paternelle envers les malades & les pauvres, que la cherté du prix des denrées mettoit dans une espece d'impossibilité de se nourrir des mets *quadragesimaux*. Cependant qu'arriva-t-il ? Ce nouvel ordre de choses, établi par commisération pour le peuple, choqua & scandalisa ses idées religieuses. En profitant même de la permission, il la censura, il la calomnia. Il publia que le Gouvernement *ne vouloit plus qu'on observât le précepte du Carême*. En vain le Prélat qui gouvernoit alors l'Eglise de Paris voulut justifier, dans ses Mandemens, la pureté des intentions de V. M., en annonçant qu'elle n'avoit pour objet que le soulagement de l'indigence & de l'infirmité : en vain les Pasteurs du second Ordre, dans leurs Instructions Paroissiales, voulurent inculquer cette vérité dans la tête du peuple : son opinion, quoiqu'erronée, n'a pu être déracinée, & a survécu jusqu'ici.

Si, pour un objet purement de discipline, & qui n'affecte qu'une partie des pratiques extérieures de l'Eglise, l'imagination du peuple, prenant le change sur les vues honnêtes & louables de V. M., a franchi des bornes respectables ; que sera-ce donc, SIRE, quand ce même peuple entendra parler de changement introduit dans une matière aussi essentielle que la législation du mariage, la base de la Société civile, le premier de tous les liens, qui unit l'espece humaine, le garant de l'état du citoyen ?

C'est alors que, tirant des inductions fâcheuses de la forme nouvelle, établie pour les mariages des Protestans, il en conclura que la Loi qui oblige les Catholiques à des formalités religieuses, pour contracter cette union sacrée, n'est au fond qu'un jeu ou qu'une tyran-

(1) M. Turgot.

nie. Plus le mariage , envisagé sous un rapport religieux , tient de près à l'économie des choses divines , & plus les interprétations du peuple , dans cette occasion , affoibliront dans son esprit les principes , non-seulement de la foi , mais même de la morale.

Pour concevoir jusqu'où peuvent aller sur cette matière , & les réflexions & les propos de la multitude , il suffit de se rappeler combien elle est extrême , quand sa tête s'échappe de la sphère ordinaire de ses idées ; pour s'élever à des objets qui sont au-dessus de sa portée. Le peuple , SIRE , heureusement pour les Gouvernemens , ne raisonne pas selon les règles ni de la politique , ni de la philosophie ; mais il voit & il sent : sa logique est dans ses yeux & dans ses sensations. Elle n'est ni subtile , ni ingénieuse ; mais elle est énergique & conséquente.

Le scandale que produira dans l'esprit du peuple la nouvelle législation sur le mariage , & dont toute la prudence du Gouvernement ne pourra étouffer les effets , n'est pas le seul danger qu'il y ait à redouter. A ce malheur viendra se joindre celui de la séduction des Catholiques , entraînés par l'exemple des Religionnaires , mariés selon le nouveau système.

La discipline de l'Eglise , motivée sur la sainteté & l'importance du mariage , soumet les Catholiques à des formes gênantes , humiliantes même pour l'amour propre , & quelquefois dispendieuses. Peut-on se dissimuler que tous les mécréans , les libertins enfantés par la licence actuelle de l'irréligion ; que la jeunesse sur-tout , ennemie de toute contrainte & de toute subordination ; en un mot , que cette foule immense de Catholiques de nom , qui supportent impatiemment les entraves de toutes ces observances religieuses , ne saisisse avec avidité , pour en secouer le joug , l'occasion que lui présenteroit une forme de mariage bien moins assujettissante , & qui seroit adoptée , avec d'autant plus de sécurité , qu'elle auroit l'attache du Souverain ?

De là , SIRE , une défection nombreuse de la part de tous ceux de vos Sujets Catholiques , dont l'indifférence pour toute sorte de culte est le système favori. Je ne me fais pas , SIRE , des chimères pour les combat-

re : il est constant qu'il y a des Diocèses où il n'est pas rare de voir des Catholiques, qui, après avoir essuyé un refus de dispense fait par les Supérieurs Ecclesiastiques, sur les motifs les plus justes, s'en sont vengés en répondant froidement *qu'ils iroient au Prêche, où ils éprouveroient moins de difficultés*, & qui en effet y ont été. Si, dans un temps où les Lois sont censées toujours en vigueur, contre les mariages des Protestans, parce qu'elles ne sont pas abrogées, l'on se permet des démarches aussi hardies, que sera-ce quand il sera notoire que les mariages des Protestans ont la sanction du Monarque ?

Nouvel inconvénient non moins digne d'observation. L'autorisation des mariages des Protestans porteroit un caractère odieux, celui de l'injustice : car, par le nouvel ordre des choses qu'introduiroit le code matrimonial, dressé pour les Calvinistes Français, les Catholiques seroient plus maltraités que les Religionnaires : ceux-là supporteront toutes les gênes ; & ceux-ci jouiront de la plus grande liberté. Les Catholiques verroient-ils sans aigreur un contraste aussi choquant ?

Mais, SIRE, un obstacle presque insurmontable s'élève contre la demande de la forme civile que sollicitent les Protestans. En soumettant la validité de leurs mariages à la sanction du Souverain, ils lui soumettront également la dispense des empêchemens canoniques qui s'opposeroient à la validité de leurs unions. Comment V. M. pourroit-elle exercer envers les Protestans un pouvoir qu'elle n'a pas pour elle-même ? Un Roi de France qui voudroit épouser sa parente, ou son alliée au second degré prohibé, recourroit sans contredit au Souverain Pontife, & non à sa propre puissance. Voilà, SIRE, un autre inconvénient qui ne manqueroit pas d'embarrasser étrangement votre Conseil, quand il procéderoit à la rédaction du nouvel Edit concernant l'état civil des Protestans : & je me persuade qu'il n'est pas un seul de vos Ministres, qui prit sur lui de trancher, sans scrupule, sur une difficulté de cette espece.

Néanmoins il seroit possible, SIRE, que subjugué par des considérations d'une politique mal-entendue, & sé-

duit par des conseils infidieux, vous vous décidassiez à accorder aux Protestans la grâce qu'ils sollicitent, en la bornant au seul privilege de l'état civil. Envisageant donc maintenant sous ce rapport la matiere importante que je traite, je vais répondre à cette question : *Que feroient les Protestans , si le Gouvernement sanctionnoit leur état ?*

Que feroient les Protestans ? Après avoir obtenu l'état civil, ils ne manqueroient pas de demander des Temples & le culte public : & j'ose vous l'avouer, SIRE, rien ne seroit plus conséquent de leur part, que cette demande. Une existence civile entraîne indispensablement une existence religieuse. Accorder l'une, c'est prendre l'engagement tacite d'accorder l'autre. Comment concevoir en effet qu'une société d'hommes, avouée par la loi, puisse exister sans un culte extérieur, & sans qu'il soit hautement professé ? « Tant que nous vécûmes » sous la disgrâce de la loi, pourroient vous dire les » Protestans, cette excommunication civile nous re- » tranchoit de la Société ; & dès-lors, sans existence » légale, il eût été absurde de prétendre à une existence » religieuse. L'on est citoyen avant que d'être Chrétien. Les termes dans lesquels cette maxime, canonisée sur-tout en France, est énoncée, nous présente » la qualité de citoyen seulement comme *antérieure*, & » non comme exclusive de celle de Chrétien. Ce qui ne » fait que *précéder*, annonce une *suite* ; & la conséquence est toujours du même ordre que le principe » d'où elle émane. Par l'état civil nous pouvons aujourd'hui réclamer un Roi : nous devons donc avoir également un Dieu : & comme, admis au nombre de » ses Sujets, nous devons désormais au Chef de l'Etat » des hommages extérieurs, il ne peut s'opposer à ce » que nous rendions pareillement un culte extérieur à » la Divinité. Ce despotisme impie tendroit à s'attribuer à lui seul nos respects & notre vénération : cette » idée indigne & révolte des Chrétiens. Un grand » Prélat Catholique a dit du Monarque qu'il étoit la » *seconde Majesté* ; sans un culte extérieur, où seroit » pour nous la *premiere* ? L'état civil nous autorise à

» nous présenter hardiment dans le Palais du Souve-
 » rain ; pourquoi ne pourrions-nous , avec la même
 » publicité , paroître dans un Temple érigé par nous
 » à la Divinité ? La qualité de citoyens nous donne le
 » droit d'aller nous jeter sans voile aux pieds du Trône
 » de notre Souverain : pourquoi ne pourrions-nous pu-
 » bliquement aller embrasser les Autels de notre Dieu ,
 » ne fût-ce que pour lui adresser nos vœux , pour la
 » prospérité de l'Empire & du Monarque ? Ainsi , pour
 » s'assurer même de notre fidélité & de notre dévoue-
 » ment au Prince , par le témoignage le moins équivo-
 » que parmi les hommes , celui de la Religion , l'Etat
 » doit nous accorder des Temples. La justice , la dé-
 » cence , l'intérêt même du Souverain exigent donc
 » que nous ayons un culte public. » Que répondroit ,
 SIRE , votre Conseil à des raisons aussi persuasives ?

Comment se faire illusion sur les dispositions des
 Protestans à requérir le culte public , aussi-tôt qu'ils
 seront en possession de l'état civil ? Des avis parvenus de
 différentes Provinces , annoncent qu'ils ne prennent plus
 de précautions , pour voiler le projet qu'ils ont de faire
 cette démarche. Depuis un an sur-tout , ils se nourrissent
 de cette idée , ils en parlent avec complaisance : ils
 triomphent en ce moment plus que jamais. Ils se prépa-
 rent à *bâtir des Temples qui l'emporteront sur nos Eglis-
 ses , & qui même auront des Cloches , comme celles des
 Catholiques.* Tel est leur propos. Déjà les Protestans
 du Béarn se répandent en jactances , & même en me-
 naces. Ils se distribuent les Eglises Catholiques. Les
habitans de Salies (1) se promettent une des deux Eglises
 paroissiales.

L'espoir de l'exercice libre du culte public , voilà la
 chimere qui exalte les têtes du parti (2). Quel est le fon-

(1) Petite Ville du Béarn.

(2) Ils poussent même l'indiscrétion jusqu'à publier qu'ils comptent plus sur le Ministère actuel , qu'ils ne comptoient sur celui de M. Necker. Ce propos sans doute , vu sa généralité , est sans fondement. Quoi qu'il en soit , ils avoient raison de ne pas compter sur M. Necker ; car étant né , & ayant été élevé dans cette Secte , il connoissoit

dement & le principe de ces espérances ? Les cris fanatiques de la Philosophie moderne ; le délire contagieux qu'elle a répandu par-tout ; l'indifférence , ou plutôt le mépris souverain qu'on affiche audacieusement pour la Religion ; la protection d'un grand nombre de personnes de tous les rangs & de tous les états , qui prêchent *la tolérance* ; l'exemple de quelques Puissances étrangères ; des intrigues & des manœuvres clandestines ; & par-dessus tout , un discours étonnant débité dans un de vos Parlemens : telles sont les causes , qui , dans les circonstances présentes , réhaussent les espérances des Protestans. Il faudroit , SIRE , s'aveugler , pour ne pas sentir que plus elles les flattent , plus ils sont affectés de la certitude de cet espoir , moins ils s'en détachent , & se détermineront à s'en détacher.

En vain dira-t-on que , vu la ferme détermination de votre Conseil à ne jamais leur accorder le culte public , auquel s'oppose la raison d'Etat , les Protestans n'oseront pas , au moins de long-temps , établir une pareille prétention. Pourquoi donc prendre des terreurs paniques sur un événement invraisemblable , & dont la perspective est très-éloignée ?

Daignez , SIRE , observer le point où en étoient les Protestans en France , depuis l'époque seulement de la déclaration de 1724 , d'après laquelle la demande même de l'état civil , eût été regardée , sous le dernier regne , comme un attentat punissable. Eh bien , avec la même adresse , la même célérité qu'ils ont franchi l'intervalle qui subsistait entre la déclaration de 1724 & l'état civil , ils franchiront l'espace qui vous paroît immense entre l'état civil & le culte public.

Savez-vous , SIRE , pourquoi les auteurs secrets des Protestans affectent de ne vous faire envisager sur cette affaire que des terreurs paniques ? C'est afin de vous

bien ses principes & son esprit turbulent. Aussi cet Administrateur s'est-il donné bien de garde de travailler à accréditer le Protestantisme en France. Au contraire , les membres de l'Administration actuelle , privés de la connoissance-pratique des Protestans , ne les connoissent que par la théorie ; & cette théorie ne leur fait illusion que parce qu'ils ne considèrent les Protestans qu'à travers le prisme que les Philosophes leur mettent devant les yeux.

donner le change sur les desseins de ces Sectaires , & de ne pas vous effrayer par leur première demande , pour vous conduire graduellement & insensiblement à leur accorder toutes les autres.

Est-il possible de douter que , placés dans une situation plus favorable , ils ne fassent ce qu'ils ont déjà fait dans une position qui l'étoit moins ? Oui , ils demanderont le culte public immédiatement après avoir obtenu l'état civil , parce que déjà , pour remplir ce double objet , ils ont osé risquer une démarche. Et quand l'ont-ils faite ? Sous votre regne précisément , SIRE : & sur cela je dois faire part à V. M. d'une anecdote que probablement elle ignore.

Sous le Ministère de M. Turgot , grand partisan de la *tolérance* (1) , mais cependant purement civile , les Pro-

(1) M. Turgot poussa cette tolérance jusqu'à imaginer d'inviter à abolir une des cérémonies du Sacre. L'Auteur de la Vie de ce Ministre s'exprime ainsi : « M. Turgot proposoit de changer la » formule du Serment du Sacre. Il trouvoit que dans celle qui » est en usage , le Roi promettoit trop à son Clergé , & trop peu » à la Nation ; qu'il y juroit de détruire les hérétiques , serment » qu'il ne pourroit tenir sans commettre le crime de violer les » droits de la conscience , les Lois de la raison & celles de l'hu- » manité : Serment que Louis XIII & Louis XIV avoient été » obligés d'éluder , en publiant dans une déclaration qu'ils n'en- » tendoient point y comprendre les Protestans , c'est-à-dire , les » seuls hérétiques qui fussent dans leurs états. M. Turgot croyoit » qu'une promesse publique & solennelle ne pouvoit pas être » une vaine cérémonie , & que lorsqu'un Roi , qui n'a rien au- » dessus de lui sur la terre , prenoit à la face du Ciel un engage- » ment avec les hommes , il ne devoit jurer de remplir que des » devoirs réels & importants. » (V. Vie de M. Turgot , Londres 1786 , p. 128.)

1°. M. Turgot ne faisoit pas attention que , l'Edit de Nantes subsistant aux époques du Sacre de Louis XIII & de Louis XIV , ce fut une nécessité , pour que le serment de ces deux Princes ne fût pas en contradiction avec la loi alors en vigueur , de déclarer qu'ils n'entendoient pas comprendre les Protestans dans leur serment de détruire l'hérésie. Le Sacre de Louis XV & de Louis XVI , au contraire , étant postérieurs à la révocation de l'Edit de Nantes , il étoit très-conséquent de leur part , de faire le Serment du Sacre selon la formule antique , & M. Turgot avoit mauvaise grace d'en proposer l'abolition.

2°. Nous demandons acte de la conséquence qui résulte de l'aveu

restans , assurés du suffrage de ce Ministre & de l'un de ses collègues , qui avoit les mêmes sentimens , s'adresserent en 1775 à l'Avocat *Legouvé* , pour dresser un Mémoire dont l'objet , disoient-ils , étoit uniquement l'état civil. Cet Avocat composa en effet le Mémoire , dans lequel il inséra qu'ils se soumettoient à porter leurs enfans dans les Eglises Paroissiales , pour y recevoir le Baptême. L'écrit de Me. *Legouvé* fut très-goûté par M. Turgot. Il en parla à l'Avocat , & lui dit que la demande seroit accueillie le Jeudi suivant au Conseil d'Etat. (C'étoit le Dimanche qu'eut lieu cette entrevue). Le lendemain l'Avocat rapporta la réponse du Ministre à l'*Agent principal des Protestans*. Ils le comblèrent d'actions de grâces , & lui firent en même-temps des insinuations indiscrettes , que Me. *Legouvé* feignit de ne pas entendre. Le Mercredi matin , deux Protestans vinrent le trouver , lui renouvelèrent les Bénédictiones de la Secte , & donnerent à leurs demandes quelque extension. L'Avocat mécontent ne voulut pas se prêter à leurs idées , & les combattit. Ils insisterent à ajouter au Mémoire la demande du CULTE PUBLIC. Sur le refus de l'Avocat , ils se retirèrent ; mais après-dîner ils revinrent au nombre de douze , munis des matériaux d'un Mémoire à l'appui de leur demande du culte public , & firent des vives instances auprès de Me. *Legouvé* pour le rédiger , & le porter le même jour à Versailles , afin que les deux objets pussent tout-à-la-fois être proposés , & passer au Conseil. Les Protestans joignirent à leurs sollicitations *des offres très-considérables* pour l'Etat & pour l'Ecrivain. L'Avocat outré , leur notifia que , loin de donner le second Mémoire , il alloit sur-le-champ partir & retirer le premier , s'il étoit possible. En effet , il partit , rendit compte à M. Turgot de ce qui venoit de se passer. Ce Ministre , patriote , quoique tolérant , partagea l'indignation de l'Avocat , & toutes les demandes des Protestans échouèrent.

que faisoit M. Turgot , qu'un Serment *solemnel* ne peut être une vaine cérémonie ; & sur l'aveu qu'il faisoit en même-temps , que les Protestans sont des hérétiques. Nous tirerons parti dans la suite de ce sentiment , pour lequel nous avons l'autorité de M. Turgot.

Cette scène peint au naturel le caractère des Protestans, & garantit l'assertion que j'ai avancée « que , le » culte public étant une conséquence immédiate de l'état civil , il est évident que les Religionnaires ne perdroient pas un instant pour demander l'un , dès qu'ils » auroient obtenu l'autre. » Vous le voyez , SIRE ; le Ministre fait savoir à un Protestant qu'il approuve le projet de l'état civil, l'assure même que le Conseil ne pourra se refuser à cette requête : aussi-tôt en voilà deux , en voilà douze , qui brusquement prétendent au CULTE PUBLIC, & s'opiniâtrent à le solliciter. D'après ce trait, jugez , SIRE , si l'on peut hésiter à prononcer sur ce qu'ils feroient au premier signe , au premier geste d'approbation que V. M. leur donneroit , en leur accordant le plus petit avantage.

Que feroient les Protestans ? Après avoir obtenu l'état civil & le culte public , ils demanderoient que les Catholiques contribuassent aux réparations des Temples, comme les Prétendus-Réformés ont contribué à l'édification & aux réparations des Eglises. Se trouvant au niveau des Catholiques, ils invoqueroient la loi de la réciprocité ; d'ailleurs dans les endroits où les Catholiques formeroient le petit nombre , ils auroient peine à se défendre de cette contribution. De là quelle humiliation pour vos Sujets Catholiques ! quelles sources d'aigreur & de contestations !

Que feroient les Protestans ? Ils demanderoient des dîmes pour l'entretien de leurs Prédicans. Point de Religion , SIRE , sans Ministres : c'est une vérité reconnue de toutes les Nations. La publicité de la Religion communique à ses Ministres l'authenticité de son caractère. Mais ils ne sont pas seulement des personnages avoués dans l'Etat & par l'Etat ; ils sont encore *Officiers publics*. De là l'obligation de pourvoir à leur subsistance & à leur entretien. Les peuples paient le subsidie à l'Etat , parce que l'Etat les protège : voilà l'origine de l'impôt. Les peuples cèdent une partie du fruit de leurs travaux aux Ministres de la Religion , parce qu'elle les instruit & les sanctifie ; de là le fondement de la dîme.

A l'instant où les Ministres Protestans jouiront du

bénéfice de la sanction qui authentiquera leur Religion ; ils réclameront le droit naturel & civil de vivre de l'autel, à l'exemple des Prêtres Catholiques ; & , par une conséquence naturelle , ils répéteront la faculté de percevoir des dîmes. Les Sectateurs de leur Religion la leur paieront-ils ? Dans ce cas , ils en refuseroient le paiement aux Ministres de l'ancienne Religion. Alors , de la masse des dîmes , à laquelle jusqu'ici contribuoient , en faveur du Clergé , tous vos Sujets sans distinction , ni de Catholiques ni de Protestans , il faudra détacher la portion que les Religionnaires feroient désormais tenus de payer à leurs Ministres. Voilà toute l'économie des dîmes intervertie , & le Clergé Catholique troublé dans la longue possession d'en avoir seul la jouissance. Voilà par conséquent une subversion générale dans tous les biens Ecclésiastiques. L'Etat verroit-il avec indifférence ce désordre , qui , ébranlant la base des contrats passés entre V. M. & le Clergé , pour les dons gratuits & les subventions , affecteroit une partie des revenus publics , & porteroit atteinte à vos vrais intérêts.

Imagineroit-on , pour parer à ce désordre , d'assujettir vos Sujets Protestans à une taxe particulière envers leurs Prédicans ? Dans cette hypothèse , cette classe de citoyens , déjà , comme toutes les autres , succombant sous le poids des impôts , feroient grevés d'une surcharge nouvelle.

Pour la leur épargner , le Gouvernement feroit-il le sacrifice généreux de pensionner les Ministres Protestans ? Mais la dette de l'Etat formant déjà une somme immense , feroit-il prudent de l'augmenter par ce surcroît de dépense , qu'il faudra proportionner à la quantité de Ministres que provoquera une Religion devenue publique , & dont l'essence indulgente & analogue à la licence du siècle , assure la propagation la plus étendue ?

Quelle dure extrémité , SIRE , pour le Gouvernement , d'être réduit à soudoyer , de ses propres deniers , les Apôtres d'une Religion , qui , indépendamment de la manie personnelle de ses Ministres , habitués à prêcher en secret l'indépendance & la révolte , donnera toujours par sa nature , & malgré le regne de la tolérance , des ombrages infaillibles à l'Etat !

Que feroient les Protestans ? Après que leurs Ministres auront obtenu des revenus assurés pour se donner une consistance , ils élèveront de nouvelles prétentions , ils exigeront des *Synodes* & des *Assemblées* périodiques , pour régler & maintenir la discipline de leur Eglise. Rien ne leur paroîtra plus naturel ; & cette démarche , qui n'auroit pour objet que la police Ecclésiastique , ne présenteroit en apparence rien de choquant & de déraisonnable. Mais quel spectacle, SIRE , dans le Royaume du *Fils aîné de l'Eglise* , que de voir à côté des *Assemblées du Clergé Catholique* , celle du *Clergé Protestant* ; & V. M. , après avoir donné audience aux *Archevêques & Evêques de France* , accompagnés de leurs *Agens Généraux* , & présentant le *cahier* de leurs remontrances , recevoir également les *Prédicans & Ministres Protestans* , suivis pareillement de leurs *Agens* , (car ils voudront en avoir aussi) & portant de leur côté leurs *DOLEANCES* aux pieds du Trône ! Peut-on se persuader , SIRE , que cette rivalité , qui blesseroit toutes les convenances , se contiendrait toujours dans des justes bornes , & n'altéreroit en rien les privilèges du Clergé , qui , comme premier Ordre de l'Etat , tient à la constitution du Royaume !

D'après l'expérience constante du passé , ne seroit-il pas à craindre que le Clergé Protestant , dans ses *Synodes* & dans ses *Assemblées Ecclésiastiques* , s'occupât d'autres objets que de *discipline* & de *dons gratuits* ? Je vous conjure , SIRE , de vous rappeler que ce furent précisément les *Synodes* des Protestans qui , même après l'*Edit de Nantes* , suscitèrent de tracasseries , troublerent la tranquillité publique , & donnerent à *Henri IV* & à *Sully* , qui n'étoient pas persécuteurs , les plus grands embarras.

Que feroient les Protestans ? Allant toujours de conséquences en conséquences , ils demanderoient des *Ecoles* & des *Séminaires*. « Tant que le Protestantisme , » diroient-ils , étoit sous l'anathème de la Loi , elle » avoit pros crit en même-temps nos Ecoles , parce » qu'elle ne vouloit pas qu'on suçât dans l'enfance le » lait d'une doctrine dont l'enseignement public étoit

» prohibé, mais aujourd'hui que notre Religion peut
 » marcher la tête levée , & peut faire retentir sa voix
 » dans les chaires de nos Temples publics , pourquoi
 » ne pourrions nous en enseigner les élémens dans
 » nos Ecoles ? Pour qu'une Religion se perpétue , il
 » faut perpétuer ses Ministres. Elle a donc besoin de
 » jeunes élèves pour réparer les ravages de la mort.
 » Mais il ne suffit pas de les recruter , il faut les inf-
 » truire & les dresser à l'exercice de leurs fonctions.
 » Les Séminaires sont la pépinière qui régénère & inf-
 » titue les Ministres de la Religion. »

Tels seroient les motifs que seroient valoir les Protef-
 tans , pour l'établissement des Séminaires de leur Secte.
 Daignez vous rappeler, SIRE, la découverte du *Sémi-
 naire de Lausanne* , soudoyé par des Puissances étran-
 geres , & qui a servi à provigner les Prédicans Français.
 Les Protestans admis dans le Royaume , prétextant le
 sacrifice qu'ils seroient de ces relations suspectes , aux
 inquiétudes du Gouvernement , ne manqueroient pas de
 proposer de les calmer , en y substituant des *Séminaires*
 nationaux. Ainsi sauroient-ils , dans les circonstances ,
 se faire un mérite auprès de V. M. , même de leurs in-
 telligences criminelles , pour extorquer le privilege d'en-
 seigner dans leurs Séminaires , & de graver dans la tête
 de leurs apprentis la désespérante (1), la dure & la
 sombre Théologie de Calvin.

Que seroient les Protestans ? Ils demanderoient à en-
 trer dans les Charges , à posséder des *Offices publics*.
 Quand le Calvinisme aura acquis , par l'état civil , le
 droit de *bourgeoisie* en France , ses Sectateurs devien-
 dront dès-lors citoyens , & à ce titre ils aspireront à
 remplir toutes les fonctions publiques de la Société ,
 comme tous vos autres Sujets. De là suivroit bientôt
 la demande des *Chambres mi-partie* ; des charges de
 Magistrature ; ils voudront participer aux Administra-

(1) Telle que celle sur la *Prédestination à la réprobation éter-
 nelle* , déterminée par un décret absolu, arbitraire de Dieu , même
 sans aucun égard antérieur pour les actions futures de l'homme :
 doctrine vraiment infernale , & qui est un des dogmes du Calvi-
 nisme.

tions Municipales, être admis dans les Chambres de Commerce, & dans toutes les Académies & Sociétés Littéraires, dont la Philosophie a inondé votre Royaume. Déjà vous l'avez vu, SIRE, ils se sont adroitement glissés dans les Tribunaux, dans les Corps Municipaux, & dans les Bureaux du Commerce : d'où ils concluroient que, l'ayant fait impunément avant que l'Etat les eût adoptés, ils peuvent le faire à bien plus forte raison depuis leur adoption.

Ils se permettoient, SIRE, de convoiter des places dans l'Administration publique, & jusques dans le *Ministère même*, & dans vos *Conseils*. Des graces reçues sont un aiguillon pour en solliciter de nouvelles. A l'ambition, si naturelle à l'homme, se joindra l'avidité de l'hérésie, la plus insatiable de toutes les passions. « Rétablis, s'écrieront-ils, dans le même ordre de choses où nous avoit placés l'Edit de Nantes, pourquoi » ne verrions-nous pas des Protestans introduits dans » le Ministère ? *Sully* n'étoit-il pas le Ministre de » Henri IV ? De nos jours même, & sous l'empire » de la révocation de l'Edit de Nantes, non encore » abrogée, n'avons-nous pas vu un *Necker* honorer » le Ministère par ses vertus, & servir la Patrie par » son zele & par son génie ? »

Indépendamment des qualités morales de *M. Necker*, qui étoit certainement plus occupé des profondes combinaisons de la Finance, que de la métaphysique absurde des *Institutions de Calvin*, un seul individu Protestant dans le ministère, & entierement isolé de tous les Sectaires du Royaume, ne pouvoit donner des alarmes aux Catholiques. Mais, SIRE, si la seule suspicion que V. M. est environnée dans ce moment de quelques auteurs secrets du Protestantisme, suffit pour faire trembler vos Sujets Catholiques sur la destinée de l'Etat & de la Religion nationale, que sera-ce, quand l'Administration & le Ministère seront remplis de Protestans, qui, sortant du prêche, la tête encore échauffée par le Sermon d'un Prédicant, essentiellement fanatique républicain, viendront s'asseoir dans vos Conseils ?

Que feroient les Protestans ? Ils s'immisceroient jusques

ques dans l'éducation publique. De toutes les prétentions précédentes à celles-ci, il n'y aura qu'un pas, SIRE. *L'état civil, le culte public* confondront les Religioneux avec tous vos autres Sujets. Ne portant plus sur le front le sceau de la réprobation légale, qui les écartoit autrefois de tout emploi public, on ne verra plus dans eux que des citoyens ordinaires. Ceux qui, parmi eux, seront versés dans la Littérature, & qui brilleront dans les Académies & les Sociétés Littéraires, où j'ai dit plus haut qu'ils n'oublieroient pas de s'introduire, fixeront sur eux (1) l'intérêt & la considération, dont jouissent les Gens de Lettres, dans un Etat qui se glorifie de cultiver les Arts & les Sciences. La rareté des bons Professeurs pour les Colleges, régis par la *méthode nouvelle*, (production sortie du cerveau des Philosophes, & qui n'enfante que des êtres sans mœurs & sans religion (se faisant sentir plus que jamais, & devant encore plus s'accroître de jour en jour, fera naître l'idée toute simple de profiter de la ressource qu'offriront les citoyens de la création nouvelle, pour combler le vuide que laissera la pénurie des Instituteurs Catholiques. Ces nouveaux Littérateurs proposeront hardiment leurs services, malgré la différence de leur culte, contraire à la Religion dominante, très-persuadés que l'indifférence absolue pour toute Religion, qui constitue l'esprit général des Chefs de toutes les administrations du Royaume, plaidera leur cause, bien loin de lui nuire. En vain quelques Prélats zélés réclameront dans les Bureaux de Colleges, en faveur des anciens principes. Une modération hypocrite, qui couvrira de son masque une collusion secrète avec l'irréligion ou avec l'hérésie, fille de l'impiété, combattra le zèle des Evê-

(1) C'est ce qui arriva quand les Calvinistes s'introduisirent en France. D'abord ils se présentèrent simplement comme *Gens de Lettres*, que l'ignorance du Clergé jalousoit & persécutoit. A l'aide de cet artifice, ils séduisirent Marguerite de Navarre, sœur de François Ier., protectrice enthousiaste des Gens de Lettres, & qui pensa séduire François Ier. lui-même. Les Protestans de nos jours, avec un peu de Grec & de Latin, n'oublieront pas de jouer la même Comédie..

ques par cette réponse bannale , qui , quoique rendue du ton les plus grave , ne renferme qu'un vrai perfiffilage pour tout ce qui tient aux objets religieux : *Nous ne voulons pas des gens de parti. Nous méprisons toutes les querelles théologiques. Le regne de la SUPERTITION est passé. Nous ne cherchons que des Instituteurs ÉCLAIRÉS , HONNÊTES & VERTUEUX* : Ainsi la surveillance des Evêques sur l'éducation publique , en qualité de censeurs-nés des mœurs , & de premiers Juges de la doctrine , se trouvera anéantie pour toujours. Ainsi tous les asiles destinés à former la Jeunesse se trouveront peuplés d'Instituteurs gagrenés , qui , sous le manteau de la Littérature , cacheront dans leur sein le poison de l'hérésie. Et comme l'éducation décide du fort moral de la génération nouvelle , destinée à remplacer celle qui bientôt va disparaître , quel coup d'œil présentera , SIRE , la Jeunesse de votre Royaume , formée , modifiée , contournée par des Instituteurs Protestans !

Quelle révolution lamentable s'opérera alors dans toutes les idées religieuses , morales , civiles & politiques des Sujets de votre Empire ! Ah ! SIRE , ce que disoit un célèbre Pere de l'Eglise (1) , pour peindre la séduction qui fut le fruit du perfide Concile de *Rimini* , *l'univers Catholique fut indigné d'être Arien sans s'en apercevoir* , nous pouvons le prédire de la France un jour imbue des leçons de Maîtres Calvinistes : *elle sera toute étonnée de se trouver Protestante*.

Mais , SIRE , il est un autre malheur que la France aura encore à redouter des maneges des Protestans. Que savons-nous-si dans les temps à venir , où , à l'ombre de la dénomination de Citoyens , ils pourront tout oser sans inspirer de méfiance , ils ne viseront pas à se glisser , comme *Hommes de Lettres* , dans l'éducation même des Princes augustes destinés à régner ? Ce n'est pas la première fois que l'hérésie auroit imaginé , pour parvenir plus directement à son but , de s'emparer de l'éducation d'un héritier de la Couronne , afin de faire

(1) St. Jérôme.

monter l'hérésie sur le Trône avec l'élève de la Secte. L'Histoire nous apprend que Valentinien II, formé par des Instituteurs justement soupçonnés d'Arianisme, montra d'abord des préjugés contre la Religion Catholique, & favorisa l'erreur.

Les Philosophes, dans un de ces accès de jactance, qui leur est si familière, ont déclaré depuis long-temps que jamais la France ne seroit bien gouvernée, que lorsqu'elle auroit un *Roi Philosophe*. C'est manifester le projet qu'ils méditent & qu'ils exécuteront, si jamais ils peuvent en saisir l'occasion. Et pourquoi le Protestantisme, quoique plus circonspect en ce moment à cacher ses desseins, ne formeroit-il pas aussi dans son cœur le vœu d'éduquer & de donner à la France un *Roi Protestant* ?

Que seroient les Protestans ? Ils s'introduiroient dans les *Assemblées Provinciales*. Si jamais, SIRE, la candeur & la bienfaisance de vos dispositions envers vos peuples ont éclaté d'une manière signalée, c'est sans contredit dans l'établissement de ces *Conciles politiques*. Cependant, permettez que je vous fasse observer que le zèle des Notables pour la conservation de l'Autorité Royale, a cru devoir avertir V. M. que les Assemblées Provinciales présentent une forme, qui pourroit un jour altérer la constitution de la Monarchie. L'établissement de ces Assemblées vient d'avoir la sanction de la loi, & le Gouvernement sans doute a pris des précautions qui le rassurent contre les suites anti-constitutionnelles qui pourroient en résulter (1). D'après les reglemens publiés pour l'organisation de ces Assemblées, elles seront formées de tous les Citoyens qui auront été choisis par le vœu commun de leur municipalité ou de leur province.

A l'époque où les Protestans seront parvenus à ce

(1) L'Auteur d'un Ouvrage fait en 1780, parlant des *Assemblées Provinciales*, dont il désiroit ardemment l'établissement, s'exprime ainsi : *Faisons tous nos efforts pour avoir les Assemblées Provinciales, & tout le reste viendra bientôt après*. La crise qu'éprouve le Royaume en ce moment, prouve que le reste n'est venu que trop tôt.

L'Ecrivain de cet Ouvrage a été mis à la Bastille.

point de consistance où les auront conduits ces différens degrés que nous venons de parcourir, ils réclameront le droit d'avoir entrée dans les Assemblées Provinciales, ou plutôt ils y entreront sans effort & sans difficultés, parce que, mêlés dans la foule des Citoyens, ils n'auront aucun titre exclusif. Et en effet, les reglemens publiés récemment à ce sujet, ne portent dans aucun article que les Députés aux Assemblées Provinciales feront profession de la Religion Catholique : omission qui n'a pu être l'effet de l'oubli, ou de la distraction, quand on considère l'importance & la nouveauté de ces Assemblées.

La tête des Protestans, SIRE, est impregnée d'idées républicaines, & leur esprit général, de l'aveu de Montesquieu, tend au Gouvernement populaire. Qui donc pourra certifier V. M. que les Protestans introduits dans les Assemblées Provinciales, & acquérant, soit par leur nombre, soit par l'ascendant de la parole, une prépondérance marquée, n'y semeront pas dans la suite des temps des maximes populaires, & que vos Sujets Catholiques, par leurs rapports & leur commerce avec ces collègues anti-monarchiques, ne se familiariseront pas, peu à peu, avec ces principes républicains ? L'expérience journalière ne démontre-t-elle pas que dans les Compagnies les meilleurs esprits se laissent séduire & corrompre par des membres gangrenés ?

Si jamais, par exemple, ces questions délicates sur notre droit public, qui ont été agitées il y a dix-sept ans, & qui causeront une fermentation dont les suites effrayeront le Gouvernement, venoient à se renouveler, pourroit-on se flatter que les Protestans, membres des Assemblées Provinciales, seroient muets sur ces matieres, & que dans une pareille circonstance ils ne s'occupassent que *de la répartition de la Taille, & de la confection des grands chemins* ?

SIRE, je rends sincèrement hommage aux vertus & à la droiture des intentions de M. Necker ; mais il est très-remarquable que c'est sous l'administration de ce célèbre Directeur des Finances, qui naturellement a dû puiser dans sa patrie, son éducation & le culte qu'il pro-

fesse , des idées de gouvernement populaire , qu'ont été précisément établies les deux premières *Assemblées Provinciales* (1) qui aient existé en France ? Je le fais , pour justifier les vues du bien public , qui seul animoit M. Necker , il suffit de lire ce qu'il a écrit concernant les *Assemblées Provinciales* dans son ouvrage sur les *Finances* : mais , avec les intentions les plus pures , on peut , sur-tout en politique , faire des opérations dangereuses ou mal-adroites. Si , malgré toute la droiture des vues des auteurs de ce système d'administration , il fournit un jour aux Protestans reçus dans le Royaume , la jointure & l'engrenure la plus heureuse & la plus favorable , pour recommencer à jouer en France le rôle qu'ils y ont joué autrefois , toute cette *pureté d'intentions* étouffera-t-elle les troubles que le Royaume éprouvera ?

Des factieux dispersés ne sont jamais fort redoutables , sur-tout dans une Monarchie puissante ; mais quand une coalition locale en fait une masse & un faisceau , c'est alors que l'Etat doit prendre des alarmes , & se tenir sur ses gardes. Les Protestans , au moment de faire éclore leur grand projet , suspendu depuis la révocation de l'*Edit de Nantes* , n'auront pas besoin de former , comme autrefois , une association distincte ; les *Assemblées Provinciales* , dans lesquelles ils se trouveront inférés , dont ils auront par leurs maximes altéré l'esprit & changé le but , dont ils auront séduit la fidélité par leur exemple contagieux ; voilà le boulevard dans lequel ils se retrancheront , & du haut duquel ils prononceront enfin le grand mot que la dissimulation seule fait expirer aujourd'hui sur leurs levres : *Nous demandons de places de sûreté*.

Fatiguée , ou plutôt indignée de toutes ces demandes successives , V. M. voudroit enfin les proscrire ; mais il ne seroit plus temps. Le Calvinisme , fier de ses progrès , deviendrait audacieux en proportion de ses forces ; il en imposeroit par le nombre effrayant de ses disciples & de ses partisans. Et cet article , SIRE , nous

(1) Celles du Berry & de la haute Guienne.

conduit au dernier développement de cette question :
Que feroient les Protestans ?

Ce qu'ils feroient ? Ils se rallieroient à deux autres partis accrédités dans le Royaume, qui les protègent, qui les excitent, qui dans ce moment les appellent à grands cris, & leur tendent les bras.

Deux Sectes, SIRE, qui ont succédé au Calvinisme, déchirent le sein de votre Royaume. La première, d'un caractère bizarre, prend son nom pour une *injure*, & soutient que son existence est un *fantôme* : elle veut être invisible, & son langage par-tout la décele : elle agit toujours sous le voile de l'anonyme : elle porte ses coups dans les ténèbres : sa devise est la *charité*, qu'elle viole pieusement & par système : son *cri*, la *loi du silence*, qu'elle seule ne garde pas : sa morale est le rigorisme des discours : ses miracles sont des *convulsions* : son occupation, un *libelle périodique* (1). Elle ne parle que de la *primitive Eglise* ; & elle fronde, elle contrôle celle d'aujourd'hui. Ennemie de toute autorité spirituelle, au *Pape* elle oppose les *Evêques*, aux *Evêques* les *Pasteurs du second ordre*, & les combat tous à-la-fois par les laïques, que, pour ses intérêts, elle travestit au besoin en Juges du *dogme* & de la *discipline*.

En divisant l'Eglise, cette Secte, SIRE, a troublé le Royaume. Elle a semé parmi vos Sujets un esprit d'aigreur & de dispute. La fermentation qu'elle entretenoit a rempli d'amertumes & d'inquiétudes presque tout le regne de votre auguste aïeul. Instruit par l'exemple du passé, le Gouvernement, au lieu de rigueur, n'employa que des voies modérées. Le ridicule, si puissant en France, a été même essayé contr'elle. On la méprise, & on la redoute. Ses menaces ont effrayé. Son fanatisme a fait frémir. En vain pour calmer sa fureur, on lui a immolé une grande victime : le seul effet qu'ait produit ce sacrifice, a été de lui faire adopter enfin, depuis qu'elle existe, l'autorité d'un Souverain Pontife. Elle ne cesse d'écrire, de censurer & de cabaler sourdement. Elle a établi en France un vrai *Parti de*

(1) La Gazette Ecclésiastique.

l'opposition (1). Il n'a manqué, SIRE, qu'un chef à cette Secte, pour traduire une question purement religieuse en une affaire d'Etat.

Une Secte, SIRE, ainsi organisée, ne manqueroit pas de faire cause commune avec le Calvinisme, dès qu'il auroit l'attache de la loi. L'analogie entre ces deux Partis mérite d'être observée. Tous deux ont donné le spectacle fanatique de Convulsionnaires (2) inspirés. Tous deux se sont annoncés pour vouloir réformer l'Eglise : toute innovation dans la Religion entraîne une dans la constitution de l'Etat. C'est une maxime à laquelle les plus grands politiques sont forcés de rendre hommage. Ces deux Sectes tendent donc au même but, celui de tout bouleverser dans l'Eglise & dans tout le Royaume : la seule différence qui existe entr'elles, est que l'une se replie, s'enveloppe, & n'agit que par ricochets.

Pour démontrer l'identité de leur esprit & de leurs principes, je ne vous dirai pas, SIRE, qu'un savant Cardinal, successeur de Bossuet dans le Siege de Meaux, a établi un parallele (3) frappant sur la doctrine théologique des deux Partis : je ne vous dirai pas que Calvin prétendoit aussi avoir en sa faveur le suffrage du célèbre Docteur de l'Eglise (4) que l'autre Secte s'approprie également de son côté : je ne vous dirai pas que le fameux Ju-

(1) On appelle ainsi en Angleterre le Parti qui toujours contrarie la majorité des délibérations de la Nation.

(2) Voyez les Lettres de M. Fléchier sur les Fanatiques des Cévennes, autrement dit les Camisards.

(3) V. le parallele des sentimens de Jansenius avec ceux de Calvin, dans le Mandement de M. le Cardinal de Bissy, Evêque de Meaux, contre le P. Juénin, p. 70.

(4) Calvin méprise l'autorité de tous les Peres de l'Eglise, à la réserve de S. Augustin, qu'il prétend calomnieusement être tout à lui : *Scriptores omnes Ecclesiasticos, excepto AUGUSTINO, ambigue & variè locutos esse confessus sum..... neque opus est multum investigando laborare quid hic veteres senserint, quando UNUS AUGUSTINUS sufficere ad id potest.* (Calv. lib. 3. de lib. arbit., chap. 3, pag. 161.)

Gloriatus sum de AUGUSTINO illum prorsus NOSTRUM ESSE (Ibid. pag. 170.)

rieu , Ministre Calviniste , donnoit aux *Solitaires de Port Royal* le nom de *nouveaux Protestans* (1), & les félicitoit de la confraternité qui dérhoit de leurs systèmes : Mais j'établirai mon assertion sur un fait récent & notoire. Au grand étonnement de la partie saine de la nation , la première voix qui s'est faite entendre dans le Sanctuaire des lois , en faveur des Protestans , est sortie de l'organe d'un zélé partisan de la *morale sévère*. Ce vif intérêt pour le rappel des Protestans dans un personnage qui , par son caractère public , auroit dû étouffer la réclamation de tout autre citoyen sur cette matière , ne peut s'expliquer que par l'intelligence réelle , quoique secrète , qui regne entre les deux Partis. Cette démarche indiscrète a dévoilé enfin un mystère que jusqu'ici l'on n'avoit qu'entrevu.

Ces rapports , SIRE , feront naître inmanquablement une association dangereuse entre les deux partis , qui se prêteront mutuellement des forces. La Secte , qui sous les deux regnes précédens a échauffé les esprits à un point effrayant , conserve encore en elle-même un principe inflammatoire , qui faute d'alimens , commence à s'assoupir ; mais elle viendra ranimer sa chaleur au foyer du Protestantisme , il lui présentera des troupes auxiliaires & des alliés naturels , sur le front desquels elle reconnoîtra un air de famille avec elle. L'intérêt & la parenté les uniront ; & cette alliance sera fatale à la tranquillité publique.

Le *Jansénisme* , SIRE , tranchons le mot , n'est qu'un tison mal éteint , qui est encore fumant : mais le *Philosophisme* est une torche ardente.

(1) On lit dans *Jurieu* , Esprit de M. Arnaud , t. 2 , pag. 4 , ces paroles remarquables : *Les NOUVEAUX PROTESTANS se sont entièrement rapprochés de nous sur la matière de la grace.*

Depuis peu une Anglaise Calviniste voulant passer en France pour embrasser la Religion Catholique , le Ministre *Bouillé* voyant qu'il ne pouvoit la détourner de sa résolution , la pressa instamment de vouloir au moins s'adresser à Paris à quelque Prêtre Janséniste. Pourquoi , dit-elle , recourir à eux préférablement aux autres ? C'est que , répliqua le Ministre , les Prêtres Jansénistes sont plus rapprochés de nous.

Cette troisieme Secte se confedereroit également avec le Protestantisme. Elle a déjà incendié la plus grande partie du Royaume : la dévastation seroit à son comble, & cette ligue opereroit la plus terrible des révolutions.

« En suivant la route tracée avec tant de lumiere » par l'immortel Evêque de Meaux, disoit à V. M. le » Clergé de France en 1780 (1), l'œil observateur » envisagera toujours l'incrédulité moderne comme un » détestable rejeton de la tige fatale, plantée dans le » seizieme siecle, par les Chefs de la Réforme. Aucun » contre-poids ne retenant plus l'effort d'une raison ambitieuse, elle a dû se précipiter & se perdre dans » cet effroyable cahos de doutes, de blasphêmes & » d'anarchie. Sans invoquer ici la notoriété publique, » ni se prévaloir des aveux échappés à l'indiscrétion des » Calvinistes les plus célèbres, n'avons-nous pas vu l'Ecole même de Geneve, donner il y a trois ans, le » scandaleux spectacle d'une These publique, & non » contredite, dans laquelle on n'a pas rougi de mettre » en problème la Divinité de *Jesus-Christ* ? borne immuable qui séparera toujours le simple Déisme du » véritable Christianisme ! Il ne faut donc pas se dissimuler que la Religion Protestante, autorisée parmi » nous, deviendrait bientôt l'asile d'une foule de mécréans, lesquels ayant abjuré la révélation dans le » cœur, & n'osant pas faire éclater au-dehors une si » criminelle apostasie, déguiseroient avec art la nullité » de leur foi, sous le masque trompeur du Protestantisme. »

Et quoi de plus fondé, SIRE, que ces alarmes du Corps Episcopal ? L'irréligion la plus formelle, sous le nom de *Philosophie*, a causé dans votre Royaume plus de ravages qu'elle n'en a jamais fait dans tout l'univers, depuis l'établissement du Christianisme. Jamais elle n'a affiché cette impudence & cette impunité, dans le sein

(2) *Mémoire sur les entreprises des Protestans, présenté au Roi par l'Assemblée du Clergé de France en 1780, tiré du Procès verbal de cette Assemblée.*

même de la corruption de l'idolâtrie. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les écrits de la Philosophie moderne, avec tous ceux des Auteurs les plus irréligieux du Paganisme & les plus licentieux. La phrénésie de l'impiété a-t-elle jamais rien enfanté qui égale le trop fameux ouvrage de la plume de *Raynal*, trempée dans le virus baveux de la rage la plus furieuse contre le Christianisme & contre ses Ministres ?

Du tronc du Calvinisme a germé la branche fatale de l'irréligion, avec toutes ses ramifications. Quand Calvin attaqua le plus vénérable de tous nos Mystères, il le dénonça comme contraire à la raison. Du Calvinisme est sorti le *Socinianisme*, qui à son tour traduisit au tribunal de la raison tous les autres Mystères de la Religion. Pour se concilier avec les principes de leur Maître, les Ministres Calvinistes ont fini presque tous par donner dans le Socinianisme.

Ainsi que l'avoit pressenti le grand *Bossuet*, du Socinianisme est né le *Déisme*, qui rejette toute espèce de révélation, & qui ne croit qu'à la raison. Compagne du *Déisme*, la *tolérance* regarde tout culte comme une invention de la politique, ou comme une affaire de police. Son dogme favori est qu'on peut se sauver dans toutes les Religions, même dans le *Paganisme*. Les *Déistes* à leur tour ont enfanté les athées & les matérialistes, qui, abjurant tous les principes de la morale, ne connoissent que l'impulsion des passions, se souillent de tous les crimes, & s'en font les professeurs dans tous les livres qu'ils ont composés.

Telle est, SIRE, la filiation de l'irréligion, dont le Calvinisme est la souche.

C'est une chose digne d'observation, que la Philosophie, plante exotique, transportée des Isles Britanniques dans nos contrées, n'a pris naissance en Angleterre, quoique déjà infectée du schisme & de l'hérésie, que lorsque le *Puritanisme* ou le Calvinisme prévalut sous la tyrannie de Cromwel.

Quand les sept Provinces des Pays-bas rompirent le joug despotique que leur avoit imposé *Philippe*, le Calvinisme devint la Religion de ces nouveaux Répu-

blicains. A l'instant le Déisme, sous le nom de *tolérance universelle*, c'est-à-dire l'indifférence pour tous les cultes, ouvrit en Hollande un asile à toutes les Sectes.

Il existe donc entre le Calvinisme & la Philosophie la consanguinité la plus parfaite : c'est une vérité que l'ignorance ou la mauvaise foi seules, peuvent révoquer en doute.

Les Philosophes, SIRE, conservant jusqu'ici les apparences de la Catholicité, ne forment point encore dans vos Etats une classe isolée ; mais aussi-tôt que le Protestantisme sera installé dans le Royaume, ils iront tous se faire inscrire sur la liste des Calvinistes. La Religion Protestante, système combiné par la licence décorée du nom de la liberté naturelle, n'a rien de gênant dans sa croyance, ni dans son culte extérieur. La Religion Catholique, au contraire, par ses dogmes & par ses pratiques extérieures, présente une chaîne de devoirs assujettissans. L'orgueil philosophique ne pouvant plus la supporter, s'est déterminé à la secouer & à la rompre : mais l'empire de l'opinion, supérieur aux caprices & aux passions, attache encore une idée défavorable à l'homme qui a l'imprudence de *ne pas sauver les apparences*, en refusant de fréquenter les Eglises, de participer aux Sacremens, au moins à la mort. De là l'embarras de plusieurs incrédules modernes. On veut être *Philosophe*, mais l'on ne veut pas passer pour *impie*. L'introduction du Protestantisme en France leur présentera l'expédient le plus heureux pour se délivrer de ces perplexités. On sera *Calviniste* ; & dès-lors, aux yeux de ceux même, qui veulent encore de la *décence*, il n'y aura plus de déshonneur à renoncer au culte extérieur de la Religion dominante : on sera *légalement* irréligieux, c'est-à-dire, on sera *Philosophe & Protestant* ; l'ignominie de l'irréligion sera masquée par le voile de la profession extérieure du Calvinisme.

De là, SIRE, résultera la désertion de cette multitude innombrable de Catholiques, intérieurement mécréans, mais pour qui l'unité de Religion étoit un frein qui les enchaînoit extérieurement. De là une apostasie générale qui commencera par les Laïques, gagnera in-

senfiblement les Prêtres même & les Religieux, & j'ose le dire, peut-être jusqu'aux *Evêques*. De tristes symptômes de cette épidémie déjà se sont manifestés : touchions-nous donc au moment de voir renaître, au grand scandale de l'Eglise, les *Châtillon*, les *Montluc* & les *Spifame* !

Cette défection rapide diminuant chaque jour le nombre des Catholiques, bientôt se formera contre eux une insurrection presque universelle. Un mur de séparation qu'établira la différence du culte entre le parti Catholique & celui des Calvinistes, renforcé par la jonction des Philosophes, donnera à la fermentation des esprits une plus grande activité. Les animosités de Religion sont terribles & implacables. *La diversité des cultes publics est presque toujours un redoutable foyer de dissensions. Le Gouvernement Monarchique de la France, le caractère ardent & mobile de ses habitans, tout y rendroit plus orageux encore le choc de cette diversité* (1). Les deux partis se vouant une haine mutuelle, se persécuteront à outrance. Le Calvinisme, violent & audacieux par caractère, se voyant appuyé par tous les Philosophes rangés sous ses drapeaux, levera fierement la tête, & redoublera d'insolence. Excédés par tant d'agression réciproques, les Catholiques & les Calvinistes en viendront à des voies de fait ; la France deviendra le théâtre d'une guerre civile, d'autant plus affreuse, que deux hérésies confédérées (2) voudront alors venger leur ancienne humiliation. L'incendie long-temps comprimé éclatera avec la plus terrible explosion. Dans cet horrible bouleversement, que deviendra, SIRE, la Religion Catholique ?

La jonction des Calvinistes aux Philosophes ne menace pas seulement la Religion dominante, mais encore l'Autorité Royale.

Il est constant que la Philosophie moderne est ennemie du Gouvernement Monarchique ; l'*Encyclopédie*, le *Koran* des Philosophes, & le *Contrat social* du Ci-

(1) V. le Mémoire du Clergé ci-dessus.

(2) Le Calvinisme & le Jansénisme.

royen de Geneve ; sont les dépôts où la Philosophie a consigné ces maximes républicaines : « Qu'il existe un » contrat entre les Rois & leurs Sujets : que l'autorité » des Souverains émane de ce pacte national : qu'elle » n'est qu'une simple commission : que cette autorité ré- » sulte toujours essentiellement dans le peuple ou dans » ses représentans : qu'il peut révoquer, quand il lui » plaît, le pouvoir qu'il a confié, lorsqu'il n'est pas sa- » tisfait du gouvernement du Souverain, son *manda- » taire.* »

Tels sont les principes de droit public établis, enseignés avec toutes leurs conséquences, dans tous les livres philosophiques : principes accrédités non-seulement dans les écrits de Sociétés Académiques dont le Royaume est infesté, mais même par des Corps intéressés à foudroyer ces maximes républicaines, puisque l'existence de ces Compagnies perdrait infiniment de son lustre, si elles n'étoient que les *Commis* du *Mandataire Couronné.*

Or cette doctrine, source inépuisable de sédition, est empruntée du Calvinisme. Son Chef insulte à la Majesté Royale. Calvin n'approuve que le Gouvernement aristocratique. En parlant de l'autorité des Rois, il dit que *leur insolence est armée d'un Sceptre sanguinaire* (1), & que leur pouvoir n'est qu'une *licence féroce* (2). Il foumet le Monarque à la puissance DES TROIS ORDRES DE L'ETAT (3), qu'il établit dans *tous les Royaumes.* Il déclare les *Etats Généraux TUTEURS* du peuple,

(1) *Sanguinaria Regum insolentium sceptr.*

(2) *Ferocienti Regum licentiâ.*

(3) *Qui funguntur in singulis regnis tres Ordines.*

Grotius dément Calvin son Maître sur cette matière, & contredit sa doctrine. *Comitia Ordinum*, dit Grotius, id est, *conventus eorum qui populum in classes distributum referunt*, nimirum...

Prælati proceres, missisque potentibus urbes :

Alibi quidem in hoc serviunt, duntaxat ut sint MAJUS REGIS CONSILIUM per quod querelæ populi, quæ sæpè in consistorio reticentur, ad Regis aures perveniant, cui deinde liberum sit statuere quod ex usu ipsi videatur (Grotius de jure belli ac pacis, l. 1, p. 58. Amsterdam 1651.) « L'Assemblée des Ordres, c'est-à-dire ; de ceux qui » représentent la Nation, distribuée en différentes classes,

par ordre de Dieu (1). Il les invite à s'opposer aux Rois qui insultent à ce pauvre peuple (2). Il condamne leur inaction contre l'Autorité Royale, il les accuse de perfidie, & de trahir la liberté publique (3). Enfin Calvin menace les Souverains. Il s'écrie : *QU'ILS ÉCOUTENT ET QU'ILS TREMBLENT : AUDIANT PRINCIPES ET TERREANTUR.*

La conspiration d'Amboise, qui se trama à Geneve, & que Calvin n'ignora sûrement pas, avoit de quoi faire trembler en effet les Souverains.

Les principaux disciples de Calvin ont enseigné la même doctrine que leur Patriarche. Beze, Coadjuteur de Calvin, faisoit parade de ses Sermons séditieux, & se vantoit d'avoir excité des troubles (4). Hubert Languet traite les Souverains de tyrans, & a composé sur cette matière l'ouvrage le plus séditieux qui soit sorti de la plume des Huguenots (5). Dans cette production ce Républicain parle des Monarques comme on parloit des Tarquins à Rome après leur expulsion.

Le Ministre du Rozier s'efforce de montrer qu'il est loisible de se défaire d'un Souverain qui ne veut obéir à la Religion Réformée, & porter le parti Protestant (6).

» savoir, le Clergé, la Noblesse, & les Députés des Villes, n'a,
 » dans d'autres pays, pour seul objet que de former un Conseil
 » plus étendu du Souverain; par le canal duquel (Conseil) les
 » doléances du peuple, dont la connoissance est souvent dérobée
 » au Conseil privé, parviennent aux oreilles du Roi, qui ensuite
 » a seul la liberté, selon l'usage, de statuer sur ce qu'il juge à
 » propos ». Il est aisé de voir que Grotius veut parler ici des
 États-Généraux de la France.

(1) *Cujus se Dei ordinatione TUTORE positos norunt.*

(2) *Regibus humili plebecula insultantibus.*

(3) *Eorum dissimulationem nefariam perfidiam non carere affirmem.
 Populi libertatem fraudulenter produunt.*

(4) L. 6, p. 298.

(5) Cet ouvrage, mis au jour par le fameux Duplessis Mornai, & attribué par d'Aubigné à Hubert Languet, est intitulé : *Vindicie contra tyrannos*, sous le nom de *Junius Brutus*.

(6) Ce sont les paroles de la Croix du Maine, Auteur Protestant. (V. Bibliothèque Française, p. 173.)

Knox, l'Apôtre de l'Ecosse, l'ami de Calvin, le héros de Beze, enseigne qu'on peut déposer les Rois, & se croire absous du serment de fidélité (1).

Le Ministre *Jurieu* établit que, même dans une Monarchie, *le droit de Souveraineté réside dans les peuples*: qu'on ne doit rien à un Roi *qui ne rend rien ni à Dieu, ni aux hommes*; que les premiers Chrétiens étoient en droit de s'armer contre les Empereurs Païens: qu'ils ne souffrirent le martyre que parce qu'ils n'étoient pas en état de se pourvoir contre les violences; & *que la patience des premiers Chrétiens ne venoit que d'une erreur & d'une morale mal entendue.* (Tableau du Socinianisme, l. 9, p. 67 & suiv.)

Pareus, Ministre Protestant, & Professeur dans l'Académie d'Heidelberg, avance dans un de ses ouvrages (2) des maximes contraires au droit des Souverains. Ce livre fut condamné à être livré ignominieusement aux flammes, chez les Anglais, Nation qu'on ne suspectera sûrement pas d'être idolâtre de l'Autorité Monarchique.

Pour justifier le parti des Puritains; qui avoient porté leurs mains parricides sur leur Monarque infortuné, *Milton*, échauffé par le fanatisme de la révolte, entreprit de prouver dans un écrit (3) *qu'un Souverain, qui abuse de sa puissance, est comptable à ses sujets; qu'on peut le déposer & le mettre à mort.* Il renouvela cette affreuse doctrine dans sa *défense pour les peuples Anglais* (4). *Jamais*, dit un Ecrivain, *cette Nation si fertile en frondeurs, & en libelles diffamatoires, n'en vit un pareil.* Il fut brûlé par Arrêt du Parlement de Paris.

Milton, en se faisant l'apologiste de l'assassinat de

(1) Licet subditis, si Principes noluerint, imò si opus esset, vi & armis Religionem reformare. Si Principes adversus Deum & veritatem ejus tyrannicè se gerant, subditi eorum à juramento fidelitatis absolvuntur. (V. Brelleius assertiones scandalosæ.)

(2) Son Commentaire sur l'Épître de St. Paul aux Romains, qui fut condamné par l'Université d'Oxford.

(3) Intitulé: *Tenure ou Drois des Rois & des Magistrats.*

(4) Imprimée en Latin en 1651.

son Roi, a déclaré que sa doctrine, étoit *conforme* à celle des Calvinistes.

Observez, SIRE, que l'*Homere* des Anglais, ennemi forcé des Rois, quoique Calviniste de nom, n'avoit réellement aucune Religion. Puritain dans sa jeunesse, il prit de la maturité de son âge le parti des *indépendans* & des *anabaptistes*, & se détacha dans sa vieillesse de toutes les communions. Cet Ecrivain sanguinaire & furieux, souillé des erreurs de toutes les Sectes, finit par ne plus professer aucun rit, & par ne plus fréquenter aucune assemblée religieuse. La Philosophie engendrée par le Calvinisme, voilà, SIRE, l'ennemie jurée de tous les Souverains.

Hotman, Jurisconsulte Calviniste, ose assurer que la Couronne de France est *élective & non héréditaire* (1). Il faut que le Calvinisme ait avancé, sur l'Autorité Royale, des maximes bien atroces, puisque des Calvinistes modérés ont été forcés de les désavouer. Grotius a dénoncé l'exécrationnable livre de *Boucher sur la déposition de Henri III*, comme *calqué, même pour les expressions*, sur le séditieux *Junius Brutus* de *Hubert Languet* (2).

Bougards (3), Calviniste, écrivoit à M. de Thou que ceux de son parti ne peuvent supporter la Royauté, & que par un effet de cette *MALADIE dont ils sont entachés, ils eussent réduit la Monarchie Française à une Anarchie*.

Un Professeur en Droit à Leyde (4), se plaint d'avoir encouru la disgrâce de la Secte dont il étoit disciple, pour avoir soutenu dans une these *qu'il n'est pas permis à un Sujet de prendre les armes contre son Souverain pour cause de Religion*.

(1) V. le *Franco-Gallia* de François Hotman, in-8°. imprimé en 1573.

(2) Grot. Append. de Antichr. p. 591, édit. in-12. Amsterdam. 1641.

(3) Jacques Bougards, Calviniste, Conseiller de Henri IV. V. Sa Lettre à M. de Thou, pag. 651, édit. de la Haye.

(4) V. Lettre 72 de Beaudius, Professeur en Droit à Leyde.

Un Avocat au Parlement de Paris (1), également Sectateur du Calvinisme, dans un ouvrage qui a eu de la célébrité, s'exprime ainsi sur les motifs qui l'engagerent à désertier le parti des Calvinistes : *Voyant que par-tout les peuples s'armoient contre les Rois ; qu'on publioit avec hardiesse des livres incendiaires, dont l'objet étoit d'apprendre à détrôner, sous prétexte de tyrannie, les Rois que Dieu a établis pour gouverner les peuples, j'ai soutenu, comme honnête homme, & comme bon citoyen, que, sous aucun prétexte, on ne pouvoit attaquer son Souverain, fût-il même un tyran.*

Les Proteitans rompant de société avec ceux de leurs freres qui soutiennent la doctrine de l'obéissance au légitime Souverain, il est évident que le dogme contraire est avoué du Calvinisme.

Le portrait des Calvinistes, tracé par leurs propres confreres, ne peut pas être infidèle. *Ils sont séditeux & amis du tumulte, perturbateurs de la paix publique & de la tranquillité des empires. Ils n'ont qu'un plan, celui d'exciter des factions, des soulèvemens, des divisions, des massacres, & l'effusion du sang* (2).

Grotius en quatre mots, peint l'esprit du Calvinisme. **PAR-TOUT, dit-il, OU LES DISCIPLES DE CALVIN SONT DEVENUS DOMINANS, ILS ONT BOULEVERSE LE GOUVERNEMENT. L'ESPRIT DU CALVINISME EST D'OUTRAGER ET DE TOUT BROUILLER** (3). Le témoignage

(1) Jean Bodin, Avocat au Parlement de Paris, qui fut en crédit auprès de Henri III. C'est dans son livre de la république, l. 2, c. 5, p. 302, qu'on lit ce que nous venons d'extraire. Cet ouvrage traduit en Latin par les Anglais, fut publiquement enseigné dans l'Université de Cambridge. On a comparé cet Ouvrage à l'Esprit des Loix, qui lui doit peut-être sa naissance, dit un Ecrivain. On y trouve beaucoup de choses dangereuses, fausses & injurieuses au Christianisme. Le Président de Montesquieu a pris son système des climats de la république de Bodin. Cet Ecrivain étoit tantôt défenseur de la Monarchie, tantôt républicain outré.

(2) *Seditiosi & tumultuosi sunt, pacis publicæ, & tranquillitatis politicæ turbatores; quorum hoc unicum institutum est ut seditionum factiones, tumultuum dissidia, ac tandem cædem & sanguinis effusionem procurent.* (Joan Schutze).

(3) *Calvini discipuli ubicumque invaluerent, IMPERIA TURBARENT: spiritum Calvini tumultuosum & inquietum.* (Grot. in animadv. Rivetii. op. t. 5, p. 649, in-fol. p. 550, édit. 1679.)

de *Grotius*, Protestant lui-même, ne peut assurément être récusé.

Si l'on consulte les Synodes des Protestans, dépositaires & garans de la doctrine enseignée & avouée par la Secte, tels que les Synodes de Saintes, de Lyon & d'Orléans (1), ceux entr'autres avec lesquels Bossuet, dans son admirable *Histoire des Variations*, confond le Calvinisme, l'on se convaincra que la doctrine des Protestans, semblable à celle de leur chef, combat l'Autorité Royale, & favorise l'anarchie républicaine.

« Si l'on veut considérer de près les principes du
 » Calvinisme (écrivait en 1751 un Evêque de France
 » à un Ministre) on verra que non-seulement ils sont
 » opposés à toutes les Religions, quelles qu'elles soient,
 » mais de plus, qu'ils sont ennemis des Rois, & opposés
 » à la Monarchie : c'est un caractère qui lui est
 » propre, & qui doit le faire détester par-dessus toutes
 » les autres hérésies. Il y a eu de grandes Sectes dont
 » la doctrine perverse a occupé une partie de l'Eglise
 » Catholique. Elles s'étoient insinuées dans les premiers
 » Sieges, elles s'étoient répandues dans plusieurs Pro-
 » vinces ; cependant on n'a jamais ouï-dire qu'aucune
 » d'elles ait tenté de remuer dans l'Etat : aucune n'a
 » jamais demandé des Temples, les armes à la main,
 » pour faire l'exercice de son culte : aucune d'elles n'a
 » voulu avoir des places de sûreté, n'a traité avec les
 » ennemis de l'Empire, n'a fait la guerre à ses Maîtres.
 » Toutes les disputes se passoient entre les Théologiens
 » & dans les écrits ; c'étoit là que se terminoient toutes
 » leurs entreprises. Mais à peine les Calvinistes se sont-ils
 » montrés dans le monde, qu'on a vu tous les Royau-
 » mes ébranlés par leurs maximes séditieuses & par
 » leurs armes. La faction en Flandres, soutenue par
 » la valeur & la politique des Princes d'Orange, a
 » soustrait de la Monarchie Espagnole les Provinces
 » puissantes, qui avoient toujours été soumises à leur
 » Souverain. La République de Hollande est née de
 » l'hérésie & de la rébellion. L'Ecosse s'arma contre

(2) Tenus en 1562 & 1563.

» une des plus illustres Reines qu'il y eût jamais eu; &
 » après mille outrages faits à sa personne, la força de
 » se retirer en Angleterre, où cette malheureuse Prin-
 » cesse (1) périt par la jalousie de sa rivale & de son
 » ennemie. Ce sont ces mêmes Calvinistes, qui, sous
 » le nom de Puritains, animés & conduits par Cromwel,
 » bouleversèrent l'Angleterre, supprimèrent la Cham-
 » bre-Haute, éteignirent la Monarchie, fondèrent une
 » république nouvelle; & enfin, mettant le scéau à tous
 » leurs excès, ils mirent le comble à leur crime, par
 » leur jugement & la mort de leur Roi. De ces mêmes
 » principes a été formée la Révolution d'Angleterre en
 » 1688, où les Wigs, quelquefois amis des Rois par
 » politique, toujours ennemis de la Royauté par maxi-
 » me, appellerent le gendre, pour arracher la Cou-
 » ronne de la tête du beau-pere. Quels étoient leurs
 » discours? Nous les lisons encore dans divers écrits
 » qui ont passé jusqu'à nous. *Le Roi*, disoient-ils, *n'est*
 » *que le dépositaire de l'autorité, dont la substance*
 » *réside dans le peuple. C'est le peuple qui suit les Rois:*
 » *tout ce qu'ils ont de pouvoir est émané de lui: c'est*
 » *un dépôt qu'il a mis entre les mains du Prince; dépôt*
 » *qu'il peut reprendre, lorsque, peu satisfait de sa con-*
 » *duite, il croit voir que le Roi ne remplit pas les*
 » *conditions & la fin pour laquelle il a été mis en*
 » *place; que même le simple dégoût qu'il a pour la*
 » *personne du Prince, l'autorise suffisamment à le lui*
 » *enlever, puisque c'est le bien du peuple, & que le*

(1) Marie Stuart, Reine d'Ecosse & de France, épouse de Fran-
 çois II, condamnée par la Reine Elizabeth, en haine de la foi
 Catholique, à avoir la tête tranchée. Une Philosophie acharnée
 à noircir la réputation de toutes les têtes couronnées qui ont eu de
 la Religion, a transmis jusqu'à nos jours des calomnies atroces
 contre la mémoire de cette Princesse, aussi belle que vertueuse.
 Voyez pour sa justification complete, un savant ouvrage publié
 de nos jours, & intitulé : *Recherches Historiques & critiques sur*
les principales preuves de l'accusation intentée contre Marie Stuart ;
avec un examen des Histoires du Docteur Robertson & de M. Hume ;
 ouvrage traduit de l'Anglais; à Paris, chez Edme, 1772. 1
 vol. in-12.

» *Roi est l'homme du peuple. Or, disoient-ils, Jacques II*
 » *favorise une Religion proscrite dans l'Etat, où il*
 » *leve & met des impositions sans le concours de la*
 » *CHAMBRE-BASSE : il fait des alliances contre le*
 » *goût & les inclinations du peuple Anglais. En faut-il*
 » *davantage pour retirer de ses mains une commission*
 » *qu'il ne remplit point selon les vues du peuple qui*
 » *l'en a chargé ?* Telles étoient les maximes qui enfan-
 » terent la funeste révolution, qui priva Jacques II de
 » son Trône, & qui le chassa de sa Patrie : maximes
 » puisées dans les Auteurs Protestans. Buchanan,
 » Milton, Locke, ont employé leur esprit ; leur éru-
 » dition à faire valoir cette pernicieuse doctrine. Doctrine
 » pernicieuse à tous les Gouvernemens, qu'elle soumet
 » au caprice du peuple, parce qu'elle le fait propriétaire
 » de l'autorité, mais encore plus destructive de la Mo-
 » narchie. » (V. Lettre de feu M. de Chabanne, Evêque d'Agen, à M. de Machault, Contrôleur Général, contre la tolérance des Huguenots dans le Royaume.)

Vous avez vu, SIRE, que les Protestans avoient formé le projet de changer la France en une République. A quoi a tenu l'exécution d'un pareil dessein ? A un homme de plus ou de moins dans le Ministère de France (1).

Tel est, SIRE, l'EXTRAIT DES ASSERTIONS PERSÉVÉRamment ENSEIGNÉES par les Protestans, & copiées par tous les Ecrivains de la Philosophie moderne. Par quelle fatalité donc votre Parlement lui-même a-t-il fait récemment une démarche authentique pour le rappel de ces Protestans ; atteints & convaincus d'avoir enseigné cette doctrine destructive de l'autorité Monarchique.

Quels sont, SIRE, ces Sujets disgraciés auxquels on sollicite V. M. d'ouvrir l'entrée de vos Etats ? Ce sont des hommes dont les ancêtres sont sortis de votre Royaume, transportés de fureur & de rage contre le Gouvernement Français ; qui ont souhaité & fait au

(1) Le Cardinal de Richelieu.

Monarque , qui leur porta le dernier coup , tous les maux possibles ; qui ont suscité toute l'Europe ; qui ont vomis les plus affreuses imprécations , & qui ont publié contre lui les libelles les plus diffamatoires. Est-il à présumer que les rejetons de cette race furieuse n'hériteront rien de cette haine implacable contre la France , & puissent jamais devenir de bons Français , & des Sujets fidèles & loyaux ?

Où vivent & habitent les descendans de cette race redoutable ? En Angleterre , en Hollande , dans la Suisse , à Geneve , tous pays où domine le Gouvernement républicain. Dans ces contrées , leur berceau , ils ont respiré l'air de la liberté ; ils y ont pris l'habitude des usages & des formes d'une administration populaire , qui souvent dégénère dans la licence la plus effrénée : tombe-t-il sous le sens qu'ils puissent être aisément assouplis aux principes & au joug d'une constitution Monarchique ? Jamais pourront-ils se plier à cette noble soumission , qui , chez les Français , ne raisonne pas contre l'autorité , en déférant à ses volontés , parce que jamais ils n'envisagent qu'un pere dans leur Roi , & non un maître impérieux & absolu. Les aïeux des Protestans étoient Français de naissance : ils ont cependant été factieux & rebelles. Est-il possible d'imaginer que les enfans de ces proscrits , républicains de naissance & d'éducation , seront moins indociles & moins revêches ?

Que fera-ce , quand ils seront ralliés à la faction des Philosophes ? Ceux-ci n'ont excité jusqu'ici ni trouble ni révolte extérieure : ils se sont contentés de censurer le Gouvernement dans tous leurs ouvrages , dans leurs productions académiques , dans leurs *éloges historiques* , dans leurs *Journaux de Littérature* (1). Pour rendre le Gouvernement odieux , sans se compromettre directement , ils se sont concertés pour ne plus désigner le Monarque & la Monarchie que sous les noms de *Despote* & de *Despotisme*.

(1) Le *Mercur de Pancoucke* depuis dix ans se signale sur-tout en ce genre.

Réunis aux Protestans, ils formeront un corps redoutable, grossi de tous les mécontents des différentes classes de l'Etat.

SIRE, la faction Philosophique couve depuis longtemps dans les ténèbres un grand projet. C'est un fait notoire aux yeux de toute la Nation, auquel même on n'attache plus de nos jours cet air de mystère que la prudence commandoit autrefois. Ce projet a un double objet, celui d'anéantir en France la Religion Chrétienne, & le Gouvernement Monarchique. L'exécution de la première partie de ce complot infernal, avance rapidement. La contagion de l'irréligion a gagné tous les ordres de Citoyens : les grands & les petits, la Noblesse & la Roture, tout est infecté du poison de l'incrédulité. Des Instituteurs imbus des maximes de la Philosophie nouvelle, empoisonnent les sources de l'éducation publique, corrompent la tendre jeunesse, foment dans son cœur les germes de l'irréligion, & en formant des Dèistes & des *matérialistes* imberbes, préparent pour les âges à venir une génération monstrueuse.

Le rappel des Protestans, SIRE, amenera & favorisera la seconde partie du projet philosophique : & voilà pourquoi, comme il est aisé de le remarquer, les seuls Philosophes témoignent la plus grande ardeur pour introduire les Protestans dans le Royaume. Quand ceux-ci auront pris racine dans vos États, les Philosophes, sous le nom de *Calvinistes*, formeront une ligue politique, qui aura son plan, ses chefs, ses protecteurs à la Cour, ses agens dans la Capitale, ses correspondans dans les Provinces. A la première occasion que fera naître un de ces incidens dans les affaires publiques, si communs dans une Nation mobile & légère, les *Philosophes-Calvinistes* établiront leurs prétentions brusquement & à force ouverte. Ils auront eu l'art d'en ménager le succès par des événemens analogues à l'esprit populaire qui exalte toutes les têtes en ce moment. Ces dispositions semblent préparer la voie à cette alarmante révolution. Déjà, SIRE, Je m'arrête ici ; la prudence m'impose le silence : je livre cet événement

aux profondes méditations de la sagesse de Votre Majesté.

Les fauteurs du Protestantisme, qui ont accès auprès de V. M, vous diront sans doute, SIRE, que les terreurs sur le caractère des Protestans sont exagérées, & inspirées par le FANATISME; que les Protestans ne sont plus à craindre comme autrefois, parce qu'ils ne sont plus les mêmes aujourd'hui.

Les Protestans ne sont plus les mêmes ! C'est une erreur, SIRE, qu'on accrédite à dessein, pour donner le change sur le but qu'ils se proposent. Ce sont les circonstances qui ne sont plus les mêmes, & non les Protestans. Les hommes pris individuellement peuvent passer du bien au mal, du vice à la vertu, de l'erreur à la vérité; mais envisagés collectivement, ces hommes sont toujours les mêmes. Les corps civils & politiques ne changent jamais : chez eux, le changement n'est qu'une modification nouvelle du même esprit constitutif. Il en est ainsi des Sectaires, les individus peuvent changer de manière d'être & de penser; mais la Secte en général conserve toujours ses principes; elle ne varie que dans les apparences. Ce sont des phases déterminées par les événemens du temps & par le caractère du siècle. Qu'on laisse agir les Protestans; qu'on donne à leur licence naturelle son ancienne activité; ils feront renaître les mêmes circonstances, ils s'y replaceront; & alors les Protestans ne paroissant plus différens d'eux-mêmes, se trouveront ce qu'ils ont été.

Les Protestans ne sont plus les mêmes ! Pourquoi donc, en 1778, un Lord fanatique à leur tête, formant un attroupement redoutable, ont-ils incendié la Capitale de l'Angleterre, & déchargé leur fureur sur les Catholiques & sur leurs Eglises (1) ?

Les Protestans ne sont plus les mêmes ! Pourquoi donc, à la première lueur d'espérance d'obtenir l'état civil,

(1) Le fameux Lord Gordon, Ecossois, Chef du parti des Puritains en Angleterre, Protecteur des Eglises Protestantes, étoit l'ame de cette émeute. La Chapelle de l'Ambassadeur de Sardaigne & celle de l'Ambassadeur de Portugal furent brûlées. Lord Gordon fut mis à la Tour de Londres.

ont-ils fait des démarches, sous le ministère de M. Turgot, pour avoir le culte public ? Les voilà donc déjà revenus à leurs grandes prétentions du temps de Charles IX.

Les Protestans ne sont plus les mêmes ! Pourquoi donc, ainsi qu'ils parurent, une requête à la main, à l'*Assemblée des Notables* en 1560, ont-ils profité de celle de cette année 1787, pour faire valoir leurs réclamations d'une manière plus solennelle, & sans l'agrément de V. M. ? Ils sont donc *les mêmes* sous Louis XVI qu'ils ont été sous François II.

Les Protestans ne sont plus les mêmes ! Pourquoi donc, plus on parle des Protestans, & plus l'esprit de licence & d'indépendance se répand ; & réciproquement, plus cet esprit s'étend & se propage, plus l'intérêt augmente en faveur des Protestans ?

Les Protestans d'aujourd'hui, SIRE, ou sont Calvinistes sincères, ou ils ne le sont pas. S'ils sont Calvinistes de bonne foi, ils doivent être repoussés, parce qu'ils sont systématiquement factieux & essentiellement ennemis du Gouvernement monarchique. J'ai démontré cette assertion. Si au contraire ils ne sont pas des vrais Calvinistes, pourquoi sous ce nom forment-ils des demandes dont l'objet & le succès ne doivent plus dès-lors les affecter ? Leur démarche, dans la circonstance, est donc un piège ou un jeu, qui doivent exciter la méfiance ou l'indignation du Gouvernement.

Cependant les Protestans, s'ils ne sont plus *les mêmes*, s'ils ne sont plus Calvinistes, doivent être quelque chose, & s'annoncer sous un titre quelconque. Oferont-ils dire que, participant aux *lumières d'un siècle de raison*, ils se sont dépouillés de leurs *anciens préjugés* ; enfin, qu'ils sont *Philosophes* ? Cette justification, loin d'être satisfaisante, doit laisser à V. M. toutes ses inquiétudes : car, d'après ce que nous avons dit plus haut, il existe un rapport effrayant entre les Protestans & les Philosophes, qui sont pour leur rappel des vœux publics & des démarches directes. Les Philosophes, avons-nous observé, ne manqueront pas de se travestir sous le nom de *Calvinistes*, pour porter le grand coup qu'ils préparent.

Est-il étonnant que , par une suite de ce rapport , les Protestans prennent réciproquement en ce moment la dénomination de *Philosophes* , pour se glissier dans le Royaume ? Si donc les Calvinistes Français sont *Philosophes* , comme ils le prétendent , ce titre les accuse ; & forme contr'eux un grief de plus.

Néanmoins ne considérons les *Philosophes* que comme des *esprits forts* , qui pensent d'une manière *supérieure au vulgaire* , sans danger pour la tranquillité de la Religion & de l'Etat : les Protestans déguisés sous ce masque sont non-recevables à venir importuner le Gouvernement ; car il n'existe pas de loi contre ces *Philosophes* ; la révocation de l'Edit de Nantes n'a pas été publiée contr'eux. Pourquoi donc les Protestans , qui ne sont *plus les mêmes* , parce qu'ils sont aujourd'hui *Philosophes* , sollicitent-ils l'abrogation d'une loi qui n'a été portée que contre le *Calvinisme* , & non contre la *Philosophie* ? Les Protestans n'ont donc plus rien à demander à V. M.

Un autre artifice , SIRE , qu'on emploiera , pour faire illusion à V. M. , sera de faire valoir auprès d'elle la TOLÉRANCE , « dont l'esprit , dira-t-on , universellement accueilli , dirige aujourd'hui toutes les Puissances de l'Europe. La France seroit-elle donc la seule , » ajoutera-t-on , qui voudroit se roidir contre le système » politique de tous les Cabinets , & contre les lumières » heureusement répandues dans notre hémisphère ? » Supérieure à toutes les Nations , qu'elle a urbanisées » par ses Arts & par ses mœurs , qu'elle a éclairées par » sa *Philosophie* , la France seroit-elle donc la seule qui , » s'opiniâtrant à son antique *routine d'intolérance* , se » déterminât à conserver ce vernis de *barbarie* , tandis » que c'est dans son sein que tous les peuples viennent » puiser des leçons de douceur , de politesse & de MO- » DÉRATION ? »

Dans l'état actuel des choses , de quoi se plaignent les Protestans , & qu'ont-ils à demander ? Ils jouissent de la plus grande tolérance *par le fait* sur leurs baptêmes , mariages & successions. Quant aux baptêmes , il ne doit plus y avoir de difficulté depuis la Déclaration de 1782. Cette Loi enjoint aux Curés de recevoir les déclarations

de ceux qui présentent les enfans, & défend aux mêmes Curés de faire d'interpellation sur lesdites déclarations. En conséquence, comme les parrains & marraines ne manquent jamais de dire que l'enfant est né de tel & telle, légitimement mariés, le Curé est obligé de l'écrire; dès-lors acte en regle, qui constate la légitimité de l'enfant. Quant aux mariages & successions des Protestans, en point de droit, il n'y a de mariages légitimes en France, que ceux qui sont contractés en présence du *propre Curé*; pareillement en point de droit, il n'y a que les enfans légitimes qui succèdent à leur pere : mais, en point de fait, quand un Catholique collatéral demande la succession de son parent Protestant, sous prétexte qu'il n'a laissé que des enfans illégitimes, tous les Parlemens sont tacitement convenus de déclarer le Catholique non-recevable. Ainsi, par rapport à leurs *baptêmes, mariages & successions*, les Protestans sont assurés de leur état *par le fait*. Quelle autre tolérance peuvent-ils raisonnablement exiger ?

SIRE, si l'on a dit avec raison que les hommes se gouvernent par des *mots*, le nom de *TOLÉRANCE*, qu'on profere avec emphase, & qui est le *scibboleth* qu'il faut prononcer pour ne pas encourir l'anathème des *Galaadites* modernes, est une des preuves les plus frappantes de cette vérité. La *tolérance* est un vrai talisman, employé par les Philosophes depuis un demi-siècle, pour fasciner les yeux de tous les Souverains, & pour introduire à la faveur de ce charme, l'indifférence pour toutes les Religions.

Afin de dissiper ce prestige, j'entreprends, SIRE, de montrer à V. M. que l'idée attachée par les Philosophes au mot de *tolérance*, est fautive & illusoire.

Dans une discussion de cette nature, il faut commencer par s'entendre & par s'expliquer; il faut débiter par bien analyser les idées.

Je vais, SIRE, plaider contre la tolérance, mais non pas contre toute espece de tolérance. Je définirai la vraie : je ferai voir ce qu'elle est en elle-même; je l'adopterai, je la défendrai. Mais, Orateur d'une *intolérance* que je renfermerai dans ses justes bornes, il en

est une autre que j'abhorre, & c'est celle qui outrage l'humanité, qui verse le sang, qui fait violence à la conscience. Je dépose donc entre les mains augustes de V. M. la protestation que je fais ici solennellement, qu'en traitant cette matière délicate, où, au premier aperçu, les préjugés du siècle & de la Nation vont s'élever contre moi, je ne me propose que d'éclairer V. M. sur les suites d'une tolérance fautive & dangereuse, & non de lui inspirer une intolérance contraire à la raison, & odieuse même à la Religion.

L'homme sans doute a la jouissance du domaine de ses idées & de ses sentimens : c'est un des apanages de la liberté morale dont le Ciel fit présent à l'espèce humaine. Dieu seul est le Juge de la conscience & des opinions de la créature raisonnable. La liberté de penser est donc soustraite à la force coactive de toute Puissance humaine & extérieure.

Nous rendons, SIRE, hommage à ces principes : mais la pensée n'étant qu'un acte purement *intellectuel*, la *liberté de penser* est exclusivement renfermée dans la sphère intérieure de la tête de l'homme. Donc *cette liberté de penser* n'entraîne pas celle de *parler*, d'*écrire*, &, par des discours & des écrits, de troubler l'ordre public. Contester cette conséquence, c'est renverser tous les fondemens de la Société. Faisons l'application de ces principes.

Sur la Terre, nulle Société, nul Empire, nul Royaume qui n'ait admis une Religion ; &, cette Religion une fois incorporée dans l'Empire, l'Etat a dû raisonner ainsi : « La nécessité d'une Religion entraîne » celle du culte, & de la nécessité du culte suit l'obligation de le conserver, & de le mettre sous la garde des lois. Cette marche est tracée par l'analogie de la Religion avec les principes du Gouvernement. Donc toute innovation dans le culte, menace l'Etat d'une révolution. Donc quiconque entreprend d'altérer la Religion, ou de la détruire, est ennemi de la Patrie, & perturbateur du repos public. »

Oui, SIRE, toutes les Nations ont dû raisonner ainsi. Et la preuve que tel a été leur raisonnement, c'est

qu'en effet elles ont été toutes *intolérantes*. Les Egyptiens ne furent-ils pas intolérans, quand ils forcèrent le peuple de Moïse à s'évader pour aller sacrifier dans le désert à sa manière ? La fournaise allumée par Nabuchodonosor, pour y précipiter les adorateurs du vrai Dieu, ne prouve-t-elle pas l'intolérance des Assyriens ? Daniel précipité dans la fosse aux Lions, pour avoir fait des *prieres* d'après un culte qui n'étoit pas celui du pays, l'eût-il été si les Medes & les Perses eussent été tolérans ? La mort d'Eléazar & des sept freres, le combat de Judas Maccabée, & des héros ses successeurs, démontrent l'intolérance des Syriens & de leurs *Antiochus*. La guerre des Amphictions auroit-elle existé, si les Grecs eussent été tolérans ? Athenes, qui avoit une loi par laquelle *un seul mot contre la Religion étoit puni très-rigoureusement, & sans espoir de pardon*. (V. *Joseph contra Phocionem* ;) Athenes avec tout son esprit, son goût délicieux, & son sel attique, n'étoit pas tolérante. L'accusation de Protagore, la fuite d'Aristote, les fers d'Anaxagore, Socrate buvant la ciguë, prouvent-ils la tolérance d'Athenes ? La loi de *Numa*, qui défend expressément les nouvelles Divinités, & les rites particuliers ; l'ordonnance de Tibere, qui fait raser le Temple d'*Isis*, qui ordonne aux Juifs & aux Egyptiens de sortir de Rome, s'ils ne changeoient de Religion (1) ; tous les Dieux étrangers chassés par l'Empereur Claude ; la loi des Décemvirs, dans laquelle est écrite la proscription des Divinités étrangères, *Deos peregrinos ne colunto* ; tous ces faits ne démontrent-ils pas l'intolérance des Romains (2) ? Et comment nier cette vérité,

(1) Tacit. Annal. L. 2, p. 444.

(2) Cicéron étoit intolérant. *Le devoir du Sage*, dit-il, *est de conserver & de défendre les saintes cérémonies & les Statuts des anciens*. (V. de Divin. n. 48.)

Je n'aime & ne lis point du tout, dit-il encore, *les ouvrages qui dégoûtent & éloignent nos amis de la Religion*. (V. Orat. pro Archia Poëta, n. 18.) Ce mot d'un Païen tel que Cicéron, doit couvrir de confusion tous nos mécréans.

Mécène lui-même (qui le croiroit !) l'élégant, le voluptueux, le Philosophe Mécène n'étoit pas intolérant. Il disoit à Auguste :

gravée dans les fastes de leur histoire en caractères de sang, par le martyre de *quatorze millions* de Chrétiens, qu'ils égorgèrent en haine de leur Religion ? Les Gaulois, nos peres, qui en faisant la guerre à une Nation, la faisoient à ses Dieux, étoient également intolérans.

Des Nations aveuglées par les ténèbres de la Gentilité, passons aux peuples adorateurs du vrai Dieu. Sa Religion a toujours subsisté dans l'univers : Elle alloit se perdre & s'évaporer au milieu des extravagances de l'idolatrie. Le peuple Hébreu fut choisi pour être le dépositaire du culte prescrit par la Divinité. La loi qu'elle lui dicta par le ministère de Moïse, ordonnoit aux Juifs de renverser les Autels qui ne seroient pas érigés au seul Dieu d'Israël, de ne contracter aucune alliance avec les Nations Idolâtres, d'*exterminer jusqu'au dernier Amalécite*, de punir de mort quiconque solliciteroit un Israélite à porter son encens à des Dieux étrangers. Jamais Nation ne fut aussi intolérante que le peuple de Moïse. Dieu lui-même avoit dicté ce code d'intolérance : il en avoit fait une loi précise. La théocratie des Hébreux étoit & devoit être constitutionnellement intolérante. Avec la tolérance, la destination du peuple Hébreu, dans les vues de la Providence, eût été manquée. Puisqu'il étoit formé pour être le dépositaire des oracles du vrai Dieu, & pour arrêter les progrès rapides de l'idolatrie, sans l'intolérance, sa constitution théocratique n'eût été qu'un chef-d'œuvre d'inconséquence.

Sur les ruines de la Loi Mosaïque s'éleva le Christianisme. Sortie du sein même de la Divinité, portant sur son front le caractère auguste de son origine céleste, cette Religion pure & sainte ne devoit plus être celle d'un peuple exclusif & isolé : elle devoit avoir, dans les décrets éternels, tous les hommes pour disciples ; elle alloit devenir la Religion universelle. Son divin Institu-

Ceux qui introduisent un nouveau culte, ouvrent la porte à de nouvelles lois : d'où naissent enfin les cabales, les sectes & les conspirations.

teur lui ordonna de se faire annoncer , & de s'établir par tout l'univers (1).

Victime de l'intolérance la plus barbare , cette Religion intéressée à accréditer la tolérance , ne fût-ce que pour condamner ses persécuteurs & justifier son établissement , malgré tous les efforts & toutes les lois de l'Empire Romain , va sans doute prêcher contre l'intolérance. Point du tout , SIRE : parmi les vérités révélées que le Christianisme est chargé d'enseigner dans tout l'univers , on en lit deux très-importantes : *Si quelqu'un n'écoute pas l'Eglise , regardez-le comme un païen & comme un publicain* (2). Il n'y aura qu'un seul bercail & un seul pasteur. Ainsi un oracle émané de la Divinité , ordonne à cette Eglise de regarder comme un païen , c'est-à-dire , comme un profane , quiconque rejettera l'enseignement de cette Eglise : & s'il ne doit y avoir qu'un seul bercail & qu'un seul pasteur , tout troupeau , qui se présentera conduit par un autre Berger , ne peut être associé au Bercail & au Pasteur qui tient sa mission directement du Ciel.

Il avoit été prédit à cette Religion que des hommes viendroient , qui lutteroient contre sa croyance , & qu'il étoit indispensable qu'il y eût des hérésies (3). La prédiction bientôt s'accomplit : les hérétiques parurent en effet. L'orgueil de leur esprit se souleva contre la hauteur des Mysteres que l'Eglise leur proposoit à croire ; tous les hérétiques s'écrierent successivement : *Nous ne voulons pas croire à vos dogmes*. A cette rébellion qu'opposa l'Eglise , ce Juge assis sur un tribunal dont les arrêts sont garantis par la parole d'un Dieu essentiellement infailible ? Répondit-elle : *je vous exterminerai , je laverai mes mains dans votre sang* ? Non , SIRE , non ; mais , animée de l'esprit de son Chef divin , qui ne lui a

(1) *Euntes ergò , docete omnes gentes : prædicate Evangelium omni creature.* (Math. c. 28 , v. 19.)

(2) *Si quis non audierit Ecclesiam , sit tibi sicut Ethnicus & Publicanus.* (Math. c. 18 , v. 17.)

(*Unum ovile , unus Pastor.*) Joan , c. 10 , v. 16.)

(3) *Oportet & hæreses esse* (1 Cor. 11 , 19.)

laissé que des exemples & des leçons de douceur , de patience & de bonté , elle a dit aux hérétiques , dans l'amertume d'un cœur attendri sur leur égarement : *Quiconque ne croira pas , sera condamné* (1). « Non , je ne » ferai pas violence à votre conscience , pour la forcer » à croire , mais je déclare que vous êtes dans l'erreur. » Je proscriis & je foudroie votre doctrine en vertu du » pouvoir que j'ai reçu du Ciel. Je vous retranche de » ma Société & de celle des Fidèles. Tandis que vous » serez réfractaires à mes décisions , vous ne participe- » rez pas à mes bienfaits , ni à la récompense éternelle » promise à la docilité de la foi. »

Rien de plus conforme , SIRE , à la raison , à l'équité naturelle , que cette conduite de l'Eglise envers ses enfans indociles. Voilà le fondement de l'intolérance religieuse. Elle émane immédiatement de la nature même de cette Religion , qui , établie sur la terre pour enseigner des vérités dans toute la pureté où elles lui ont été transmises , sans pouvoir y ajouter ni en retrancher un *iota* , ne peut admettre aucune doctrine qui ne soit calquée sur celle dont le dépôt lui fut confié. L'économie de l'Eglise Catholique exclut donc évidemment la *tolérance religieuse* , qui seroit une absurdité , si elle entroit dans l'organisation d'une Religion *révélée*.

Mais il existe deux Puissances sur la Terre. Le *Sacerdoce* & l'*Empire* partagent le gouvernement du monde. L'intolérance est-elle une suite des principes fondamentaux de l'Etat , comme elle découle de l'essence de l'Eglise ?

Avec Constantin le Christianisme monta sur le Trône. La Religion , quoiqu'enfin couronnée , alloit avoir deux ennemis à combattre , l'*idolatrie* & l'*hérésie*. A cette époque s'opéra dans le monde la grande révolution religieuse. L'idolatrie fut renversée ; mais la destruction de ses Temples ne fut que l'ouvrage d'une loi de l'Empire. Malgré l'avagante apostasie de *Julien* , jamais l'idolatrie ne s'est relevée des coups que lui a porté le sceptre

(1) *Qui non crediderit , condemnabitur.* (Marc. 16 , 16.)

des Empereurs Chrétiens. La puissance séculière n'a donc jamais varié dans son système d'intolérance absolue contre l'idolâtrie.

L'Etat fut-il également intolérant contre l'hérésie ? Aux *Ariens* succéderent les *Nestoriens*, les *Eutychiens*, suivis d'une foule de mille autres Sectaires. La puissance Impériale varia ses procédés & ses traitemens envers eux. D'abord Constantin réprima l'Arianisme, ensuite il le favorisa. Constance, l'un de ses fils, l'appuya de toutes ses forces, & l'accrédita par sa protection. Les successeurs de Constantin, plus souvent protecteurs qu'adversaires de l'Arianisme & des autres hérésies, n'eurent jamais sur cet article du gouvernement des principes suivis ; tantôt ils tolérèrent, & tantôt ils furent intolérans. Ils ne furent constans & uniformes dans le système réprimant de l'hérésie, que par rapport aux *Donatistes*, Secte furieuse, sanguinaire, & qui portoit partout la dévastation. Ils publièrent contre elle les lois les plus sévères, & lui infligèrent des peines afflictives.

Sur cette conduite des Souverains, dont la variation ne peut s'expliquer que par le caractère des Princes, leur opinion personnelle, les intrigues de Cour, le génie de chaque hérésie, le plus ou moins d'excès auxquels elles se livrèrent, que pensa l'Eglise ? Elle proscrivit toujours impitoyablement les erreurs des hérétiques ; mais elle laissa le sort de leurs personnes entre les mains de la puissance temporelle. Instruite par St. Paul que le prince est le *Lieutenant de Dieu* sur la Terre, & qu'il est armé du glaive pour s'opposer aux méchans, jamais cependant elle n'excita les Souverains à répandre le sang des Sectaires : mais persuadée aussi que l'Empire doit protéger l'Eglise, & appuyer ses oracles, elle ne réclama pas toujours contre la sévérité de la Puissance séculière envers l'hérésie.

Cet esprit de modération étoit tellement celui des Pontifes de l'Eglise, que St. Augustin regarda d'abord le traitement fait aux Donatistes comme une persécution. Si depuis, ses sentimens ne furent plus les mêmes, c'est qu'il fut témoin de la cruauté & de la fureur des Donatistes

Donatistes (1). Il n'envisagea plus dans ces Sectaires que la qualité d'ennemis publics de la Société , qui n'employoient que le fer & le feu.

St. Augustin sans doute , ainsi que plusieurs autres Peres de l'Eglise (2) , applaudit aux lois rigoureuses des Empereurs contre les Donatistes , parce qu'elles n'avoient pour objet que d'assurer la tranquillité de l'Etat , & que la sévérité des châtimens , comme il dit , les ayant conduits à examiner la vérité , & cet examen la leur ayant fait goûter , ils ont dû à une juste frayeur leur retour à l'unité de l'Eglise. Mais ce même Augustin sollicitoit la clémence du Gouvernement en faveur de ces Donatistes furibonds , dans le temps même qu'ils attentoient à ses jours , & qu'ils conspiroient contre son troupeau (2).

Néanmoins , SIRE , jamais l'Eglise assemblée , jamais le Corps Episcopal n'a enseigné comme doctrine que les Souverains doivent s'armer contre les hérétiques , considérés sous le seul rapport d'hommes aveuglés par l'erreur.

L'Empire Romain fut démembré. De ses débris se formerent tous ces Etats qui partagent aujourd'hui l'Europe. Ce nouvel ordre politique consolida le Siege du Chef de l'Eglise dans la Capitale où avoit été le Trône des anciens Césars. Mais l'Eglise eut toujours à combattre des hérésies : telle fut sa destinée à travers douze siècles écoulés. Arriva enfin le seizieme , qui enfanta

(1) Ils avoient attenté plusieurs fois à la vie de St. Augustin. Il fut obligé , pour la mettre en sûreté , ainsi que pour sauver son peuple d'Hippone , de recourir à Cécilien , Vicaire d'Afrique en Numidie.

(2) Barbeyrac , Calviniste , Professeur à Lausanne , dans sa Préface de la traduction du *Droit de la Nature & des Gens* , de Puffendorf , & dans son traité de la *Morale des Peres* , appelle St. Augustin *Patriarche des Chrétiens persécuteurs*. Dom Cellier , dans son *Apologie des Ss. Peres* , c. 14 , p. 423 , a réfuté les imputations de Barbeyrac.

(3) V. parmi les Lettres de St. Augustin , la 88eme. écrite par les Catholiques d'Hippone à Januarius , Evêque Donatiste , & celle de St. Augustin écrite en 412 au fameux *Comte Boniface*.

le Calvinisme, l'avant dernière des hérésies ; car la Philosophie est l'hérésie universelle.

Les progrès effrayans que faisoit le Calvinisme , menaçoient la foi Catholique en Europe d'un naufrage prochain. Tous les expédiens employés par la politique pour calmer cette affreuse tempête , échouèrent , & ne servirent qu'à augmenter l'agitation des flots. Il fallut en venir au remède unique , à un concile Ecuménique , assemblé à Trente. Quel sera le procédé de l'Eglise envers la plus redoutable , la plus audacieuse de toutes les hérésies , la plus envenimée contre l'Autorité des Souverains , & qui menaçoit de bouleverser tous les Royaumes & tous les Empires : La conviction du danger le plus imminent qu'aient jamais couru le Sacerdote & l'Empire , forcera-t-elle l'Eglise , au moins pour cette fois , vu la singularité de la circonstance , à exhorter les Souverains à se confédérer pour étouffer dans le sang la plus atroce & la plus rebelle de toutes les sectes ? Non , SIRE , non ; l'Eglise , toujours fidelle à ses principes , ne proférera contre le Calvinisme que ces quatre mots : *Si quelqu'un enseigne (la doctrine de Calvin) qu'il soit anathème. Si quis dixerit.... anathema sit.* Mais fermant les yeux & gémissant sur les maux qui alloient accabler ses Enfans , qu'elle chérissoit toujours , quoiqu'opiniâtres , ne soupirant que pour leur salut éternel , elle abandonnera leur destinée temporelle à la puissance des Rois de la terre , qui seuls avoient à décider si les Calvinistes hérétiques anathématisés par l'Eglise , devoient être supportés par l'Etat.

De tous ces faits , que de conséquences précieuses à tirer !

1°. Il y a donc deux sortes de *tolérance* , la *tolérance religieuse* , & la *tolérance civile*. Par la première , on ne peut entendre que celle qui consisteroit à ne pas rejeter , à ne pas condamner l'erreur , à capituler avec elle , comme pouvant se concilier avec la vérité , dans l'ordre des objets révélés , & à souffrir dans la Société des Fidèles , les incrédules , qui embrassent & professent opiniâtrément l'erreur. La seule définition de cette espèce de tolérance démontre qu'elle est inadmissible pour quicon-

que croit sincèrement & fermement à une Religion révélée, dont la base est une adhésion aveugle à la parole d'un Dieu qui a manifesté ses volontés. Il faut donc ranger dans la classe des chimères la tolérance religieuse de la part des Pontifes & des Ministres de l'Eglise.

2°. Sous le nom de tolérance civile, veut-on parler de celle qu'accorderoit la Puissance civile à l'erreur ou à la personne des Sectaires ? Par la première, le Souverain Catholique participeroit à l'erreur. Dans l'espece dont il s'agit, qu'est-ce que l'erreur ? C'est une opinion, un sentiment contraire à la foi de l'Eglise. Par quelle métaphysique pourra-t-on jamais persuader qu'un système, qui tolere l'hérésie parce qu'on la regarde comme *indifférente*, parce qu'on n'y attache aucune importance, ne suppose pas une collusion secrète avec elle, & que cette conduite n'est pas une vraie défection dans la foi, & une *sélonie* contre l'Eglise ?

Sous la tolérance civile, comprend-on celle accordée par le Souverain à la personne des hérétiques, comme citoyens ? Voilà la seule admissible, & qui ne soit pas défavouée par la Religion. Mais, SIRE, il est essentiel d'observer que, même d'après l'énergie du mot, *tolérer* ne signifie que *supporter*, & non *autoriser*. La tolérance, en ce sens, n'est donc qu'un acte purement négatif. Par conséquent, porter une Loi pour annoncer qu'on accorde des avantages à une Secte comme Société religieuse, ce n'est plus se tenir dans les bornes de la tolérance : c'est faire une démarche qui tend à mettre la Religion nouvelle au niveau de la Religion dominante. Les Gouvernemens ont-ils jamais fait aucune législation qui annonce que, pour éviter un plus grand mal, ils supportent les usuriers ? Non ; mais ils ferment les yeux sur l'existence de ces hommes dangereux dans un Etat. La Police seulement est chargée de surveiller leurs exactions, pour réprimer les abus crians qui souvent en résultent. Voilà la tolérance civile. Je le répète, c'est un acte purement négatif. Si l'on n'admet ce principe, l'on sera forcé de convenir qu'en allant de conséquence en conséquence, & qu'en multipliant les avantages qu'on accorderoit à la Secte par des Lois

formelles , la Religion dominante , qui a aussi pour elle l'autorisation légale , finiroit elle-même par n'être qu'une Religion tolérée.

Supposons que , dans un Royaume Catholique , il existât une Secte dont les erreurs fussent réprouvées par l'Eglise ; que néanmoins ces Sectaires promissent de ne pas troubler l'Etat , malgré leurs opinions erronées de vivre en citoyens paisibles , & d'être toujours soumis aux Lois de l'Etat , dans tout ce qui n'affecte pas leur conscience ; que d'ailleurs ces dissidens fussent attachés à leurs sentimens , moins par un esprit de révolte contre l'autorité légitime qui les a condamnés , que par le préjugé de leur naissance ou de leur éducation ; le Prince alors observeroit qu'il seroit bien dur & bien cruel de bannir de son Royaume ces hommes , dont l'aveuglement ne peut rien leur ôter de la qualité de sujets du Monarque & d'enfans de l'Etat. La sagesse & l'humanité inspireroient au Souverain un expédient , qui concilieroit le respect qu'exige la foi exclusive de l'Eglise , avec l'avantage de l'Etat , ce seroit d'empêcher que le culte de la Secte n'eût aucune publicité , pour éviter le scandale & la contagion , & , par suite de la prohibition du culte public , d'interdire aux Ministres du rit pros crit l'exercice de leurs fonctions ; sauf aux Sectaires à pratiquer leur culte religieux dans l'asile intérieur de leurs maisons , sans éclat & sans bruit : culte domestique & privé , sur lequel le Gouvernement s'engage à garder un silence politique. Mais en même-temps le Souverain envisageant les Sectaires comme citoyens , les conserveroit dans ses Etats , en leur assurant la protection des Lois ; il leur diroit : « Vivez tranquilles à l'ombre » de mon Trône ; travaillez , commercez comme tout » le reste de mes Sujets ; faites tout ce que vous jugerez à propos : mais ne dogmatisez pas en public. » Soyez citoyens , dites que vous l'êtes ; mais ne dites » pas que vous êtes hérétiques. Prenez le nom de Français , mais jamais celui de Protestans. » Voilà la tolérance civile , ainsi appelée parce qu'elle a pour objet , non les erreurs , mais l'être civil des *Sectaires*. Voilà la vraie tolérance , celle que dicte la raison , la justice , celle

qui honore l'humanité, sans blesser la Religion. Bien loin de censurer cette tolérance, je la vénère, j'y applaudis de toute mon ame, je forme des vœux pour elle, & j'y invite V. M. & tous les Souverains de l'Europe.

Vous le voyez, SIRE, il étoit essentiel de s'expliquer, de se bien entendre pour donner une notion claire & précise de la *tolérance*, ce grand mot dont on fait aujourd'hui le plus étrange abus, & pour saisir le vrai dans une discussion aussi importante. Il existe donc une intolérance religieuse, qui n'a rien qui puisse effaroucher l'esprit du jour, si ombrageux en matière de sévérité théologique.

Admirez, SIRE, l'artifice de la Philosophie moderne, qui, ne plaçant l'espoir de ses succès que dans un système de sophismes, a bien senti que le langage n'étant que le signe des idées, en brouillant celles-ci, sur l'article de la tolérance, il intervertiroit le sens de celui-là; & qu'en les altérant l'un & l'autre, il occasionneroit le prestige le plus subtil & le plus assuré dans la politique des Souverains & dans l'opinion des peuples.

Cette discussion, SIRE, nous conduit à un résultat singulier, c'est que la mémorable révocation de l'Edit de Nantes, publiée par Louis XIV, ce Prince qu'on a peint sous les couleurs odieuses d'un persécuteur superstitieux, se trouve précisément avoir été dictée par la seule tolérance qui puisse exister dans le Christianisme, la vraie tolérance civile qui, en réprimant l'erreur, ménage la personne des errans. Par conséquent, en dépit des préjugés, en dépit de l'opinion publique, l'Edit de 1685 est un monument de la politique la plus humaine, & de la déférence la plus respectueuse envers la Religion.

Quelles sont les dispositions de cette loi ? La démolition des Temples est ordonnée. L'exercice public du culte Protestant est défendu; les Ministres bannis, à moins qu'ils ne préfèrent d'embrasser la Religion Catholique; le sort des Ministres qui se convertiront assuré, avec promesse de plusieurs exemptions & avantages; les Ecoles du Protestantisme détruites. Les enfans des Protestans ne seront baptisés que par les Curés, & ils

ne seront élevés que dans la Religion Romaine ; les Sectaires sortis du Royaume avant l'Edit , réintégrés dans la possession de leurs biens , au cas qu'ils reviennent dans un terme donné. Défenses expressees aux Sujets de la Religion Prétendue Réformée de *sortir du Royaume* (1). Enfin , permission aux Protestans , *en attendant qu'il plaise à Dieu les éclairer comme les autres , de demeurer dans tous les lieux du Royaume , d'y continuer leur commerce & jouir de leurs biens , sans pouvoir être troublés ni empêchés sous prétexte de leur Religion* , à condition de ne faire aucun exercice collectif ni *Assemblée* de Religion.

Oui , SIRE , il faut combattre les simples notions que présentent les objets à l'esprit , ou il faut admettre que la tolérance civile est consignée dans la loi qui abrogea le fameux Edit de Nantes. Comment pouvoir accuser Louis XIV d'avoir sacrifié à une intolérance barbare des millions de Sujets , lui qui les apprécioit tellement comme des citoyens utiles , qu'il leur fait les défenses les plus expressees de *sortir du Royaume* ; lui qui les autorise à *y demeurer , à continuer leur Commerce , & à jouir de leurs biens* ? Comment reprocher à ce Monarque d'avoir par cet Edit fait une violence tyrannique à la conscience de ses Sujets , lui qui , précisément dans cet Edit , déclare que quant à leur conscience , il *attend que Dieu l'éclaire* ?

Il les privoit de l'exercice *public* de leur Religion : oui , sans doute ; mais leur ôtoit-il le droit naturel de prier Dieu à leur maniere *en particulier* dans leurs maisons ? L'enlèvement de leurs Ministres les privoit de la liberté de se marier : n'étoit-ce pas outrager la nature ? C'est une calomnie contre la pureté des intentions de Louis XIV. Par l'article VIII il veut que les enfans des Prétendus Réformés soient baptisés par les Curés , & élevés dans la Religion Catholique. La plus grande partie des

(1) Voilà ce qui démontre que les Philosophes qui déclament contre Louis XIV , pour avoir *chassé* de son Royaume , disent-ils , plusieurs millions de ses Sujets , n'ont jamais lu l'Edit de 1685.

Protestans qui se trouvoit sous le coup de la révocation de l'Edit de Nantes, étoit évidemment composée des *peres* & des *enfans*. Quant aux *peres*, il n'y avoit plus à statuer sur leurs mariages déjà contractés. Quant aux *enfans*, d'après l'Edit, ils devoient être baptisés & élevés dans la Religion Catholique : dès-lors plus de difficultés dans la suite pour leur mariage. Par conséquent une disposition sur cet article eût été sans objet, & devenoit superflue. Cette postérité toute entiere des Protestans, devenue Catholique, rentroit dans l'ordre commun des citoyens. L'esprit de la loi de 1685, en l'envifageant sous le point de vue où elle embrassoit, comme toutes les grandes législations, le présent & l'avenir, justifie donc le Monarque qui la publia, de l'accusation d'avoir attenté au droit naturel sur le mariage. Si l'indifférence philosophique pour tout ce qui concerne la Religion, glaçant le zele des Administrateurs publics, sous le regne qui suivit celui de Louis XIV, a fait négliger l'exécution de l'art. VIII de la loi de 1685, & si cette incurie rompant toutes les mesures, & frustrant de son objet le plan que se propofoit le Législateur, donne aujourd'hui au Conseil de V. M. le plus grand embarras, doit-on imputer à Louis XIV les suites de cette négligence souverainement impolitique ?

Concluons que la tolérance civile, circonscrite dans ses justes bornes, n'attaque point la *liberté de penser*. Je l'ai dit, SIRE, la liberté de penser, en matiere de Religion, n'est point la liberté d'écrire, de parler, de dogmatifer. Ou ce principe est vrai, ou il faudroit admettre que dans le système de la Philosophie, de la liberté de penser suivroit également celle de déclamer de vive voix ou par écrit contre tous les Gouvernemens. V. M. & son Conseil approuveroient-ils, en pareil cas, cette *liberté de penser* ?

Et plutôt à Dieu, SIRE, que tous les Sectaires, qui, en troublant l'Eglise, ont troublé les Empires, se fussent bornés à la *liberté de penser* ! Jamais il n'y auroit eu d'hérésie : car la pensée étant une opération purement spirituelle, qui se passe dans l'enceinte du cerveau de l'homme, jamais un pareil acte n'eût causé de maux.

Car comment les hommes , qui ne lisent , ni dans les cœurs , ni dans la tête de leurs semblables , ce qui s'y passe , auroient-ils pu traiter d'hérétiques des idées , qui , par leur invisibilité , échappent à leurs yeux & à leur sens ? Comment de pareilles opinions , toujours concentrées dans l'esprit de leurs auteurs , auroient-elles pu causer des troubles ?

Si l'hérésie de Calvin n'eût été qu'une *pensée* , destinée à séjourner dans sa tête , ou à n'être produite que sur le papier dans son Cabinet , auroit-il exhibé (1) à la Cour de François premier la première partie de son *Institution* , pour inspirer le goût des nouveautés aux Courtisans qu'il vouloit séduire ? Sans doute alors , comme aujourd'hui , il existoit à la Cour des esprits forts , qui durent regarder cette affaire comme une *question* purement *théologique* , digne de l'indifférence & du mépris du Gouvernement. Qu'on rapproche Calvin lisant son manuscrit à des Courtisans curieux de nouveautés , Calvin armant , à l'aide de sa doctrine , la moitié de la France

(1) Un Auteur raconte que Calvin, qu'on appeloit *Cauvin*, Chapelain de l'Eglise de Noyon, alla sous le regne de François Ier. à la Cour qui étoit alors à Fontainebleau , pour solliciter un Prieuré vacant. Il rencontra un Seigneur qui lui demanda quel étoit l'objet de son voyage. L'ayant appris, le Courtisan lui répondit qu'il croyoit que le bénéfice seroit donné au fils d'un Maréchal de France, dont il avoit entendu parler. « Si je n'ai pas , M. , répondit *Cauvin*, » je serai parler de moi long-temps en France. Tenez, lisez ceci ». En même-temps il tira de sa poche un manuscrit qui contenoit le commencement de son *Institution*. Si l'on avoit, dans ce moment, confiné Calvin entre quatre murailles, pour y excercer à son aise la liberté de penser, que de calamités épargnées à la France ! Lequel valoit mieux de deux, ou d'attenter à la liberté de babiller sur la Religion qu'usurpoit *Cauvin*, ou de laisser bouleverser le Royaume ? Je laisse ce problème à résoudre aux Administrateurs Tolérans. Richelieu a décidé la question. La Duchesse d'Aiguillon, sa Niece, ayant sollicité auprès de lui la délivrance de l'Abbé de St. Cyran, renfermé à Vincennes par ordre du Roi, le Cardinal de Richelieu répondit à la Duchesse « que l'Allemagne & la France » seroient encore toutes Catholiques, si Luther & Calvin eussent » été mis de bonne heure en lieu où ils n'eussent pas eu la liberté » de dogmatiser ». (V. Mém. Chronolog. & Dogmat. du P. d'A., yrigni , t. 2 , in-12, p. 105 , ann. 1738.)

contre l'autre , pour s'égorger mutuellement , & l'on ne pourra s'empêcher de convenir que de pareilles *questions* théologiques , écrites avec une encre qui a la vertu de se changer *en sang* , ne sont pas des sophismes méprisables , & dignes de persifflage.

L'Angleterre vient de nous donner une grande leçon , pour nous apprendre que la tolérance ne doit pas faire illusion à un Gouvernement , qui fait par sa propre expérience que les innovations , en matière de Religion , attaquent toujours la tranquillité publique. Un membre des Communes (1) fit , le 22 Mars de cette année 1787 , une motion , tendante à faire révoquer les fameux actes de *Corporation* & du *Test* (2) , passés sous Charles II. Cette question importante fut traitée avec beaucoup d'habileté par l'auteur de la motion. Je crois devoir mettre sous les yeux de V. M. la manière dont Lord North (3) , ancien Ministre , célèbre par l'étendue de son génie , & par l'éloquence persuasive de sa froide raison , combattit la motion , & parvint à la faire rejeter.

On demandoit que la tolérance politique fût accordée aux Protestans *non conformistes* de l'Eglise d'Angleterre (4). Le motif de Lord North , en s'élevant contre la motion , étoit de remplir le rôle d'un bon citoyen. « On demande , dit-il , l'abolition d'un acte qui est le » plus ferme boulevard de la Constitution Britannique , » & auquel nous devons la bénédiction inestimable de » cette liberté dont nous jouissons aujourd'hui si heu-

(1) M. Beaufoi.

(2) Par le premier de ces actes personne ne peut occuper un Office Municipal , sans avoir participé un an auparavant à la Sainte Cène , suivant le Rit Anglican , & prêté le serment d'*allégeance*.

L'acte du *Test* interdit tout emploi civil & militaire à tous ceux qui ne remplissent pas ces formalités religieuses , & n'abjurent pas *en justice* la présence réelle.

(3) Il étoit secondé par M. Pitt.

(4) Les non-Conformistes sont divisés en trois sectes , 1°. les Presbytériens , les Indépendans , & les Anabaptistes ; 2°. les Calvinistes de l'Eglise d'Ecosse ; 3°. les Ministres de l'Eglise Angli-
cane.

» reusement. Les dissidens veulent qu'on leur garantisse
 » tels & tels privileges , & qu'on tire une ligne de
 » démarcation qu'ils ne passeroient pas. Cette ligne
 » existe : c'est ce qu'il est bien aisé de leur apprendre.....
 » Mais gardons-nous de confondre la non-admission de
 » quelques personnes d'un sentiment particulier aux
 » charges de l'Etat , avec la restriction de conscience.
 » Si le Gouvernement trouve prudent & nécessaire de
 » restreindre l'admission aux emplois publics à des
 » hommes qui aient des principes particuliers , sans
 » doute il a le droit de le faire. Si les non-conformistes
 » réclament ; comme leur droit imprescriptible & na-
 » turel , d'être rendus capables de posséder des charges ,
 » & qu'on admette leurs demandes , bientôt le même
 » argument vaudra pour toutes les Sectes. La
 » Hollande admet des hommes de toutes Religions
 » dans ses armées. mais assurément elle ne donne
 » les emplois civils qu'à ceux qui admettent les prin-
 » cipes religieux dominans dans le pays. On en peut
 » dire autant de la Suede. »

Lord North argumenta contre « la prétendue in-
 » dignité avec laquelle on traitoit les dissidens , en ne
 » les admettant point aux charges , à moins qu'ils
 » n'eussent prêté le serment du *Test*. L'Angleterre
 » n'a-t-elle pas résolu que ni Roi ni Reine ne s'asseoirait
 » sur le Trône de l'Empire Britannique , sans remplir
 » cette condition expresse ? Si l'on offroit le Trône à
 » quelque Prince , qui , par des motifs de conscience ,
 » ne voulût pas signer cet acte , refuser de l'y laisser
 » monter , ne feroit point lui faire une indignité , une
 » insulte. Si l'on devoit admettre tout le monde
 » aux charges , d'après les principes du droit naturel ,
 » tous les reglemens , toutes les dispositions seroient
 » confondues. La législation ne pouvoit établir des re-
 » glemens pour les voir enfreins. L'acte de corpora-
 » tion avoit passé dans un temps où les non-confor-
 » mistes s'étoient permis d'exciter beaucoup de trou-
 » bles , dans les suites desquels ils avoient agi comme
 » principaux instrumens. Ainsi tous ceux qui vouloient
 » la paix & la conservation de l'Eglise & de l'Etat ,

» se réunissoient pour le maintien d'une loi , regardée
 » alors , aussi bien qu'à présent , comme un reglement
 » sage & vraiment politique. Il étoit , & il est encore
 » nécessaire , dans les corporations , de ne donner les
 » emplois qu'à ceux qui veulent réellement le bien de
 » l'Eglise dominante.

» Un honorable membre nous engage de faire ce
 » *que la France a fait*. Mais ne ferons-nous pas mieux
 » de suivre l'expérience de l'Angleterre , qui doit la paix
 » & l'harmonie de son Eglise à ces mêmes actes qu'on
 » veut proscrire ?..... Quelle étoit l'opinion du Parle-
 » ment à la révolution ? Ce Parlement avoit été instruit
 » par les malheurs éprouvés précédemment & par l'hor-
 » reur du danger. Ses membres réformèrent donc brus-
 » quement tous les actes , & les annulerent tous , ex-
 » cepté celui du *Test* , qu'ils considérèrent comme un
 » reglement civil & politique ; ils le maintinrent , & le
 » jugèrent nécessaire au salut de l'Eglise & de la Con-
 » stitution. Ce Parlement avoit tiré réellement la ligne
 » de démarcation entre les soulagemens de conscience
 » & la fureté de l'Eglise. L'acte du *Test* est la pierre
 » fondamentale de la Constitution , qu'il falloit tou-
 » jours conserver..... C'est un devoir sacré pour cha-
 » que membre de cette Chambre , de prévenir ce qui ,
 » dans un période à venir , pourroit exposer la Nation
 » au même danger d'où elle a eu le bonheur de sortir....
 » *Il peut y avoir du danger à renverser la barriere qui*
 » *a garanti la Constitution jusqu'à nos jours*. Tous les
 » honorables membres savent quels risques peut faire
 » courir ce cri , *la Religion est en danger*. Un boutte-
 » feu saisissant l'occasion , ne pourroit-il pas causer au-
 » tant de tumulte & de malheur , par cette accla-
 » mation incendiaire , que par celle , *point de Papis-*
 » *me* ? Quoique nous devions beaucoup à la maison
 » de *Brunswick* pour la conservation de notre liberté ,
 » nous devons aussi beaucoup à une Eglise qui entretient
 » l'harmonie , est soumise au Gouvernement , & mon-
 » tre des principes si généreux , qu'ils ont peut - être
 » encouragé la motion actuelle. Les dissidens n'ont
 » point à se plaindre d'une tyrannie Ecclésiastique ,

» d'une persécution de la part des Prêtres. Gardons-
 » nous de confondre la tolérance religieuse avec l'ad-
 » mission aux emplois civils & militaires. La tolérance
 » universelle est établie. Gardons-nous d'innover dans
 » l'Eglise : *on a toujours vu la Constitution politi-*
 » *que en danger , quand l'Eglise a été privée de ses*
 » *droits* (1). »

D'où nous vient, SIRE, ce Discours, dont l'objet est de refuser une tolérance, qui, même dans l'ordre politique, pourroit avoir des suites dangereuses ? De l'Angleterre, cette Ile fameuse par son amour pour la *liberté de penser*. Que diroit l'Europe de la France, si, sur son attachement à la Religion dominante, un Empire Catholique montrait moins de zèle qu'un Royaume séparé par l'hérésie de la Communion des vrais Fidèles ?

Aux raisonnemens du célèbre Ministre Anglais, remplis d'un sens exquis, joignons quelques maximes de *Montesquieu* sur la tolérance. « C'est un principe, dit-il, que toute Religion qui est *réprimée* devient elle-même *réprimante* : car sitôt que, *par quelque hasard*, elle peut sortir de l'oppression, elle attaque la Religion qui l'a réprimée, non pas comme une Religion, mais comme *une tyrannie*. » (V. *Esprit des Lois*, tome 2, ch. IX, *de la tolérance en fait de Religion*, p. 117, édit. de Londres, 1767.)

Ainsi l'Auteur de l'*Esprit des Lois* nous annonce que le premier objet des Protestans, après leur rappel, sera de devenir *réprimans*, & d'attaquer la Religion qui les a *réprimés*. Voilà, SIRE, de belles espérances à concevoir sur la reconnoissance que les Protestans ménagent à la France, pour le bienfait de leur rappel dans le Royaume.

« Tel est, continue *Montesquieu*, le principe fondamental des Lois politiques en fait de Religion.
 » Quand on est maître de recevoir, dans un Etat,
 » une nouvelle Religion, ou de ne la pas recevoir, il

(1) V. Extrait politique du *Mercure de France*, article de Londres, 3 Avril 1787, N^o. 15, & 6 Avril 1787, N^o. 16.

» ne faut pas l'y établir. Quand elle y est établie, il
 » faut la tolérer. » (V. Ibid. ch. X.) Donc le Protestantisme *n'étant point établi en France*, de son propre aveu, puisqu'il poursuit la révocation de l'Edit de Nantes, qui l'a aboli, Montesquieu n'est pas d'avis qu'on *tolere* même les Protestans. J'ai montré plus d'indulgence que le *Philosophe Montesquieu*, car j'ai admis la tolérance civile, restreinte à la seule personne des errans.

« Un Prince, ajoute encore Montesquieu, qui entre-
 » prend dans son état de détruire ou de *changer la Reli-*
 » *gion dominante, s'expose beaucoup.* Si son Gouver-
 » nement est despotique, il court plus de risque de voir
 » *une révolution*, que par quelque tyrannie que ce soit,
 » qui n'est jamais, dans ces sortes d'Etat, une chose nou-
 » velle.

» De plus, *la Religion ancienne est liée avec la Con-*
 » *stitution de l'Etat, & la Religion nouvelle n'y tient*
 » point. Celle-là s'accorde avec le climat (1), & souvent
 » la nouvelle s'y refuse. Il y a plus; les citoyens se dé-
 » goûtent de leurs Loix; ils prennent du mépris pour
 » le Gouvernement déjà établi; on substitue des soup-
 » çons contre les deux Religions à une ferme croyance
 » pour une; en un mot, on donne à l'Etat, au-
 » moins pour quelque temps, & de *mauvais citoyens*,
 » & de *mauvais Fidelles.* » (V. Ibid. chap. XI.)

Montesquieu, SIRE, vous garantit donc que les Protestans feront de vos Sujets de *mauvais citoyens & de mauvais Fidelles*. Si c'est là le fruit qu'on doit attendre de la réintégration du Protestantisme en France, quel nom donner à une politique qui le redemande avec empressement !

Vous inviteroit-on, SIRE, à fermer l'oreille aux grandes maximes que V. M. vient d'entendre, en insistant sur la nécessité de vous mettre à l'unisson des Puissances Protestantes de l'Europe, qui actuellement tolèrent même la Catholicité dans leurs Etats ? Tous les raison-

(1) Personne ne croit plus aujourd'hui au système des Climats de Montesquieu.

nemens philosophiques à ce sujet vont être anéantis par les réflexions judicieuses d'un grand Prince.

« Certains prétend^{re} Politiques, disoit le Duc de Bourgogne à Louis XIV, son aïeul, s'imaginent avoir fait une belle découverte, & trouvé le remède à tous les maux, dans un concordat que feroient réciproquement les Princes Catholiques & Huguenots, de laisser en repos les Sujets des deux Religions dans leurs Etats. Mais d'abord, la partie ne seroit pas égale, puisqu'on mettroit la Religion du Ciel en parallele & de niveau avec l'hérésie. Qu'à la bonne heure les Luthériens, les Zuingliens, les Calvinistes & autres Novateurs, passent entr'eux ce concordat, nouveauté pour nouveauté, erreur pour erreur, il n'y auroit point de parti essentiellement lésé dans ce pacte, au lieu que les Catholiques ne pourroient le faire qu'avec un désavantage évident. Ce seroit comme si, pour arranger deux freres qui seroient en différend sur leur légitime, on vouloit obliger celui qui a le droit d'aînesse à le partager, par égale portion, avec son cadet, lequel auroit encore la tache de bâtardise. En second lieu, est-ce une vérité bien incontestable qu'un Prince Chrétien puisse permettre que le mal se fasse dans ses Etats, pour obtenir que le bien se fasse dans les Etats étrangers ? & qu'il puisse dire : Souffrez que Dieu soit honoré chez vous ; je souffrirai qu'il soit blasphémé chez moi ? En supposant qu'il le puisse, ce que je ne crois pas, personne assurément ne soutiendra qu'il le doive. »

» En outre, quand même tous les Souverains conviendroient entr'eux de laisser en repos leurs Sujets des deux Religions, reste à savoir s'ils voudroient y rester, & s'il seroit bien facile de les y obliger. Il n'est pas question de savoir ici comment les deux Religions peuvent compâtrir dans d'autres pays : l'expérience la plus funeste & la plus longue n'a que trop prouvé qu'elles étoient incompatibles dans ce Royaume ; & c'est, encore un coup, le point auquel il faut s'en tenir, & ne jamais perdre de vue, Catherine de Médicis, en suivant précisément l'idée de ce concordat, avoit prétendu ménager & contenir les deux parties. Que résulta-t-il de

sa politique ? La plus grande confusion , qui conduisit enfin à la scène sanglante de la St. Barthelemi. »

Puis-je me flatter, SIRE, que ce Discours, dont l'entendue a été commandée par l'importance du sujet, en inettant sous les yeux de V. M. *ce qu'ont fait les Protestans autrefois, ce qu'ils font aujourd'hui, ce qu'ils feroient* un jour dans le Royaume, la détournera de consacrer par sa sanction le projet vivement poursuivi de les réintégrer dans vos Etats ? Si tout ce que la raison, secondée de la vérité de l'histoire & des leçons de l'expérience, a pu m'inspirer de persuasif pour diriger V. M. dans un jugement qui va décider du sort de l'Etat & de la Religion, ne suffisoit pas pour dissiper l'illusion qu'on s'efforce de faire à votre sagesse, je me persuade qu'en intéressant la sensibilité naturelle de votre cœur, l'ame grande de V. M., je triompherai de tous les obstacles qu'une fausse politique oppose au succès de la cause que je viens de plaider en votre présence.

Perdez de vue, je vous en supplie, SIRE, perdez de vue le Ministre qui a préféré dans ce Discours le bien de l'Etat à des considérations humaines ; un Ministre qui, pour avoir osé vous dire la vérité dans une matiere aussi délicate, essuyera peut-être des tribulations & des traverses. Fixez les yeux sur un spectacle plus imposant & plus touchant que j'ai à offrir à V. M. Voyez la Religion éplorée & prosternée aux pieds de votre Trône. « Prince, vous dit-elle, l'Empire de Clovis, que vous possédez, est d'une origine dont la grandeur n'est pas fabuleuse, comme celle attribuée par une antiquité mensongere à celui (1) qui, se glorifiant d'avoir pour auteur la prétendue Divinité de la Guerre, s'imaginoit avoir reçu des *boucliers tombés* du Ciel. Sollicité par *Clotilde* (2), Clovis invoqua le *Dieu des Chrétiens*, &

(1) L'Empire Romain.

(2) Cloilde, épouse de Clovis, travailloit depuis long-temps inutilement à le faire renoncer au culte des Idoles : mais Dieu, par sa miséricorde, ménagea une circonstance où Clovis se déclara en faveur de la véritable Religion : une armée nombreuse de Sueves & d'Allemands, ayant passé le Rhin, vint attaquer Clovis, Roi des Français : il leur livra bataille à Tolbiac. L'infanterie des

aussi-tôt un prodige enfanta, dans les plaines de *Tolbiac*, la Monarchie Française. Avoué du Ciel, le pre-

Francs fut mise en déroute. Clovis couvert de sang & de poussière encourageoit sa Cavalerie, qui tenoit encore, & il faisoit avec elle des prodiges de valeur : mais à la fin elle fut également défaite. En vain Clovis voulut la rallier ; ses prières & ses menaces furent inutiles.

Clotilde avoit dit à Clovis en le quittant : *Seigneur, vous allez à la guerre ; mais si vous voulez remporter la victoire, invoquez le Dieu des Chrétiens ; il est le seul maître de l'univers, & il s'appelle le Dieu des Armées. Si vous vous adressez à lui avec confiance, rien ne pourra vous résister ; vous triompherez de vos ennemis, fussent-ils cent contre un.* Le Roi, dans l'affreuse extrémité où le réduisoit la déroute de son armée, se rappela ces paroles de la Reine : il leva les yeux au Ciel, & dit avec larmes : *O Christ que Clotilde invoque comme le Fils du Dieu vivant, j'implore votre secours. Je me suis inutilement adressé à mes Dieux : j'ai éprouvé qu'ils n'ont aucun pouvoir. Je vous invoque donc, je crois en vous : délivrez-moi de mes ennemis, & je me ferai baptiser en votre nom.* A peine eut-il achevé cette prière, que son armée dispersée se rallia autour de sa personne, revint à la charge avec une nouvelle ardeur, & les Francs gagnèrent la bataille.

Clotilde informée de la victoire, manda St. Remi, Evêque de Reims, & partit avec lui pour aller au-devant du Roi. Dès que le Prince aperçut la Reine, il lui cria : *Clovis a vaincu les Allemands, & vous avez triomphé de Clovis. Ce que vous aviez tant à cœur, est fait : mon baptême ne peut être long-temps différé.* C'est au Dieu des armées, répondit la Reine, qu'est due la gloire de ces deux triomphes. Elle lui présenta en même-temps St. Remi, l'un des plus respectables Evêques de son Royaume. Remi instruisit Clovis, pour le disposer à recevoir le Baptême. Le Roi, dans la crainte que ses Sujets ne voulussent point renoncer à leurs Idoles, fit assembler les grands de la Nation, qui prévinrent ses desirs, en lui disant : *Seigneur, nous renonçons à des Dieux mortels, & nous sommes résolus d'adorer le Dieu immortel que prêche Remi.* On fixa au jour de Noël le Baptême de Clovis & des Francs qui l'accompagnoient. Clotilde voulut que la cérémonie se fît avec la plus grande pompe. Elle fit orner de riches tapisseries les rues qui conduisoient du Palais à la grande Eglise. Elle ordonna de brûler des parfums dans l'Eglise & dans le baptistère, & d'y allumer un grand nombre de Cierges. Au jour marqué, St. Remi conduisit à l'Eglise, par la main, le Roi qui étoit suivi de la Reine & du peuple. Quand il fut arrivé aux Fonts baptismaux, le St. Prélat dit au Monarque : *Humiliez-vous, ô Sisambre ! Renoncez à ce que vous avez adoré jusqu'ici, & brûlez ce que vous avez adoré.* Et le Roi fut baptisé. (V. à l'article de St. Remi de Rheims, la vie des

mier

mier Roi des Français (1) fut proclamé par moi *le Roi Très-Christien, le Fils aîné de l'Eglise*. Le zèle que me vouerent dès-lors les Monarques Français, a provoqué jusqu'ici sur eux & sur leur peuple toute la tendresse de mon amour. Semblable à tous les autres Etats de l'univers, la France a éprouvé sans doute les vicissitudes de la fortune; mais jamais l'hérésie, le plus grand de tous les fléaux, n'est montée sur le Trône de *Clovis* & de *Charlemagne*; & cette distinction peut-elle avoir un autre principe que ma protection signalée envers ce Royaume, dont la chartre d'érection est descendue du séjour de la Divinité. »

« Mais parmi les Souverains qui gouvernerent cette Monarchie *miraculeuse*, je me glorifie d'un Prince qui

Saints tirée des actes originaux, & des monumens les plus authentiques; ouvrage traduit de l'Anglais par M. l'Abbé Godefcard, Chanoine de Saint Honoré.

C'est donc à une Reine remplie de piété que la France doit le bienfait inestimable de la foi, & tous les avantages précieux que cet événement a procurés jusqu'ici à la Monarchie Française, qui doit véritablement sa naissance à un miracle éclatant.

Clovis baptisé combla de dons l'Eglise & les Evêques. St. Remi profitant de la considération dont il jouissoit auprès du Roi, lui donna les conseils les plus salutaires pour bien gouverner son peuple. « Choisissez, lui écrivit-il, des personnes sages pour » votre Conseil, & ce sera le moyen de rendre votre regne » heureux. Respectez le Clergé. Soyez le pere & le protecteur de » votre peuple. Allégez, autant qu'il vous sera possible, le far- » deau des impôts que les besoins de l'Etat rendent quelquefois » nécessaires. Consolez & soulagez les pauvres, nourrissez les » orphelins, défendez les veuves, ne souffrez point d'exactions. » Que la porte de votre Palais soit toujours ouverte, afin que » chacun de vos Sujets puisse aller réclamer votre justice. Employez vos revenus à racheter les Captifs, &c. » (V. Ibid.)

Est-il étonnant que St. Remi & les Evêques ses contemporains aient joui de la plus grande faveur auprès du Monarque & de la Noblesse Française, à qui ils avoient procuré le bonheur de professer le Christianisme? Cette époque est celle des immunités & des privilèges du Clergé. Qu'il est fâcheux pour lui de ne devoir la distinction d'être le premier Ordre de l'Etat, qu'à l'ascendant de ses vertus & de ses lumières!

(1) Clovis est regardé comme premier Roi de France: les quatre Rois qui l'ont précédé, n'ont régné sur les Francs qu'au-delà du Rhin.

saïeul (1), doit exciter tout votre intérêt. Il est bien surprenant que certaines personnes se laissent ébranler par les raisons les plus frivoles, au point de douter s'il n'y auroit pas un avantage à rétablir les choses sur l'ancien pied ; & , par conséquent , si l'on n'a pas eu tort de faire ce que l'on a fait ! Mais , dans la supposition , bien fausse assurément , que l'on ait eu tort de faire ce que l'on fit , je maintiens que l'on auroit un bien plus grand tort aujourd'hui de le défaire : ce seroit se ruiner à démolir une forteresse , parce qu'on se seroit épuisé à l'élever. Il y a des torts dont il faut savoir profiter , des torts qui ne pourroient se réparer que par des plus grands torts encore ; & cette opération , si elle en étoit une , seroit de ce genre. Rappeler les Huguenots , ne seroit-ce pas leur dire : Vous nous êtes nécessaires : nous vous avons fait une injustice , nous vous en faisons excuse ? Quel orgueil une telle démarche n'inspireroit-elle pas à de pareils Sujets ? Ne se croiroient-ils pas alors plus en droit que jamais de composer avec leur Souverain , & plus en état de lui faire la loi ? Rappeler les Huguenots , ne seroit-ce pas rappeler les amis des ennemis de la France ? Et ceux qui entretenoient des correspondances avec ces mêmes ennemis , dans le temps qu'on les laissoit tranquilles , nous seroient-ils plus fidèles , & moins dévoués à nos ennemis , actuellement qu'ils auroient sous les yeux les auteurs de leurs disgrâces , & qu'ils se rappelleroient avec reconnoissance ceux qui les ont accueillis dans leurs malheurs ? Rappeler les Huguenots , ce seroit , dans une affaire qui a dû être , & qui fut en effet le résultat des plus mûres délibérations , offrir à toute l'Europe une variation de principes pitoyable. En un mot , rappeler les Huguenots , ce seroit s'écarter de cette politique de fermeté qui fait le soutien des Empires ; ce seroit , en se donnant un grand ridicule , exposer l'Etat je ne sais à quels dangers. (V. Mémoire du Duc de Bourgogne). »

(1) M. le Duc de Bourgogne étoit pere de Louis XV , & grand pere de feu M. le Dauphin.

« *Ce danger* , que ne pouvoit démêler mon aïeul dans l'obscurité des temps à venir , voulez-vous savoir quel il est , ô mon Fils ! Je vais vous le dire. Aussi-tôt que vous aurez réhabilité le Protestantisme dans votre Royaume , votre Trône se trouvera posé sur UN VOLCAN. »

« Si cependant , malgré tous ces avis d'un pere qui vous chérit , & qui ne peut vouloir vous tromper , quelques personnages insistoient encore auprès de vous en faveur des Protestans , je vais vous suggérer un expédient pour repousser loin de vous leur dangereux conseil : faites-leur subir l'épreuve que je vais vous indiquer. Sommez-les de vous garantir par écrit , *sur leur tête* , que les Protestans , autorisés en France , ne causeroient aucun trouble , ni dans *la Religion* , ni dans *l'Etat* ; & sur le champ , ces orateurs de l'hérésie , vous les verrez pâlir. »

F I N.

THE
JOURNAL
OF
THE
ROYAL ANTHROPOLOGICAL INSTITUTE
OF GREAT BRITAIN AND IRELAND
VOLUME 17
PART 1
1887

1887

PIECES JUSTIFICATIVES.

*MÉMOIRE du Duc de BOURGOGNE,
Dauphin de France, Petit-Fils de LOUIS XIV,
Pere de LOUIS XV.*

JE ne m'attacherai pas à considérer ici les maux que l'hérésie a faits en Allemagne, dans les Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, dans les Provinces-Unies & ailleurs; c'est du Royaume seul dont il est question. Je ne rappellerai pas même dans le détail cette chaîne de désordres consignés dans tant de monumens authentiques: ces Assemblées secrettes, ces Sermens d'association, ces Lignes avec l'Etranger, ces refus de payer les Tailles, ces pillages des deniers publics, ces menaces séditieuses, ces conjurations ouvertes, ces guerres opiniâtres, ces sacs de Villes, ces incendies, ces massacres réfléchis, ces attentats contre les Rois, ces Sacriléges multipliés & jusqu'alors inouis; il me suffit de dire que depuis François I^{er}, jusqu'à nos jours, c'est-à-dire, sous sept Regnes différens, tous ces maux & d'autres encore ont désolé le Royaume avec plus ou moins de fureur. Voilà, dis-je, le fait historique que l'on peut charger de divers incidens, mais que l'on ne peut contester substantiellement & révoquer en doute. Et c'est ce point capital qu'il faut toujours envisager dans l'examen politique de cette affaire.

Or, partant du fait notoire, il m'est peu important de discuter si tous les torts attribués aux Huguenots furent uniquement de leur côté. Il est hors de doute que les Catholiques auront eu aussi les leurs, & je leur en connois plus d'un dans l'excès de leurs représailles. Il ne s'agit pas même de savoir si le Conseil des Rois a toujours bien vu & sagement opéré dans ces jours de confusion: si la sanglante expédition de Charles IX, par exemple, fut un acte de justice, devenu nécessaire à la sûreté de sa personne & à celle de l'Etat, comme le soutiennent quelques-uns, ou l'effet d'une politique ombrageuse & une indigne vengeance, comme d'autres le prétendent! Que l'hérésie ait été la cause directe, ou seulement l'occasion habituelle & toujours renaissante de ces différens désordres; toujours est-il

A

vrai de dire qu'ils n'auroient jamais eu lieu sans l'hérésie : ce qui suffit pour faire comprendre combien il importoit à la sûreté de l'État qu'elle y fût éteinte pour toujours.

Cependant on fait grand bruit, on crie à la tyrannie, & l'on demande si les Princes ont droit de commander aux consciences, & d'employer la force pour le fait de la Religion. Comme c'est de la parr des Huguenots que viennent ces clameurs, on pourroit, pour réponse, les renvoyer aux Chefs de leur réforme. Luther pose pour principe qu'il faut exterminer & jeter à la mer ceux qui ne sont pas de son avis, à commencer par le Pape & les Souverains qui le protègent; & Calvin pense à cet égard comme Luther. Nos principes sont bien différens sans doute. Mais, sans donner au Prince des droits qui ne lui sont pas dus, nous lui laissons ceux qu'on ne sauroit lui contester, & nous disons, qu'il peut & qu'il doit même, comme pere de son peuple, s'opposer à ce qu'on le corrompe par l'erreur: qu'il peut & qu'il doit même, comme l'ont fait les plus grands Princes de tous les temps, prêter son épée à la Religion, non pas pour la propager, ce ne fut jamais l'esprit du Christianisme, mais pour réprimer & pour châtier les méchans qui entreprennent de la détruire. Nous disons enfin que, s'il n'a pas le droit de commander aux consciences, il a celui de pourvoir à la sûreté de ses États, & d'enchaîner le fanatisme qui y jette le désordre & la confusion. Que les Ministres Huguenots comparent, s'ils le veulent, la conduite modérée que l'on a tenue à leur égard, avec la cruauté des premiers persécuteurs de la Religion: j'admets la comparaison, toute injuste qu'elle est; & je dis que les Césars eussent été fondés à proscrire le Christianisme, s'il eût porté ceux qui le professoient à jeter le trouble dans l'Empire: mais les chrétiens payoient fidèlement les charges de l'État: ils servoient avec affection dans les armées, on les éloignoit des emplois publics, on les emprisonnoit, on mettoit à mort des légions entières; ils ne résistoient point: ils n'appelloient point les ennemis de l'État; ils ne croyoient point qu'il falloit égorger les Empereurs & les jeter à la Mer; cependant ils avoient pour eux la justice & la vérité. Leur invincible patience annonçoit la bonté de leur cause, comme les révoltes & l'esprit sanguinaire des Huguenots prouvent l'injustice de la leur.

Il est vrai qu'ils ont causé moins de désordres éclatans sous le regne actuel, que sous les précédens; mais c'étoit moins la volonté de remuer qui leur manquoit, que la puissance; encore se sont-ils rendus coupables de quelques violences, & d'une infinité de contraventions aux Ordonnances, dont quel-

ques-unes ont été dissimulées , & les autres punies par la suppression de quelques privilèges. Malgré leurs protestations magnifiques de fidélité , & leur soumission en apparence la plus parfaite à l'autorité , le même esprit inquiet & factieux subsistoit toujours , & se trahissoit quelquefois. Dans le temps que le parti faisoit au Roi des offres de services , & qu'il les réalisoit même , on apprenoit , par des avis certains , qu'il remuoit sourdement dans les Provinces éloignées , & qu'il entretenoit des intelligences avec l'ennemi du dehors. Nous avons en main les actes authentiques des Synodes clandestins , dans lesquels ils arrêtoient de se mettre sous la protection de Cromwel , dans le temps où l'on pensoit le moins à les inquiéter ; & les preuves de leurs liaisons criminelles avec le Prince d'Orange , subsistent également. L'animosité entre les Catholiques & les Huguenots étoit aussi toujours la même.

Les plus sages réglemens ne pouvoient pacifier & rapprocher deux partis , dont l'un avoit tant de raison de suspecter la droiture & les bonnes intentions de l'autre. On n'entendoit parler dans le Conseil que de leurs démêlés particuliers. Les Catholiques ne vouloient point admettre les Huguenots aux assemblées de Paroisses ; ceux-ci ne vouloient point contribuer aux charges de Fabrique & de Communauté : on se disputoit les cimetières & les fondations de charité : on s'aigrissoit , on s'insultoit réciproquement. Les Huguenots , dans les campagnes où ils n'avoient pas de Temples , affectoient , dans le désœuvrement des jours de Fêtes , de troubler l'Office Divin par des attroupemens autour des Eglises , & par des chants profanes. Les Catholiques indignés sortoient quelques fois du lieu Saint pour donner la chasse à ces Perturbateurs ; & , quand les Huguenots faisoient leurs Prêches , ils manquoient rarement d'user de représailles. Il arriva un jour que les habitans d'un Village de la Saintonge , tous Catholiques , mirent le feu à la maison d'un Huguenot qu'ils n'avoient pu empêcher de s'établir parmi eux ; donnant pour raison qu'il ne falloit qu'un seul homme pour répandre peu-à-peu l'hérésie dans tout ce Village. Les Protecteurs de la réforme firent grand bruit de cette affaire , où il s'agissoit d'une chaumière estimée quatre cens soixante livres , & il en fut question dans le Conseil. Le Roi , en condamnant les habitans du lieu à dédommager le propriétaire de la maison , ne put s'empêcher de dire , que ses prédécesseurs auroient épargné bien du sang à la France s'ils s'étoient conduits par la politique prévoyante de ces Villageois , dont l'action ne lui paroissoit vicieuse que par le défaut d'autorité.

Quoique le Roi sût assez que les Huguenots n'avoient pour titres primordiaux de leurs privilèges que l'injustice & la

violence : quoique les nouvelles contraventions aux Ordonnances lui parussent une raison suffisante pour les priver de l'existence légale qu'ils avoient envahie en France les armes à la main , Sa Majesté néanmoins voulut encore consulter avant de prendre un dernier parti : elle eut des conférences sur cette affaire avec les personnes les plus instruites & les mieux intentionnées du Royaume ; & dans un Conseil de conscience particulier , dans lequel furent admis deux Théologiens & deux Jurisconsultes , il fut décidé deux choses : la première ; que le Roi , pour toutes sortes de raisons , pouvoit révoquer l'Edit de Henri IV , dont les Huguenots prétendoient se couvrir comme d'un bouclier sacré. La seconde ; que , si Sa Majesté le pouvoit licitement , elle le devoit & à la Religion & au bien de ses peuples. Le Roi , de plus en plus confirmé par cette réponse , laissa murir encore son projet pendant près d'un an , employant ce temps à concerter l'exécution par les moyens les plus doux. Lorsque Sa Majesté proposa dans le Conseil de prendre une dernière résolution sur cette affaire , Monseigneur , d'après un mémoire anonyme qui lui avoit été adressé la veille , représenta qu'il y avoit apparence que les Huguenots s'attendoient à ce qu'on leur préparoit : qu'il y auroit peut-être à craindre qu'ils prissent les armes , comptant sur la protection des Princes de leur Religion ; & que , supposé qu'il n'osassent les faire , un grand nombre sortiroit du Royaume , ce qui nuirait au commerce & à l'agriculture , & par-là même affoiblirait l'Etat.

Le Roi répondit , qu'il avoit tout prévu depuis long-temps , & pourvu à tout : que rien au monde ne lui seroit plus douloureux que de répandre une seule goutte du sang de ses sujets ; mais qu'il avoit des armées & des bons Généraux qu'il emploieroit , dans la nécessité , contre les rebelles qui voudroient eux-mêmes leur perte. Quant à la raison d'intérêt , il la jugea peu digne de considération , comparée aux avantages d'une opération qui rendoit à la Religion sa splendeur , à l'Etat sa tranquillité , & à l'Autorité tous ses droits. Il fut conclu , d'un sentiment unanime , pour la suppression de l'Edit de Nantes. Le Roi , qui vouloit toujours traiter en pasteur & en pere ses sujets les moins affectionnés , ne négligea aucun des moyens qui pouvoient les gagner en les éclairant. On accorda des pensions , on distribua des aumônes , on établit des Missions , on répandit par-tout des livres qui contenoient des instructions à la portée des simples & des savans. Le succès répondit à la sagesse des moyens : & quoiqu'il semble , d'après les déclamations emportées de quelques Ministres Huguenots , que le Roi eût armé la moitié de ses sujets pour égorger l'autre ; la vérité est que tout se passa au grand contentement de Sa Majesté , sans effusion de sang & sans défor-

dre. Par-tout les Temples furent purifiés ou démolis : le plus grand nombre fit abjuration : les autres s'y préparèrent ; en assistant aux prières & aux instructions de l'Eglise. Tous envoyèrent leurs enfans aux écoles catholiques. Les plus séditieux , étourdis par ce coup de vigueur , & voyant bien que l'on étoit en force pour les châtier , s'ils tentoient la rebellion , se montrèrent les plus traitables. Ceux de Paris , qui n'avoient plus Claude pour les amener , donnèrent l'exemple de la soumission. Les plus entêtés de l'hérésie sortoient du Royaume , & avec eux la semence de tous les troubles. L'Europe entière fut dans l'étonnement de la promptitude & de la facilité avec laquelle le Roi avoit anéanti , par un seul Edit , une hérésie qui avoit provoqué les armes de six Rois ses prédécesseurs , & les avoit forcés de composer avec elle.

On a exagéré infiniment le nombre des Huguenots qui sortirent du Royaume à cette occasion , & cela devoit être ainsi : comme les intéressés sont les seuls qui parlent & qui crient ; ils affirment tout ce qui leur plaît. Un Ministre , qui voyoit son troupeau dispersé , publioit qu'il avoit passé chez l'étranger. Un chef de manufacture , qui avoit perdu deux ouvriers , faisoit son calcul comme si tous les fabricans du Royaume avoient fait la même perte que lui. Dix ouvriers sortis d'une Ville , où ils avoient leurs connoissances & leurs amis , faisoient croire par le bruit de leur fuite , que la Ville alloit manquer de bras pour tous ses ateliers. Ce qu'il y a de surprenant , c'est que plusieurs Maîtres des Requêtes , dans les instructions qu'ils m'adressèrent sur leurs généralités , adoptèrent ces bruits populaires , & annoncèrent par-là combien ils étoient peu instruits de ce qui devoit le plus les occuper. Aussi leur rapport se trouva-t-il contredit par d'autres , & démontré faux par la vérification faite en plusieurs endroits. Quand le nombre des Huguenots qui sortirent de France à cette époque , monteroit , suivant le calcul le plus exagéré , à 67 , 732 personnes , il ne devoit pas se trouver parmi ce nombre , qui comprenoit tous les âges & tous les sexes , assez d'hommes utiles pour laisser un grand vuide dans les campagnes & dans les ateliers , & influer sur le Royaume entier. Il est certain d'ailleurs que ce vuide ne dut jamais être plus sensible qu'au moment où il se fit. On ne s'en apperçut pas alors , & l'on s'en plaint aujourd'hui. Il faut donc en chercher une autre cause : elle existe en effet , & si on veut le savoir , c'est la guerre. Quant à la retraite des Huguenots , elle couta moins d'hommes utiles à l'Etat , que ne lui enlevait une seule année de guerre civile.

Il est bien surprenant que certaines personnes se laissent ébranler par les raisons les plus frivoles , au point de douter s'il n'y auroit pas un avantage à rétablir les choses sur l'ancien

pied ; & , par conséquent , si l'on n'a pas eu tort de faire ce que l'on a fait. Mais , dans la supposition , bien fautive assurément , que l'on ait eu tort de faire ce que l'on fit , je maintiens que l'on auroit un bien plus grand tort aujourd'hui de le défaire. Ce seroit se ruiner à démolir une forteresse , parce qu'on se seroit épuisé à l'élever. Il y a des torts dont il faut savoir profiter , des torts qui ne sauroient se réparer que par des plus grands torts encore ; & cette opération , si elle en étoit un , seroit de ce genre. Rappeller les Huguenots , ne seroit-ce pas leur dire : vous nous êtes nécessaires : nous vous avons fait une injustice , nous vous en faisons excuse. Quel orgueil une telle démarche n'inspireroit-elle pas à de pareils Sujets ? Ne se croiroient-ils pas alors plus en droit que jamais de composer avec leur Souverain , & plus en état de lui faire la loi ? Rappeller les Huguenots , ne seroit-ce pas rappeler les amis des ennemis de la France ? & ceux qui entretenoient des correspondances avec ses mêmes ennemis , dans le temps qu'on les laissoit tranquilles , nous seroient-ils plus fidèles , & moins dévoués à nos ennemis , actuellement qu'ils auroient sous les yeux les auteurs de leur disgrâce , & qu'ils se rappelleroient avec reconnaissance ceux qui les ont accueillis dans leurs malheurs ? Rappeller les Huguenots , ce seroit , dans une affaire qui a dû être & qui fut en effet le résultat des plus mûres délibérations , offrir à toute l'Europe une variation de principes pitoyables. En un mot , rappeler les Huguenots , ce seroit s'écarter de cette politique de fermeté qui fait le soutien des Empires : ce seroit , en se donnant un grand ridicule , exposer l'Etat je ne sais à quels dangers. Je ne parle pas encore des intérêts de la religion ; car ne seroit-ce pas en même temps imprimer à l'hérésie le sceau de la perpétuité en France ? ne seroit-ce pas exposer les nouveaux convertis aux railleries , aux persécutions & au danger évident de la rechûte ? ne seroit-ce pas exposer la religion à se trouver parmi nous , avant un demi siècle , dans l'état malheureux où nous la voyons chez les peuples qui nous avoisinent ?

Je sais que certains prétendus politiques s'imaginent avoir fait une belle découverte , & trouvé le remède à tous les maux , dans un concordat que seroient réciproquement les Princes Catholiques & Huguenots , de laisser en repos les sujets des deux Religions dans leurs Etats. Mais d'abord , la partie ne seroit pas égale , puisqu'on mettroit la Religion du Ciel en parallèle & de niveau avec l'hérésie. Qu'à la bonne heure les Luthériens , les Zuingliens , les Calvinistes & autres Novateurs passent entre eux ce concordat ; nouveauté pour nouveauté , erreur pour erreur , il n'y auroit point de parti essentiellement lésé dans ce pacte ; au lieu que les Catholiques ne pour-

roient le faire qu'avec un désavantage évident. Ce seroit comme si, pour arranger deux freres qui seroient en différent sur leur légitime, on vouloit obliger celui qui a le droit d'aînesse à le partager par égale portion avec son cadet, lequel auroit encore la tâche de bâtardise. En second lieu, est-ce une vérité bien incontestable qu'un Prince Chrétien puisse permettre que le mal se fasse dans ses États, pour obtenir que le bien se fasse dans les États étrangers? Et qu'il puisse dire : souffrez que Dieu soit honoré chez-vous, je souffrirai qu'il soit blasphémé chez moi. En supposant qu'il le puisse, ce que je ne crois pas, personne assurément ne soutiendra qu'il le doive.

En outre, quand même tous les Souverains conviendroient entr'eux de laisser en repos leurs Sujets des deux Religions, reste à savoir s'ils voudroient y rester, & s'il seroit bien facile de les y obliger. Il n'est pas question de savoir ici comment les deux Religions peuvent compatir dans d'autres pays : l'expérience la plus funeste & la plus longue n'a que trop prouvé qu'elles étoient incompatibles dans ce Royaume, & c'est encore un coup, le point auquel il faut s'en tenir, & ne jamais perdre de vue. Catherine de Médicis, en suivant précisément l'idée de ce concordat, avoit prétendu ménager & contenir les deux partis; que résulta-t-il de sa politique? La plus grande confusion, qui conduisit enfin à la scène sanglante de la Saint Barthélemy, qu'elle crut nécessaire pour se débarrasser une bonne fois des Huguenots, qu'elle n'avoit rendus que plus insolens & plus factieux en les flattant. Mais ce qui vient de se passer dans les Cevennes ne suffit-il pas pour faire toucher au doigt la sagesse de l'opération du Roi & la nécessité de la maintenir? C'est par les excès inouis & les horribles brigandages que les Huguenots viennent d'exercer dans le Languedoc, qu'il faut juger des autres maux qu'ils eussent pu nous faire pendant la guerre actuelle, s'ils se fussent trouvés au point de puissance où ils étoient encore il y a vingt-cinq ans. Et au moment où j'écris ceci, & où le parti semble, par une modération feinte, défavouer les horreurs auxquelles se sont portés les Camisards, des papiers interceptés nous découvrent que ses liaisons avec l'Anglois subsistent toujours. En voilà bien assez sur ce chapitre, auquel pourtant M. de Meaux ajouteroit bien des choses encore (1).

(1) Ce Mémoire est tiré de la vie du Dauphin, Pere de Louis XV, Tom. 2, pag. 98, &c. M. l'Abbé Proyard, Auteur de cette vie, ajoute que cette pièce si intéressante du Dauphin a passé à ses descendans, & qu'elle est actuellement entre les mains du sage Monarque qui nous gouverne.

LETTRE de feu M. DE CHABANNE, Evêque d'Agen,
à M. le Contrôleur-Général ;

Contre la tolérance des Huguenots dans le Royaume.

MONSIEUR,

Voici encore une Lettre, toutefois sur un sujet différent de celui pour lequel j'eus l'honneur de vous écrire il y a six semaines, & d'une importance bien plus grande, puisqu'il ne s'agit plus des intérêts temporels, ni des immunités du Clergé, mais de l'Eglise & de la Religion elle-même; en sorte qu'il me paroît bien difficile qu'un Evêque puisse garder le silence dans une pareille conjoncture. Il m'est tombé entre les mains une Lettre dont étoit porteur le sieur Frontin, Huguenot, qui contenoit ce qui suit : *C'est l'intention de M. le Contrôleur-Général que l'on accorde toutes sortes de protections au sieur Frontin, marchand Huguenot, & qu'il soit si bien traité, que la connoissance qui en parviendra aux Négocians de cette espece, les engage de revenir dans le Royaume.* Il me seroit bien difficile de vous exprimer, M. lequel de ma douleur, ou de mon étonnement, fut le plus grand à cette lecture. Quoi donc ! seroit-il possible qu'on voulût rappeler les Calvinistes dans le Royaume ? Pourroit-on oublier les maux qu'ils y ont causés pendant qu'ils l'ont habité ? Pourroit-on oublier que leur Secte, dès sa naissance, fut l'asyle des Princes & des Seigneurs de la Cour, indisposés contre le Gouvernement ; qu'elle donna protection aux Peuples mécontents ; qu'elle attira dans le Royaume des armées considérables d'Etrangers ; qu'elle leur en livra les Frontières, les Places, les Rivieres ; que, pendant 70 ans, elle a rempli le Royaume de factions, de guerres, d'incendies ; en un mot, qu'elle a mis plusieurs fois le Royaume à deux doigts de sa perte ? Quand il n'y auroit d'autre grief contre elle, que d'avoir séduit les plus grands Princes du Royaume, & que d'avoir été à la veille de nous priver d'un des plus grands Rois qui ait occupé le Trône ; c'en seroit assez pour lui en fermer l'entrée, de peur d'être exposés à de pareils risques. Vous savez, M. quelque puissant que fût le droit du sang qui appelloit Henri IV à l'héritage des ses ancêtres, malgré les victoires fréquentes qu'il avoit remportées, malgré les grandes & héroïques qualités qui faisoient respecter sa Personne, par ses ennemis mêmes, toutes ces raisons réunies ensemble, n'avoient pu vaincre dans le cœur de

la Noblesse & des Peuples l'obstacle né de sa Religion ; s'il ne se fût prêté aux vœux de ses Sujets , s'il n'eût consenti à se faire instruire , s'il n'eût embrassé la Religion de ses Ancêtres , peut-être auroit-il été privé de leur Trône ; tant l'amour de cette Religion imprimée dans le plus profond des cœurs François est capable de les remuer , & de les mener par-tout pour sa conservation & sa gloire !

Pourroit-on oublier , M. que l'on regarde comme un des plus grands traits de la politique & du génie puissant du Cardinal de Richelieu , d'avoir abattu ces Hérétiques , toujours factieux à la Cour , toujours séditionnaires dans les Provinces , toujours liés avec les ennemis de l'Etat ? Que l'époque de leur destruction est celle de la grandeur de la Monarchie , devenue redoutable à toute l'Europe , depuis que ses forces réunies n'eurent à combattre que les Etrangers , & ne furent point distraites par la nécessité de veiller & de contenir ses propres Sujets ? C'est en suivant les maximes de cette sage & religieuse politique , que Louis XIV. , apercevant dans l'esprit & dans le cœur des prétendus réformés , les mêmes principes qui avoient été les semences malheureuses de tant de défordres , sous les regnes précédens , que ce grand Prince , dis-je , dont le génie respecté par ses Peuples , redouté de ses Ennemis , rempli de la plus haute prudence & de la plus profonde sagesse , donna ce fameux Edit qui les chassa du Royaume. Il crut que l'Etat gaignoit en perdant de mauvais Sujets ; il ne pensa point que ce fût affoiblir le Corps que de le délivrer de ses humeurs vicieuses & peccantes , qui y avoient fait tant de ravages. Il fit donc de leur exclusion une Loi fondamentale , revêtue de toutes les formalités qui doivent la rendre immuable , & à laquelle il crut que , non-seulement la gloire de la Religion , mais de plus , que le salut de l'Etat étoit lié. Loi sacrée , à laquelle il fut si inébranlablement attaché , que les motifs les plus puissans de la politique , que les nécessités les plus grandes dans lesquelles il se trouva , n'ont pu jamais le détourner de son exécution. Vous savez , M. que , lorsqu'il fut question de faire la paix de Ryswick , une partie des alliés engagés dans la ligue d'Ausbourg , firent les derniers efforts pour procurer le rétablissement des réfugiés. Quoique les circonstances fussent pressantes , & qu'on eût besoin de tout le temps pour préparer les opérations par rapport à la succession d'Espagne , à cause des infirmités continuelles du Roi Charles II. , cette vue ne fut pas capable de faire impression sur Louis XIV. Il céda des Villes & des Provinces ; il renonça au fruit des victoires qui avoient été achetées par tant de sang & de travaux ; il reconnut même l'usurpateur de l'Angleterre , malgré les liens qui l'attachoient au Roi dépossédé ; il accorda tout , il céda tout , il se rendit à tout , à l'exception de ce qui

regardoit le retour des hérétiques. Les nécessités de l'Etat , & les périls où il a été exposé , n'ont pas été plus puissans , pour le changer sur l'exécution de ce projet. Quoique les malheureux temps de la guerre de 1702 soient passés , tous les bons François ne peuvent se rappeler la suite de tant d'événemens fâcheux , sans que cette idée ne les remplisse encore de tristesse & de douleur. Des Victoires signalées obtenues par les Ennemis , les places les plus fortes des frontieres conquises par leurs armes , les Provinces intérieures ouvertes à leurs courses , le Roi presque sans Armées , sans argent , sans crédit , la désolation dans la Maison Royale , avoient réduit l'Etat dans le plus grand péril auquel il eût été exposé depuis la fondation de la Monarchie : Dieu , qui l'a toujours protégée singulièrement , suscita la Reine Anne , & nous fit venir le salut de l'endroit même où avoient été formés les projets de notre ruine entière. Que ne devoit-elle pas attendre de la complaisance du Roi , & que pouvoit-il refuser à une Reine qui sembloit être en droit d'exiger tout de lui ? Elle ne négligea point les intérêts des réfugiés ; l'histoire secrète des négociations faites en ce temps-là , nous ont conservé exactement les détails des demandes vives , des sollicitations ardentes qu'elle fit pour eux , & en même-temps de la magnanimité religieuse du Roi , qui se montra inébranlable sur cette seule matière. Noble & pieuse constance de ce grand Prince , digne de nos respects & de notre admiration , digne certainement d'être présentée pour servir d'exemple à celui qui marche si dignement sur les traces de ses royales vertus ! Quoi donc , M. ce que Louis XIV , environné d'ennemis , de périls , de calamités , a refusé dans des circonstances dont le souvenir seul me fait trembler , le Roi , environné de la victoire , arbitre de l'Europe , à laquelle il vient de donner la paix , pourroit-il aujourd'hui l'accorder ?

N'en doutez pas , M. la révocation de l'Edit de Nantes n'est point de ces démarches arrachées à un Prince dans la foiblesse de l'âge , ou dans celle de l'infirmité ; elle n'est pas la suite de quelque zèle outré , ni indiscret : inspiré par des personnes pieuses , plus attachées à la Religion , qu'instruites des regles sages du Gouvernement ; c'est à la fleur de son âge , c'est au milieu de ses prospérités , c'est par le conseil des grands Ministres qui travailloient sous lui , c'est par l'effet d'une profonde méditation , & par une exacte connoissance des sentimens & des dispositions de ces pernicious Sujets , qu'il se détermina à frapper le coup d'éclat. En effet , M. si l'on veut considérer de près les principes du Calvinisme , on verra que , non-seulement , ils sont opposés à toutes les Religions quelles qu'elles soient , mais de plus , qu'ils sont enne-

mis des Rois & opposés à la Monarchie ; c'est un caractère qui lui est propre & qui doit le faire détester par dessus toutes les autres hérésies. Il y a eu de grandes sectes dont la doctrine perverse a occupé une partie de l'Eglise Catholique. Elles s'étoient insinuées dans les premiers sièges : elles s'étoient répandues dans plusieurs Provinces ; cependant on n'a jamais oui dire qu'aucune d'elles ait tenté de remuer dans l'Etat ; aucune d'elles n'a jamais demandé de Temples les armes à la main ; pour faire l'exercice de son culte ; aucune d'elles n'a voulu avoir des places de sûreté , n'a traité avec les Ennemis de l'Empire , n'a fait la guerre à ses maîtres. Toutes les disputes se passaient entre les Théologiens & dans les écrits ; c'étoit là que se terminoient toutes leurs entreprises. Mais à peine les Calvinistes se sont-ils montrés dans le monde , qu'on a vu tous les Royaumes ébranlés par leurs maximes séditieuses & par leurs armes. La faction des gueux en Flandres, soutenue & conduite par la valeur & la politique des Princes d'Orange , a soustrait de la Monarchie Espagnole les Provinces qui avoient toujours été soumises à leur Souverain. La République de Hollande est née de l'hérésie & de la rebellion ; l'Ecosse s'arma contre une des illustres Reines qu'il y ait jamais eu ; & après mille outrages faits à sa personne , la força de se retirer en Angleterre , où cette malheureuse Princesse périt par la jalousie de sa rivale & de son Ennemie. Ce sont ces mêmes Calvinistes qui , sous le nom de Puritains , animés & conduits par Cromwel , bouleversèrent l'Angleterre , supprimèrent la Chambre Haute , éteignirent la Monarchie , fondèrent une République nouvelle ; & enfin mettant le sceau à tous leurs excès , ils mirent le comble à leur crime par leur jugement & la mort de leur Roi. De ces mêmes principes , a été formée la révolution d'Angleterre en 1688 , où les Wigts , quelquefois amis des Rois par politique , toujours ennemis de la Royauté par maxime , appellerent le Gendre pour arracher la Couronne de la tête du Beau-Pere. Quels étoient leurs discours ? Nous les lisons encore dans divers écrits qui ont passé jusqu'à nous. Le Roi , disoient-ils , n'est que le dépositaire de l'autorité dont la substance réside dans le Peuple : c'est le Peuple qui fait les Rois : tout ce qu'ils ont de pouvoir , est émané de lui : c'est un dépôt qu'il a mis entre les mains du Prince ; dépôt qu'il peut reprendre , lorsque , peu satisfait de sa conduite , il croit voir que le Roi ne remplit pas les conditions , & la fin pour laquelle il a été mis en place ; que même le simple dégoût qu'il a pour la personne du Prince , l'autorise suffisamment à le lui enlever , puisque c'est le bien du Prince , & que le

Roi est l'homme du peuple ; or, disoient-ils, Jacques II favorise une Religion proscrite dans l'Etat, où il leve & met des impositions sans le concours de la Chambre-Basse ; il fait des alliances contre le goût & les inclinations du Peuple Anglois ; en faut-il davantage pour retirer de ses mains une commission qu'il ne remplit point selon les vues du Peuple qui l'en a chargé ? Telles étoient les maximes qui enfanterent la funeste révolution qui priva Jacques II de son Trône ; & qui le chassa de sa Patrie : maximes puisées dans les auteurs Protestans. Buchanan, Milton, Locke ont employé leur esprit, leur érudition à faire valoir cette pernicieuse doctrine : Doctrine pernicieuse à tous les Gouvernemens qu'elle soumet au caprice du Peuple, parce qu'elle le fait Propriétaire de l'autorité, mais encore plus destructive de la Monarchie.

Elle prend son origine même dans le principe de leur foi. C'est en méprisant le pouvoir & le jugement de l'Eglise ; c'est dans cette source empoisonnée qu'ils ont appris à l'attaquer, à ébranler l'autorité des Rois ; ils n'ont fait qu'étendre les conséquences de leurs principes : ils n'ont fait qu'appliquer aux Monarchies ce qu'ils avoient pensé sur le jugement des premiers Pasteurs. L'Eglise, sagement instruite par les préceptes de son Fondateur, & rassurée par ses promesses, rapporte, au jugement des Evêques dont le ministère tire son origine du Fils de Dieu, la décision de toutes les questions qui s'élèvent sur la foi. Les Evêques prenant pour eux la discussion qu'ils exécutent avec l'assistance de l'Esprit saint, ne laissent d'autre parti au peuple que celui de se soumettre à leurs décrets : conduite pleine de sagesse & de lumières, qu'il auroit fallu établir si Jesus-Christ ne l'eût fait ; conduite suivie depuis l'établissement de l'Eglise, même par les Hérétiques qui tâchoient de mettre l'autorité de leur côté ; conduite dont se sont écartés les nouveaux réformés, qui ont eu la témérité d'établir chaque particulier, juge de sa propre foi. Quoi ! la femme qui ne doit point ouvrir la bouche dans l'Eglise, mais interroger son mari dans la maison, sur ses doutes : quoi ! l'Artisan occupé de son métier : quoi ! le Laboureur sans connoissances, sans lettres, sans principes, entreprendront d'examiner les livres saints ; de concilier leurs textes, & de discuter les principes profonds de la doctrine céleste ? Quoi donc ! cette extravagance a pu être proposée ? Oui, M., & de plus, elle a été admise : elle a été proposée par ces hommes, qui, étant sans ressource, se voyoient accablés par le poids de l'autorité de tant de siècles, qui dépoisoient contre leur nouveauté ; elle a été admise par le peuple, flatté par ce pouvoir qu'on lui attribuoit, flatté par cette idée d'égalité qu'on lui donnoit

avec ses maîtres, & par l'envie de briser un joug qui lui étoit nécessaire, mais qui étoit odieux parce que c'étoit un joug. Qu'à produit ce monstrueux principe ? Toutes les extravagances, toutes les impiétés dont l'esprit de l'homme est capable. Chacun conduit par son esprit propre, a érigé en dogme de Foi & en Religion, tout ce qui s'est présenté à son imagination égarée : une multitude de Sectes s'est élevée de toutes parts, parce qu'en même temps que la barrière de l'autorité a été brisée, elles se sont répandues sur la face du Christianisme. Qui pourroit les compter ? Outre les principales, dont les autres se sont séparées avec la même liberté que les premiers avoient prise de quitter l'Eglise, je vois des Ubiquistes, des Puritains, des Anti-Trinitaires, des Sociniens, des Déistes, des Arminiens, des Gomaristes, des Quakers, des Enthousiastes, des Prédamistes, des Anabatistes, &c. Je vois que les Anabatistes, poussant plus loin les principes de leurs Maîtres ; non-seulement entreprennent de se soustraire à l'obéissance de leur Prince, mais que de plus, ennemis de toute prérogative parmi les hommes, ils prennent les armes contre la Noblesse pour la réduire à l'égalité du peuple. L'Allemagne n'a pu éteindre ce feu que dans le sang de plusieurs milliers d'hommes. Je vois que la faction attachée inséparablement à cette doctrine, se manifesta même dans les commencemens de la République de Hollande. De la dispute de Religion, vient une querelle d'Etat. Le Prince Maurice, appuyé des Gomaristes, opprime Barnewelt, & fait périr le meilleur citoyen de la République ; car, les disputes des Théologiens Réformés se terminent toujours par le sang.

Ce n'est pas tout ; cette multitude de Sectes qui fourmillent de toutes parts, a amené l'irréligion ; malheur le plus grand qui puisse arriver à un Etat, dont le fondement le plus solide est le culte du vrai Dieu ; car ce qu'on voit combattre de tant de manières ; ce qu'on avoit agité de tant de façons, paroît toujours incertain, équivoque, & exclut des cœurs cette fermeté d'adhésion, qui ne peut être opérée que par la certitude des principes dans l'esprit. Aussi l'expérience confirme ces différentes réflexions que je fais, & nous apprend que les pays où le Calvinisme est établi, sont remplis de Déistes, d'Athées, & de non-croyans. C'est-là qu'a abouti le Calvinisme, poussé dans ses conséquences ; il mène tout droit à l'irréligion. Or, je le répète, M. peut-il arriver un plus grand malheur dans l'Etat ? C'est la Religion Catholique qui est la véritable gardienne du repos des Peuples & de la personne des Rois, parce que tous ses principes tournent à l'avantage de l'autorité des premiers Pasteurs, dans les choses spirituelles, & de l'au-

torité des Princes dans le temporel , ordonnant aux Peuples de se soumettre à chacune d'elles dans l'ordre où elle a été établie.

La conséquence immédiate du principe des Calvinistes , c'est-à-dire , de l'esprit particulier , a été la destruction du ministère épiscopal , quoique son institution soit marquée si nettement dans les livres saints. Cela étoit nécessaire pour eux ; car s'ils eussent reconnu que les Evêques étoient établis par la parole de Dieu , comment eussent-ils pu se dispenser de les respecter , de les écouter , de leur obéir ? Ils ont donc assuré que les clefs avoient été données à la multitude des Fideles ; que le fond du pouvoir résidoit dans le Peuple , maître de l'attribuer à qui il voudroit , & comme il voudroit , d'instituer & de détruire selon son besoin & sa volonté. Or , il n'y a plus qu'un pas à faire de là , à l'autorité des Rois : effectivement , comment celui qui se croit indépendant dans les choses du premier ordre , dans celles qui sont les plus essentielles à l'homme , dans celles qui regardent son ame , son salut , son Dieu ; comment , dis-je , devenu maître dans cet ordre , pourroit-il consentir d'être assujetti dans un autre bien moins considérable ? Les liens de la Religion ne sont-ils pas bien plus forts que ceux de l'Empire ? Qui a pu briser les uns , pourroit-il supporter les autres ? Non : aussi avons-nous vu que tous les efforts des Calvinistes en France avoient pour but de former des associations entre les grandes villes du Royaume & de faire un corps de république. Ils y furent invités par les déclamations de leurs Pasteurs , qui , leur mettant devant les yeux les exemples des Machabées , ne cessoient de les animer à se procurer la liberté de Religion par les armes.

Peut-être , direz-vous , M. que tous ces discours étoient le fruit de l'oppression dans laquelle ils vivoient ; que , corrigés depuis ce temps-là par leurs réflexions , & revenus de ces premiers excès qu'inspire toujours à ses partisans la ferveur d'une nouvelle Secte , ils se sont conduits depuis & se conduiront avec plus de sagesse ; j'en pourrais convenir , si leur rebellion n'avoit été que l'effet de leur dépit & de leur chagrin ; mais ils ont été rebelles par principes & ils sont Républicains par système. J'en pourrais convenir , si je n'avois encore devant les yeux des faits tous récents , qui démontrent qu'ils sont encore dans les mêmes maximes où ils étoient autrefois ; qu'ils y sont élevés & nourris par la lecture des livres de leurs premiers Evangelistes , qui respirent par-tout les maximes funestes dont je viens de parler. Vous savez , M. l'Histoire de Sachewrel ; on peut dire qu'elle est de notre temps. Vous savez qu'ayant prêché dans l'Eglise de Saint Paul de Londres que l'autorité des Rois émanoit de Dieu , & que les peuples n'y peuvent toucher (car la haute Eglise en Angleterre pense

sur cet article comme l'Eglise Catholique); vous savez, dis-je, M. que le Parlement, qui étoit alors assemblé, composé, pour la plus grande partie, de Wigts, presque tous Puritains, fut tellement irrité contre ce Prédicateur, qu'il forma une commission extraordinaire pour le juger. La Reine Anne, curieuse d'assister à cette cause qui se traitoit avec un appareil infini, fut bien surprise d'entendre tous les discours prononcés contre l'autorité Royale par les Wigts, qui étoient ses favoris. Faisant donc de profondes réflexions sur ce qui se passoit sous ses yeux, elle comprit combien il étoit dangereux de laisser ses finances, ses armées, son pouvoir entre les mains de ceux qui étoient ennemis déclarés de la Royauté; elle se tourna dès ce jour vers les Torys; révolution qui produisit la paix. Je pourrois croire qu'en France ils sont plus amis de la Royauté, & qu'ils sont moins ennemis de cette Monarchie; si je ne me ressouvenois que, dans le cours de la guerre de 1702, ils prirent le temps où le Roi étoit attaqué par une des plus formidables ligues qu'il y ait jamais eu, pour faire valoir leurs injustes prétentions; qu'ils appelèrent les ennemis dans l'intérieur du Royaume; qu'ils occupèrent pendant plusieurs années un des plus grands Capitaines de l'Etat, avec un grand nombre de troupes, qui auroient été si nécessaires pour défendre les frontieres; qu'enfin sans l'autorité & la conduite de M. le Maréchal de Noailles, qui se porta avec tant de promptitude sur les Anglois débarqués à Cette, avant qu'ils eussent formé leur établissement, avant qu'ils eussent pû être joints par les Huguenots des Cevennes, je ne crains point de dire que sans cela, la France attaquée au dehors si puissamment, & au dedans par ses propres Sujets, soutenus des Etrangers, eût été exposée aux plus grands périls. Hé! pourquoi citer des exemples si éloignés de nous? N'avons-nous pas été témoins, n'avons-nous pas vu tous les mouvemens qu'ils ont fait dans les dernieres guerres? Leurs Assemblées dans les diverses Provinces, les fausses nouvelles qu'ils faisoient courir, leur joie peinte sur leurs visages dans nos désavantages, & leur affliction dans nos succès? Ce sont donc là les Citoyens que l'on veut ramener à l'Etat? Ce sont là les Sujets que l'on veut donner au Roi? Nous avions toujours présumé que Sa Majesté, instruite de leur mauvaise conduite, prendroit à la Paix les mesures les plus efficaces pour tâcher de déraciner du Royaume cette Secte si ennemie de sa gloire; cependant ils sont protégés! Les Huguenots, les factieux sont rappelés; le Clergé Catholique, qui s'est épuisé pour secourir le Roi, & qui est toujours prêt à recommencer, est affligé, est humilié, est renvoyé. Quel contraste! Ai-je pu me refuser à une réflexion si naturelle où m'a conduit mon sujet? Elle pénètre nos cœurs de la plus vive

douleur ; elle abat nos esprits par le poids de la plus profonde tristesse.

Mais, dira-t-on, ils sont en petit nombre. Quelle crainte peuvent-ils inspirer ? ils sont en petit nombre : mais ils sont mauvais Sujets, peu affectionnés à l'Etat ; & pour peu qu'il y ait de mauvais Citoyens, ils sont toujours en trop grand nombre. Si la multitude de Sujets fait la force de l'Etat, la mauvaise qualité des Sujets est le plus grand vice.

S'ils sont en petit nombre, leur retour, quelque avantageux qu'il soit au commerce, ne fera qu'un peu de bien : s'ils ne sont qu'un petit nombre, ce n'est pas la peine de renverser les loix fondamentales de l'Etat. Que nous rapporteroient-ils d'ailleurs en revenant dans le Royaume ? N'ont-ils pas instruit les étrangers de tout ce qu'ils avoient appris parmi nous ? N'y ont-ils pas établi les arts & les manufactures ? Ils ne feroient donc que nous rapporter leurs mauvais principes, leurs inquiétudes, leur pernicieuse doctrine, sans nous restituer des avantages qu'ils ont communiqués à nos ennemis : ce seroit donc à notre perte qu'ils reviendroient.

Seront-ils en grand nombre ? Vous les verrez factieux comme autrefois, faire des menaces au Ministère, demander le libre exercice de leur Religion. N'est-ce pas sur ce principe du grand nombre, que l'Amiral de Coligny demanda à Fontainebleau la liberté de Religion pour eux, & des Temples pour leurs exercices ? Pourquoi n'oseroient-ils pas aujourd'hui ce qu'ils ont osé autrefois, sur-tout s'ils sont dans les mêmes principes, s'ils sont dans les mêmes circonstances, c'est-à-dire, s'ils sont en grand nombre ? demande qu'ils feroient aujourd'hui avec bien plus de raison, que dans les temps dont je viens de parler, puisqu'alors ils étoient proscrits, poursuivis par les Rois, par les Loix, par les Parlemens ; au lieu qu'aujourd'hui ils seroient rappelés par les Ministres.

Ils sont en petit nombre, M. & c'est ce qui paroît devoir rassurer : ils étoient en bien plus petit nombre du temps de Henri II, & cependant dans l'espace de treize années qui suivirent la mort de ce Prince, ils furent en état de donner quatre batailles ; & après la perte de ces batailles, après tous ces malheurs de leur parti, ils furent en état de faire une paix qui les mit dans une position plus avantageuse que celle où ils étoient avant le commencement de la guerre.

Ils sont en petit nombre, M. je le veux bien : mais bien-tôt ils seront en très-grand nombre. Non que je redoute la force de leurs raisons ou l'éloquence de leurs Pasteurs : jamais hérésie n'eut moins de vraisemblance pour se défendre, jamais moins d'autorités. Qu'est-ce que je crains donc, M. ? Je crains les artifices qu'ils employèrent pour s'accroître lorsqu'ils parurent ;

je me souviens qu'ils tentèrent les Grands par les dépouilles des Eglises, qu'ils ouvrirent les Cloîtres pour en faire sortir ceux qui s'y étoient consacrés; qu'ils rendirent la liberté à ceux qui s'étoient mis sous le joug; qu'ils flatterent les peuples par la présomption. Je crains une Religion qui consacre les vices, qui permet la licence, qui résout les engagements, qui brise le joug de la foi, en laissant à chacun la liberté de faire ce qui lui plaît, & de faire un culte tel qu'il veut. N'y a-t-il plus de Moines dans les Cloîtres, ennuyés de l'austérité de la discipline? N'y a-t-il plus de Religieuses dans les Monastères, qui se repèntent des saints engagements qu'elles ont pris? Ne reste-t-il plus encore de biens dans l'Eglise qui puissent tenter l'avidité des peuples? je ne m'en cache pas, M. je crains les progrès d'une Secte qui favorise la licence, qui fournit à l'ambition & à l'avarice de quoi se satisfaire. Si la Religion toute seule est si puissante, si la cupidité est si forte, que ne produiront pas ces deux motifs liés & réunis ensemble? Mais si tous ces secours leur manquoient dans le Royaume pour s'accroître, les libertins ne leur manqueraient pas: les libertins, qui, sous prétexte de l'Huguenotisme, auront l'honorable prétexte de s'absenter de nos Eglises, de ne plus se trouver dans les saints exercices de la Religion, de ne plus s'approcher des Sacremens, & sur-tout d'être délivrés du poids de la confession. Enfin, M. ou ces gens-là sont des malhonnêtes gens; & alors les faire revenir, ce n'est plus fortifier l'Etat par leur présence; c'est l'affaiblir par leurs vices. Sont-ils honnêtes gens? Comment pourroient-ils consentir de venir dans un pays où ils sont privés de la partie la plus essentielle à un honnête homme, qui est l'exercice de la Religion, de l'instruction & du secours de leurs Pasteurs; où, étant environnés chaque jour d'un peuple qu'ils regardent comme infidèle, ils seroient exposés incessamment, d'après leurs principes, à des tentations continuelles, & dans le danger prochain de perdre leur foi. En vérité, M. je n'aurois pas bonne opinion de gens qui, pour quelques petits avantages temporels, se mettroient dans une espèce de nécessité de se voir enlever ce qu'ils ont de plus précieux; car qui ne sent que les habitudes de l'ame, & plus particulièrement les vertus, ont besoin d'être nourries, entretenues, fortifiées par une suite d'actions qui leur soient conformes? que, faute de cet aliment, les dispositions les plus anciennes s'affoiblissent, s'extenuent, s'évanouissent.

Mais je crois qu'il me reste encore quelque chose pour finir, à quoi je n'imagine pas qu'on puisse opposer de réplique; comment traitons-nous leurs mariages? Cet acte si respectable, si saint, si nécessaire dans la société civile, ces honnêtes Calvinistes qui auront été rappelés, viendront-ils le contracter.

dans nos Eglises, qu'ils regardent comme des Temples d'idolâtrie ? Voudront-ils le laisser consacrer par la bénédiction sacramentelle qu'ils traitent d'invention diabolique ? Se prosterneront-ils aux pieds des Prêtres, qui, selon eux, ne sont que les usurpateurs d'un ministère qui ne leur appartient point ? Quel secours pour un Royaume que des gens infidèles à leur conscience, qui profaneroient la Religion par leur hypocrisie, qui se joueroient du contrat le plus saint parmi les hommes ? Voudriez-vous, M. confier quelque chose d'important à des gens qui fouleroient aux pieds tout ce qu'il y a de plus inviolable ? Cependant, M. je ne vois pas d'autre parti à prendre, à moins que d'aller contre la loi de l'Eglise & de l'Etat, qui déclare nuls les mariages faits sans l'intervention du Prêtre, qui ne sont pas benis de sa main : loi observée de tous les temps dans la Monarchie, renouvelée par les Etats du Royaume, confirmée par autant d'Arrêts des Parlemens, qu'il y a eu de questions semblables devant ces Tribunaux. Ou bien, M. si, fermant les yeux sur ces unions, on leur permettoit de se marier comme ils le jugeroient à propos, je ne crois pas que, quand même on voudroit leur accorder cette liberté, ils voulussent en user, tandis qu'on laissera subsister les lois faites sur cette matière ; car alors leurs femmes seroient visiblement des concubines, leurs mariages des désordres publics, les enfans qui naîtroient, infâmes & illégitimes, & leurs successions dévolues aux collatéraux. Je ne pense pas certainement, M. qu'un pareil état ait de quoi flatter les réfugiés, & j'ose dire cependant que j'ai suivi toutes les hypothèses dans lesquelles on peut se placer à cet égard, excepté toutefois celle de permettre à leurs Pasteurs de venir faire leurs fonctions parmi eux ; péril que je ne crains pas, M. Le Ciel qui a toujours protégé cette Monarchie, le Ciel qui a uni jusqu'à présent la Religion avec elle par des unions qui n'ont pas été encore rompues, m'inspire cette confiance. Nous ne serons pas témoins du libre exercice du Calvinisme, nos yeux ne seront pas frappés de ce spectacle, votre amour solide pour la vérité, votre attachement pour l'Etat, votre zèle pour la gloire du Roi, seroient seuls suffisans pour écarter ce malheur, s'il en étoit question. Non, le fils, l'héritier, l'imitateur de Louis le Grand, ne rétablira pas les Huguenots.

J'ai l'honneur d'être, &c.

A Agen, ce 1^{er}. Mai 1751.

M. le Contrôleur Général a répondu à M. l'Evêque d'Agén que les Huguenots en imposoient, en faisant courir le bruit qu'on vouloit les rappeler dans le Royaume ; & que l'honneur seul que le Roi lui avoit fait de lui confier la place qu'il occupe, étoit un sûr garant de ce qu'il avançoit.

M E M O I R E

Sur les Entreprises des Protestans ;

Présenté au Roi par l'Assemblée du Clergé de France en 1780 (1), tiré du Procès-Verbal de cette Assemblée.

SIRE ;

Il étoit du devoir de notre Ministère de fixer d'abord les regards de Votre Majesté sur les plaies cruelles & profondes faites au corps entier des vérités révélées , par une doctrine ennemie de toute autorité : mais , hélas ! ce n'est pas la seule calamité qu'éprouve l'Eglise Gallicane. L'hérésie , devenue chaque jour plus fière & plus entreprenante à l'ombre d'une longue impunité , ne se lasse point de déchirer le sein infortuné de cette mère tendre & affligée. Pendant les beaux jours du règne de votre auguste Aïeul , une administration prévoyante & ferme avoit , par des voies purement réprimantes , contenu & même éclairé nos frères errants. Déjà d'innombrables conversions faisoient naître la douce espérance que toutes les brebis d'Israël ne formeroient plus qu'un même troupeau , sous les lois d'un seul Pasteur , quand se relâcherent insensiblement les ressorts salutaires d'une police combinée avec tant de sagesse.

Pour peu qu'on rapproche les plaintes successivement portées aux pieds du Trône depuis l'année 1745 , par les Assemblées du Clergé , la marche hardie des Religionnaires présente des accroissemens sensibles & la plus effrayante progression. Enfin les nouveaux excès recueillis dans les Procès-Verbaux des dernières Assemblées Provinciales , semblent présager une tempête si violente , que notre confiance en seroit ébranlée ; si nous ne tenions le gouvernail sous les auspices immortels de

(1) Les Députés du premier ordre à cette Assemblée étoient M. le Cardinal de la Rochefoucault , Archevêque de Rouen , Président ; M. l'Archev. de Toulouse , M. l'Archev. de Rheims , M. l'Archev. d'Aix , M. l'Archev. d'Arles , M. l'Archev. d'Auch , M. l'Evêque de Nevers , M. l'Ev. de Mâcon , M. l'Ev. d'Agde ; M. l'Ev. de Castrès , M. l'Ev. de Dol , M. l'Ev. d'Agen , M. l'Ev. de Vence , M. l'Ev. de Valence , M. l'Ev. de Clermont , M. l'Ev. de Blois.

celui dont la parole commande à la fureur des vents & des flots.

Autrefois, SIRE, les Religionnaires étoient rigoureusement exclus, suivant les Ordonnances, des Charges, Emplois publics, Places municipales & autres administrations propres à donner de l'influence & du crédit parmi leurs concitoyens.

Aujourd'hui les infractions se multiplient. Admis assez souvent aux fonctions de Procureur, de Greffier, de Notaire & d'Avocat, les Religionnaires siègent quelquefois dans les Corps-de-Ville & dans les Bureaux en qualité d'Administrateurs : chargés même en plusieurs lieux du gouvernement des Ecoles publiques, rien ne les empêche de faire germer leurs préventions dans l'ame d'une jeunesse tendre & flexible.

Autrefois les Religionnaires ne tenoient point d'assemblées pour cause de Religion, ou les convoquoient secrètement dans des lieux écartés & solitaires ; les fonctions exercées par les Ministres & Prédicans étoient rares & clandestines ; ils s'interdisoient soigneusement toute publication d'actes qui auroient pu trahir & décèler leur état.

Aujourd'hui la tenue des assemblées est notoire & régulière. Des Prêches établis aux portes des plus grandes Villes, & même dans le voisinage de nos Eglises, insultent aux Ordonnances par des chants tumultueux & de bruyantes cérémonies. Le Royaume est inondé d'une multitude de faux Pasteurs, qui ne craignent pas de porter aux malades la Cène sans mystère, de répandre des imprimés en forme d'instructions & mandemens sur les grands événemens de la Nation, & de tenir entr'eux des conventicules nombreux & fréquens, à des époques fixes & dans des lieux déterminés. Des oppositions juridiques ont été signifiées à ces prétendus Pasteurs. Il osent délivrer des actes de baptême & mariage, dressés avec une espèce d'authenticité dans quelques Provinces, en vertu d'ordres supérieurs donnés au commencement de l'année 1774. Ces ordres ne sont pas encore révoqués, malgré l'indignation que le feu Roi fit éclater à ce sujet. Enfin on tolère presque universellement les levées annuelles des sommes réparties sur les Sujets de Votre Majesté, pour satisfaire aux fortes contributions qu'exigent les Ministres & Prédicans, ainsi récompensés, en quelque sorte, de la violation des Lois & des atteintes portées à la tranquillité de l'Etat.

Autrefois les Religionnaires ne se permettoient pas de dogmatiser en public : ils respectoient extérieurement les Processions & autres pratiques solennelles de l'Eglise Catholique.

Aujourd'hui chaque jour est, pour ainsi dire, marqué par de nouvelles irrévérences contre nos Cérémonies & nos Mysteres. Ici le signe vénérable de notre rédemption a été brisé par une populace effrénée : Là d'horribles blasphèmes ont été proférés contre la Personne adorable de Jesus - Christ, présent dans la sainte Eucharistie : Plus loin, d'anciens Catholiques s'arrachent au joug pénible de notre morale, pour se jeter avec scandale entre les bras d'une Secte libre & indépendante. Par tout les antiques préceptes de l'abstinence des viandes & de la sanctification des Fêtes sont foulés aux pieds ouvertement, & avec d'insultantes railleries. Qu'on pese en un mot sur ces entreprises des Protestans, faites avec une audace nouvelle & depuis long-temps sans exemple : qu'on interroge cette foule d'écrits composés en leur faveur, & distribués avec une singulière profusion : qu'on prête l'oreille au cri général qui retentit d'un bout de la France à l'autre ; il semble que l'Eglise est menacée de partager l'Empire avec une orgueilleuse rivale, & que la Patrie aura la douleur de voir encore s'élever dans son sein Autel contre Autel.

Mais, au milieu de ces accablantes images, le calme, SIRE, renaît dans tous les cœurs, quand les yeux se tournent vers le Trône, & que nous considérons le zèle de Votre Majesté pour le maintien de la foi Catholique, & la sagesse des vues qui président à votre glorieuse administration. On s'est permis souvent les exagérations les plus visibles à l'occasion des Protestans, dans l'espérance sans doute que l'intérêt qu'inspirent ces malheureuses victimes de l'erreur, augmenteroit avec leur nombre. Si le véritable état de nos freres errans étoit constaté par une voie sûre, des essais consolans, déjà faits sur quelques parties du Royaume, autorisent à penser que ces fastueux dénombremens tomberoient à une réduction de plus de deux tiers. Quoi qu'il en soit, la Religion Catholique est incontestablement la Religion dominante, la Religion Nationale. Cette Religion sainte porte sur son front auguste l'empreinte & le sceau de son divin Fondateur. Sa morale, ses dogmes, sa discipline, son culte, toute l'économie de sa législation, ne tend qu'à faire des sages & des heureux. Assise depuis Clovis sur le Trône, elle réunit au pied des Autels le Monarque & ses Sujets. Ses pacifiques étendards sont les seuls qui se déploient librement & publiquement dans l'étendue de la Monarchie. Plus, SIRE, vous vous montrez digne du haut rang où le Ciel vous a élevé pour notre bonheur, moins verrons-nous l'illustre héritier du Sceptre & de la foi de Saint-Louis, trahir l'ancienne croyance de ses peres, semer au milieu de son Peuple

ple les écueils de la séduction , immoler la nation entière à une portion de Citoyens , en permettant , par une dérogation volontaire aux Loix de l'Etat , que l'erreur ait , comme la vérité , des Temples publics & un culte solennel.

Une première victoire prépareroit la voie à des révolutions encore plus terribles. Ces barrières sacrées , si puissantes contre les passions humaines , s'abaisseroient insensiblement pour faire place à la coupable indifférence des Religions , Dogme affreux qui dessèche la racine des vertus , éteint la flamme du sentiment & ne peut enfanter que des ruines. En suivant la route tracée avec tant de lumières par l'immortel Evêque de Meaux , l'œil observateur envisagera toujours l'incrédulité moderne comme un détestable rejetton de la tige fatale plantée dans le seizième siècle par les chefs de la Réforme. Aucun contre-poids ne retenant plus l'effort d'une raison ambitieuse , elle a dû , tombant de chûtes en chûtes , se précipiter & se perdre dans cet effroyable chaos de doutes , de blasphêmes & d'anarchie. Sans invoquer ici la notoriété publique , ni se prévaloir des aveux échappés à l'indiscrétion des Calvinistes les plus célèbres , n'avons-nous pas vu l'Ecole même de Geneve , donner , il y a trois ans , le scandaleux spectacle d'une These publique & non contredite , dans laquelle on n'a pas rougi de mettre en problème la Divinité de Notre-Seigneur Jesus-Christ ? borne immuable qui séparera toujours le simple Dérisme du véritable Christianisme. Il ne faut donc pas se dissimuler que la Religion Protestante , autorisée parmi nous , deviendrait bientôt l'asyle d'une foule de mécréans , lesquels ayant abjuré la révélation dans le cœur , & n'osant pas faire éclater au dehors une si criminelle apostasie , déguiseroient avec art la nullité de leur foi sous le masque trompeur du Protestantisme.

S'il étoit permis, SIRE , à l'austérité de notre Ministère d'appuyer sur des considérations politiques , nous prendrions la liberté de rappeler à Votre Majesté que la diversité des cultes publics est presque toujours un redoutable foyer de dissensions. Le Gouvernement purement Monarchique de la France , le caractère ardent & mobile de ses habitans , tout y rendroit plus orageux encore le choc de cette diversité. Supposons que l'événement mémorable consommé dans le dernier siècle par un Monarque si profond dans la science de regner , ait réellement fait éclore les prétendus maux dont l'accusent ses détracteurs , en versant , au sein des Nations étrangères , d'immenses trésors , des Colonies florissantes , & la précieuse connoissance de nos Arts & de nos Manufactures ; comment réparer de semblables pertes , après la révolution de cent années presque accomplies ? Ne seroit-

ce pas aigrir, envenimer la plaie au lieu de la fermer, que de vouloir aujourd'hui, par une seconde opération, nous enlever les grands avantages qui nous ont consolés des malheurs de la première ! Nous appellons ainsi l'unité du culte religieux & la stabilité de l'ordre civil. Eh ! quels titres nouveaux auroit donc acquis sur la bienveillance des Rois cet assemblage d'hommes indépendans, qui se glorifioient autrefois, dans de séditieux écrits, d'avoir découvert la source purement humaine de l'autorité Royale, tandis que l'enseignement Catholique en place le berceau dans le Ciel, & nous le représente couvert des rayons même de la Divinité. Toutes les Annales du Calvinisme présentent une suite affligeante & non interrompue de conspirations, de guerres civiles, d'émeutes populaires. On diroit qu'une Providence attentive n'a tout récemment permis dans une île voisine le funeste renouvellement de ces scènes sanglantes, qu'afin d'éclairer de plus en plus les administrations sur le caractère persévérant d'une Secte républicaine par la force des maximes comme par l'essence de sa constitution. C'est ainsi que seroient également en danger, & l'Autel, & le Trône, si l'hérésie parvenoit jamais à rompre ses fers.

Nous avons dû déposer nos alarmes dans le sein paternel & religieux de Votre Majesté. C'est, SIRE, à votre profonde sagesse qu'il est réservé de déterminer les moyens de faire évanouir les fausses espérances des Protestans, & d'arrêter une fermentation non moins dangereuse pour l'Eglise que pour l'Etat. Qu'il nous soit seulement permis d'observer que le ministère des Prédicans entretient, au milieu de vos Peuples, ce malheureux esprit de schisme & de révolte, & qu'on ne peut aller efficacement à la source du mal, sans éloigner pour toujours les Prédicans étrangers, & sans prendre des mesures pour que les Nationaux ne s'immiscent plus à l'avenir dans les fonctions des prétendus Pasteurs, fonctions dont l'exercice est aussi funeste que le principe en est irrégulier.

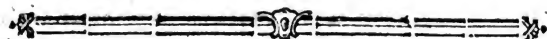
En dénonçant ainsi, SIRE, les nouvelles entreprises de l'erreur, nous ne venons point armer le bras vengeur de votre puissance contre la personne des errans : ces derniers s'obstinent en vain à méconnoître notre voix ; ils seront toujours nos semblables, nos concitoyens, nos frères & même nos enfans dans l'ordre de la Religion : toujours nous les aimerons, & nous les chérirons. Loin de nous la seule pensée du glaive & de l'épée. La Milice à laquelle nous sommes appelés, est purement spirituelle. De touchantes & lumineuses instructions, des exemples persuasifs, des prières ferventes, une bienfaisance douce, prévenante, universelle & inépuisable, voilà principalement

les armes de l'Apostolat. L'Etat Ecclésiastique est de toutes les professions la plus essentiellement éloignée des voies de rigueur. Telle est même la délicatesse & la pureté de ses maximes, que l'entrée du Sanctuaire est interdite au guerrier qui a combattu pour l'entreprise la plus juste , au Magistrat dont le suffrage auroit influé sur le supplice du plus abominable malfaiteur. Tout respire à l'ombre paisible des Autels , la modération , la patience , l'affection fraternelle , les nobles & héroïques sacrifices : tout y nourrit l'ame des grandes leçons de cette charité chrétienne , bien supérieure par l'énergie & la constance de ses divines inspirations , aux foibles & passagers mouvemens d'une sensibilité purement humaine. Moins l'ancien esprit sacerdotal s'affoiblira parmi nous, plus s'élargiront en quelque sorte nos entrailles miséricordieuses & compatissantes , en voyant toujours , dans cette multitude d'ames égarées , un Dieu mourant pour les sauver. Que les Protestans approchent donc avec confiance , ils trouveront en nous le zèle de l'Apôtre & la tendresse d'un Pere ; nous leur ouvrirons nos cœurs , nous les ferrons dans nos bras , nous les arroserons de nos larmes. Heureux , si le sang des Pasteurs , répandu pour cette portion dispersée du troupeau , la forçoit enfin de rendre hommage aux véritables titres de notre mission.

Tandis, SIRE, que nous chercherons avec le tendre intérêt de l'Apostolat , à multiplier les conquêtes sur l'hérésie , Votre Majesté daignera seconder nos efforts , en répandant de plus en plus ses grâces & ses dons sur les personnes nouvellement converties , non pour mettre les ames à prix , (il n'appartient qu'au mensonge d'employer ce honteux moyen de propagation ,) mais afin de tendre une main secourable à ces généreux prosélytes , qui n'ont pas craint de sacrifier les richesses de la terre au trésor de la foi. Déjà , SIRE , est consacrée à ce pieux usage une partie de la régle temporelle qui vous appartient , sur les Archevêchés , Evêchés , Abbayes & autres Bénéfices consistoriaux vacans.

Oserions-nous représenter à Votre Majesté que cette branche intéressante de revenus pourroit fructifier encore davantage au profit de la Religion , si Votre Majesté , employant , en faveur de l'œuvre des nouveaux convertis , la part & portion des fruits affectés à cet effet par les Règlemens , ordonnoit : 1°. Que chaque Evêque seroit préalablement entendu & consulté avant d'arrêter l'état des fonds pour son Diocèse : 2°. Que les pensions & gratifications seroient répandues par préférence dans les Provinces où les Religioneux sont en plus grand nombre , comme dans le Dauphiné , le Languedoc , la Guienne , &c : 3°. Qu'il ne seroit créé

à l'avenir aucune pension nouvelle que sur le vu d'une abjuration en bonne forme, ou d'un autre titre équivalent, avec obligation de représenter chaque année un certificat de catholicité, visé sans frais par l'Ordinaire des lieux, le tout néanmoins sans préjudice des sommes données pour l'éducation des jeunes Protestans de l'un & de l'autre sexe, élevés sous les yeux des Pasteurs dans les principes de notre foi. L'espece de concours & d'influence que nous prenons la liberté de réclamer dans ces sortes de distributions, paroît, SIRE, d'autant plus favorable; que ces nouveaux Catholiques ont été, pour ainsi dire, enrichis de nos dépouilles. En effet, aux termes des Lettres-Patentes du mois de Décembre 1641, le Roi Louis XIII avoit bien voulu contracter l'engagement solennel & irrévocable de laisser aux nouveaux pourvus d'Archevêchés & Evêchés l'entière jouissance des fruits échus pendant la vacance, sans réserve ni distinction; engagement rempli dans son étendue, avec une fidélité scrupuleuse, même pour les Abbayes & Prieurés vacans, jusques en l'année 1675. Il fut fait alors distraction du tiers dudit produit pour aider à la subsistance des nouveaux convertis. Un Règlement moderne, plus avantageux à ces derniers, leur attribue la totalité des revenus à percevoir depuis l'époque de la vacance, jusques à la date du brevet de nomination du successeur; ainsi prescrit par l'Arrêt du Conseil, donné le 31 Mars 1734, en forme de Règlement général. En rapprochant des dispositions de ce Règlement les Lettres-Patentes déjà citées, du mois de Décembre 1641, il en résulte clairement que la masse totale des fruits échus pendant l'ouverture de la régale, doit être distribuée entre les successeurs aux Bénéfices & les nouveaux Convertis. Le feu Roi a retranché d'une main sur le traitement des premiers, pour améliorer de l'autre le partage des seconds; mais toute autre destination étrangère à ce double objet, combattroit l'esprit & les textes des Loix émanées à cet égard de la bonté de vos augustes Prédécesseurs. Plus, SIRE, les mêmes sentimens éclatent dans la grande ame de Votre Majesté, plus osons-nous solliciter avec confiance l'exécution de ces précieuses Loix.



D E C L A R A T I O N

D U R O I ,

C O N C E R N A N T L A R E L I G I O N .

Donnée à Versailles, le 14 Mai 1724.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. De tous les grands desseins que le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bisaïeul a formés dans le cours de son regne, il n'y en a point que nous ayons plus à cœur de suivre & d'exécuter, que celui qu'il avoit conçu d'éteindre entièrement l'hérésie dans son Royaume, à quoi il a donné une application infatigable jusqu'au dernier moment de sa vie. Dans la vue de soutenir un ouvrage si digne de son zele & de sa piété, aussitôt que nous sommes parvenus à la majorité, notre premier soin a été de nous faire représenter les Edits, Déclarations & Arrêts du Conseil qui ont été rendus sur ce sujet, pour en renouveler les dispositions, & enjoindre à tous nos Officiers de les faire observer avec la dernière exactitude; mais nous avons été informés que l'exécution en a été rallentie depuis plusieurs années, sur-tout dans les Provinces qui ont été affligées de la contagion, & dans lesquelles il se trouve un plus grand nombre de nos Sujets qui ont ci-devant fait profession de la Religion prétendue réformée, par les fausses & dangereuses impressions que quelques-uns d'entr'eux, peu sincèrement réunis à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & excités par des mouvemens étrangers, ont voulu insinuer secrètement pendant notre minorité; ce qui nous ayant engagé à donner une nouvelle attention à un objet si important, nous avons reconnu que les principaux abus qui se sont glissés & qui demandent un plus prompt remede, regardent principalement les Assemblées illicites, l'éducation des enfans, l'obligation pour tous ceux qui exercent quelques fonctions publiques, de professer la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, les peines ordonnées contre les relaps, & la célébration des mariages; sur quoi nous avons résolu d'expliquer bien disertement nos intentions. A CES CAUSES, de l'avis de notre Conseil, & de notre grace spé-

ciale ; pleine puissance & autorité Royale ; Nous avons dit & ordonné , & par ces Présentes , signées de notre main , disons & ordonnons voulons & Nous plait.

ARTICLE PREMIER.

Que la Religion Catholique (1), Apostolique & Romaine ; soit seule exercée dans notre Royaume , Pays & Terres de notre obéissance ; défendons à tous nos Sujets , de quelque état , qualité & condition qu'ils soient , de faire aucun exercice de Religion , autre que de ladite Religion Catholique , & de s'assembler pour cet effet en aucun lieu & sous quelque prétexte que ce puisse être , à peine , contre les hommes , des galeres perpétuelles , & contre les femmes , d'être rasées & enfermées pour toujours dans les lieux que nos Juges estimeront à propos , avec confiscation des biens des uns & des autres , même à peine de mort contre ceux qui se seront assemblés en armes.

II. Etant informés qu'il s'est élevé , & s'élève journellement dans notre Royaume plusieurs Prédicans , qui ne sont occupés qu'à exciter les peuples à la révolte , & les détourner des exercices de la Religion Catholique , Apostolique & Romaine , ordonnons que tous les Prédicans qui auront convoqué des assemblées , qui y auront prêché , ou fait aucunes fonctions , soient punis de mort , ainsi que la Déclaration du mois de Juillet 1686 (2) l'ordonne pour les Ministres de la Religion prétendue réformée , sans que ladite peine de mort puisse à l'avenir être réputée comminatoire. Défendons à tous nos Sujets de recevoir lesdits Ministres ou Prédicans , de leur donner retraite , secours & assistance , d'avoir directement ou indirectement aucun commerce avec eux : enjoignons à ceux qui en auront connoissance , de les dénoncer aux Officiers des lieux , le tout à peine , en cas de contravention , contre les hommes , des galeres à perpétuité , & contre les femmes , d'être rasées & enfermées pour le reste de leurs jours dans les lieux que nos Juges estimeront à propos , & de confiscation des biens des uns & des autres.

III. Ordonnons à tous nos Sujets ; & notamment à ceux qui ont ci-devant professé la Religion prétendue réformée , ou qui sont nés de parens qui en ont fait profession , de faire baptiser leurs enfans dans les Eglises des paroisses où ils de-

(1) Edit du mois d'Octobre 1685 , Art. II & III ; Déclaration du premier Juillet 1686 , Art. V ; Déclaration du 13 Décembre 1698.

(2) Déclaration du premier Juillet 1686 , Art. II ; Déclaration du 13 Décembre 1698.

meurent , dans les vingt-quatre heures après leur naissance ; si ce n'est qu'ils aient obtenu la permission des Archevêques ou Evêques diocésains de différer les cérémonies du Baptême pour des raisons considérables. Enjoignons aux Sages-femmes & autres personnes qui assistent les femmes dans leurs accouchemens , d'avertir les Curés des lieux de la naissance des enfans , & à nos Officiers & à ceux des lieux qui ont le haute Justice , d'y tenir la main , & de punir les contrevenans par des condamnations d'amendes , même par de plus grandes peines , suivant l'exigence des cas.

IV. Quant à l'éducation des enfans de ceux qui ont ci-devant professé la Religion prétendue réformée , ou qui sont nés de parens qui en ont fait profession , voulons que l'Edit du mois de Janvier 1686 , & les Déclarations des 13 Décembre 1698 , 16 Octobre 1700 , soient exécutées en tout ce qu'elles contiennent ; & en y ajoutant , nous défendons à tous nosdits Sujets d'envoyer élever leurs enfans hors du Royaume , à moins qu'ils n'en aient obtenu de Nous une permission par écrit , signée de l'un de nos Secrétaires d'Etat , laquelle nous n'accorderons qu'après que nous aurons été suffisamment informés de la catholicité des peres & meres ; & ce , à peine , en cas de contravention , d'une amende , laquelle sera réglée à proportion des biens & facultés des peres & meres desdits enfans ; & néanmoins ne pourra être moindre que de la somme de six mille livres , & sera continuée par chaque année que leursdits enfans demeureroient en Pays étrangers , au préjudice de nos défenses ; à quoi nous enjoignons à nos Juges de tenir exactement la main.

V. Voulons qu'il soit établi (1) , autant qu'il sera possible , des Maîtres & Maîtresses d'Ecole , dans toutes les Paroisses où il n'y en a point , pour instruire tous les enfans de l'un & de l'autre sexe , des principaux Mystères & devoirs de la Religion Catholique , Apostolique & Romaine , les conduire à la Messe tous les jours ouvriers , autant qu'il sera possible , leur donner les instructions dont ils ont besoin sur ce sujet , & avoir soin qu'ils assistent au Service Divin les Dimanches & les Fêtes ; comme aussi , pour y apprendre à lire , & même écrire à ceux qui pourront en avoir besoin , le tout ainsi qu'il sera ordonné par les Archevêques & Evêques , en conformité de l'Article XXV de l'Edit de 1695 , concernant la Jurisdiction Ecclésiastique : voulons à cet effet que , dans les lieux où il n'y aura pas d'autres fonds , il puisse être imposé sur tous les habitans , la somme qui manquera pour l'établisse-

ment desdits Maitres & Maitresses jusqu'à celle de cent cinquante livres par an pour les Maitres , & de cent livres pour les Maitresses , & que les lettres sur ce nécessaires soient expédiées, sans frais , sur les avis que les Archevêques & Evêques diocésains , & les Commissaires départis dans nos Provinces pour l'exécution de nos ordres , nous en donneront.

VI. Enjoignons à tous les peres (1) , meres , tuteurs & autres personnes qui sont chargées de l'éducation des enfans , & nommément de ceux dont les peres & les meres ont fait profession de la Religion prétendue réformée , ou sont nés de parens Religioneux , de les envoyer aux Ecoles & aux Catéchismes jusqu'à l'âge de quatorze ans , même pour ceux qui sont au-dessus de cet âge jusqu'à celui de vingt ans , aux instructions qui se font les Dimanches & les Fêtes , si ce n'est que ce soient des personnes de telle condition qu'elles puissent & qu'elles doivent les faire instruire chez elles , ou les envoyer au Collège , ou les mettre dans des Monasteres ou Communautés Régulieres. Enjoignons aux Curés de veiller avec une attention particulière sur l'instruction desdits enfans dans leurs Paroisses , même à l'égard de ceux qui n'iront pas aux Ecoles : Exhortons & néanmoins enjoignons aux Archevêques & Evêques de s'en informer soigneusement ; ordonnons aux peres & autres qui en ont l'éducation , & particulièrement aux personnes les plus considérables par leur naissance ou leurs emplois , de leur représenter les enfans qu'ils ont chez eux lorsque les Archevêques ou Evêques l'ordonneront dans le cours de leurs visites , pour leur rendre compte de l'instruction qu'ils auront reçue touchant la Religion ; & à nos Juges , Procureurs & à ceux des Sieurs qui ont la Haute Justice , de faire toutes les diligences , perquisitions , & ordonnances nécessaires pour l'exécution de notre volonté à cet égard , & de punir ceux qui seroient négligeans d'y satisfaire , ou qui auroient la témérité d'y contrevenir de quelque maniere que ce puisse être , par des condamnations d'amende qui seront exécutées par provision , nonobstant l'appel , à telles sommes qu'elles puissent monter.

VII. Pour assurer encore plus l'exécution de l'Article précédent , voulons que nos Procureurs , & ceux des Sieurs Hauts-Justiciers se fassent remettre tous les mois par les Curés , Vicaires , Maitres ou Maitresses d'Ecole , ou autres qu'ils chargeront de ce soin , un état exact de tous les enfans qui n'iront pas aux Ecoles , ou aux Catéchismes & instructions , de leurs noms , âge , sexe , & des noms de leurs peres & meres ,

(1) Déclaration du 13 Décembre 1698 , Art. X.

pour faire ensuite les poursuites nécessaires contre les peres & meres, tuteurs ou curateurs, ou autres chargés de leur éducation, & qu'ils aient soin de rendre compte, au moins tous les six mois, à nos Procureurs-Généraux, chacun dans leur Ressort, des diligences qu'ils auront faites à cet égard, pour recevoir d'eux les ordres & les instructions nécessaires.

VIII. Les secours spirituels n'étant en aucun temps plus nécessaires, sur-tout à ceux de nos Sujets qui sont nouvellement réunis à l'Eglise, que dans les occasions des maladies où leur vie & leur salut sont également en danger, voulons que les Médecins, & à leur défaut les Apothicaires & Chirurgiens qui seront appellés pour visiter les malades, soient tenus d'en donner avis aux Curés ou Vicaires des Paroisses dans lesquelles lesdits malades demeureront, aussi-tôt qu'ils jugeront que la maladie pourroit être dangereuse, s'ils ne voient qu'on les y ait appellés d'ailleurs, afin que lesdits malades, & nommément nos Sujets nouvellement réunis à l'Eglise, puissent en recevoir les avis & les consolations spirituelles dont ils auront besoin, & le secours des Sacremens, lorsque lesdits Curés ou Vicaires trouveront lesdits malades en état de les recevoir. Enjoignons aux parens, serviteurs & autres personnes qui seront auprès desdits malades, de les faire entrer auprès d'eux, & de les recevoir avec la bienfaisance convenable à leur caractère; & voulons que ceux desdits Médecins, Apothicaires & Chirurgiens qui auront négligé de ce qui est de leur devoir à cet égard, & pareillement les parens, serviteurs & autres qui sont auprès desdits malades, qui auront refusé auxdits Curés ou Vicaires, ou Prêtres envoyés par eux, de leur faire voir lesdits malades, soient condamnés en telle amende qu'il appartiendra; même les Médecins, Apothicaires, Chirurgiens, interdits en cas de récidive, le tout suivant l'exigence des cas.

IX. Enjoignons pareillement à tous Curés (1), Vicaires & autres qui ont la charge des ames, de visiter soigneusement les malades, de quelque état & qualité qu'ils soient, notamment ceux qui ont ci-devant professé la Religion prétendue réformée, ou qui sont nés de parens qui en ont fait profession; de les exhorter en particulier & sans témoins, à recevoir les Sacremens de l'Eglise, en leur donnant à cet effet toutes les instructions nécessaires avec la prudence & la charité qui convient à leur ministère; & en cas qu'au mépris de leurs exhortations & avis salutaires, lesdits malades refusent de rece-

(1) Déclarations des 19 Septembre 1680, 19 Avril 1686, & 8 Mars 1715.

voir les Sacremens qui leur seront par eux offerts ; & déclarent ensuite publiquement qu'ils veulent mourir dans la Religion prétendue réformée , & qu'ils persistent dans la déclaration qu'ils en auront faite pendant leur maladie , voulons que, s'ils viennent à recouvrer la santé, le procès leur soit fait & parfait par nos Baillis & Sénéchaux à la requête de nos Procureurs, & qu'ils soient condamnés au bannissement à perpétuité, avec confiscation de leurs biens ; & dans le Pays où la confiscation n'a lieu, en une amende qui ne pourra être moindre que de la valeur de la moitié de leurs biens ; si au contraire ils meurent dans cette malheureuse disposition , nous ordonnons que le procès sera fait à leur mémoire par nosdits Baillis & Sénéchaux , à la requête de nos Procureurs en la forme prescrite par les Articles du Titre XXII de notre Ordonnance du mois d'Août 1670, pour être leurdite mémoire condamnée avec confiscation de leurs biens ;} dérogeant aux autres peines portées par la Déclaration du 29 Avril 1686, & de celle du 8 Mars 1715, lesquelles seront au surplus exécutées en ce qui ne se trouvera contraire au présent Article. Et en cas qu'il n'y ait point de Bailliage Royal dans le lieu où le fait sera arrivé, nos Prévôts & Juges Royaux, & s'il n'y en a pas, les Juges des Sieurs qui y ont la Haute-Justice ; en informeront & enverront les informations par eux faites, aux Greffes de nos Bailliages & Sénéchaussées d'où ressortissent lesdits Juges, ou qui ont la connoissance des cas Royaux dans l'étendue desdites Justices, pour y être procédé à l'instruction & au Jugement du procès, à la charge de l'appel en nos Cours de Parlement.

X. Voulons que le contenu au présent Article soit exécuté sans qu'il soit besoin d'autre preuve pour établir le crime de relaps, que le refus qui aura été fait par le malade, des Sacremens de l'Eglise, offerts par les Curés, Vicaires, ou autres ayant la charge des âmes, & la déclaration qu'il aura faite publiquement comme ci-dessus ; & sera la preuve dudlt refus & de ladite déclaration publique établie par la déposition desdits Curés, Vicaires ou autres ayant la charge des âmes, & de ceux qui auront été présens lors de ladite déclaration, sans qu'il soit nécessaire que les Juges du lieu se soient transportés dans la maison desdits malades, pour y dresser procès-verbal de leur refus & déclaration, & sans que lesdits Curés ou Vicaires qui auront visité lesdits malades, soient tenus de requérir le transport desdits Officiers, ni de leur dénoncer le refus & la déclaration qui leur aura été faite ; dérogeant à cet égard aux Déclarations des 29 Avril 1686, & 8 Mars 1715, en ce qui pourra être contraire au présent Article & au précédent.

XI. Et attendu que Nous sommes informés que ce qui contribue le plus à confirmer ou à faire retomber lesdits malades dans leurs anciennes erreurs, est la présence & les exhortations de quelques Religionnaires cachés qui les assistent secrètement en cet état, & abusent des préventions de leur enfance & de la foiblesse où la maladie les réduit, pour les faire mourir hors du sein de l'Eglise, nous ordonnons que le procès soit fait & parfait par nos Baillis & Sénéchaux, ainsi qu'il est dit ci-dessus, à ceux qui se trouveront coupables de ce crime, dont nos Prévôts ou autres Juges Royaux pourront informer, même les Juges des Sieurs qui auroient la Haute-Justice dans les lieux où le fait seroit arrivé, s'il n'y a point de Bailliage ou Sénéchaussée Royale dans lesdits lieux; à la charge d'envoyer les informations au Bailliage Royal comme dessus, pour être le procès continué par nos Baillis & Sénéchaux, & les coupables condamnés; savoir, les hommes aux galères perpétuelles ou à temps, selon que les Juges l'estimeront à propos, & les femmes à être rasées & enfermées dans les lieux que nos Juges ordonneront, à perpétuité ou à temps, ce que Nous laissons pareillement à leur prudence.

XII. Ordonnons (1), que, suivant les anciennes Ordonnances des Rois nos prédécesseurs, & l'usage observé dans notre Royaume, nul de nos Sujets ne pourra être reçu en aucune Charge de Judicature dans nos Cours, Bailliages, Sénéchaussées, Prévôtés & Justices, ni dans celles des Hauts-Justiciers, même dans les places de Maires & Echevins, & autres Officiers des Hôtels-de-Ville, soit qu'ils soient érigés en titre d'Office ou qu'il y soit pourvu par élection, ou autrement, ensemble dans celles de Greffiers, Procureurs, Notaires, Huffiers & Sergens, de quelque Jurisdiction que ce puisse être, & généralement dans aucun Office ou fonction publique, soit en titre ou par commission, même dans les Offices de notre Maison & Maisons Royales, sans avoir une attestation du Curé, ou en son absence, du Vicaire de la Paroisse dans laquelle ils demeurent, de leurs bonnes vie & mœurs, ensemble de l'exercice actuel qu'ils font de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine.

XIII. Voulons pareillement (2), que les Licences ne puissent être accordées dans les Universités du Royaume à ceux qui auront étudié en Droit ou en Médecine, que sur des attestations semblables que les Curés leur donneront, & qui seront par eux représentées à ceux qui leur doivent donner

(1) Déclaration du 13 Décembre 1698, Art. XIII.

(2) Déclaration du 13 Décembre 1698, Art. XIV.

lesdites Licences ; desquelles attestations il sera fait mention dans les Lettres de Licence qui leur seront expédiées , à peine de nullité ; n'entendons néanmoins assujettir à cette règle les Etrangers qui viendront étudier & prendre des degrés dans les Universités de notre Royaume , à la charge que , conformément à la Déclaration du 26 Février 1680 , & à l'Edit du mois de Mars 1707 , les degrés par eux obtenus ne pourront leur servir dans notre Royaume.

XIV. Les Médecins (1) , Chirurgiens , Apothicaires , & les Sages-femme , ensemble les Libraires & Imprimeurs ne pourront être aussi admis à exercer leur art & profession dans aucun lieu de notre Royaume , sans rapporter une pareille attestation , de laquelle il sera fait mention dans les Lettres qui leur seront expédiées , même dans la Sentence des Juges , à l'égard de ceux qui doivent prêter serment devant eux , le tout à peine de nullité ,

XV. Voulons que les Ordonnances (2) Edits & Déclarations des Rois nos Prédécesseurs sur le fait des mariages , & nommément l'Edit du mois de Mars 1697 , & la Déclaration du 15 Juin de la même année , soient exécutés selon leur forme & teneur par nos Sujets nouvellement réunis à la Foi Catholique , comme par tous nos autres Sujets ; leur enjoignons d'observer dans les mariages qu'ils voudront contracter , les solemnités prescrites tant par les Saints Canons , reçus & observés dans ce Royaume , que par lesdites Ordonnances , Edits & Déclarations , le tout sous les peines qui y sont portées , & même de punition exemplaire , suivant l'exigence des cas.

XXI. Les enfans mineurs (3) , dont les peres & meres , tuteurs ou curateurs sont sortis de notre Royaume , & se sont retirés dans les Pays étrangers pour cause de Religion , pourront valablement contracter mariage , sans attendre ni demander le consentement de leusdits peres & meres , tuteurs ou curateurs absens , à condition néanmoins de prendre le consentement & avis de leurs tuteurs ou curateurs , s'ils en ont dans le Royaume sinon , il leur en sera créé à cet effet , ensemble de leurs parens ou alliés , s'ils en ont , ou au défaut de parens & alliés , de leurs amis ou voisins : voulons à cet effet qu'avant de passer outre au contrat & célébration de leur mariage , il soit fait devant le Juge Royal des lieux où ils ont leur domicile , en présence de

(1) Déclaration du 20 Février 1680 , Arrêt du Conseil du 15 Septembre 1685.

(2) Déclaration du 13 Décembre 1698 , Art. VII.

(3) Déclaration du 6 Août 1686.

notre Procureur , & s'il n'y a point de Juge Royal , devant le Juge ordinaire desdits lieux , le Procureur Fiscal de la Justice présent , unë assemblée de six des plus proches parens ou alliés , tant paternels que maternels , faisant l'exercice de la Religion Catholique , Apostolique & Romaine , outre le tuteur , ou le curateur desdits mineurs ; & au défaut de parens ou alliés , de six amis ou voisins , de la même qualité , pour donner leur avis & consentement , s'il y échet ; & seront les actes pour ce nécessaires , expédiés sans aucuns frais , tant de Justice que de Sceau , contrôle , infinuation ou autres ; & en cas qu'il n'y ait que le pere ou la mere desdits enfans mineurs qui soit sorti du Royaume , il suffira d'assembler trois parens ou alliés du côté de celui qui sera hors du Royaume , ou à leur défaut , trois voisins ou amis , lesquels , avec le pere ou la mere qui se trouvera présent , & le tuteur ou curateur , s'il y en a autre que le pere ou la mere , donneront leur avis & consentement , s'il y échet , pour le mariage proposé , duquel consentement , dans tous les cas ci-dessus marqués , il sera fait mention sommaire dans le contrat de mariage , qui sera signé par lesdits pere ou mere , tuteur ou curateur , parens , alliés , voisins ou amis , comme-aussi , sur le registre de la paroisse , où se fera la célébration dudit mariage ; le tout sans que lesdits enfans audit cas puissent encourir les peines portées par les Ordonnances contre les enfans de famille qui se marient sans le consentement de leurs peres & meres ; à l'effet de quoi , nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard seulement auxdites Ordonnances , lesquelles seront au surplus exécutées selon leur forme & teneur.

XVII. Défendons à tous nos Sujets (1) , de quelque qualité & condition qu'ils soient , de consentir ou approuver que leurs enfans , & ceux dont ils seront tuteurs ou curateurs , se marient en Pays étrangers , soit en signant les contrats qui pourroient être faits pour parvenir auxdits mariages , soit par acte antérieur ou postérieur pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être , sans notre permission expresse & par écrit , signée par l'un de nos Secrétaires d'Etat & de nos Commandemens , à peine des galeres à perpétuité contre les hommes , & de bannissement perpétuel contre les femmes , & en outre de confiscation des biens des uns & des autres ; & où confiscation n'auroit pas lieu , d'une amende qui ne pourra être moindre que de la moitié de leurs biens.

XVIII. Voulons que , dans tous les Arrêts & Jugemens qui ordonneront la confiscation des biens de ceux qui l'auront en-

course, suivant les différentes dispositions de notre présente Déclaration, nos Cours & autres nos Juges ordonnent que ; sur les biens situés dans les Pays où la confiscation n'a pas lieu, ou sur ceux non sujets à confiscation, ou qui ne seront pas confisqués à notre profit, il sera pris une amende qui ne pourra être moindre que de la valeur de la moitié desdits biens confisqués, dans la régie des biens des Religionnaires absens, pour être employés, avec le revenu desdits biens, à la subsistance de ceux de nos Sujets nouvellement réunis qui auront besoin de ce secours ; ce qui aura lieu pareillement à l'égard de toutes les amendes, de quelque nature qu'elles soient, qui seront prononcées contre les contrevenans à notre présente Déclaration, sans que les Receveurs ou Fermiers de notre Domaine y puissent rien prétendre. SI DONNONS EN MANDEMENT, à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant nos Cours de Parlement, & à tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles, garder & observer de point en point selon leur forme & teneur. CAR tel est notre plaisir. DONNÉ à Versailles, le quatorzième jour de Mai, l'an de grace mil sept cent vingt-quatre, & de notre regne le neuvième. Signé, LOUIS : *Et plus bas* ; Par le Roi ; Dauphin, Comte de Provence, PHELYPEAUX. Et scellée du grand Sceau de cire jaune.

Registrées, où & ce requérant le Procureur Général du Roi ; pour être exécutées selon leur forme & teneur, & copies collationnées, envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du Ressort, pour y être lues, publiées & registrées ; enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le trente-un Mai mil sept cent vingt-quatre.

Signé, YSABEAU.

P L A N du Gouvernement Républicain que les Pro-
testans vouloient établir en France.

LE Roi (Louis XIII) étant à Tours, eut avis que l'Assemblée de la Rochelle devoit s'emparer de Saumur, ce qui l'obligea de se transporter aussi-tôt dans cette Ville. A peine y fut-il arrivé, qu'il fut instruit des dernières résolutions de l'Assemblée de la Rochelle. Le résultat de tant de délibérations fut une confédération ou une ligue, dont le but étoit d'établir un Gouvernement Républicain au milieu de la

France, en faveur des Protestans. Tout le Royaume étoit partagé en huit cercles, en y comprenant le Béarn. On avoit dressé un grand Règlement, que devoient observer les Commandans, sous l'autorité souveraine de l'Assemblée séante à la Rochelle. Nous allons le copier ici tel qu'il fut imprimé dans cette Ville, le 10 Mai 1621, & qu'il se trouve dans le Mercure de France à cette année.

Extrait du Mercure de France.

Tome 2, année 1621, page 311.

Règlement dressé par l'Assemblée de la Rochelle, le 10 Mai 1621.

ARTICLE PREMIER.

Toutes les Provinces seront distribuées selon l'ordre des Synodes, savoir est ;

A M^r. le Duc de Bouillon, premier Maréchal de France, la Normandie, l'Isle de France, le Berry, la Province d'Anjou, le Pays du Maine, Perche & Touraine, excepté l'Isle Bouchard.

A M. de Soubise, la Bretagne, l'Isle Bouchard, la Province de Poitou, & ce qui en dépend, suivant l'état de l'extraordinaire des guerres de ladite Province.

A M. le Duc de la Trimouille, l'Angoumois, la Saintonge, & Isles adjacentes.

A M. de la Force, le Béarn.

A M. le Duc de Rohan, le haut Languedoc, & la haute Guienne.

A M. de Châtillon, le bas Languedoc, les Cevennes, le Gévaudan & le Vivarais.

A M. le Duc de Lesdiguières, le Dauphiné, la Provence, & la Bourgogne.

Et en outre, aura mondit Sieur de Bouillon le Commandement général des Armées, en quelque Province qu'il se trouve, avec le pouvoir & autorité, comme il est plus amplement contenu audit Règlement.

II. En chaque Province seront continués les Conseils en la forme qu'ils sont à présent établis, & s'assembleront toutes fois & quantes que les affaires le requerront.

III. Le Chef général commandera & exploitera l'armée générale, & autres forces & armes jointes & liées, où le bien des affaires requerra qu'il se trouve ; & avec lesdites forces pourra assiéger, forcer, composer, livrerjournées & batail-

les ; & généralement exploiter ce qu'il jugera expédient de faire , avec l'avis des autres Chefs de son Armée.

IV. Ledit général disposera de toutes les Charges de son armée , excepté les Charges de Colonels de la Cavalerie & de l'Infanterie , Maréchaux de Camp , & Grands-Maitres de l'Artillerie , auxquelles Charges l'Assemblée pourvoira comme bon lui semblera.

V. Ledit Général aura un Conseil auprès de sa Personne ; composé des principaux Seigneurs de son armée ; & en icelui auront séance & voix délibérative trois Députés de l'Assemblée générale , lesquels seront changés de trois mois en trois mois.

VI. Les Chefs d'armée établis auxdites Provinces , suivant le département ci-dessus mentionné , auront pareillement un Conseil près de leurs Personnes , composé des principaux Chefs de son armée , auxquels assisteront pareillement trois Députés du Conseil de chacune Province , qui sera de leur Département , avec séance & voix délibérative , lesquels seront aussi changés de trois mois en trois mois.

VII. Lesdits Chefs généraux des Provinces pourront établir un ou plusieurs Lieutenans en l'étendue de leurs Provinces , par l'avis des Conseils d'icelles ; & ensemble pourvoir à toutes les autres Charges , en prenant par les nommés les provisions de l'Assemblée générale.

VIII. En toutes les Places qui seront de nouveau jointes au parti par les armes du Général , appartiendra audit Général de pourvoir à la garde , gouvernement & administration d'icelles ; & auront les Chefs généraux établis par les Provinces pareil pouvoir en toutes les Places qu'eux où leurs Lieutenans auront en leur puissance , à la charge de prendre provisions de l'Assemblée , comme dessus.

IX. Quant aux Places qui sont à présent entre nos mains , esquelles il n'y a Gouverneur , & où il sera nécessaire d'en établir , nomination en sera faite par le Chef général établi en la Province , de l'avis du Conseil de ladite Province , & du consentement des Villes ; excepté la Ville & Gouvernement de la Rochelle , où il ne sera rien innové. Et au regard des Places où il y a Gouverneur , advenant vacation du Gouverneur , n'y pourra être pourvu que par l'Assemblée , à laquelle le Chef général de la Province avec le Conseil d'icelle présenteront trois personnes , pour en être acceptée une de ladite Assemblée.

X. Lorsque le Général se trouvera en ladite Assemblée générale , il y présidera ; & les Chefs généraux établis sur les Provinces y auront séance & voix délibérative , & non leurs Lieutenans. Aussi dans les Conseils des Provinces

présideront lesdits Sieurs Généraux desdites Provinces ; quand ils y seront présens , & non leurs Lieutenans , si ce n'est par élection du Conseil.

XI. Ne pourra être fait aucun traité de trêve ou de paix, que la délibération & conclusion n'en soit prise à l'Assemblée générale , où ledit Général & les Chefs généraux desdites Provinces seront priés d'assister en Personnes ou par leurs Députés : auquel cas , & pour ce fait seulement, lesdits Députés auront voix délibérative en ladite Assemblée.

XII. Toutes les prises & captures qui se feront par terre seront déclarées nulles , si elles ne sont avouées par les Chef général en chacune Province & Conseil résidant auprès de lui , ou son Lieutenant en son absence avec ledit Conseil.

XIII. Tous les Chefs , Capitaines & Soldats promettent d'observer les Règlemens , tant Militaires que de la Justice & Finances , sous les peines portées par iceux.

XIV. D'autant que les gens de guerre doivent plutôt servir d'exemple de vertu & honnêteté aux autres , que non pas de débordement & dissolution , tous Chefs, Capitaines & Soldats seront exhortés d'user de si chrétiens & sages dépoumens en leur actions , que Dieu en soit honoré , & par bonne vie & conversation un chacun édifié en toute piété.

XV. Et pour cette fin , tous les Chefs & gens de guerre , tant de Cavalerie que d'Infanterie , seront exhortés d'avoir , en tant que faire se pourra , des Pasteurs ordinaires pour faire le Prêche & Prieres aux jours ordonnés ; & seront tous Chefs, Capitaines & Soldats , sujets à l'ordre de discipline ecclésiastique , suivant le Règlement & Police des Eglises de ce Royaume.

XIX. Tous Capitaines & Soldats déclareront au Général & au Conseil les Prisonniers 24 heures après les prises faites , sans les pouvoir élargir ni mettre à rançon sans l'Ordonnance du Général & du Conseil ; & seront tenus d'en répondre en leurs propres personnes , & les mettre en lieu de sûreté , & en répondre ainsi qu'il en sera ordonné.

XX. Ne pourront lesdits Généraux , Gouverneurs , Capitaines , congédier lesdits prisonniers , modérer ou remettre les droits de butin & rançon dûs au public , sous les peines de les payer de leurs propres deniers.

XXI. Les Commissions qui seront données , seront enregistrées au Registre de ladite Assemblée ; & est prohibé & défendu à tous Capitaines de gens de guerre marcher & tenir les Champs sur peine de la vie , sans le commandement exprès de ladite Assemblée , ou des Supérieurs & Généraux ; autrement il leur sera couru sus.

XXII. Les Soldats ne pourront quitter leurs Capitaines ; ni s'enrôler en d'autres Compagnies sans congé de leurs Capitaines, ni aucuns Capitaines les recevoir, sur peine de suspension de leurs Charges.

XXIII. Et pour reconnoître les Soldats étrangers, sera tenu Registre aux Portes des Villes, de tous ceux qui entreront, afin d'en informer les Gouvernemens.

XXIV. Ne sera permis ni loisible aux gens de guerre & autres d'exécuter aucunes entreprises, sans l'avis & congé de ladite Assemblée & du Général de la Province.

XXV. Est défendu à tous Capitaines & Soldats ayant reçu leurs paiemens, de prendre aucunes sortes de vivres sans payer, étant en pays d'ami ou contribuable.

XXVI. Est généralement défendu à toutes personnes ; de quelqu'état & condition qu'ils soient, de trafiquer, négocier & parlementer avec les ennemis, sur peine de la vie.

XXVII. Les payemens des Compagnies, tant de cheval que de pied, se feront à la montre, & non autrement, avec les Commissaires & Contrôleurs généraux, en campagne & dans les villes, & présens les Magistrats & Conseillers des Villes où lesdites garnisons seront ordonnées.

XXVIII. Les Capitaines répondront des excès & malversations de leurs Soldats, pour les représenter à la Justice quand requis en seront.

XXIX. Toutes les Compagnies de Chevaux-Légers seront réduites au nombre de cinquante, & celles de gens de pied à cent.

XXX. Les Soldats qui seront habitans des Villes où ils seront en garnison, ne pourront demander logis ni ustensiles.

XXXI. Et afin que le labourage puisse être continué ; ne sera loisible de prendre aucune sorte de bétail servant à l'Agriculture, ni les harnois & habillemens des paysans, hommes ni femmes, ni les susdits paysans être rançonnés ni pris prisonniers, que pour deniers sur eux imposés, sur peine de vie.

XXXII. Ne pourront les Généraux, Chefs & Capitaines, advenant paix, s'approprier les villes, châteaux, munitions, armes, & magasins appartenans au Public, & les laisseront aux profits & subventions générales des villes & places par bon & loyal inventaire.

XXXIII. Il est enjoint à tous Meuniers des villes de demeurer dans leurs moulins, sans qu'on leur puisse donner aucuns hôtes dans lesdits moulins, pour éviter aux désordres qui y pourroient arriver, ni pareillement enlever fourrages, ni aucuns vivres, ni autres biens quelconques à

eux appartenants ; à la charge qu'ils ne pourront retenir ; ni ferrer dans ledit moulin les biens & vivres appartenans aux autres habitans des lieux , & qu'ils seront tenus de mettre lesdits Moulins en bon état , pour servir quand besoin sera.

XXXIV. Et afin que le commerce soit libre esdites armées, les Marchands & Cabaretiers y pourront aller & séjourner en toute sûreté, sans que, pour ce, pour quelque occasion que ce soit, on puisse prendre leurs chevaux ou équipages. Seront néanmoins obligés d'observer les prix qui seront mis sur leurs denrées & marchandises.

XXXV. L'Assemblée générale, pour subvenir aux grands frais & dépens qu'il conviendra faire pour l'entretien des gens de guerre ci-dessus, & autres affaires publiques, a arrêté tous deniers royaux des tailles, crues, aides, gabelles, domaine, décimes, subsides & autres droits & impositions tant ordinaires qu'extraordinaires, soit celles qui sont déjà établies, ou autres qui se pourront ci-après établir par ladite Assemblée, de quelque nature qu'elles puissent être : lesquels deniers seront levés & reçus par les Trésoriers & Receveurs généraux & particuliers qui seront nommés & pourvus, tant par ladite Assemblée, que par toutes les autres Provinces.

XXXVI. Comme pareillement seront pris & levés les revenus des bénéfices & autres biens appartenans aux Ecclésiastiques, lesquels à cette fin seront baillés à ferme par-devant les Commissaires pour ce établis en chaque Province par le Chef-Général en icelle, avec le Conseil desdites Provinces, & ce en suivant les charges & formes ordinaires & accoutumées, dont ils dresseront bons & valables procès-verbaux, qui seront mis es mains desdits Commissaires & Conseils, & des Receveurs établis en chacune des Provinces, pour faire le recouvrement des deniers qui en proviendront, dont sera fait état séparé par lesdits Receveurs.

XXXVII. Entreront aussi es deniers publics tous les droits qui seront pris sur les butins & rançons des prisonniers de guerre ; & à cette fin, sera pris pour le public, pour le droit desdits butins de toutes marchandises & autres choses prises, ensemble desdites rançons, la sixieme partie.

XXXVIII. Les compositions qui se feront pour la reddition des Villes & autres lieux, appartiendront au Public ; & pour ce sera fait cayer & registre à part par les Trésoriers ou Receveurs généraux & particuliers, des deniers qui en proviendront.

XXXIX. Et pour accélérer à la recette desdits deniers, seront commis en chacune Province, par le Chef établi en icelle,

icelle , & le Conseil de la Province , des Receveurs & Contrôleurs particuliers , autant que la nécessité de la Province le requerra , qui seront personnes ressantes , solvables & cautionnées , à la charge qu'ils prendront leurs provisions de l'Assemblée générale , & mettront par chacun quartier les deniers de leur recette , entre les mains du Receveur Général , qui sera aussi établi par ladite Assemblée ; ensemble le Contrôleur Général en ladite Province , par l'avis dudit Général & Conseil de ladite Province , & aux lieux les plus commodes que faire se pourra.

XL. Tous les deniers revenans au Public , de quelque nature qu'ils soient , seront mis entre les mains des Receveurs Généraux en chacune Province ; & sera pris préalablement , & avant toutes autres dépenses , le dixieme denier , que chaque Receveur Général fera tenu faire tenir le plus promptement & sûrement que faire se pourra , entre les mains dudit Trésorier Général , établi pour la recette desdits deniers , & autres qui sont ci-après déclarés , résidant près l'Assemblée Générale : comme étant les deniers destinés , étant pour le vées de Gens de Guerre ès Pays étrangers , que pour l'entretienement de l'Armée générale de ladite Province , & autres nécessités publiques , suivant les états & mandemens qui en seront mis entre les mains dudit Trésorier Général par ladite Assemblée.

XLI. Seront en outre , & à même effet , mis entre les mains dudit Trésorier Général , tous les deniers provenus des droits de l'Amirauté , passe-ports , tant par mer que par terre , congés & autres expéditions de l'Assemblée : ensemble les deniers , revenan-bons , & autres revenus de reliqua de compte.

XLII. Les Trésorier Général & Receveurs Généraux & particuliers des Provinces seront comptables à ladite Assemblée ; & pour cet effet y enverront les états de leurs recettes & dépenses de trois mois eu trois mois , pour être examinés par elle ou autres qu'elle commettra pour cet effet. Et ne pourront lesdits Receveurs Généraux vuidier leurs mains des deniers de leurs charges , ni en faire aucun paiement , que par l'Ordonnance de l'Assemblée.

XLIII. Les Chefs établis dans leurs Provinces , avec l'avis des Conseils d'icelles , enverront à ladite Assemblée promptement l'état des gens de guerre qui seront sur pied ; ensemble l'état de la dépense qu'il faudra employer pour l'entretienement , comme aussi , les états de recettes générales & particulières de leurs Provinces , afin que l'Assemblée en distribue les assignations.

D

XLIV. Les Chefs desdites Provinces donneront ordre d'ériger des recettes générales & particulières des deniers qu'on leur imposera, sans que néanmoins lesdits deniers puissent être divertis à d'autres dépenses que celles que ladite Assemblée générale ordonnera.

XLV. Les Officiers, tant de Justice que de Finance, & tous autres Officiers faisant profession de la Religion, & demeurant en l'union de leurs Eglises, seront continués en l'exercice de leurs Charges.

XLVI. Tous les droits & rentes appartenans aux particuliers de ladite Religion, sur lesdites Tailles & subsides, leur seront conservés, en faisant dûment paroître de leurs titres.

XLVII. Pour l'entretienement des Pasteurs auxquels les Eglises ne pourrout fournir pour leur entretienement, sera fait un état par ladite Assemblée, & par les Conseils des Provinces, pour être payés de leur entretienement sur les plus clairs deniers des biens Ecclésiastiques, ou au défaut, sur toute autre nature de deniers : & d'autant que la rigueur des troubles pourra contraindre les personnes & familles de changer de demeure & abandonner leurs possessions, vacations & charges, il sera pourvu à leur entretienement par ladite Assemblée générale.

FAIT & arrêté en l'Assemblée générale, tenue en la Ville de la Rochelle, ce Lundi dix Mai mil six cens vingt-un. Signés, Combort, Président; Banage, Adjoint; Rodil, Secrétaire, & Riffaut, aussi Secrétaire.

E X T R A I T

Du Discours sur la Justice, dédié au Roi par Mr. Moreau, Historiographe de France : Nouvelle édition, 1782, seconde Partie.

CET engagement si naturel & si respectable a été chez toutes les Nations, sous la protection de la puissance publique. Elle a dû en prescrire les formes, en protéger les conventions, en garantir les effets : mais, comme il est le plus ancien des contrats, comme il remonte à un temps où les hommes, ne connoissant point encore le gouvernement civil, ne traitoient que dans le sein de leur famille, & en présence de la Divinité, il n'est aucun pays où le mariage, même comme lien, n'ait reçu de la Religion une espèce de sanction solennelle qui en consacroit les promesses.

Chez nous , Monseigneur , & chez tous les Peuples soumis à la Loi de l'Evangile , le mariage n'est pas seulement un contrat , il est un Sacrement... mais, s'il est également vrai, d'un côté , que le Sacrement ne peut être conféré que dans l'Eglise , & par ses Ministres , d'un autre côté , qu'il y a mariage , & mariage indissoluble , même chez les Peuples qui , étrangers à l'Eglise , ou séparés d'elle , ne peuvent recevoir la grace (du Sacrement) il s'ensuit , Mgr , qu'il faut bien distinguer le caractère & les effets du mariage comme contrat , du caractère , & des effets du mariage comme Sacrement.

Cependant , Mgr , ces deux choses si distinctes se réunissent parmi nous dans l'acte individuel qui joint irrévocablement les époux ; car dans tous les Etats Catholiques , la Puissance publique qui préside au lien , ne regarde comme légitimement unis que ceux qui reçoivent le Sacrement ; & réciproquement le Sacrement ne lie que ceux auxquels la Puissance publique accorde le pouvoir de s'unir , & qui ont rempli les conditions qu'elle leur impose.

Ainsi , pour que le mariage soit valable , il faut parmi nous le concours de deux autorités.

Mais , lorsque le Mariage est une fois contracté & ratifié par le concours des deux Puissances , dont l'une préside à l'union , & l'autre confère la grace , c'est alors que , selon la parole de J. C. , l'homme ne peut séparer ce que Dieu lui-même a joint. Cet engagement sacré est sous la protection des Lois ; elles doivent en garantir l'exécution.

Ibidem , pages 284 , 285 , 286 , 287.

Après l'obligation de donner une forme certaine au lien ; vient le devoir de laisser à l'Eglise le plein & entier exercice du pouvoir qui lui appartient sur le Sacrement. Ici , Mgr , les effets de l'une & l'autre autorité se confondent tellement , que ce ne sont point les choses , mais les rapports , qu'il faut distinguer. Je vous ai dit en effet , que , sous la Loi de l'Evangile , il n'est point de mariage sans Sacrement : Or , il suit de-là que les Pasteurs auxquels seuls il appartient de conférer la grace , sont en même-temps Ministres essentiels du lien. C'est donc également & au nom de Dieu , & au nom du Souverain , qu'ils reçoivent les promesses mutuelles des époux. Au nom de Dieu , ils portent leurs sermens jusques aux pieds de son Trône ; ils bénissent l'engagement , ils sanctifient l'union , ils répandent sur elle cette grace qui est le prix du sang du Rédempteur. Au nom du Souverain , ils promettent aux époux le secours & la protection des Lois ; ils donnent le sceau d'un

contrat public à l'engagement naturel ; ils écrivent, ils signent même comme Ministres de la Puissance publique, l'acte qui est en même-temps & le témoignage solennel de l'union, & le titre de la légitimité des enfans.

Ibidem, pages 292, 293 & 294.

Les devoirs les plus importants de la société sont devenus des devoirs de Religion. Fideles à la voix du Législateur divin, les Princes Chrétiens, non-seulement ont cru devoir consulter l'Eglise sur cette matiere (du mariage), ils lui ont laissé exercer même une partie de leur juridiction, lorsqu'il a été question de prononcer, entre leurs Sujets, sur la nature d'un engagement dont l'Apôtre St. Paul ne parle lui-même qu'au nom de Dieu. Ils ont senti que, sur cette matiere, ce n'étoit pas assez d'appliquer les Loix politiques, mais qu'il falloit encore rassurer & éclairer les consciences,

Connoissez vos droits, Mgr. mais conformez-vous aux usages & aux Loix établies. Contentez-vous de savoir que le Prince a le droit d'imposer au lien du mariage des conditions, & de lui prescrire des formes dont le défaut rendroit l'engagement nul & illicite. Ne vous laissez point persuader qu'il puisse y avoir dans vos Etats un contrat valable, quoique passé malgré la prohibition de vos Loix. Ainsi la Puissance publique a exigé ; pour les mineurs, le consentement de leurs peres ou de leurs tuteurs. Je pourrois vous citer plusieurs autres dispositions des Loix de nos Souverains, qui annoncent qu'ils n'ont jamais méconnu l'influence qui leur appartenoit sur la validité ou l'invalidité de cet engagement. Tous cependant ont respecté les Canons de l'Eglise ; tous ont pris dans les décisions des Conciles la plus grande partie des règles dont ils ont exigé l'observation ; tous ont maintenu les Tribunaux Ecclesiastiques dans l'ancienne possession où ils sont de connoître & de juger des causes où il s'agit d'examiner si le mariage existe : possession qui ne peut jamais nuire aux droits du Souverain, puisqu'elle suppose le concours de l'une & de l'autre autorité, dont la confiance peut se reposer sur les mêmes Juges, toutes les fois qu'elle est obligée d'employer le même Ministre.

Ibidem, pages 295, 296 & 297.

F I N :



